

LE MARCHÉ MONDIAL DE L'INFORMATIQUE

CAHIER SPÉCIAL

pp. T-1 à T-16

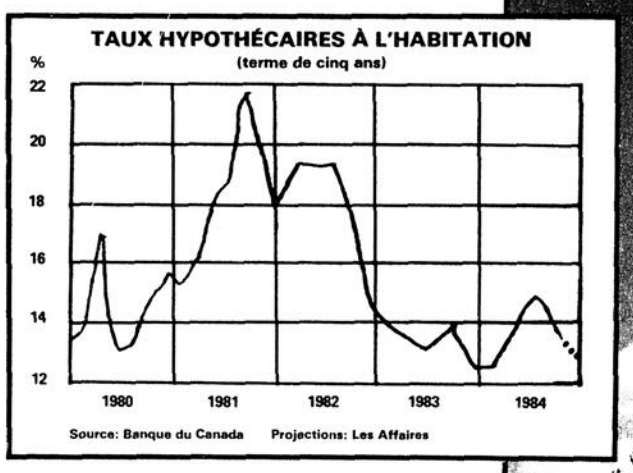
dépots garantis 10 3/4% 30 jours taux annuel
FIDUCIE PRÊT ET REVENU
QUÉBEC CHICOUTIMI OTTAWA MONTRÉAL TROIS-RIVIÈRES ROUYN

Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec

LES AFFAIRES

Montréal, semaine du 3 au 9 novembre 1984 Vol. LVI No 43 80 pages 1$

MARATHON BROWN
COURTIER À ESCOMPTES VÉRITABLES
875-7421
1-800-361-8600



TAUX D'INTÉRÊT: LA BAISSE SE POURSUIVRA

pp. 2-3

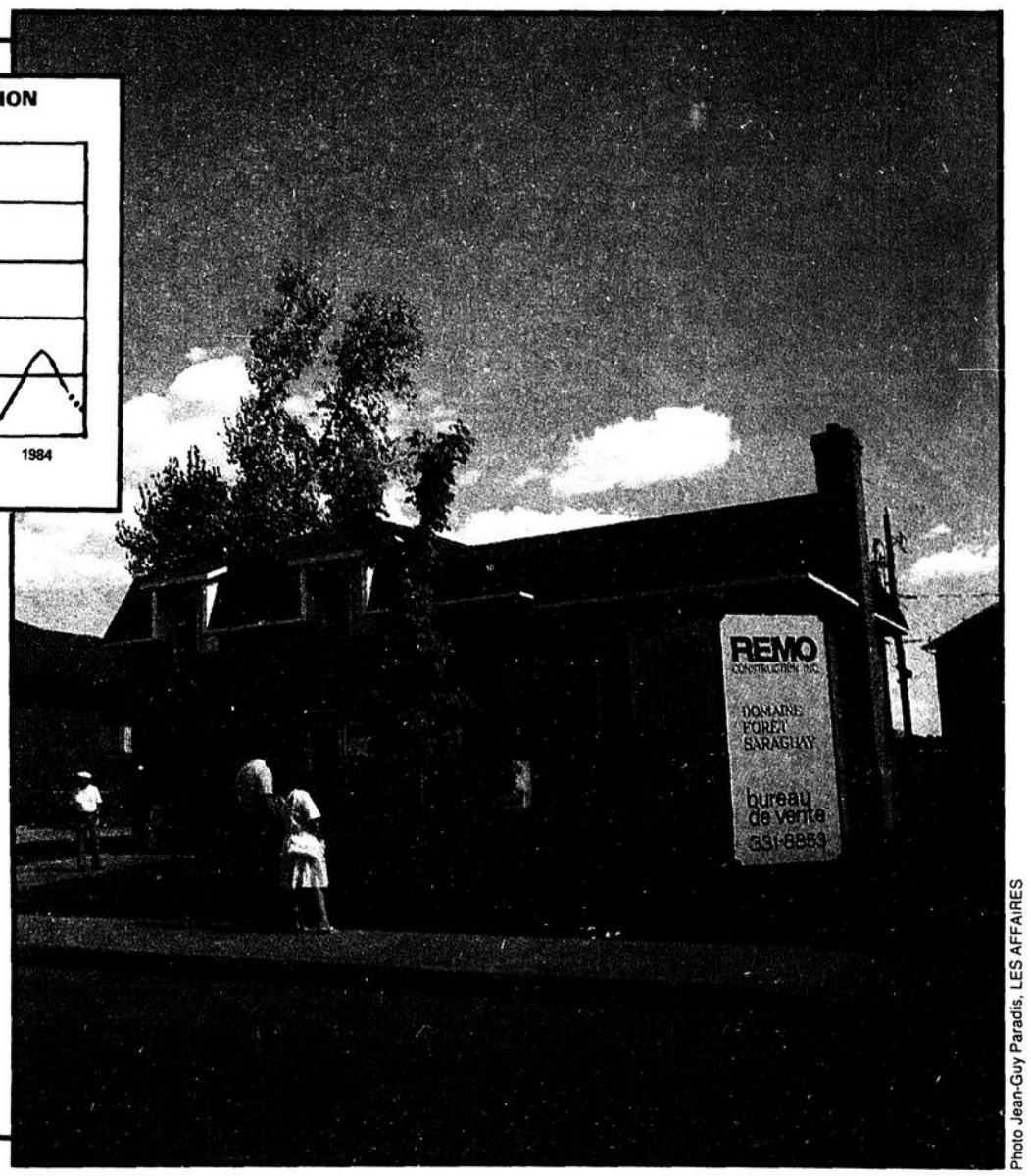


Photo Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

FEMME ET ENTREPRISE

FRANCINE ST-PIERRE INC.: LEADER DANS LE TRAITEMENT DE TEXTE AU QUÉBEC

pp. 32-33

PÉNURIE DE TITRES AU REA

p. 37

ENTREPRISE

Intalite, un fabricant de faux-plafonds, s'est hissé au rang d'entreprise internationale grâce à ses exportations. Sa philosophie vient de lui mériter le Prix d'excellence à l'exportation du Canada pour 1984. p. 17

LES AFFAIRES ET LA LOI

Le véhicule d'un particulier assuré au nom d'une compagnie peut ne pas bénéficier de la couverture d'assurance offerte à l'entreprise. Jean-H. Gagnon explique pourquoi. p. 20

VOTRE IMPÔT

Il est possible d'échapper aux griffes du fisc... Robert Rivard relate deux cas où le fisc a été débouté en cours. p. 44

Les taux d'intérêt pourraient encore

■ Contre toute attente, les taux d'intérêt ont baissé de manière sensible la semaine dernière aussi bien aux États-Unis qu'au Canada. Une enquête des AFFAIRES effectuée auprès d'une demi-douzaine d'économistes a par ailleurs révélé que les taux d'intérêt pourraient encore baissé de 0,5 à 1 point de pourcentage id'ici la fin de l'année.

Cette opinion n'est cependant pas générale et d'aucuns croient plutôt que les taux pourraient tout au plus rester à leur niveau actuel avant de repartir à la hausse dès le début de 1985.

La **Banque du Canada** a surpris tout le monde en réduisant jeudi dernier son taux bancaire de 0,40 point pour le porter à 11,71 %. Ce taux est cependant fixé en partie par le marché puisqu'il découle des encans hebdomadaires de bons du Trésor du gouvernement fédéral que fait la Banque du Canada. Le taux de la banque centrale est fixé à 0,25 point de plus que le taux moyen des bons du Trésor de 90 jours.

Sentant que la Banque du Canada allait suivre le mouvement de baisse amorcé aux États-Unis, les banques canadiennes ont abaissé leur taux préférentiel de 13 % à 12,5 % juste avant l'encan des bons du Trésor. L'écart entre le taux préférentiel et le taux d'escompte est maintenant de 0,79 point, ce qui est légèrement supérieur à la marge pratiquée ces derniers mois.

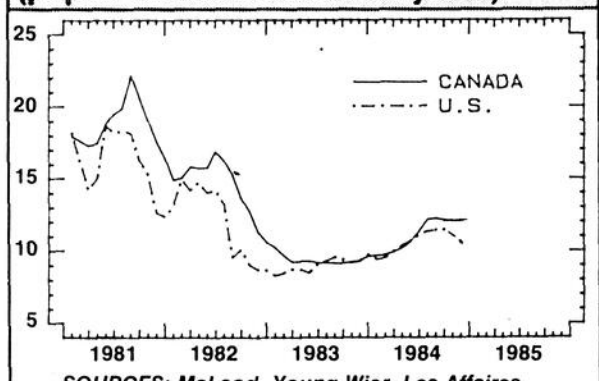
États-Unis

Aux États-Unis, les taux ont baissé sensiblement ces dernières semaines. Certaines banques ont abaissé leur taux préférentiel à 12 % vendredi dernier alors que d'autres ont gardé le leur à 12,5 %, prétextant que la baisse à 12 % était excessive. Le taux préférentiel des banques américaines s'était tenu à 13 % de juillet à septembre dernier.

La baisse a été encore plus forte du côté des taux du marché monétaire. Le taux sur les Federal Funds, qui est le taux chargé sur les prêts interbancaires aux États-Unis était de 9,5 % vendredi dernier, comparativement à 11,46 % à la mi-septembre, soit une baisse de 2 points de pourcentage.

Les certificats de dépôts de 90 jours offraient un rendement de 9,5 % vendredi dernier, comparativement à un rendement de 11,25 % à la mi-septembre, soit une baisse de 1,75 point. En regard de cette chute, le taux préférentiel des banques présente encore une possibilité de baisse puisqu'il n'a diminué que d'un point au cours de la même période.

TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS (papier commercial de 30 jours)



SOURCES: McLeod, Young Wier, Les Affaires

On observe un écart grandissant entre les taux à court terme au Canada et les taux à court terme aux États-Unis. Un tel écart permet généralement une remontée du dollar canadien et une baisse des taux canadien, comme cela s'est produit en 1981 et 1982.

Baisse des taux

Selon **Raymond Théoret,** économiste senior et directeur adjoint, Analyses monétaire et financière à la **Banque Nationale,** un écart de plus de deux points entre le taux préférentiel des banques et le rendement des certificats de dépôt est anormal. Comme cet écart est présentement de 2,5 points (le taux préférentiel est de 12 % et le taux sur les certificats de dépôts est de 9,5 %), une autre baisse du taux préférentiel des banques américaines apparaît possible.

M. Théoret se montre cependant prudent et anticipe une baisse possible de un demi-point au cours des prochaines semaines. ''La détente des taux devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, mais pas aussi rapidement qu'au cours des dernières semaines, a dit M. Théoret.

À son avis, si le taux préférentiel des banques américaines baisse de 0,5 point, il s'en suivra une baisse analogue au Canada.

Néanmoins, cette baisse reste hypothétique et dépendra de la vigueur de l'économie américaine au quatrième trimestre. L'économie américaine a progressé modestement au troisième trimestre, mais si elle devait reprendre fortement au quatrième, la demande de crédit s'accentuerait et les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt reviendraient, a expliqué M. Théoret.

Optimisme

Jean-Luc Landry, vice-président et économiste chez **Bolton, Tremblay,** est plus optimiste que son collègue de la Banque Nationale.

Selon M. Landry, il y a présentement place pour une baisse générale des taux de un point de pourcentage aussi bien aux États-Unis qu'au Canada. Celui-ci voit deux raisons à la baisse des taux.

La première est le fait que la demande de crédit est très liée à l'accumulation des inventaires dans les entreprises. ''Comme la demande de biens et services n'a pas progressé aux États-Unis au troisième trimestre, les entreprises vont ralentir leur production et cesser d'accumuler des inventaires, ce qui réduira la demande de crédit des entreprises. Il pourrait s'en suivre une baisse des taux de 1 à 1,5 point'', a dit l'économiste de Bolton Tremblay.

La seconde raison est l'impact psychologique que pourrait créer l'abandon éventuel par M. **Paul Volcker** de la présidence de la Réserve fédérale américaine, l'organisme qui tient lieu de banque centrale aux États-Unis. M. Volcker a dit que le prochain président aurait besoin d'un nouveau président de la Réserve fédérale, laissant entendre par là qu'il songe à abandonner son poste.

Comme M. Volcker a été identifié à une politique de taux élevés, son remplacement éventuel pourrait être interprété comme un retour à des taux d'intérêt plus bas et pourrait par conséquent créer un mouvement d'anticipation dans cette direction chez les acteurs des marchés financiers.

M. Landry estime qu'une baisse de un point des taux américains se propagera directement au Canada.

Banque du Canada

M. Landry estime toutefois que la Banque du Canada dispose d'une marge de manoeuvre très faible et que la baisse des taux d'intérêt qui est anticipée ne peut venir que des États-Unis.

''Tout de même, la Banque du Canada pourra transposer ici toute baisse des taux américains sans problème puisque l'écart entre les taux à court terme au Canada et les taux à court terme aux États-Unis est très favorable présentement'', a dit M. Landry.

De fait, l'écart entre les bons du Trésor à 90 jours du gouverment du Canada et les bons du Trésor à 90 jours également du gouvernement américain était vendredi dernier de 2,11 points, ce qui ne s'était pas vu depuis le début de 1983. Cet écart a été presque inexistant tout au long de 1984 et il est même devenu négatif au cours de certaines périodes, les taux américains dépassant les taux canadiens.

Il est étonnant, selon M. Landry, que le taux de change du dollar canadien ne soit pas plus fort. Selon lui, l'important écart existant entre les taux à court terme en vigueur dans les deux pays devrait normalement faire monter le cours du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

''Si le cours de notre monnaie s'appréciait, a dit M. Landry, la Banque du Canada aurait alors plus de marge de manoeuvre pour faire baisser son taux d'escompte et toute la structure des taux au Canada, de façon à relancer une économie qui progresse trop lentement. Après tout, comme l'inflation est très faible présentement, l'économie pourrait croître plus rapidement sans risquer de voir progresser l'inflation. Le problème est la faiblesse du dollar canadien. Or, il ne faut pas le voir baisser davantage à cause de l'impact négatif qu'une telle baisse aurait sur les prix'', a expliqué l'économiste de Bolton Tremblay.

Structure des taux

François Viau, économiste senior au **Trust Général,** abonde dans le même sens. M. Viau estime lui aussi que les taux devraient continuer de baisser d'ici la fin de l'année et même au début de 1985.

→

Sommaire

À votre agenda	*p. 18*
Abris fiscaux	*p. 45*
Affaires en bref	*pp. 22-23*
Affaires et la loi	*p. 20*
Bloc-notes	*p. 6*
Bourses	*pp. 56-58*
Carrières et professions	*pp. 62-63*
Éditorial	*p. 6*
Femme et entreprise	*pp. 32-33*
Fiscalité	*pp. 34-35*
Gagnants et perdants	*p. 53*
Immeuble	*pp. 27 à 30*
Indicateurs économiques	*p. 36*
Informatique et haute technologie	*pp. T-1 à T-16*
Investissements	*p. 31*
Marchés boursiers	*p. 55*
Marketing	*pp. 24-25*
Mines et métaux	*p. 53*
Nouvelles des compagnies	*pp. 59 à 61*
Nouvelles émissions	*p. 44*
Placement	*p. 37*
Portefeuilles de Georges Gratton	*p. 52*
Pouls de l'économie	*p. 36*
Profil d'entreprise	*p. 17*
Recommandations des courtiers	*pp. 50-51*
Régime d'épargne-actions	*p. 45*
Résultats financiers	*p. 60*
Rue St-Jacques	*p. 16*
Taux d'intérêt	*p. 54*
Transactions industrielles	*p. 26*
Votre impôt	*p. 44*
Vu d'Ottawa	*p. 7*

Centre de perfectionnement HEC

Comment régler vos griefs

Arbitrage de griefs

5, 6 et 7 décembre 1984
09:00 à 17:00

Étudiez les diverses procédures utilisées lors de l'arbitrage des griefs et les mécanismes s'y rattachant. Examinez entre autres, les moyens de preuve, leur admissibilité, les objections préliminaires et la juridiction de l'arbitre. Voyez le rôle et l'importance de la jurisprudence arbitrale.

Professeur:



M. Roger G. Martin
M.R.I.
C.R.I.

Professeur agrégé à l'École des H.E.C. et membre de la Conférence des arbitres du Québec. M. Martin a occupé des postes supérieurs au niveau de la gestion des relations patronales-ouvrières dans de grandes corporations canadiennes.

Critère d'admission: être impliqué dans le règlement des griefs.
(Aucun préalable académique n'est requis).

Date limite d'inscription: le 21 novembre 1984
(Le nombre d'inscriptions est limité; réservez dès maitenant.)

Demande d'admission: communiquez avec le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales, au **(514) 343-4495.**

baisser de 0,5 à 1 % d'ici la fin de 1984

"Je ne peux pas voir de relèvement des taux d'ici le printemps, a dit M. Viau. Je m'attends de retrouver une structure de taux qui s'apparentera avec celle du début de l'année," a expliqué l'économiste du Trust Général.

En février dernier, au Canada, le taux préférentiel des banques était de 11,5 % (en regard de 12,5 % actuellement), le taux de rendement des bons du Trésor à 90 jours était de 9,25 % environ (en regard de 11,71 aujourd'hui) et la fourchette des taux hypothécaires variait de 11 % à 12,5 % pour les hypothèques de un à cinq ans (actuellement, elle est de 12,5 % pour un an à 13,5 % pour cinq ans).

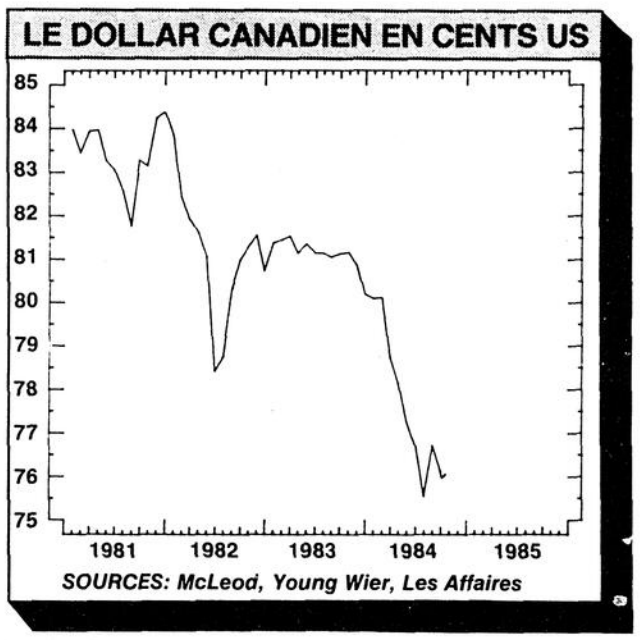
Il pourra toutefois s'écouler quelques semaines avant que les taux sur les prêts hypothécaires se mettent à baisser encore, a expliqué Raymond Théoret de la Banque Nationale. La raison en est que la campagne de vente des obligations d'épargne fédérales est en cours et que les institutions vont avoir tendance à conserver leurs taux sur les certificats de dépôts à un niveau concurrentiel pour ne pas perdre leurs liquidités au profit des obligations fédérales.

Comme les taux hypothécaires doivent être appariés avec les taux sur les certificats de dépôts de même échéance, il s'en suit que la baisse des taux hypothécaires doit attendre une baisse éventuelle des taux sur les certicats de dépôt, a expliqué M. Théoret.

Stabilité

De son côté, **Alex Thomson,** économiste senior à la **Banque Royale,** a affirmé qu'il croyait que les taux allaient demeurer stables et que, s'il y avait une baisse, celle-ci serait de un demi à un point. Il estime cette baisse possible, mais il la qualifie d'improbable.

Toutefois, selon M. Thomson, cette baisse des taux pourra survenir si le quatrième trimestre ne montre pas le taux de croissance élevé qu'anticipent présentement plusieurs économistes. Constatant de plus qu'il existe présentement un écart très important entre le taux préférentiel des banques américaines et les taux du marché monétaire, M. Thomson a dit qu'il y avait place pour une certaine baisse des taux et qu'il se pouvait que les autorités monétaires en décident ainsi.



La faiblesse du dollar canadien empêche la Banque du Canada de baisser davantage les taux d'intérêt au Canada.

À son avis, le Canada bénéficiera de toute baisse des taux qui pourra survenir aux États-Unis et il se pourrait même que la Banque du Canada tente même de profiter de l'écart important entre les taux à court terme canadiens et américains pour tenter de réduire les taux au Canada, afin de permettre à l'économie de croître plus rapidement.

Cependant, M. Thomson s'inquiète un peu de cette possibilité puisqu'à son avis le marché ne réagirait pas favorablement à une détérioration du taux de change du dollar canadien. "Le facteur clé d'une baisse plus considérable des taux au Canada est le taux de change du dollar canadien, par rapport au dollar américain", a dit M. Thomson.

"Mais comme l'inflation est la même dans les deux pays, on peut penser que les conséquences d'un déclin du dollar canadien aurait un impact inflationniste plus grand au Canada qu'aux États-Unis; pour cette raison, la Banque du Canada devrait éviter tout mouvement qui serait susceptible de contribuer à la dépréciation de notre devise", de dire M. Thomson.

Vue contraire

Enfin, **Marc St-Pierre,** vice-président et économiste senior chez **Placements Canagex,** ne partage pas l'optimisme modéré des trois premiers économistes précités.

À son avis, les taux resteront stables d'ici la fin de l'année pour remonter assez rapidement dès le début de 1985.

Si les taux ont baissé aussi rapidement en peu de temps aux États-Unis, c'est à cause du ralentissement prononcé de l'économie américaine au troisième trimestre (elle a crû à un rythme de 2,7 % sur une base annuelle en termes réels au troisième trimestre, comparativement à 10,1 % et 7,1 % au premier et deuxième trimestres respectivement).

Selon M. St-Pierre, l'économie américaine croîtra fortement au quatrième trimestre, ce qui réactivera la demande de crédit et empêchera les taux de descendre plus bas que le niveau qu'ils ont déjà atteint. Selon lui, les taux devraient monter en 1985 à un niveau plus élevé que celui atteint en 1984.

La raison principale de ce revirement réside dans la chute qui guette le dollar américain. À son avis, la devise américaine va flancher dès que les investisseurs étrangers retireront leur argent des États-Unis pour l'investir en Europe, où la reprise est encore lente à venir.

Quand la reprise va se manifester là-bas, les capitaux vont retourner en Europe et le dollar va se mettre à chuter. Les Américains, qui ont financé leurs déficits de la balance commerciale et du gouvernement fédéral avec des capitaux étrangers devront alors se résoudre à faire monter les taux d'intérêt pour financer à nouveau leurs déficits et en même temps empêcher le dollar de trop tomber, ce qui serait inflationniste.

M. Théoret partage la même opinion à propos du dollar américain et de l'impact négatif qu'il aura lorsque commencera sa chute. Celle-ci est imminente à son avis puisque les États-Unis ont un important déficit au compte courant de leur balance des paiements depuis deux ans et que le moment est maintenant venu que ce déficit provoque la chute de la devise nationale.

JEAN-PAUL GAGNE

ENFIN!
DEUX DOCUMENTS PRATIQUES SUR:

RECRUTEMENT ET SÉLECTION DU PERSONNEL

- Sources et méthodes de recrutement?
- Tests? Lesquels?
- Entrevues? Combien? Quels genres?
- Qui décide? Comment?
- Etc.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PERSONNEL

- Méthodes?
- Qu'est-ce qu'on évalue?
- Sur quoi se base-t-on?
- Formation à l'évaluation?
- Etc.

— Sondage sur plus de 150 organismes au Québec
— Résultats présentés par types de personnes et d'organisations
— par: R. Thériault et J.Y. Le Louarn de H.E.C.

Prix par document:
Participants au sondage: 85$
Non participants: 125$

Envoyez votre chèque à:

Association des professionnels en ressources humaines du Québec
1253 ave. McGill College,
bureau 192, Montréal, Qué.
H3B 2Y5
Téléphone: (514) 879-1636.

Demandez le Guide du régime d'épargne-actions et réduisez vos impôts

Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume

Laval (514) 668-5223
1-800-361-3803
1600, boul. Saint-Martin est

Longueuil (514) 679-2810
1-800-361-5058
370, chemin Chambly

Montréal (514) 286-3225
1-800-361-6840, poste 3225
Complexe Desjardins

Québec (418) 653-6811
1-800-463-4792
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy

Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920
1640, rue King ouest

Vous aimeriez souscrire à un régime d'épargne-actions car cela vous semble un excellent moyen pour réduire vos impôts. Cependant vous hésitez car vous connaissez mal toutes les caractéristiques de ce régime.

Le *Guide du régime d'épargne-actions* que nous vous offrons gratuitement répondra à bon nombre de vos questions. Vous y trouverez des explications détaillées sur les avantages et le fonctionnement d'un réa et une description de celui que nous offrons..

Vous y trouverez également une description du régime de placements en titres indexés *(rpti)* et des avantages fiscaux qu'il procure.

Renseignez-vous auprès de nos conseillers. Et rappelez-vous que nous pouvons vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.

Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

desjardins



LE SUCCÈS A UN NOM:
FONDS DYNAMIQUE
SANS FRAIS D'ACQUISITION
DU CANADA AMÉRICAIN DE REVENU D'ÉPARGNE

Le FONDS DYNAMIQUE DU CANADA LTEE investit dans le capital-actions de plusieurs des grandes sociétés de croissance du Canada. Participe à leur réussite financière. Augmentation du capital: 18.3% par an sur 10 ans*.
*Comprend gains de capital réalisés et dividendes réinvestis.
Fonds Américain et de Revenu lancés en nov. 79. d'Épargne lancé le 30 avril 84

Pour obtenir gratuitement les prospectus, appelez:
La Gestion Fonds Dynamique ltée
Montréal 842-1416, de partout ailleurs 1-800-361-5149.

LES AFFAIRES

Québec veut s'assurer que les sociétés CLE fédérales ne remplaceront pas les commissariats industriels

■ La controverse fédérale-provinciale entourant les sociétés CLE devra trouver son dénouement dans le renforcement des organismes existants. Autrement dit, si Ottawa veut maintenir son programme d'aide à la formation de petite société locale de développement économique et de capital de risque, il faudra qu'il le fasse sans nuire aux programmes québécois qui sont actuellement en place et sans multiplier les organismes d'intervention dans le développement économique régional.

C'est ce qui se dégage d'une série d'entrevue réalisées par LES AFFAIRES au cours des dernières semaines.

Les **sociétés CLE** sont de petites sociétés régionales de développement économique et de financement en capital de risques qui peuvent être créées en vertu du programme de création locale d'emploi (d'où le mot CLE). Pour qu'une société CLE soit créée, il faut qu'elle soit parrainée par un organisme représentatif du milieu qui a montré dans le passé son intérêt pour le développement économique de sa région. Les sociétés CLE existantes ont été parrainées principalement par des conseils régionaux de développement économique, des chambres de commerce et des municipalités.

Lorsque la requête en vue de la formation d'une société CLE est acceptée par le gouvernement fédéral, l'organisme proposeur reçoit 50 000 $ pour former la société. Une fois que celle-ci est lancée et qu'elle a engagée son directeur général, la société CLE reçoit pour son budget de fonctionnement une subvention pouvant atteindre 130 000 $, la première année, et jusqu'à 180 000 $ la quatrième année. Rien n'a été prévu pour les autres années, le gouvernement ayant fait l'hypothèse que les sociétés CLE pourraient être devenues autosuffisantes à leur cinquième année. Ottawa n'exige aucune contribution financière du milieu, ce qui veut dire que les sociétés CLE pourront dépendre à 100 % des fonds fédéraux, du moins à leur début.

De plus, le programme prévoit que les sociétés CLE auront un budget d'investissement qui passera de 220 000 $ à 350 000 $ de la première à la cinquième année. Ces fonds sont mis à la disposition des sociétés CLE par Ottawa pour investir dans les projets et les entreprises du milieu à raison d'un maximum de 25 000 $ par entreprises.

Le budget du programme fédéral de création locale d'emploi est de 15 millions de dollars. Une cinquantaine de sociétés CLE auraient été créées au Canada depuis le début de ce programme, dont une vingtaine au Québec.

La controverse fédérale-provinciale a éclaté au sujet des sociétés CLE lorsque certaines municipalités ont pensé utiliser l'argent disponible dans le cadre du programme fédéral pour financer leur propre contribution au conseil économique ou au commissariat industriel de leur région.



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Selon Bernard, les sociétés CLE peuvent être un heureux compliment aux comissariats industriels si l'on utilise bien l'argent du programme.

Non seulement le gouvernement du Québec s'est-il toujours opposé à ce qu'Ottawa transige directement avec les municipalités, qui sont des créatures provinciales, mais le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec voit d'un très mauvais oeil que les municipalités profitent des fonds fédéraux pour se soustraire à leur propre implication financière dans le développement économique de leur milieu. Il est carrément malsain, selon Québec, que les intervenants d'un milieu en vienne à dépendre à 100 % de fonds gouvermentaux pour poursuivre des objectifs de développement économique de leur propre milieu. En corollaire, le MIC provincial craint également que le programme fédéral ne vienne temporairement miner son propre programme d'aide à la formation et au soutien des commissariats industriels. Québec subventionne actuellement 75 commissariats industriels et conseils économiques sur 85 à 90 commissariats existants; ceux-ci recoivent cette années du Québec 3,8 M$, soit 40 % de leurs budgets globaux de dépenses de 9,5 M$.

Pour un, M. **Pierre Lortie,** président de la Bourse de Montréal, estime que les sociétés CLE sont inutiles et qu'elles devraient disparaître. À son avis, le réseau de sociétés CLE qui prend forme pourrait avoir un impact négatif sur le développement régional parce que les anticipations qu'elles suscitent ne seront pas réalisées.

Au sein des commissaires industriels du Québec, les opinions sont très partagées sur les bien-fondé du programme fédéral. Certains, comme **Serge Roy,** directeur général du **Conseil économique de Beauce,** estiment que le programme fédéral ne peut avoir qu'un impact marginal sur le milieu pour deux raisons: une partie du travail qui incombe aux sociétés CLE est déjà faite par le commissariat industriel et le conseil économique de la région; 2- l'impact des sommes (25 000 $ maximum par entreprise) qui peuvent être investies en capital de risque ne peut être que marginal.

D'autres estiment que les sociétés CLE peuvent être un heureux complément aux commissariats industriels si on utilise bien l'argent disponible dans le programme fédéral.

Par exemple, la **Corporation de développement industriel du Centre-Mauricie** (CODICEM) a utilisé les fonds du programme fédéral pour créer la **Société de financement à capital de risque (SOFICAR),** qui sera le bras financier de CODICEM. Les deux organismes relèvent de la même autorité (les membres du conseil de la CODICEM) et travaillent de façon complémentaire.

Selon le directeur général de CODICEM, M. **Bernard Fortin,** SOFICAR aidera sans aucun doute au lancement de plusieurs projets en Mauricie. À son avis, ce programme complète parfaitement bien le programme québécois de Bourses d'affaires qui permet à un jeune entrepreneur d'obtenir une garantie de prêt de 25 000 $ s'il veut se lancer en affaire. "Avec la garantie de prêt du Québec et le financement en capital de risque de SOFICAR, un jeune entrepreneur qui a un bon projet peut maintenant compter sur 50 000 $ pour partir son entreprise", de dire M. Fortin.

De son côté, M. **Armand Paré,** directeur général de la **Société CLE Memphrémagog,** estime que l'objectif de sa société est justement d'être complémentaire au commissariat industriel de la région Magog-Memphrémagog. Alors que ce dernier fait la promotion économique du milieu et apporte son aide technique aux entrepreneurs du milieu dans leurs projets d'investissements, la société CLE fera du financement et les assistera dans le management de leur entreprise.

Ottawa

Pour l'instant, le programme fédéral est l'objet d'un moratoire, comme c'est le cas pour de nombreux autres programmes hérités du gouvernement libéral.

JEAN-PAUL GAGNÉ

La présente annonce ne doit pas être interprétée comme un appel public à l'épargne dans la province de Québec des valeurs qui y sont mentionnées. Une telle offre sera faite par voie de prospectus seulement dans la province de Québec où le dépôt d'un tel prospectus aura été accepté par la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Premier appel public à l'épargne — *Octobre 1984*

3 500 000 $

LES INDUSTRIES CHARAN INC.

1 000 000 d'actions ordinaires
et
500 000 bons de souscription d'actions ordinaires

La Compagnie a accordé aux preneurs fermes une option pour acheter au plus 100 000 unités additionnelles en vue de couvrir les surattributions.

Offerts sous formes d'unités dont chacune comprend une action ordinaire et un demi bon de souscription d'actions ordinaires.

Prix: 3,50 $ par unité

Les unités sont offertes seulement en vertu d'un prospectus dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès des sousmentionnés ou de tout autre courtier légalement autorisé à offrir ces titres.

Brault, Guy, O'Brien Inc.

Osler, Wills, Bickle Limitée
F.H. Deacon, Hodgson Inc.
Geoffrion, Leclerc Inc.
Tassé & Associés, Limited

BOURSE DE MONTRÉAL

Nouvelle inscription

ACTIONS • OPTIONS SUR ACTIONS • SUR OBLIGATIONS • SUR L'OR SUR DEVISES • CERTIFICATS D'OR ET D'ARGENT • ACTIONS • OPTI

HIL
HIL. Wt

Hees International Corporation

L'inscription d'un titre à la cote de la Bourse de Montréal assure une présence dans les médias au Canada.

Hees International Corporation offre des services de financement et de gestion à une variété de clients et investit dans des entreprises bien établies.

Un comité parlementaire tranchera le sort des sociétés fédérales de la couronne

■ Atmosphère ambiguë ces jours-ci à Ottawa. Le gouvernement du premier ministre **Mulroney** amuse la galerie et tient la presse parlementaire en haleine à coup de rumeurs et d'indiscrétions savamment calculées.

Dans la foulée des rapports du Vérificateur général du Canada, qui s'était livré à une critique très articulée de la gestion et de l'imputabilité des sociétés de la couronne en regard des pouvoirs de chien de garde dévolus au Parlement canadien, le service de recherche du Parti conservateur a élaboré une ''stratégie d'action'' en vue de mettre au pas ces ''états dans l'État'' selon une expression chère au ministre de l'**Expansion industrielle régionale,** M. **Sinclair Stevens.**

Selon ce qu'a appris LES AFFAIRES, le cabinet Mulroney mettra sur pied un comité spécial de la Chambre des Communes dont le mandat consistera à passer à la loupe chacune des 300 sociétés de la couronne. Selon le document de travail, le comité devra faire trois genres de recommandations: quelles sociétés de la couronne devraient poursuivre ses activités en conformité avec le mandat de départ dévolu par le Parlement; quelles sociétés devraient être vendues au secteur privé; et finalement, quelles sociétés devraient être abolies ou encore intégrées directement sous la coupe d'un ministère au même titre qu'un département ministériel.

Le discours du Trône et l'énoncé de politique économique que présentera à la mi-novembre le ministre des **Finances,** M. **Michael Wilson,** préciseront le mandat de ce comité spécial du Parlement. Mais déjà le document de travail du Parti conservateur fait longuement référence à toute la question de ''l'imputabilité financières'' des sociétés de la couronne et suggère une série de remèdes pour que la surprise d'un ''découvert monétaire de un milliard de dollars chez **Canadair**'' ne se reproduise plus.

L'approche du Parti conservateur placera les sociétés de la couronne dans un corset financier très rigide, sorte d'armature de contraintes qui les ''mettrait sur un même pied d'égalité avec leurs concurrents du secteur privé.''

Cette recherche de l'équité passe par l'entonnoir suivant: le crédit général du gouvernement fédéral — illimité par définition — ne serait plus disponible pour les sociétés de la couronne à moins d'un engagement explicite du Parlement en ce sens. Conséquemment, les sociétés d'État devraient pourvoir à leur besoin de financement en fonction des actifs réels qu'elles peuvent faire valoir auprès de leurs créditeurs.

Si au niveau commercial, les sociétés de la couronne doivent faire montre des mêmes critères de professionnalisme et d'éthique que leurs concurrentes du secteur privé, le document du service de recherche du Parti conservateur entend aussi hausser la ''visibilité et la responsabilité'' des sociétés d'État en demandant au cabinet de rendre publique toute directive ministérielle adressée au conseil d'administration de ces sociétés.

Le comité spécial du Parlement devra aussi formuler une série de recommandations afin de resserrer le contrôle financier des sociétés de la couronne à travers l'élargissement des pouvoirs du Vérificateur général du Canada, M. **Kenneth Dyke.**

À cette fin, le bureau du vérificateur général pourrait se voir confier la tâche de ''vérificateur adjoint'' de l'ensemble des sociétés de la couronne, ce qui lui donnerait accès aux états financiers et aux livres comptables de **Radio-Canada, Air-Canada, Canadair** ou **Téléglobe Canada** pour ne nommer que les plus visibles dans le décor économique de la nation.

Le document souligne que le 26 novembre 1979, le gouvernement de M. **Joe Clark** avait présenté le projet de loi C-27 — mort-né avec la dissolution des chambres — qui visait une refonte en profondeur du cadre législatif qui gouverne le fonctionnement de sociétés de la couronne.

Sans tomber dans toute la mécanique juridique d'un projet de 50 pages, soulignons que le bill C-27 retirait les sociétés de la couronne de la Loi de l'administration financière du gouvernement fédéral, une sorte de loi parapluie qui définit les lignes hiérarchiques qui conditionnent les pouvoirs d'emprunt des sociétés d'État.

La Loi sur les sociétés de la couronne du gouvernement Clark pourrait donc refaire surface à la Chambre des Communes, d'autant plus que le ministre **Sinclair Stevens** devra bien un jour cesser d'agacher les journalistes sur son goût prononcée pour la ''privatisation'' de Canadair. **De Havilland** ou d'**Eldorado nucléaire.**

MICHEL GUÉNARD

Nous vous défions d'essayer notre système de paye.

comcheq
payroll service de paie

Halifax, Montreal, Quebec, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver

ASSOCIATION DES COMMISSAIRES INDUSTRIELS DU QUÉBEC NOMINATIONS



Monsieur Pierre Dagenais

Le conseil d'administration de l'Association des Commissaires Industriels du Québec a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Pierre Dagenais au poste de Président de cet organisme. Monsieur Dagenais est Directeur-général de la Corporation de Développement Économique Sorel-Tracy & région.

Les autres membres du conseil d'administration sont: Louis P. Dupuis, Vice-président administration, Robert Sanscartier, Vice-président développement, Pierre Ouellet, Secrétaire, Gérald Guindon, Trésorier, Directeurs exécutifs: Guy Champagne et Georgette Georgiev et les autres directeurs: Gratien Lavoie, Carmen Adam, Benoît Cloutier, Bernard Fortin, Mario Girard, Yves Rancourt, Gabriel Voyer.

ERRATUM
ET MAINTENANT SINGAPOUR!

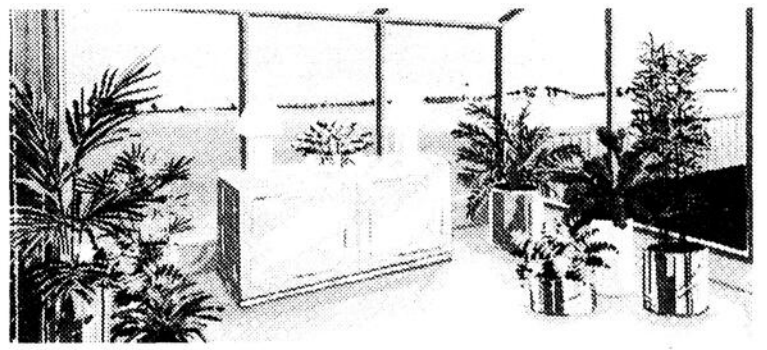
Notre annonce ''Et maintenant Singapour'' du 27 octobre 1984 comportait une légère imprécision quant à notre horaire de vols vers Singapour. Veuillez vérifier cet horaire auprès de votre agent de voyages ou d'un agent d'Air Canada. Nous vous prions de nous excuser.

Singapour '85

AIR CANADA
Intercontinental

Le prêt-à-partir pour la grande vie

Il est rare qu'on puisse louer un objet précieux



Les Jardins de l'Archipel sont certainement les appartements les plus luxueux en location à Montréal. Naturellement, les Jardins de l'Archipel offrent tous les services qu'on retrouve exclusivement dans les complexes résidentiels de cette catégorie (service de sécurité 24 heures sur 24, piscine intérieure, saunas, bain tourbillon, salle d'exercices, racquetball, tennis extérieur, salle de réceptions), sans oublier toutes les facilités de l'Île des Soeurs et sa proximité du travail, à cinq minutes du centre-ville. Seulement soixante personnes peuvent encore profiter de ce privilège de louer aux Jardins de l'Archipel.

APPARTEMENTS

LES JARDINS DE L'ARCHIPEL

30, Berlioz Rive, Bureau 103
Île des Soeurs, Montréal
(514) 767-5363 — Télex: 05-268729
Visites sur rendez-vous seulement.

Le bijou de Montréal.

Dossiers/Mode Masculine

La cravate

La cravate, c'est bien connu, sert à camoufler esthétiquement le boutonnage de la chemise. C'est aussi le traditionnel cadeau des enfants lors de la Fête des pères. Vous en possédez sans doute une imposante collection dont certaines, parmi les plus anciennes, vous font frémir d'horreur.

Le style d'une cravate est étroitement lié (sans jeu de mots) à la forme du col de la chemise. Un col étroit commande une cravate mince au noeud simple et serré, tandis qu'un col plus large, à grandes pointes, demande une cravate plus imposante. Les motifs, teintes et tissus suivent les tendances de la mode. La collection de cravates de Bovet peut répondre à tous les goûts. Nous offrons même certains modèles spécialement fabriqués pour les tailles élancées.

Bovet

VÊTEMENTS ET CHAUSSURES DE QUALITÉ POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES.

QUÉBEC - MONTRÉAL - OTTAWA

EDITORIAL

Pétromont: à Ottawa de jouer maintenant



JEAN-PAUL GAGNE

Après une négociation qui a été très laborieuse, le gouvernement du Québec et Union Carbide ont finalement convenu de donner une année de sursis à l'usine d'éthylène de Pétromont à Varennes et à l'usine de polyéthylène de Union Carbide à Montréal-Est.

Dans un premier temps, Québec et Ottawa contribueront chacun 15 millions de dollars pour absorber les pertes d'exploitation de l'usine d'éthylène de Varennes jusqu'au 31 mars 1985.

Dans un deuxième temps, Québec s'est engagé à maintenir ouverte l'usine de Union Carbide à Montréal-Est et à absorber jusqu'à 65 millions $ de pertes d'exploitation pendant une période pouvant atteindre quatre ans. Cette période est celle que l'on prévoit pour trouver un débouché substitut à l'usine de polyéthylène de Montréal-Est pour absorber l'éthylène de l'usine de Varennes.

Il n'y avait pas de sursis possible à l'usine de Varennes, qui est la base de l'industrie pétrochimique québécoise, sans le maintien des activités de l'usine de polyéthylène de Montréal-Est, puisque cette dernière absorbe les deux tiers de la production d'éthylène de l'usine varennoise.

Comme Union Carbide avait déjà décidé de fermer son usine pour concentrer la fabrication de son polyéthylène à sa nouvelle usine du canton Moore, près de Sarnia et qu'elle ne veut pas de nouveau concurrent sur le marché canadien, l'usine de Montréal-Est ne pourra pas vendre plus de 14 000 tonnes de polyéthylène au Québec, en Ontario et dans les Maritimes à la première année de l'entente sur une capacité totale de 68 000 tonnes par année. Cette quantité diminuera ensuite progressivement au cours des trois autres années de l'entente. L'usine montréalaise devra donc se débrouiller pour vendre le reste de sa production sur les marchés du tiers-monde, d'où les pertes importantes qui sont anticipées.

La survie à long terme de l'industrie pétrochimique montréalaise repose sur deux conditions essentielles. La première est l'abaissement d'environ 15 % du coût des matières premières utilisées par l'usine d'éthylène de Varennes. Cette usine, comme celle de Pétrosar à Sarnia, utilise surtout comme matières premières des gaz liquides provenant du pétrole, alors que l'industrie pétrochimique albertine utilise de l'éthane, dont le prix a été fixé à 65 % du prix du pétrole.

Le Parti conservateur a déjà promis de modifier deux taxes de façon à diminuer le coût des matières premières utilisées par Pétromont et Pétrosar à Sarnia. Ce n'est qu'à cette condition que Pétromont pourra moderniser son usine de Varennes, au coût de 30 millions de dollars, de façon à accroître son efficacité et sa flexibilité.

La seconde condition à la survie de l'industrie pétrochimique montréalaise est l'implantation au Québec d'un complexe de polychlorure de vinyle, qui absorberait la production d'éthylène de l'usine de Varennes. Ce produit est fait à partir de trois composantes, le chlore, que l'usine de CIL à Bécancour produit comme résidu à sa soude caustique, l'électricité, dont on a d'importants surplus, et l'éthylène que l'on pourrait produire efficacement si Ottawa change sa politique énergétique. Une fois ce débouché trouvé pour l'éthylène de Pétromont, l'usine de polyéthylène de Montréal-Est pourrait être fermée sans risque de voir s'effondrer toute l'industrie pétrochimique montréalaise.

Québec a parié gros dans l'entente qu'il a conclue avec Union Carbide, mais il se devait de tout essayer pour sauver cette industrie. Québec devra cependant avoir le courage de fermer rapidement le robinet si jamais il apparait clair qu'Ottawa ne réalise pas ses promesses et que le projet d'usine de PVC ne peut être réalisé.

LES AFFAIRES

Fondé en 1928
Président et éditeur: **Claude BEAUCHAMP**
Rédacteur en chef: **Jean-Paul GAGNÉ**
Chef de pupitre: **Serge THERRIEN**
Directeur, cahiers et projets spéciaux: **Claude PICHÉ**
Journalistes: **André HAINS, Claude CHIASSON, Gil TOCCO, Yves BOURGET, Lucie PICHÉ, Yan BARCELO**
Collaborateurs: **Robert RIVARD, Georges GRATTON, Jean-H. GAGNON, Michel GUÉNARD, Normand LASSONDE, Pierre MANTHA, Michel RICHER, Daniel BORDELEAU**
Photographe: **Jean-Guy PARADIS**

Publicité: *Directeur* **Rosaire MAILLOUX**
Adjointe à la production: **Lucie MÉNARD**
Montréal: (514) 842-6491 · Toronto: (416) 499-9348 · Vancouver: (604) 688-6819

Tirage: *Directeur* **Normand GRAVEL** **Abonnement:** *Directeur* **François BLONDIN**
Abonnement: *(514) 842-3131* **1 an: 29,95$* 2 ans: 44,95$* Au numéro: 1$**
États-Unis: **1 an: 49,95$* 2 ans: 74,95*** Autres pays: **1 an: 69,95$* 2 ans: 119,95$***
** incluant 0,50$ pour le magazine AFFAIRES*

Publié 50 fois par année par PUBLICATIONS LES AFFAIRES INC.
465, rue Saint-Jean, suite 903, Montréal, H2Y 3S4
Tél.: (514) 842-6491 Télex: 055-61971
Imprimé par l'Imprimerie Trans-Continentale Inc.
(Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0923, (Dépôt légal — Bibliothèque du Québec) ISSN 0705-1859)

Publications Les Affaires inc. est membre du GROUPE TRANSCONTINENTAL GTC LTÉE
Président du conseil d'administration: **Rémi MARCOUX**

Mulroney s'apprête à vendre des sociétés de la Couronne



BLOC-NOTES

La grève à Marine

■ La grève à **Marine Industrie,** de Sorel-Tracy, entrera bientôt dans son quatrième mois si elle se prolonge, comme cela apparaît malheureusement probable, quelques jours encore.

Or, il est un dicton répandu dans le milieu des relations industrielles qui veut qu'un arrêt de travail qui ne se règle pas au bout de trois jours dure trois semaines, qui ne se règle pas au bout de trois semaines dure trois mois, et qui ne se règle pas au bout de trois mois peut durer indéfiniment...

Bref, le conflit à Marine Industrie entre dans une phase cruciale qui, si elle ne se solde pas par un règlement rapide, dégénérera dans un cul-de-sac dont les deux parties subiront pendant très longtemps après le retour au travail les conséquences financières. À la fois la compagnie, le syndicat et les employés mettront en effet des années à récupérer les pertes de revenus résultant d'un aussi long arrêt de travail.

L'arrêt de travail touche 1 700 personnes depuis le 7 août dernier, dont les 1 000 employés rémunérés à l'heure qui sont à l'origine du conflit. Leur syndicat, affilié à la**CSN,** a décidé de mener un combat pour la réduction de la semaine travail de 40 à 35 heures, avec pleine compensation monétaire.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le syndicat a bien mal choisi son objectif et son moment.

D'une part, les conventions collectives signées en Amérique du Nord depuis deux ans vont dans le sens exactement inverse des objectifs visés par le syndicat. Ces conventions, en effet, vont toutes dans le sens de hausses modestes de la rémunération horaire et de la diminution des coûts de production par employé.

D'autre part, à une époque où il y a au pays 1 200 000 chômeurs, il est vraiment désolant de voir des gens qui détiennent un emploi se battre pour travailler moins.

L'argument du syndicat à l'effet que la réduction de la semaine de travail par employé se traduirait précisément par la création de nouveaux emplois, est absolument fallacieux. Si Marine Industrie devait plier et accepter la demande syndicale, elle deviendrait encore moins compétitive qu'elle ne l'est présentement, serait incapable de gagner les restants de contrats qu'elle a réussi à arracher de peine et de misère depuis quelques mois et, à terme, serait forcée de procéder à des mises à pied.

Le simple bon sens dit que c'est en travaillant plus et non pas moins qu'on va créer des emplois dans une économie!

Mais peu importe tout ce débat plus ou moins théorique. Ce qui importe, c'est que soit mis fin à cette grève suicidaire pour les employés eux-mêmes qui, jamais, ne gagneront un combat aussi mal engagé et ne récupéreront les pertes de revenus qu'ils s'infligent semaine après semaine pour une lutte purement idéologique.

Il ne manque pas de gens réalistes dans le mouvement syndical qui voient bien que le syndicat CSN de Sorel s'enlise dans une campagne sans issue. C'est à eux que revient la responsabilité de faire pression auprès du syndicat local pour que celui-ci réoriente sa stratégie. Ce sera un immense service à rendre aux 1 700 personnes qui ont déjà gaspillé trois mois de leur vie.

Au début de sa grève de 13 jours contre **GM,** le puissant syndicat des **Travailleurs unis de l'automobile** plaçait dans sa liste d'objectifs la réduction du temps de travail. Il a su vite revenir sur terre. La CSN-Sorel devra, tôt ou tard, en faire autant.

CLAUDE BEAUCHAMP

Comment traiter avec le gouvernement Mulroney

■ Un groupe de recherche et d'analyse politique sera prochainement créé au Bureau du premier ministre, **Brian Mulroney** pour assurer la liaison avec les grandes associations de gens d'affaires.

C'est celui qui sera bientôt confirmé dans ses fonctions de directeur de ce groupe, **Charles McMillan,** qui l'a révélé la semaine dernière à Ottawa. M. McMillan est conseiller politique principal de Brian Mulroney depuis quelques années. Il était auparavant professeur de l'École d'administration de l'**Université York,** de Toronto.

Comme il s'y était engagé pendant la dernière campagne électorale, le gouvernement Mulroney va littéralement doubler la haute fonction publique avec un personnel politique rencorcé - et mieux payé - dans les divers cabinets de ministre. Lorsqu'un homme d'affaires lui a demandé "à qui faudra-t-il parler?", Charles McMillan n'a pas caché que tout en gardant le contact avec les fonctionnaires, il faudrait désormais s'adresser directement aux chefs de cabinet des ministres (Voir ci-dessous).

"Nous ne voulons pas remplacer les fonctionnaires, a affirmé **Bill Neville,** principal conseiller de M. Mulroney sur le comité de transition. Mais nous voulons être sûrs que leur travail n'entre pas en conflit avec la direction politique du gouvernement". Contrairement au précédent gouvernement qui avait multiplié les comités de sous-ministres, celui de M. Mulroney fonctionnera à deux niveaux politiques seulement. "Le vrai noyau du pouvoir", affirme M. McMillan, se situera au Comité des priorités et de la planification. Les trois comités sectoriels importants, où se feront la coordination et surtout les arbitrages entre ministères, seront ceux du **Développement économique régional,** (présidé par **Sinclair Stevens**), du **Développement social** (présidé par **Robert de Cotret**). Ceux-ci s'ajoutent au "Comité spécial" présidé par le vice-premier ministre **Éric Nielsen,** surnommé "l'aspirateur", parce que c'est lui qui passe au peigne fin tous les programmes gouvernementaux et décide de leur avenir.

Bill Neville a précisé que le conseil des ministres, qui est composé de 40 personnes, ne fera qu'entériner les décisions des comités et discuter les grandes orientations politiques du gouvernement. L'ensemble de la planification du gouvernement Mulroney sera d'ailleurs étalée sur quatre années, ce qui laisse entendre que certaines réformes, telle une nouvelle entente constitutionnelle avec Québec, seront repoussées vers la fin du mandat.

Les ministres seront laissés maîtres de leurs dossiers et c'est pourquoi on a renforcé les effectifs de leurs cabinets. En fait, on s'est contenté d'ajouter un poste de chef de cabinet dont la rémunération - jusqu'à 80 000 dollars - permettra d'aller chercher des conseillers seniors capables de discuter d'égal à égal avec les sous-ministres.

L'arrivée d'un gouvernement conservateur a enfin mis en vedette à Ottawa certaines entreprises de consultation proches du pouvoir. C'est en particulier le cas de **Public Affairs International,** dont trois associés viennent de passer dans des cabinets de ministre et dont le nouveau président du conseil est Bill Neville lui-même.

Liste inédite

Voici la liste, encore inédite, des chefs de cabinet des ministères avec lesquels les milieux d'affaires sont le plus susceptibles de traiter. Le nom du ministre apparaît entre parenthèses:

• Finances (Michael Wilson): le chef de cabinet, **Tom Terbovich** arrive du gouvernement de l'Ontario, où il exerçait les mêmes fonctions pour le ministre du Travail, **Russel Ramsay.** La ministre d'État, **Barbara McDougal,** a engagé **Elisabeth Roscoe,** également de Toronto.

• Développement économique et régional (Sinclair Stevens): la directrice de cabinet, Mme **Trianta Silopoulos,** avocate, avait été adjointe législative du ministre de la Justice en 1979; le ministre d'État à la petite entreprise, **André Bissonette,** a engagé **Jean-Louis Bouthillette,** professeur de gestion aux HEC et président du **Goupe Colbert.** Le ministre d'État au Tourisme, **Thomas McMillan,** a retenu les services de **Les McIlroy.**

• Le président du Conseil privé **Éric Nielsen** a engagé **Peter Harder,** ancien chef de cabinet de Joe Clark et membre du comité de transition qui a préparé l'arrivée de Brian Mulroney au pouvoir.

• Aux Affaires extérieures (Joe Clark): le chef de cabinet est Mme **Jodi White,** directrice du Parti conservateur et membre de Public Affairs International. Le ministre d'État au Commerce, James Kelleher, a fait venir un ancien associé **Bruce Fountain,** spécialiste des ressources naturelles. La ministre d'État aux Relations extérieures, **Monique Vézina** a engagé **Robert Letendre,** lui-même diplomate, ancien candidat conservateur dans Gamelin.

• Energie (Patricia Carney), le chef de cabinet **Harry Near** était sur la liste des candidats au poste de premier secrétaire du premier ministre. Il était directeur des opérations de la dernière campagne électorale. Le ministre d'États aux Forêts, **Gerald Merrithew,** n'a pas encore de chef de cabinet, mais son principal conseiller politique sera **Jim McLean.** Quant au ministre d'État aux Mines, Bob Layton, il utilise actuellement les services de **Robert Garven.**

• Emploi et Immigration (**Flora MacDonald**): le chef de cabinet est **William Musgrove,** un ancien conseiller politique familier du Parlement; c'est aussi le cas pour **Greg Fyffe** au Travail (**Bill McKnight**).

• Transports (**Don Mazankowski**): le chef de cabinet, **Jamie Burns,** arrive lui aussi de la maison de consultation Public Affairs International. Le ministre d'État, **Benoît Bouchard,** a retenu les services de **Gary Ouellet,** un avocat de Québec très proche de Mulroney.

• Conseil du Trésor (**Robert de Cotret**): le chef de cabinet nouvellement nommé est **Jean Pleau.**

• Justice (**John Crosbie**): le chef de cabinet **Jim Good** est associé à son ministre depuis sa tentative à la direction du parti conservateur en 1983.

• Communications (**Marcel Masse**): le chef de cabinet, **Stephen Ash,** était comptable avec **Coopers & Lybrand,** à Ottawa, et professeur d'administration à l'**Université Western.**

• Consommation et Corporations (**Michel Côté**): le nouveau chef de cabinet, **Julien Béliveau,** arrive de la **Bourse de Montréal.** Il fut aussi chef de cabinet de **John Turner,** aux Finances.

• Sciences et Technologie (**Thomas Siddon**): le chef de cabinet, **Kwevin MacLeod,** a déjà exercé les mêmes fonctions au bureau du chef de l'Opposition.

• Revenu (**Perrin Beatty**): le chef de cabinet, **Salvatore Badali,** est un fiscaliste renommé de Toronto.

• Approvisionnement et Services (**Harvie Andre**): le chef de cabinet, **Clayton Beattie,** est un ancien brigadier général devenu conseiller en gestion à Ottawa.

• Travaux Publics (**Roch LaSalle**): le chef de cabinet, **Jean-Claude Nolin,** était directeur des opérations au parti conservateur à Montréal.

• Agriculture (**John Wise**): le chef de cabinet, **Jean-Carol Pelletier,** était conseiller de Roch LaSalle dans le gouvernement de M. Clark en 1979. À la **Commission canadienne du blé** (**Charles Mayer**), le chef de cabinet est **Dan Fenety.**

• Environnement (**Suzanne Blais-Grenier**): le chef de cabinet est **André Robert.** Aux **Pêches et Océans** (**John Fraser**), le principal conseiller politique sera **Claude Boisselle.**

• Défense nationale (**Bob Coates**): le chef de cabinet, **Duncan Edmonds,** vient lui aussi de Public Affairs International, après avoir été professeur de Sciences politiques et conseiller du ministre libéral **Paul Martin.**

MICHEL VASTEL



DÉTACHEZ ICI

LA CARTE: LA DIFFÉRENCE:



Nous vous présentons la Carte d'affaires Ramada. Tout en rendant vos séjours au Ramada des plus agréables, ce programme vous en donnera pour votre argent!

Nous ne sommes pas les innovateurs du "premier" programme hôtelier conçu pour les gens voyageant fréquemment. Néanmoins, nous avons conçu le meilleur. Portez la Carte d'affaires Ramada sur vous pour plus d'avantages.

Cette différence signifie que vous aurez droit à: — tarifs de chambres préférentiels, chambre de qualité supérieure lorsque disponible, heure de départ prolongée lorsque requis à l'avance, privilèges d'encaissement de chèques jusqu'à concurrence de 100 $, rabais sur la location de voiture Hertz, journal quotidien gratuit et plusieurs autres avantages à la discrétion du directeur de votre Ramada.

Cette différence signifie également que vous pouvez vous mériter des Points-Dividendes de la Carte d'affaires Ramada que vous pourrez échanger contre des attributions, tels que des voyages et des cadeaux de valeur. La Carte d'affaires Ramada vous permet de cumuler des points plus rapidement qu'avec d'autres programmes car les Dividendes sont attribués selon le total de votre note.

N'attendez pas un jour de plus!

DÉTACHEZ ICI

MOI, J'EXIGE... LA CARTE, LA DIFFÉRENCE. ET TOUS LES BÉNÉFICES!

Détachez cette annonce et présentez-là auprès de tout Ramada. *Elle vaut un point de gratification,* si vous êtes un nouvel adhérent. Si vous remplissez le formulaire d'adhésion au service de la réception, vous cumulerez un autre point. Séjournez une nuit chez nous, et c'est parti!...
Pour vos réservations, composez: — 1-800-268-8930 (Québec et Ontario), 1-800-268-8998 (autres provinces canadiennes), (416) 485-2610 (à Toronto). Ou postez cette annonce aux soins de Ramada, Centre Canadien de Renseignements, 1005, rue Guy, Mezzanine, Montréal, Québec H3H 2K4. Nous vous ferons parvenir un formulaire d'adhésion.

LA PROCHAINE FOIS . . . RAMADA[MD]

Préposé de la réception: veuillez joindre au formulaire d'adhésion

NOM FONCTION

SOCIÉTÉ ADRESSE

VILLE PROVINCE CODE POSTAL

Ramada Canada 1984

NUMÉRO DE L'ABONNÉ _____ (à être émis par le préposé de la réception)

DÉTACHEZ ICI

DÉTACHEZ ICI

Dix agences de voyages sont unanimes

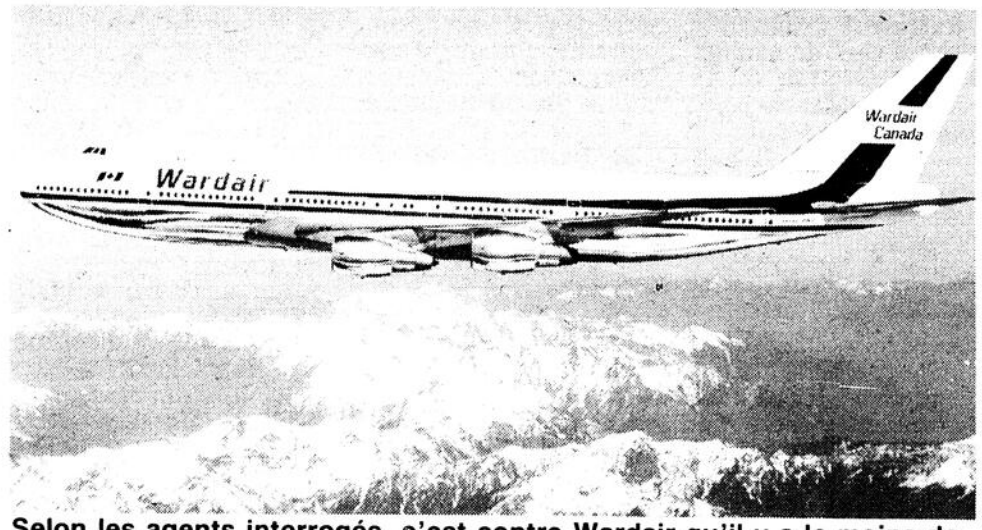
Wardair offre le meilleur service vers le sud l'hiver

■ La compagnie aérienne **Wardair** offre le meilleur service vers le sud l'hiver. C'est ce qu'ont affirmé unanimement dix agents de voyages pris au hasard et qui répondaient à la question suivante posée par LES AFFAIRES: "Peu importe la destination, quel transporteur aérien offre le meilleur service vers le sud l'hiver?"

Selon ces agents, c'est contre Wardair qu'il y a le moins de plaintes de clients et le plus d'éloges.

Les agents interrogés sont à l'emploi des agences suivantes: **Atlas; Baladair, Bel-Air; Dupuis; Mercier & Canaan; Mony, St-Denis; Tourbec; Travelaide;** et **Viau.**

Un porte-parole d'un compétiteur a même déclaré aux AFFAIRES que Wardair offre un service qui n'a pas de comparaison et à un tarif plus bas que ses compétiteurs. "On se demande parfois comment Wardair arrive à faire des profits", a dit ce porte-parole.



Selon les agents interrogés, c'est contre Wardair qu'il y a le moins de plaintes de clients et le plus d'éloges.

La compétition

Selon Mme **France Hurtubise-Renaud,** adjointe au directeur régional des ventes chez Wardair, la compétition pour le sud l'hiver au Québec se fait presque exclusivement entre **Air Canada,** qui détient environ 60 % du marché, et Wardair, qui en détient environ 35 %. Quelques autres transporteurs (**Québécair, Nationair,** etc.) se partagent le reste du marché.

Wardair dessert sept destinations vers le sud, du début d'octobre à la fin de mai: Acapulco (2 départs par semaine); Puerto Vallarta (1 départ); San Juan, Porto Rico (1 départ); la Barbade (2 départs); la Jamaïque (1 départ); Fort Lauderdale, Floride (2 départs); et Hawaï (1 départ par semaine).

Le marché d'hiver vers le sud représente 35 % des revenus québécois de Wardair et le marché d'été vers l'Europe représente 65 %. Wardair ne va pas en Europe l'hiver, ni dans le sud l'été.

Air Canada offre plus de destinations vers le sud que Wardair mais le service des relations publiques d'Air Canada ne connaît pas toutes ces destinations parce qu'Air Canada achète des sièges sur des avions d'autres compagnies aériennes vers d'autres destinations et il est impossible, semble-t-il, de dresser une liste exhaustive.

La plupart des vols d'Air Canada vers le sud sont des vols réguliers avec différentes classes de passagers selon la destination. Mais Air Canada offre aussi quelques vols nolisés qui comportent seulement une classe.

Selon Mme Hurtubise, le plus grand nombre de destinations ne constitue pas un avantage marqué pour Air Canada: "L'important est d'offrir les destinations vedettes et Wardair les offre toutes." Par contre, elle a précisé qu'Air Canada possède un avantage intéressant sur Wardair à cause de son plus grand nombre de sièges disponibles.

D'autre part, Mme Hurtubise croit que le tarif unique de Wardair, comparativement aux différentes classes de passagers d'Air Canada, joue en faveur de Wardair: "Notre tarif unique correspond au tarif de la classe économique d'Air Canada, une clientèle qui représente seulement 10 % environ du nombre de passagers par appareil d'Air Canada. Et nous croyons que le service de Wardair est supérieur à celui de la classe économique d'Air Canada."

Un aller/retour Montréal/Fort Lauderdale sur un vol nolisé (classe unique) pendant le temps des fêtes avec un départ après Noël coûtera 219 $ sur semaine et 239 $ en fin de semaine chez Wardair, comparativement à 301 $ sur semaine et 344 $ en fin de semaine chez Air Canada.

Le service

"La clientèle d'hiver en est une qui voyage rarement. Pour elle, le sud est la concrétisation d'un rêve, a expliqué Mme Hurtubise aux AFFAIRES. Chez Wardair, nous considérons que c'est aussi au transporteur aérien à cultiver ce rêve et qu'un voyage commence dès qu'un passager met le pied dans l'avion."

"Nos compétiteurs ne comprennent pas qu'un bon service ne coûte pas plus cher à un transporteur aérien qu'un service médiocre. Une hôtesse de l'air qui a une mine antipathique n'est pas moins payée qu'une autre qui sourit. La qualité du service est une question de philosophie et n'a rien à voir avec les moyens financiers de l'entreprise. **Delta,** qui est un de nos principaux compétiteurs vers la Floride, est un des rares qui a compris cela."

Cette qualité de service de Wardair que confirment les agents de voyages lui a permis de tripler ses ventes vers le sud depuis son arrivée au Québec il y a sept ans. En 1983-84, l'augmentation a été de 25 % par rapport à l'année précédente. Wardair a enregistré un déficit l'an dernier, comme tous les autres transporteurs, a précisé Mme Hurtubise, mais on prévoit des profits cette année.

La compagnie aérienne, qui existe depuis 31 ans, appartient à 70 % à **Max Ward,** son président, (d'où le nom Wardair) et les autres 30 % des actions se transigent à la **Bourse de Toronto.** Wardair emploie 2 500 personnes en tout et ses revenus au Québec s'élèvent à 30 millions de dollars. Elle possède seulement sept appareils gros porteurs: des Boeing 747 et des CD-10.

Les grossistes

Wardair possède son propre grossiste à Montréal qui vend exclusivement ses billets, principalement sous forme de forfaits: c'est **Vacances internationales** (VI). Son principal compétiteur est **Touram,** une filiale d'Air Canada.

L'hiver, Wardair vend 50 % de ses sièges à VI et 50 % à d'autres grossistes. L'été, elle vend tous ses sièges elle-même parce que la clientèle estivale est plus habituée à contacter directement la compagnie aérienne que la clientèle d'hiver.

Wardair est en train de développer un nouveau marché en pleine croissance: la croisière. Elle en offrait une seule l'an dernier et elle en aura trois cet hiver.

DOMINIQUE FROMENT

CONGRÈS

Chambre de Commerce du Québec
les 4, 5 et 6 novembre, 1984
Hôtel Centre Sheraton



M. René Lévesque,
Premier Ministre du Québec,
Conférencier au banquet de clôture, mardi, le 6 novembre à 12h45

Sujet: l'avenir économique du Québec, défis et perspectives



M. Guy Plunier,
Institut économique de Paris
Sujet: «Liberté d'entreprendre et droit du travail».



L'Honorable R.H. McClelland,
ministre du travail de Colombie-Britannique
Sujet: «L'application des lois du travail en C.-B.».

Le 4 novembre, 20h **Le 5 novembre à midi.**

Inscrivez-vous au congrès ou participez à l'activité de votre choix.

CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC
500, rue Saint-François-Xavier
Montréal (Québec) H2Y 2T6
(514) 844-9571



du 31 octobre au 18 novembre 84 (incl.) 20h30

THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS
Montréal (Québec)
H2X 1Z9

Sur tout billet de plus de 6 $ s'ajoute un montant de 0.75 $ à titre de redevance à la Place des Arts
Renseignements: 842-2112

OBJET:
BANQUE COMMERCIALE DU CANADA
SIÈGE SOCIAL D'EDMONTON

La Station Mont Tremblant Inc. prépare actuellement des procédures légales importantes contre Banque Commerciale du Canada d'Edmonton.

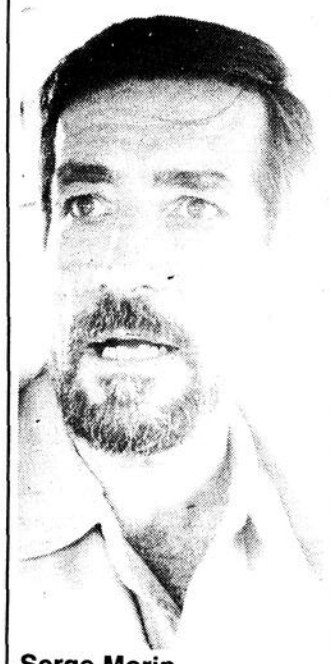
Afin de mieux étayer notre preuve ainsi que nos représentations auprès de l'Inspecteur Général des Banques du Canada ainsi que devant les comités des finances de la Chambre des Communes et du Sénat canadien, nous prions tous les chefs d'entreprise ayant eu des difficultés avec la Banque Commerciale du Canada d'Edmonton de bien vouloir communiquer avec nous.

Station Mont Tremblant Inc.
30, Berlioz Rive, Bureau 103
Ile des Soeurs, Montréal, Qué.
H3E 1L3
(514) 767-5363
Télex: 05-268729 (LAPCO)

Gaz Inter-Cité livre le gazoduc au Saguenay en-deça des budgets

■ **Gaz Inter-Cité,** le distributeur de gaz naturel dans l'Est du Québec, a complété la construction du tronçon du gazoduc de Trois-Rivières/La Tuque/Lac St-Jean en-deça des délais et des budgets prévus. Le gaz naturel est maintenant rendu à Ville de La Baie depuis le 19 octobre, a annoncé fièrement aux AFFAIRES le directeur du projet de transmission, M. **Serge Morin.**

"Nous avions promis au gouvernement la fin des travaux pour la fin de l'année, a déclaré le responsable de la construction de la ligne, puis nous avions ramené cette date à la fin d'octobre, en voyant la progression très satisfaisante des travaux. Le 19 octobre, le gaz était dans le pipeline."



Serge Morin

L'exploit des travailleurs du projet est d'autant plus remarquable, a poursuivi M. Morin, qu'elle a permis de réaliser des économies de près de 15 % sur le budget prévu de 200 millions de dollars. En juillet dernier, le président et chef de la direction de Gaz Inter-Cité (GIC), M. **Gilles Barbeau,** prévoyait déjà une économie possible de 10 % du budget.

Simplement en redressant le tracé initial de **Trans-Québec et Maritimes** dont elle a pris la relève, GIC a réussi à raccourcir la ligne de 20 km, soit une économie de 10 millions de dollars en calculant une moyenne de 500 000 $ au kilomètre.

D'autre part, la compagnie s'est entendu avec ses sous-contractants et les syndicats pour ne pas payer les tarifs exhorbitants du "Pipeline Agreement", qui se justifiaient peut-être dans le Grand Nord canadien, mais qui gonflaient ici indûment les coûts de 20 % à 25 %.

La ligne Shawinigan/La Tuque a été construite simultanément en trois sections: **Antagon** et **Banister** ont fait le bout de Shawinigan à La Tuque, **Construction du St-Laurent** a fait celui de La Tuque à Chambord et **Majectic Duranceau Legault** a fait Chambord/La Baie.

Ces trois tronçons de longueur à peu près égale posaient chacun des problèmes différents. 20 % des quelque 330 km se trouvent dans le pire terrain qu'on puisse imaginer pour un gazoduc.

Les entreprises et les ouvriers québécois auront appris à travailler dans toutes les conditions possibles et imaginables, ce qui les classe aujourd'hui parmi les plus qualifiés dans ce domaine.

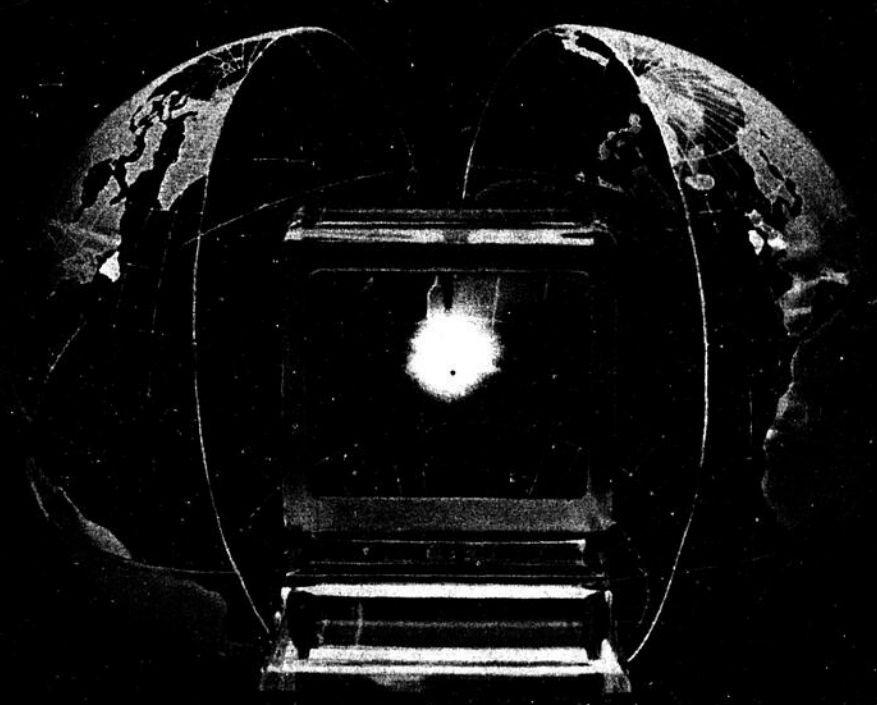
Après cette phase II, ils s'attaqueront maintenant à la troisième phase prévue au projet initial de 500 millions de dollars, soit une ligne Granby/St-Hyacinthe/Drummondville, puis une autre Sherbrooke/Asbestos et la traversée de Québec.

Dans la phase I, autour de Trois-Rivières et jusqu'à Sherbrooke, GIC avait réalisé des économies de 25 % à 30 % du budget prévu de 125 millions de dollars. Avec les économies réalisées sur les trois phases, la compagnie compte proposer à Ottawa la construction de quelques autres embranchements secondaires.

ANDRÉ HAINS

Le concept Infotron d'expansion de réseau vous ouvre le monde.

Notre concept de gestion de réseau le met à votre portée.





Gestion de réseau centralisée

Reliant bureaux, villes et pays, votre réseau s'élargit. Grâce au système évolué de gestion de réseau ANM-800, vous pouvez en centraliser la surveillance et le contrôle.

Son pupitre central commande à distance jusqu'à 32 noeuds. Ses fonctions graphiques en couleur s'utilisent facilement et renseignent d'un coup d'oeil sur l'état du réseau tout entier. Il est possible par ailleurs de stocker des informations sur les performances atteintes de manière à perfectionner le réseau et à en planifier l'expansion.

Le Système ANM-800, qui exploite l'information des concentrateurs de lignes 790 et 792 d'Infotron, fournit des diagnostics et des rapports sur les incidents. Il est ainsi plus facile de repérer les problèmes et de prendre les mesures qui s'imposent.

Souplesse et croissance: l'intégration évoluée de réseau

Le Système ANM-800 constitue un élément-clé du concept d'intégration évoluée de réseau d'Infotron garantissant que l'équipement Infotron acheté aujourd'hui ne sera jamais désuet. C'est également ce concept qui permet d'étendre le réseau, en ajoutant et en reconfigurant selon les besoins.

Vous pouvez enfin compter sur nos services d'assistance – soutien fourni par les ingénieurs, service après-vente, formation – qui vous assurent une performance constante.

Pour en connaître davantage, téléphonez sans frais au 1-800-268-2830, ou postez le coupon ci-dessous.

Infotron. En tête pour la performance et la fiabilité.

Infotron Canada Ltée
Unité 107
755 The Queensway East
Mississauga, Ontario L4Y 4C5

Veuillez me faire parvenir plus d'information sur l'intégration évoluée de réseau et le Système ANM-800.

Nom _____

Titre _____

Adresse _____

Ville _____ Prov. ____ C.P. ____

Téléphone _____

INFOTRON CANADA LTÉE

Depuis 10 ans, l'entreprise n'a pas progressé en termes réels

CIL se réorganise afin de connaître

■ **CIL** a mis en place, le premier octobre dernier, une nouvelle structure de direction qui aura un impact important sur les rôles, comportements et mentalités des dirigeants de l'entreprise.

Les directions régionales ont été abolies, les activités manufacturières ont été regroupées en quatre groupes dirigés par autant de présidents et une vingtaine de comités de direction et de planification ont été abolis. Comme résultat indirect de cette restructuration, quelques dizaines d'employés devront quitter Toronto pour s'établir au Québec.

Les quatre groupes sont Mines et construction Foresterie et polymères, Agriculture et finalement Services et produits chimiques.

CIL est un des rares fabricant de produits chimiques à avoir traversé la récession économique en continuant d'afficher un bénéfice à son bilan.

M. **André Boily,** directeur général du secteur des produits forestiers, qui est dirigé de Montréal, a expliqué aux AFFAIRES que cette bonne santé apparente était cependant trompeuse. Depuis dix ans, CIL n'a pratiquement pas progressé en termes réels. En 1974, les ventes se chiffraient à 517,6 M$ et les bénéfices nets à 34,8 M$. En 1983, les ventes atteignaient 1 113,8 M$ et les bénéfices 23,9 M$.

M. Boily nous a expliqué que, depuis 10 ans, les concurrents de CIL se sont diversifiés rapidement, leur croissance annuelle étant parfois trois fois plus rapide que celle de son entreprise. Cette stratégie a cependant coûté cher à certains concurrents durant la récession. Leur croissance ayant été financée par des emprunts à taux d'intérêt élevés et leurs revenus se trouvant subitement réduits, elle ont été forcées d'inscrire une perte à leur bilan. Par contre, selon M. Boily, ces concurrents récupèrent de la récession beaucoup plus rapidement que CIL.

La vénérable entreprise devait donc trouver rapidement une idée pour lui permettre de rester dans le peloton de tête. On commanda une étude à **Social Research International (SRI),** de San Francisco. Cette entreprise est un des plus importants cabinets de gestion-conseil en Amérique du Nord et elle s'est taillée une réputation enviable dans le secteur de l'industrie chimique.

Les conclusions de SRI ont été dures pour CIL. L'entreprise était trop centralisée, trop hiérarchisée, trop orientée vers ses produits (products oriented) et pas suffisamment vers

→



André Boily: "La réorganisation nous permettra d'avoir une autonomie beaucoup plus grande".

La publicité.

Danger: le profit croît avec l'usage.

Publicité Jean Leclair & Associés inc.
7811, boul. Louis-H.-Lafontaine, bureau 204
Ville d'Anjou (Québec) H1K 4E4
(514) 355-1813

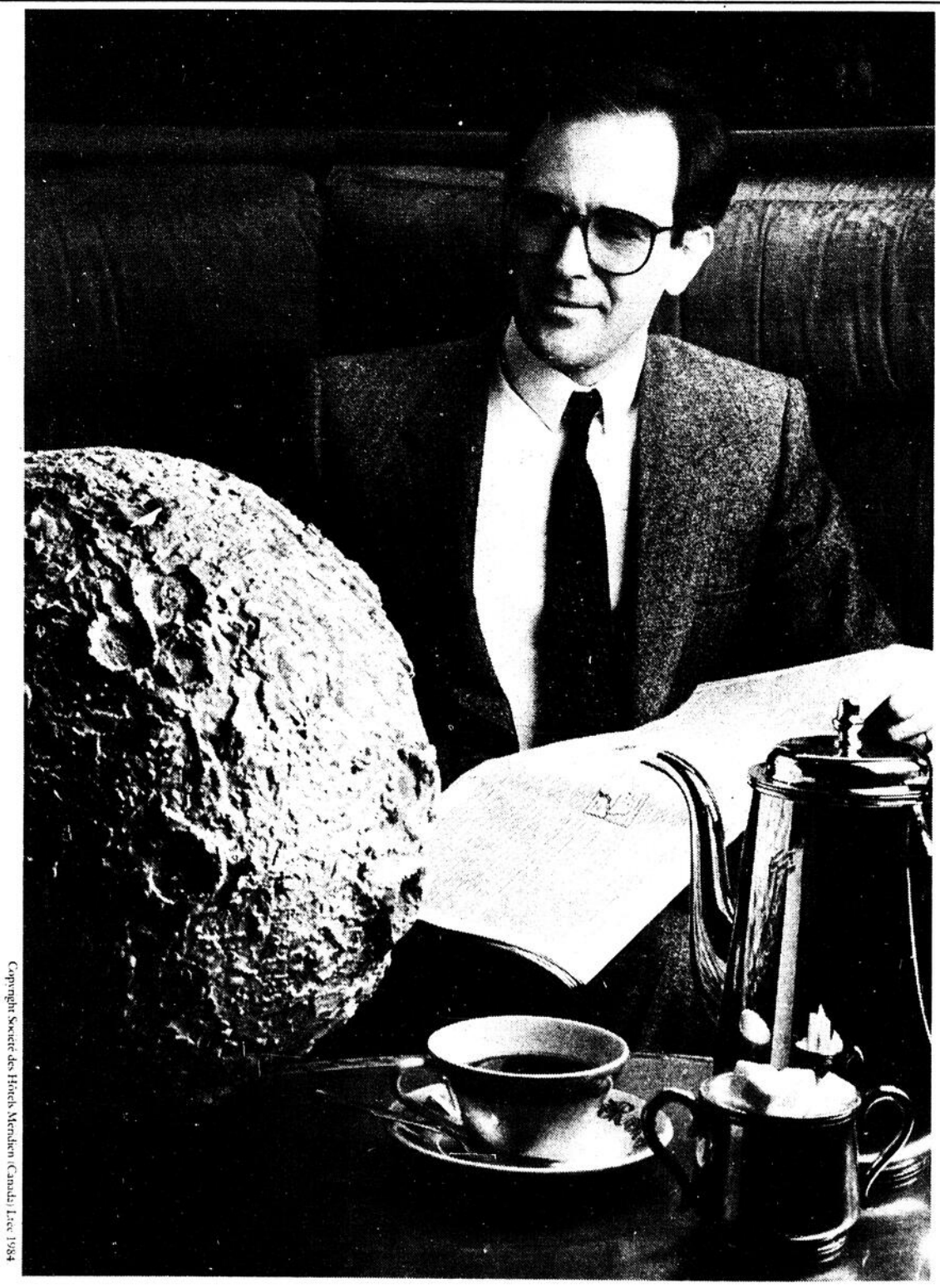
Le monde des affaires a son hôtel

Parlons des industriels de Paris et des entrepreneurs de Chicoutimi.
Des banquiers de Genève et des fiscalistes de Québec.
Des investisseurs de New York et des prospecteurs de Sept-Iles.
Les gens d'affaires du monde entier convergent vers Montréal.
Ils demeurent à l'Hôtel Méridien.
Intégré au Complexe Desjardins, l'Hôtel Méridien est au carrefour du nouvel élan de Montréal.
Son savoir-faire de grande réputation, l'aménagement soigné de ses chambres et son authentique cuisine française en font le seul hôtel "Quatre étoiles" situé au nouveau coeur de la cité.
Gens d'affaires, vous apprécierez aussi ses tarifs bien de ce monde.
En affaires, il n'y a qu'un hôtel qui puisse satisfaire toutes vos exigences.
L'Hôtel Méridien.
Venez là, où le marché est à la hausse.

Réservations: (514) 285-1450
En province, composez sans frais
1-800-361-8234

Le monde des affaires demeure ici.

HÔTEL MÉRIDIEN MONTRÉAL
LES HÔTELS D'AIR FRANCE



Copyright Société des Hôtels Méridien (Canada) Ltée 1984

une nouvelle période de croissance

ses marchés (market oriented). André Boily a expliqué que dans le passé, CIL a construit des usines énormes sans même s'assurer au préalable que le marché pour le nouveau produit était suffisant. La direction prenait pour acquis que ce qui était bon pour **Dow** ou pour **duPont** le serait également pour CIL.

Les recommandations de SRI ont ébranlé profondément les vieilles habitudes de CIL. Le conseiller californien a suggéré de créer des centres de profit disposant d'une large autonomie. Ces centres pourraient définir eux-mêmes leurs orientations de développement et leurs projets d'investissements. De plus, ils permettraient de décentraliser la gestion quotidienne de l'entreprise.

Nouvelle structure

La structure mise en place à la suite de ces recommandations est simple. Toutes les activités manufacturières de l'entreprise ont été réparties entre quatre groupes ayant chacun leur président. Ceux-ci supervisant 18 secteurs d'activités, qui ont été placés sous la responsabilité immédiate de directeurs généraux qui ont eux aussi une large autonomie de gestion et de planification.

Ces secteurs n'ont pas toute la même importance financière même s'ils ont tous le même statut juridique à l'intérieur de l'entreprise. Ainsi, dans le groupe Foresterie et polymère, on retrouve la division des produits forestiers, dont les ventes approchent les 200 M$ et la filiale **Cornwall Chemical** qui vend pour moins de 10 M$ par année.

Le secteur des produits forestiers fabrique une douzaine de produits à base de chlore, de la soude caustique, de l'acide sulfurique, de l'acide muriatique etc. Les 5 usines qui fabriquent ces produits relèvent de sa juridiction; ce sont celles de Bécancour, Shawinigan, Cornwall, Dalhousie et Canso. Près de 2 000 personnes travaillent dans le secteur des produits forestiers.

M. Boily nous a affirmé que la réorganisation donnait à son secteur une autonomie beaucoup plus grande. Il est en effet maintenant en mesure d'identifier lui-même les secteurs où il est souhaitable de prendre de l'expansion et il a l'autorité nécessaire pour autoriser certains investissements.

M. Boily n'est pas encore en mesure de préciser le montant maximum des investissements que son secteur pourra autoriser sans en référer aux autorités supérieures, mais il affirme que son pouvoir personnel à ce chapitre sera au moins quintuplé. Pour les investissements plus importants, il n'aura que deux niveaux d'autorisation à franchir: le président de groupe, M. **J.G. Spence,** et le président de l'entreprise, M. **C.H. Hanto.** Fini les comités de toutes sortes.

Fini également les directions régionales. La direction du secteur forestier deviendra la plus haute instance de CIL au Québec et elle représentera officiellement l'ensemble de l'entreprise auprès du gouvernement provincial et des autres organismes locaux.

Cette direction "louera" certains de ses services aux autres groupes qui font affaires au Québec. Par exemple le groupe **Mines et construction,** qui exploite l'usine d'explosifs de Beloeil, utilisera les services de relations publiques et de ressources humaines de la division forestière.

La nouvelle juridiction des secteurs s'étend également à leurs activités internationales. Ainsi, le secteur des produits forestiers déterminera seul la politique de commercialisation de ses produits aux États-Unis. Ses directives seront appliquées par la filiale américaine **CIL Chemicals,** qui devra lui en rendre compte directement.

La nouvelle autonomie des secteurs leur permet aussi de rapatrier des fonctions qui étaient jusqu'à maintenant exercées par le siège social de Toronto. André Boily explique qu'il récupère ainsi une dizaine d'employés travaillant au service des achats et au service de logistique qui coordonne l'expédition des produits de son secteur. L'usine d'explosifs de Beloeil de son côté récupérera un groupe de recherche comprenant 28 personnes.

Comment le secteur des produits forestiers utilisera-t-il sa nouvelle autonomie? André Boily affirme qu'il n'a pas de projet précis à annoncer. Il prévoit cependant que l'expansion de son secteur se fera davantage par l'acquisition d'entreprises existantes plutôt que par la construction de nouvelles usines. Il ne faut donc pas prévoir d'investissements massifs, mais plutôt une série d'investissements de l'ordre d'une trentaine de millions chacun par exemple. Cette expansion devrait se faire principalement aux États-Unis, le marché canadien présentant moins de possibilités d'acquisitions intéressantes.

DANIEL BORDELEAU

Pour vos annonces dans "Carrières et Professions" consultez Beverly Dubuc (514) 842-6491

ABRI FISCAL
INVESTISSEMENT IMMOBILIER EN FLORIDE
CONDOMINIUM ENTIÈREMENT PAYÉ PAR VOS IMPÔTS

DÉDUCTION FISCALE PRÉVISIBLE DE 28 522$*

INCROYABLE MAIS VRAI

Le TENNIS CLUB INTERNATIONAL regroupe 252 unités de condominiums de luxe avec: tennis, bain sauna, bain tourbillon et piscine.
252 appartements de construction impeccable. Chacun des appartements est doté de 2 chambres à coucher, 2 salles de bains, 1 cuisine ultra-moderne, 1 salle à dîner et d'un immense balcon.
Situé au centre des activités financières et technologiques d'avant-garde, TENNIS CLUB DE PALM BEACH vous permet:

- un investissement immobilier en dollars américains
- un abri fiscal canadien très intéressant
- de créer votre fonds de pension à même vos impôts
- une possibilité de financement à 100%

Si vous décidez de fair en investissement immobilier, faites-le avec une équipe de professionnels comme celle de GUY PARÉ & ASSOCIÉS

INFORMEZ-VOUS... VENEZ RENCONTRER UN CONSEILLER...

GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.
COURTAGE IMMOBILIER
FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

2960, boul. Laurier, Suite 200
Sainte-Foy, (Québec) G1V 4S1
Tél.: 418-659-6900

425, de Maisonneuve ouest, Suite 1102
Montréal, (Québec) H3A 3G5
Tél.: 514-288-8500

DE L'EXTÉRIEUR SANS FRAIS
1-800-463-2818

JE DÉSIRE DES RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS DE LA PART D'UN DE VOS CONSEILLERS:
Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____
Code postal: _____
Tél.: (rés.) _____ (bur.) _____
RETOURNEZ À: **GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.**
2960, boul. Laurier
Suite 200
Sainte-Foy, (Québec)
G1V 4S1

* CES MONTANTS PEUVENT VARIER SELON VOTRE INVESTISSEMENT

ÉDITIONS TÉLÉMÉDIA

Monsieur Jacques Parisien, vice-président exécutif, est heureux de vous faire part des nominations suivantes au sein des Éditions Télémédia, éditeurs des revues TV HEBDO, TV PLUS et COUP DE POUCE.

Ces changements reflètent l'essor des Éditions Télémédia, le succès et l'avenir prometteur de ses publications.



Monsieur Pierre Bourassa
Vice-président, services de marketing, Éditions Télémédia



Madame Louise-Marie Côté
Directrice de la rédaction TV HEBDO TV PLUS



Monsieur Claude Demers
Vice-président directeur général, Éditions Télémédia



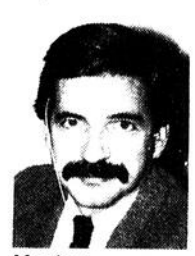
Madame Hélène Héroux
Directrice des communications, Éditions Télémédia



Monsieur Carl Jean
Directeur des ventes de publicité — Québec TV HEBDO/TV PLUS TV GUIDE



Madame Monique Lafond
Contrôleur, Éditions Télémédia



Monsieur Phil Panneton
Directeur des ventes de publicité — Québec COUP DE POUCE CANADIAN LIVING



Madame Annick Rouleau
Directrice générale adjointe — COUP DE POUCE

LES AFFAIRES

La CUM veut exercer un meilleur contrôle sur la CTCUM

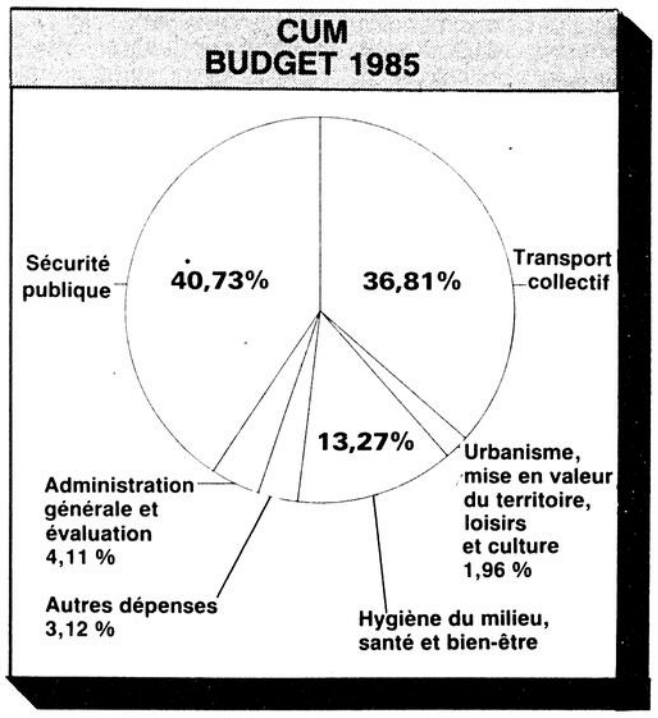
■ La **Communauté urbaine de Montréal** (CUM) entend proposer très bientôt au gouvernement québécois une formule permettant aux élus locaux un meilleur contrôle sur l'administration de la **Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal** (CTCUM).

La formule proposée doit être débattue et adoptée au cours des prochaines séances du conseil de la CUM et acheminée à Québec avant les Fêtes, de sorte que Québec puisse l'étudier dès janvier et y donner suite dans les meilleurs délais, a déclaré le président du comité exécutif de la CUM, M. **Pierre Des Marais II,** lors d'une entrevue aux AFFAIRES.

"Nous en avons déjà discuté avec le gouvernement, a souligné M. Des Marais, et il semble d'accord pour que les élus locaux exercent un meilleur contrôle sur la Commission de transport. L'adoption du projet devrait donc se faire assez rapidement."

Tant que la CTCUM ne faisait pas de déficit, a expliqué M. Des Marais, elle pouvait fonctionner comme un organisme autonome. Mais avec un déficit qui dépasse maintenant 90 millions de dollars et qui est pris en charge par le CUM, il est normal que les élus locaux regardent de plus près à quoi sert cet argent.

En déposant un budget de près de 695 millions de dollars pour 1985 il y a quelques jours, l'administration de la CUM prévoyait un montant de 255,7 M$ pour le transport collectif, soit une faible hausse de 2,2 M$ ou 0,9 % par rapport à 1984. La contribution de la CUM au déficit d'exploitation de la CTCUM représentera 91 781 000 $ en 1985, sans compter 10 M$ supplémentaires qui viendront gonfler le service de la dette attribuable au financement des travaux de prolongement du métro. (La CUM construit les infrastructures et achète le matériel et la CTCUM se charge des opérations du réseau.)



"Même si nous exerçons certains contrôles sur l'administration de la CTCUM, a expliqué M. Des Marais, (contribution au coût d'exploitation, construction, rémunération des commissaires, etc.), nous n'avons rien à dire sur des postes importants du budget d'exploitation comme les conventions collectives, le niveau de service offerts, etc."

Or, a-t-il poursuivi, il ne fait pas de doute que nous avons un "très, très bon service", par rapport à d'autres métropoles. S'il fallait faire des coupures dans le budget de la CUM, il faudrait sans doute regarder de près la qualité de ce service et voir les possibilités de réaménager des lignes et des horaires, a-t-il dit en substance.

D'autre part, en exerçant un meilleur contrôle sur les activités de la CTCUM, les élus de la CUM seraient mieux en mesure de servir les intérêt de leurs commettants dans le dossier de l'intégration des trois services métropolitains, CTCUM, **Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal** (CTRSM) et **Commission de transport de Laval** (CTL).

Le premier ministre **René Lévesque,** député de Taillon sur la Rive Sud de Montréal, a promis dernièrement que Québec acquitterait la note d'intégration dans cette zone, ce qui n'a pas laissé indifférents les dirigeants des deux autres commissions.

Sécurité publique

L'autre gros poste budgétaire de la CUM est celui de la sécurité publique qui s'élèvera à près de 283 millions $ en 1985, en augmentation de 13,8 M$ ou plus de 19 % sur l'an dernier.

Une grande partie de cette augmentation est attribuable à des augmentations de la contribution de l'employeur au régime de rentes des policiers, soit 10 M$ pour 1985, suivant d'autres hausses à ce chapitre de 25 M$ en 1983-84 et d'un autre 10 M$ en 1984.

Ces augmentation font suite à un litige qui a opposé la CUM à la **Fraternité des policiers** et à la **Régie des rentes du Québec** sur la méthode de calcul actuariel de la caisse de retraite. La CUM avait établi une méthode de calcul avec l'aide de conseillers extérieurs, mais celle-ci a été refusée par la Régie, présidée par M. **Claude Legault,** ancien président de la Fraternité des policiers de la CUM. Déboutée en **Cour supérieure,** la CUM a vu ensuite la **Cour suprême** refuser d'entendre sa demande d'appel.

"On va voir si on peut procéder autrement pour faire valoir notre point de vue, a commenté M. Des Marais, mais en attendant, cette affaire nous coûte 45 M$ sur trois ans et il semble qu'il va bientôt falloir en ajouter encore davantage."

La sécurité publique est un autre poste budgétaire où la CUM devrait pouvoir réaliser d'autres coupures importantes, a ajouté le président, en transférant à la **Sûreté du Québec** et à la **Gendarmerie Royale** les activités de lutte contre la drogue, le crime organisé, la "grosse moralité", etc. Le corps de police de la CUM est le seul corps local à se charger de ces activités, ce qui explique en partie pourquoi il est plus nombreux que celui de la SQ.

Par ailleurs, le budget prévu pour le service de la trésorerie passera en 1985 à 4,8 M$, en hausse de 21,5 % sur l'an dernier. Cette augmentation s'explique en bonne partie par la préparation hebdomadaire de la paie des policiers.

Enfin, la CUM et la Fraternité doivent renouveler la convention collective avant la fin de la présente année, ce qui contribuera sans doute encore à gonfler les coûts de la sécurité publique.

Au total, les dépenses actuelles prévisibles de la CUM augmenteront de 4,5 % par rapport à 1984, portant ainsi la hausse à 7,9 % depuis deux ans, à la satisfaction de M. Des Marais.

Cette modération permettra aux autorités de la CUM d'envisager plus facilement d'autres projets de soutien au développement économique, tel un projet de construction de métro le long du boulevard Pie IX vers Montréal-Nord, qui sera finalisé au conseil au cours des prochains jours et acheminé immédiatement à Québec.

ANDRÉ HAINS

Centre de perfectionnement HEC

Programmes de prévention et de santé

Modes d'intervention en santé et sécurité du travail

4, 5 et 6 décembre 1984
09:00 à 17:00

Quelles sont les répercussions de la législation sur la gestion de l'entreprise? Comment mettre en place des programmes de prévention et de santé et quelles sont les ressources requises? Familiarisez-vous avec les différents outils d'intervention dans l'implantation de programmes efficaces de santé et sécurité du travail.

Professeur:



Me Gaston Meloche
LL.L.
D.E.S. droit adm. et pub.
D.E.S. écon. (Ottawa)
C.D.

Professeur agrégé à l'École des H.E.C., Me Meloche est membre du Groupe de recherche sur le travail, s'intéressant particulièrement aux aspects santé-sécurité et «cercles de qualité».

Critère d'admission: être impliqué au niveau de la santé-sécurité dans l'entreprise.
(Aucun préalable académique n'est requis).

Date limite d'inscription: le 20 novembre 1984.
(Le nombre d'inscriptions est limité; réservez dès maintenant.)

Demande d'admission: communiquez avec le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales, au **(514) 343-4495.**

Horaires en vigueur le 1er novembre

Seule Delta vous emmène directement à Washington.

Delta vous offre un vol direct avec une seule escale tous les jours à 14h25; arrivée à l'aéroport national à 17h25. Autres départs à 7h00 et 10h50. Appelez Delta au 337-5520 ou consultez votre agent de voyages.

Delta, quelle équipe!MD



Détenteur d'un permis du Québec.
Départs de l'aéroport de Dorval.
Horaires sous réserve de changement sans préavis.

Le gouvernement Mulroney revise les contrats de publicité

■ Le gouvernement **Mulroney** entame le processus de révision des contrats de publicité du gouvernement fédéral. Depuis le début du mois, toutes les agences administrant des comptes pour le gouvernement fédéral, en relation avec le **Groupe de gestion de la publicité** (Advertising Management Group) ont reçu une lettre de ce groupe leur demandant de suspendre l'engagement de nouveaux argents pour 90 jours, tout en terminant les activités en cours.

C'est donc au début de 1985 que ces agences de publicité recevront des nouvelles du GGP.

Un climat nerveux

Un certain climat de nervosité, sinon de morosité, s'est installé dans les agences de publicité dites "libérales" depuis l'élection du 4 septembre. Les contrats du gouvernement fédéral constituent le compte publicitaire le plus important au pays: près de 55 M$ en 1983, en placements médias seulement.

En donnant un avis de 90 jours, le GGP a adopté la formule habituelle de transition des comptes publicitaires. La plupart des directions d'agences interrogées par les AFFAIRES, récipiendaires de l'avis, ont noté, malgré leur allégeance libérale notoire dans certains cas, la "gentilhommerie" et "l'attitude civilisée" illustrée par la décision. Chez plusieurs, on s'apprête pourtant à congédier du personnel.

Publicité BCP, qui pourrait perdre jusqu'à 5 M$ (à l'exclusion du compte d'**Air Canada**), selon une déclaration faite par son président **Jacques Bouchard** à **Marketing,** a tenté de prévoir le changement de gouvernement en diversifiant ses comptes au cours des derniers mois, avec ceux de **Steinberg, Pratt et Whitney,** le beurre **Savourin,** etc. Mais la manoeuvre ne suffira peut-être pas.

Planicom PMND, qui a géré des comptes du gouvernement pour environ 5 M$ l'an dernier (dont **Tourisme, Emploi et immigration** et l'ex-loterie fédérale sur les sports) a eu le temps de solliciter deux comptes (totalisant 8 M$) par deux "pitches" dont on attend les réponses. De l'avis de M. Gilles Pauzé, président du **Publicité Club,** Planicom a été assez intelligent pour ne pas prendre trop de comptes gouvernementaux dans son portefeuille.

Mais Planicom PNMD a congédié cinq ou six personnes au lendemain même des élections. La direction de Planicom doit compter en attendant sur un des associés, bon ami de **M. de Cotret,** le nouveau président du Conseil du Trésor.

Les agences québécoises qui se sentent héritières, après en avoir gardées éloignées pendant longtemps, de comptes publicitaires gouvernementaux "bleuis" sont celles qui ont travaillé à la campagne du Parti conservateur ou y ont été associées: par exemple, l'**Académie de publicité St-Alexandre; Léveillé, Benton & Bowles;** et, peut-être, **Publicité Martin,** dont le président **Yvon Martin** a été conseiller de **Lawrence Hanigan,** candidat conservateur au cours de la dernière campagne électorale.

Le gouvernement Mulroney a été, de l'avis à peu près général, "moins brutal" que celui de **Joe Clark** qui avait gelé tous les comptes dès son arrivée au pouvoir. C'est pourtant le gouvernement Clark qui avait créé le **Comité d'examen de la publicite** dont relève le GGP mais c'est le gouvernement **Trudeau** qui l'avait constitué lors de son retour au pouvoir.

Le directeur général et conseiller principal du Groupe de gestion de publicité, M. **J-André Contant,** nommé par le gouvernement Trudeau, a été démis de ses fonctions lors de la dissolution par le nouveau gouvernement du Comité d'information sur l'unité canadienne dont M. Contant était le mandataire auprès du groupe. M. Contant est en chômage depuis.

Même pour M. Contant, le nouveau gouvernement a traité les agences de publicité avec gentilhommerie. Il rappelle qu'avant la formation du comité en 1980, 33 agences de publicité faisaient affaires avec le gouvernement. Le nombre est passé à 75, avec décentralisation du poids de Toronto (vers le Québec, en bonne partie puisqu'un minimum de 30 % des contrats y étaient attribués).

Une dépêche de la Presse Canadienne dévoilait lundi, par ailleurs, que le gouvernement conservateur venait d'écarter les trois libéraux qui dirigeaient le GGP (**Peter Zarry, Michael Ronan,** de Toronto, et **Jerry Beckerman,** de Vancouver) pour y nommer M. **Robert Byron,** qui était à l'agence **Case Associates Advertising,** de Toronto, qui a joué un rôle fort important au Parti conservateur au cours de la campagne électorale.

CLAUDE PICHÉ

Yves Gougoux acquiert 50 % de BCP

■ **Yves Gougoux,** 34 ans qui était jusqu'à récemment président et chef de la direction de **Publicité Vickers & Benson** de Montréal, acquerra au fil des cinq prochaines années 50 % de **Publicité BCP,** également de Montréal.

M. **Jacques Bouchard,** 54 ans reste président du conseil de BCP et dirigera la division de la création de l'agence; M. Gougoux a été nommé président et chef de la direction; il s'occupera de la gestion et du développement de l'agence.

L'apport de M. Gougoux aidera à relancer BCP, qui a perdu des comptes publicitaires fédéraux à la suite du changement de gouvernement. Sous M. Gougoux, V & B de Montréal a connu un développement spectaculaire; en quatre ans, la facturation de l'agence est passé de 10 à près de 30 M$ grâce à l'obtention de nombreux comptes.

BCP est la seconde agence de publicité au Québec, derrière Cossette. Avec la retour de M. Bouchard à sa direction il y a quelques années, BCP a pris plusieurs nouveaux comptes, mais l'agence avait besoin d'une restructuration pour prendre un nouvel élan.

Avant cette transaction, BCP était la seule des grandes agences nationales à n'avoir qu'un seul actionnaire, M. Bouchard.



Tout juste remise d'une réorganisation, d'autres lignes de distribution pou

■ **La Ferme St-Laurent ltée,** de Ville St-Laurent, un groupement qui appartient à ses quelque 300 distributeurs laitiers, se lancera bientôt dans d'autres lignes de produits connexes comme la crème glacée et les jus.

C'est le président du conseil, M. **Ronald Durand,** qui a annoncé cette nouvelle lors d'une entrevue aux AFFAIRES.

''Nous allons signer dans quelques jours un contrat de distribution avec la compagnie de chocolats **Neilson** pour distribuer leur lait au chocolat, a-t-il déclaré. Nous avons déjà commencé à recevoir des approvisionnements. Nous voulons aussi distribuer leur crème glacée **Häagen-Dazs,** qui est très populaire sur la côte-ouest des États-Unis.

Mais la Ferme regarde aussi la possibilité de distribuer les glaces **Rachelli,** en s'approvisionnant à la nouvelle usine de ce producteur italien, située à Ville St-Laurent.

''Notre force principale, c'est la distribution dans les foyers et chez les petits commerçants, tels les dépanneurs, a expliqué M. Durand. C'est cette force que nous voulons exploiter en élargissant la gamme de produits que nous transportons dans nos camions.''

La Ferme St-Laurent est un des plus vieux groupement de distribution au Québec. Elle a vu le jour au moment de la pasteurisation du lait, en 1927, soit bien avant d'autres groupements dans d'autres secteurs, comme **Métro-Richelieu, Ro-Na,** etc.

Mais contrairement à ces grands groupements qui se sont développés très rapidement au cours des dernières années, la Ferme a traversé une période difficile, coïncée entre de grandes entreprises de production et de distribution (**Agropur, Provigo,** etc.) et une régie qui réglemente les prix du lait.

Au tournant des années 1960, la Ferme a compté à un moment donné jusqu'à 434 membres sociétaires. Mais la livraison du lait et du pain à domicile a connu, elle aussi, un fléchissement marqué dans les habitudes des consommateurs.

''Mais j'ai l'impression qu'on assiste peut-être à un retour de la demande, a poursuivi M. Durand, avec la multiplication des dépanneurs, qui sont souvent des clients trop petits pour les grands distributeurs, mais qui sont importants pour nous; de plus, le vieillissement de la population incite plusieurs à s'approvisionner à domicile plutôt qu'a l'épicerie du centre commercial.''

D'autre part, la Ferme présente, comme tous les groupements du même genre, une structure de capitalisation très faible. Les membres hésitent à laisser beaucoup de capitaux dans leur entreprise commune, préférant retirer en ristournes tout ce qu'ils peuvent, quitte à charger le groupe d'un fardeau financier excessif. De 1979 à 1983, la part de l'avoir des actionnaires est passée de 36-37 % à moins de 20 %, de capitalisation totale pendant que la dette à court et moyen terme s'alourdissait d'autant. (La capitalisation totale d'une entreprise est formée de son avoir des actionnaires et de ses dettes à court et à long terme.)

Le vice-président, finances, M. **Jean Clermont,** a quitté l'entreprise il y a quelques semaines, suivi de peu par le président-directeur général, M. **Gilles Tousignant,** un comptable de formation.

Réorganisation

''On a rencontré différents problèmes de toutes sortes, a reconnu M. Durand, notamment un problème de communications entre les laitiers propriétaires et la haute direction de l'entreprise.''

Ainsi, le p.d.g. et quelques vice-président siégeaient au conseil d'administration de la Ferme. Bien au courant des dossiers, ils réussissaient assez facilement à faire prévaloir leurs points de vue face aux dix administrateurs choisis parmi les membres.

L'an dernier, par exemple, quant la Ferme a accepté une trentaine de membres de la région de Québec, les sociétaires ont eu l'impression de se faire imposer cette admission par la haute direction de l'entreprise. Il a fallu construire des installations dans cette région, au moment où le groupement était faible financièrement.

Puisque les membres laissaient peu de ressources financières dans le groupement, les dirigeants de l'entreprise voyaient la solution à leurs problèmes financiers dans l'expansion, une sorte de fuite en avant. Ils avaient mis au point un autre projet d'expansion dans la région des Cantons de l'Est, mais cette décision a été bloquée au conseil, ce qui a amené le départ de certains cadres.

''Je pense maintenant que les membres ont compris la nécessité de mieux financer leur groupement, prétend M. Durand. On leur a bien expliqué le problème de notre structure financière et ils ont compris. Mais nous croyons qu'avant de procéder à des expansions géographiques, il faut d'abord consolider nos opérations actuelles et mieux pénétrer nos marchés, en élargissant notre gamme de produits.''

Pour l'avenir, M. Durand songe à faire venir au conseil des spécialistes de l'extérieur, qui apporteront leurs connaissances de spécialistes et un jugement neutre sur les différents dossiers. Le prochain p.d.g. (pour lequel un mandat de recherche a déjà été donné) viendra au conseil, mais les autres spécialistes ne viendront pas de la haute direction.

Au cours de l'année terminée le 30 septembre dernier, les ventes consolidées de la Ferme et ses filiales se situeront entre 70 et 75 millions de dollars, en progression d'une dizaine de millions sur l'année précédente. Les actifs, qui atteignaient près de 14,5 millions de dollars l'an dernier, progressent eux aussi à un rythme satisfaisant.

La Ferme se situe au troisième rang des distributeurs laitiers au Québec, assez loin d'Agropur, mais tout juste derrière **Sealtest** (filiale des **Aliments Ault** ltée, du groupe **John Labatt**) et devant **Laval-Cité** de la région de Québec. Ces quatre distribu-

→

Ministère des Finances Canada — **Department of Finance Canada**

ÉMISSION DE

$1,050,000,000

D'OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

NON REMBOURSABLES PAR ANTICIPATION

DATÉES DU 14 NOVEMBRE 1984

Le ministre des Finances a autorisé la Banque du Canada à recevoir des souscriptions à un emprunt à émettre contre espèces comme suit:

Obligations 11¾% échéant le 1er février 1988
Prix d'émission: 99.75% rapportant environ 11.83% à l'échéance
Intérêt payable le 1er février et le 1er août
L'intérêt de soixante-dix-neuf jours payable le 1er février 1985

et

Obligations 12% échéant le 1er février 1990
Prix d'émission: 100.00% rapportant environ 12.00% à l'échéance
Intérêt payable le 1er février et le 1er août
L'intérêt de soixante-dix-neuf jours payable le 1er février 1985

et

Obligations 12¼% échéant le 1er février 1995
Prix d'émission: 99.25% rapportant environ 12.37% à l'échéance
Intérêt payable le 1er février et le 1er août
L'intérêt de soixante-dix-neuf jours payable le 1er février 1985

et

Obligations 12½% échéant le 1er mars 2006
Prix d'émission: 100.00% plus l'intérêt couru du 1er septembre 1984 au 14 novembre 1984 rapportant environ 12.50% à l'échéance
Intérêt payable le 1er mars et le 1er septembre
L'intérêt de six mois payable le 1er mars 1985.

Les nouvelles obligations seront disponibles en coupures de $1,000, $5,000, $25,000, $100,000 et $1,000,000.

L'émission d'obligations 12½% datées du 14 novembre 1984 et échéant le 1er mars 2006 ne dépassera pas $350 millions.

La Banque du Canada convient d'acquérir un minimum de $100 millions des nouvelles obligations. Cette acquisition sera affectée à n'importe quelle échéance sauf que ce total comprendra un minimum de $10 millions des obligations échéant en 2006.

Le produit de l'offre servira aux fins générales du gouvernement du Canada.

Les nouvelles obligations 12½% échéant le 1er mars 2006 sont en sus des $250 millions d'obligations 12½% échéant le 1er mars 2006 déjà en circulation.

Le principal et l'intérêt des nouvelles obligations sont payables, lorsque exigibles, en monnaie légale du Canada: le principal à l'échéance, à toute agence de la Banque du Canada, et l'intérêt, sans frais, à toute succursale bancaire au Canada. Les titres définitifs seront disponibles le ou vers le 14 novembre 1984 et par la suite sous deux formes: au porteur avec coupons annexés et sous forme entièrement nominative, l'intérêt étant payable par chèque. Les obligations de l'une ou de l'autre forme seront de mêmes coupures et entièrement interchangeables quant aux coupures et/ou à la forme, sans frais (sous réserve des exigences de transferts statutaires, le cas échéant).

Les nouvelles obligations sont autorisées conformément à une Loi du Parlement du Canada. Le principal et l'intérêt sont imputés au Fonds du revenu consolidé du Canada.

Sous réserve des quantités disponibles, les achats de nouvelles obligations peuvent se faire par l'intermédiaire de tout courtier en valeurs mobilières ou de toute banque autorisés à faire office de distributeur initial.

Canada

OC 14

, la Ferme St-Laurent se lance dans r renforcir sa part de marché

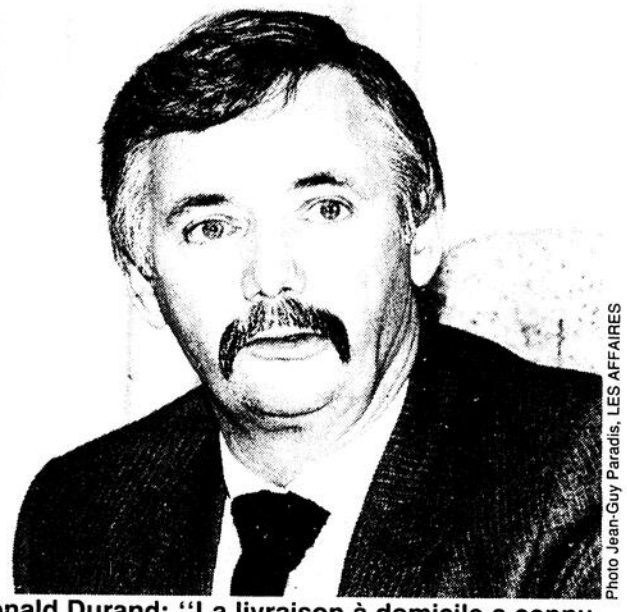


Photo Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Ronald Durand: "La livraison à domicile a connu un fléchissement dans les habitudes du consommateur mais l'on assiste à un retour de la demande'.

teurs représentent environ 80 % de la distribution laitière du Québec.

Environ 20 % des membres sociétaires ont des camions réfrigérés; ils seront donc les premiers à se diversifier dans les produits surgelés. Pour les autres, la Ferme songe aussi à diverses possibilités: distribution d'eau de source et de jus par exemple.

La Ferme songe aussi à quitter ses immenses locaux de Ville St-Laurent, près du boulevard Métropolitain, pour concentrer ses activités dans d'autres endroits plus propices, près de son usine de transformation par exemple.

Enfin, après quatre ans de gel des prix du lait, la régie vient d'autoriser une augmentation de 0,06 $ du litre de lait, qui pourra passer de 0,85 $ à 0,91 $ le litre au comptoir et de 0,89 $ à 0,95 $ à domicile.

Cette marge de manoeuvre devrait permettre aux sociétaires de la Ferme de mieux capitaliser leur groupement, tout en consolidant leurs opérations et en investissant au besoin dans de nouveaux types de camions réfrigérés.

"Je suis convaincu qu'il y a encore une place pour nous sur le marché, assure M. Durand, si l'on sait s'organiser et exploiter habilement nos principales forces.

Mais il faudra aussi apprendre à se concerter; par exemple s'organiser pour qu'il n'y ait plus deux ou trois membres qui desservent des clients de la même rue. Ces économies de temps et d'essence pourraient sans doute servir à quelque chose d'utile et de plus rentable pour les membres et le groupement."

ANDRÉ HAINS

RÉUNIONS D'AFFAIRES

INCOMPARABLE
QUÉBEC



AUBERGE HM

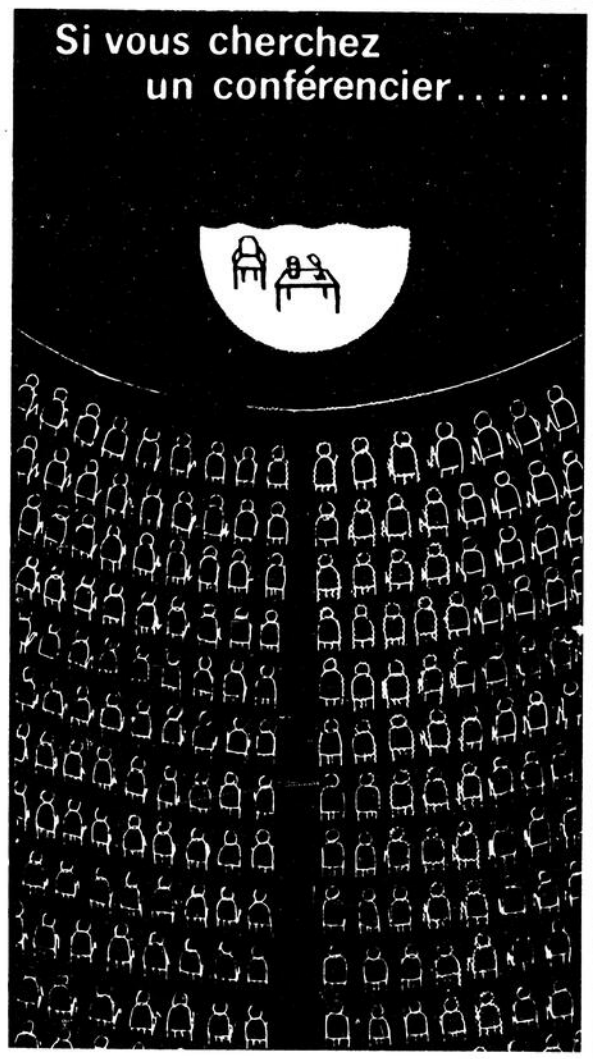
- Chambres grand confort
- Piscine intérieure
- Cuisinette
- Salle de conférence

42.$

2815, Boul. Laurier
Sainte-Foy
(418) 658-2793

Les nuits prochaines...

Si vous cherchez un conférencier.....



Jean-Guy LEBOEUF,
5277 Ave. du Parc
Montréal, Qué.
H2V 4G9
Téléphone:
(514) 277-2117



B.A.L.S.C., M. Ed., Adm.A.
1954 - 1984
30 ans d'excellence
Auteur des volumes:
"Arrêtez d'avoir peur!"
et *"Croyez au succès!"*

HILTON INTERNATIONAL CANADA

Vous avez toujours eu de bonnes raisons de faire de Hilton votre premier choix. En voici maintenant une meilleure. Si vous êtes membre de l'Aéroplan, chaque nuit que vous passez à un hôtel Hilton International Canada vous vaut désormais un crédit de 1000 milles (1609 km). Vous pouvez vous servir de ce crédit pour des vols intérieurs, à destination de l'Europe*, des États-Unis et des Antilles ou pour passer à une classe de service supérieure.

Vous obtiendrez tous les détails sur l'Aéroplan auprès de votre agent de voyages ou d'Air Canada. Pour réserver à un hôtel Hilton, appelez votre agent de voyages, le service de réservations Hilton ou tout hôtel Hilton International.
Offre réservée aux clients payants inscrits.
Crédit maximum de 1000 milles (1609 km) par vol.
*À l'exception de la Suisse

CHARLOTTETOWN • SAINT JOHN, N.-B.
QUÉBEC • MONTRÉAL (Bonaventure) • MONTRÉAL AÉROPORT (Dorval)
TORONTO (Harbour Castle) • TORONTO AÉROPORT • WINDSOR

Un crédit de 1000 milles par nuit.



OÙ TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI

RUE ST-JACQUES... ET AILLEURS

Lhoumeau quitte Petro-Canada

■ M. **Roger Lhoumeau,** un spécialiste en communications et relations publiques qui oeuvre depuis 14 ans chez **Petrofina,** qui est devenu **Produits Petro-Canada,** a quitté son poste de directeur de la publicité pour aller prendre celui de directeur général de la **Fondation de l'Université du Québec à Montréal.**

La Fondation de l'UQAM est dirigé par un conseil d'administration formé de gens d'affaires; elle est présidée par M. **Pierre Jeanniot** d'**Air Canada.** Lancée il y a quatre ans, la Fondation était dirigée par M. **Marcel Gagnon,** qui en devient maintenant vice-président.

Bourgeois quitte la Caisse

■ M. **Bruno Bourgeois** quitte son poste de gestionnaire de portefeuille à la **Caisse de dépôt et placement du Québec.** Spécialiste en négociations de placements obligataires, il se joint au **Trust Général du Canada,** où il relèvera du vice-président du groupe finance, M. **Pierre Comtois.**

Bachelier en finances de l'**Université de Sherbrooke** en 1975, M. Bourgeois était entré à la Caisse en mars 1983, après avoir passé sept ans à la **Banque du Canada.**

Trois v.p. chez Atlantique

■ Le président de la chaîne de magasins **Atlantique Image et Son,** M. **Jean-René Halde,** vient d'engager trois nouveaux vice-présidents.

M. **André Dostie,** MBA, quitte la consultation pour prendre le nouveau poste de vice-président au développement corporatif et à l'administration chez Atlantique.

M. **Gilles Ferland** devient vice-président aux ressources humaines; il s'agit également d'un nouveau poste, dont le premier titulaire vient de chez **Reitman's,** une chaîne de distribution vestimentaire de 560 magasins ayant son siège social à Montréal.

Enfin, M. **Claude Charbonneau** devient vice-président à la distribution, responsable du réseau de quelque 120 magasins d'Atlantique. Il était auparavant chez **Métro-Richelieu,** dont M. Halde a déjà été président-directeur général.

François Aubin quitte la SEBJ

■ **François Aubin** quitte ses fonctions de directeur des relations publiques à la **Société d'énergie de la Baie James.** Il occupera dès décembre le poste de directeur des communications de la région de Montréal à la **Société canadienne des Postes.**

Tout en supervisant les activités de relations internes et externes de même que celles du Centre de création des productions audiovisuelles, M. Aubin sera l'administrateur de la Maison de la poste à Montréal.

Fusion de cabinets comptables à Sherbrooke

■ Le cabinet de comptables **Nobert Young Lanouette Carpentier,** de Sherbrooke, vient de fusionner avec celui de **René De Cotret, St-Arnaud, Letendre** de la même ville.

Nobert Young comptait 23 professionnels avant la fusion et René De Cotret en avait sept. La fusion permet ainsi de créer un des plus grands cabinets de comptables indépendants de la province, avec 30 professionnels. Le nouveau cabinet offre tous les services qu'on retrouve habituellement dans les entreprises de ce genre.

Guy Lemelin chez RCMP

■ M. **Guy Lemelin,** un MBA spécialisé en ressources humaines, vient de se joindre au cabinet **Raymond Chabot Martin Paré et compagnie,** à titre de conseiller en recrutement de cadres.

M. Lemelin possède plusieurs années d'expérience en ce domaine, ayant pratiqué notamment chez **Rourke Bourbonnais** et au groupe **Sobeco,** avant de passer quelques temps dans le domaine de l'imprimerie.

Papiers Rolland déménage

■ **Papiers Rolland** quittera ses bureaux de la **Tour de la Bourse** à Montréal à l'été 1986, pour aller se loger dans la nouvelle tour de l'**Industrielle** en construction au coin des rues McGill College et Maisonneuve.

Les bureaux de Rolland à la Tour de la Bourse seront occupés par le bureau d'avocats **Martineau Walker,** qui est déjà dans la tour du Carré Victoria.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Tout comme la lumière qui révèle ses couleurs en traversant le prisme, les entreprises dynamiques du Québec révèlent leurs qualités en commerçant avec l'extérieur.

P·R·I·X 1·9·8·5

STIMULEXPORT

A L'ENTREPRISE DYNAMIQUE

Le prix STIMULEXPORT est institué par le Gouvernement du Québec afin de souligner les mérites d'une entreprise québécoise qui oeuvre depuis peu dans l'exportation et qui déjà fait preuve de dynamisme et de détermination.

Le prix STIMULEXPORT permettra une bonification exceptionnelle des modalités du « Programme d'aide à la promotion des exportations » (APEX), puisqu'il haussera jusqu'à un maximum de 100 000 $ l'implication du ministère du Commerce extérieur dans l'essor de l'entreprise choisie.

Le prix STIMULEXPORT s'adresse aux petites et moyennes entreprises qui exportent depuis moins de trois ans et dont le chiffre d'affaires est d'au moins 1 000 000 $.

Le prix STIMULEXPORT sera décerné à une entreprise qui aura démontré une vigueur remarquable et soutenue dans l'exportation de biens ou de services québécois. De plus, le ministère du Commerce extérieur a prévu une série de mesures techniques, financières et promotionnelles pour faciliter au récipiendaire du prix la conquête de nouveaux marchés.

Un jury formé de personnalités du milieu des affaires étudiera les dossiers de candidatures et déterminera le gagnant.

Le prix STIMULEXPORT sera décerné au début de 1985. La date limite pour l'inscription à ce concours est fixée au 31 décembre 1984.

On peut se procurer les reglements du concours et les formulaires d'inscription en communiquant par ecrit ou par telephone a l'adresse ci-contre:

STIMULEXPORT

M. René Lafontaine
Directeur de la formation
MINISTERE DU
COMMERCE EXTERIEUR
770, rue Sherbrooke ouest
6e etage
Montreal (Québec) H3A 1G1
Tél.: (514) 873-3136

1 9 8 5

Québec

Gouvernement du Québec
Ministère du
Commerce extérieur

ACHAT ET LOCATION
DE VOITURES DE LUXE

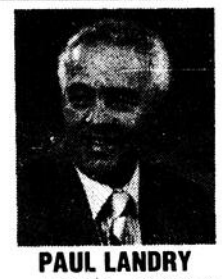
LINCOLN CONTINENTAL
Série Signature Mark 1981.
80,000 kilo.
Excellente condition.
14 500$.
(514) 461-0189

B.M.W. 528-E 1982
27,000 kilomètres
vitres et toit électriques, système d'alarme
$19,800
après 14 hres **(514) 473-9731**

TAUX SPÉCIAUX

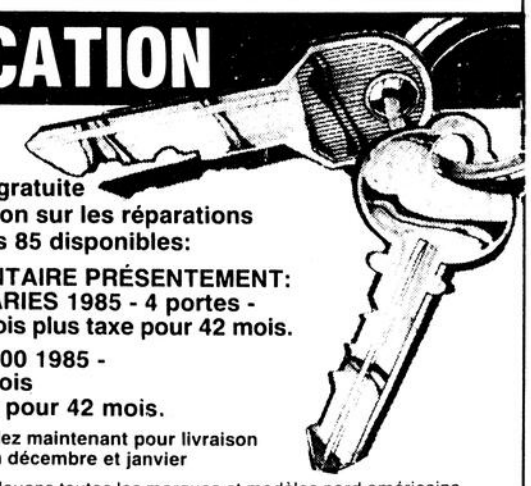
LOCATION
AUTOMOBILES CAMIONS

ALVAR



PAUL LANDRY
(514) 861-6031

LOCATION



- **Option gratuite**
- **Réduction sur les réparations**
- **Modèles 85 disponibles:**

EN INVENTAIRE PRÉSENTEMENT:
DODGE ARIES 1985 - 4 portes - à 245$/mois plus taxe pour 42 mois.

DODGE 600 1985 - à 288$/mois plus taxe pour 42 mois.

Commandez maintenant pour livraison en décembre et janvier

Nous louons toutes les marques et modèles nord-américains, japonais et européens.

Champlain
DODGE CHRYSLER LIMITÉE

Pour plus de renseignements, s.v.p. téléphonez à:
GUY ROBERT
(514) 761-4801
3350 Wellington, Verdun

Quasimodo LTÉE
Conseillers en informatique
LOGICIELS
COMPTABLES FRANÇAIS
(514) 384-8511
(418) 656-6390
IBM

Pour les PME, le marketing est une question d'organisation du réseau des ventes
pp. 24-25

Léguer ses biens à une fiducie en faveur du conjoint doit se faire selon des critère précis
pp. 34-35

CANQUOTE Division de DATALINE inc
PRESENTE PCQUOTE MD
Le système d'information de securité pour les PC d'IBM utilisant le Système de Quotation de Canquote.
1440 O. Rue Ste-Catherine, Montréal, 871-1011

Récipiendaire du Prix d'excellence à l'exportation au Canada en 1984

Intalite s'est hissée au rang d'entreprise internationale grâce à ses exportations

■ Pour **Intalite inc.**, de Montréal, un fabricant de faux plafonds à cellules ouvertes pour des édifices publics, l'exportation est une véritable vocation et non une simple activité parallèle. Cette philosophie vient de mériter à l'entreprise le **Prix d'excellence à l'exportation** du ministère canadien du **Commerce extérieur.**

"Quand tu décides d'exporter, tu ne prends pas l'avion pour aller porter tes dépliants chez le premier "brooker" venu et revenir en espérant que les commandes vont arriver par la poste plus tard. Quand une entreprise veut exporter, elle doit axer sa structure administrative et sa philosophie sur l'exportation", a affirmé aux AFFAIRES M. **S. Émile Chehab,** directeur des ventes et de l'exportation chez Intalite, dont 70 % des revenus proviennent de l'extérieur du Canada (33 % des États-Unis et le reste d'ailleurs dans le monde).

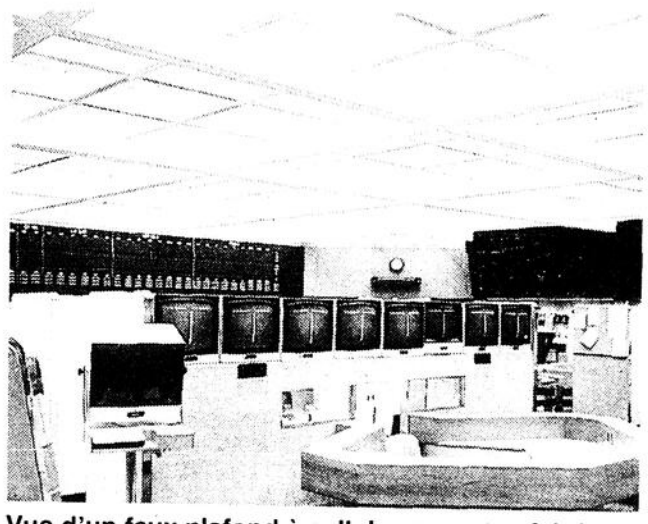
Fondée en 1960, Intalite appartient à M. **Stanley Diamond,** de Montréal, un diplômé du **Harvard Business School,** et à M. **Gerald Morris,** de New-York. Au début, Intalite distribuait de faux plafonds en aluminium, au Canada pour la compagnie américaine **Butterfly** avant d'intégrer la fabrication à son usine de Montréal. En 1980, Intalite a racheté son ancien fournisseur Butterfly.

En plus du siège social et de son usine de Montréal, qui emploie 85 personnes et qui dessert le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient, l'Amérique Centrale et du Sud, le Bassin Méditerranéen, l'Afrique et les États-Unis, Intalite a des usines en Hollande, Australie et au Japon; l'usine japonaise lui appartient à 50 % et fabrique sous licence d'Intalite; elle a en plus des bureaux de vente aux États-Unis et au Royaume-Uni.

M. Chehab a refusé de divulguer le chiffre d'affaires de sa compagnie.

Quelques années après la fondation d'Intalite, les propriétaires ont tout de suite pris la décision d'exporter parce que, comme pour beaucoup d'entreprises canadiennes, le marché canadien était trop petit pour permettre une expansion intéressante.

Mais contrairement à la plupart des entreprises de chez nous, Intalite s'est attaquée directement au marché d'outre-mer, plutôt que de s'orienter vers les États-Unis. "Notre produit était trop avant-gardiste pour les États-Unis", a expliqué M. Chehab, qui est avec Intalite depuis 1982, mais qui possède une longue expérience dans le domaine de l'exportation.



Vue d'un faux plafond à cellules ouvertes fabriqué par Intalite inc.

Le marché du Moyen-Orient

Après avoir développé ses exportations dans quelques pays d'Europe, aux Caraïbes et en Australie, Intalite a flairé le potentiel du marché du Moyen-Orient. "C'est le plus grand chantier du monde et les Moyens-Orientaux ont les moyens de se payer notre produit, qui est assez cher", a dit M. Chehab, un diplômé des **Hautes Études Commerciales.**

En 1974, on a donc commencé à étudier ce marché en se servant des moyens les plus économiques comme les revues spécialisées et les services offerts par les ambassades canadiennes au Moyen-Orient. Cette analyse a duré un an et, en 1975, le directeur de l'exportation de l'époque est allé vérifier sur place ce qu'il avait appris en théorie.

"Il y a des choses que l'on ne peut pas apprendre dans les livres, dit M. Chehab. La réalité est très différente et quelquefois décourageante. Mais lorsque tu as décelé un potentiel dans le marché, il faut que tu y mettes le paquet. On ne fait pas de l'exportation à temps partiel."

Il faut rester dans le pays étranger au moins deux à trois semaines et il ne faut pas s'attendre à beaucoup d'un premier voyage, a dit M. Chehab.

Une des choses que l'on apprend à l'usure, c'est que la relation personnelle est plus importante au Moyen-Orient que dans toute autre partie du monde. "L'agent doit sentir qu'il peut te faire confiance parce que c'est lui qui va perdre la face si tu n'es pas fiable", a affirmé M. Chehab.

Il faut avoir le temps et assez de ténacité pour exporter parce que ça peut prendre deux ans avant de recevoir une première commande d'un pays étranger. "Le potentiel du marché du Moyen-Orient est formidable, mais la compétition est devenue très vive au cours des dernières années. Mais ça vaut la peine de persister, d'autant plus que la réussite est plus une question d'efforts que d'investissements en argent, a précisé M. Chehab. Je pense que toute entreprise dont les revenus dépassent 500 000 $ a les ressources financières suffisantes pour exporter.

"La réussite commerciale dans un pays étranger dépend entièrement de notre agent dans ce pays et pour trouver le bon, il faut y retourner peut-être trois ou quatre fois et rester parfois jusqu'à cinq semaines sur place, à moins de tomber sur l'oiseau rare du premier coup, ce sur quoi il ne faut pas trop compter, croit M. Chehab. Après en avoir engagé un, on peut se rendre compte après un an que notre agent n'est pas celui qu'il nous faut, mais ça fait partie du jeu."

Les exigences de l'exportation

L'exportation demande de plus une structure particulière d'entreprise. Tout le travail d'exportation ne peut souvent pas être fait par du personnel qui a toujours fait seulement du commerce national.

Ceux qui s'occupent de l'exportation doivent connaître les règles du commerce extérieur et bien des informations sur le pays où ils exportent. Il faut faire imprimer de la littérature dans la langue du pays et trouver une banque canadienne, qui a une succursale ou un agent dans ce pays.

L'entreprise doit constituer un budget spécial pour l'exportation, pour les voyages et pour participer à des expositions. Pour cela, les gouvernements offrent des programmes d'aide intéressants, a dit M. Chehab. Il n'est pas nécessaire d'aborder plusieurs pays en même temps. On peut développer un seul pays à la fois si le budget est plus limité.

Ce budget sert aussi à fournir un support à l'agent. Il faut rester au courant du marché extérieur pour déceler les nouvelles opportunités. Connaître ses nouveaux compétiteurs et voir si on est encore compétitif. "En fait, il faut faire dans les pays où l'on exporte la même chose que l'on fait dans le marché national", a souligné M. Chehab.

Il faut organiser des séminaires de vente pour les agents étrangers et leurs vendeurs et rester en contact avec eux surtout. "Je fais au moins deux voyages par année au Moyen-Orient, je téléphone à mon agent tous les mois et je lui envoie un "télex" tous les jours", a déclaré M. Chehab.

États-Unis

En 1980, avec une récession en Amérique Latine et une reprise économique aux États-Unis, la direction d'Intalite a cru que le moment était venu de développer le marché américain. Elle a donc racheté son ancien fournisseur et changé complètement l'administration de ce dernier.

M. Diamond a fait une vingtaine de voyages pour restructurer son réseau de vente, trouver et former 52 nouveaux agents. Il a réorganisé sa filiale de marketing de Chicago, a participé à un grand nombre d'expositions et a pu ainsi quadrupler les ventes d'Intalite aux États-Unis en trois ans. Cela lui a permis entre autres d'obtenir le contrat des plafonds de l'aéroport **Terminal Bradley** pour les Jeux Olympiques de Los Angeles.

"Intalite avait besoin de son expérience internationale pour développer le marché américain, a expliqué M. Chehab. Les architectes européens qui spécifient nos produits sont innovateurs alors que les architectes américains se contentent de suivre les autres.

"C'est maintenant beaucoup plus facile de convaincre les architectes américains de la valeur de nos produits lorsqu'on leur mentionne nos réalisations internationales comme le **Bagdad Conference Centre** en Iraq, l'édifice de l'**Organisation du travail** à Genève, et le plafond de 420 000 pieds carrés de l'aéroport d'**Heathrow** de Londres, que l'on est en train de réaliser."

De plus, la chaîne d'alimentation française **Hypermarché,** dont Intalite a fait un fournisseur de plafonds pour plusieurs établissements en France, vient d'ouvrir un premier établissement aux États-Unis (Cincinnati) et Intalite a obtenu le contrat. Si son réseau américain prend de l'expansion, Hypermarché peut devenir un bon véhicule pour Intalite aux États-Unis.

"Mais l'avantage d'Intalite aux États-Unis n'est pas seulement au niveau de sa réputation, croit M. Chehab; cet avantage découle aussi de son expertise beaucoup plus poussée pour résoudre des problèmes techniques complexes comme il s'en présente parfois dans les gros projets".

DOMINIQUE FROMENT

INCORPORATION?
À PARTIR DE
$195

- Toutes les formules constitutives fédérales
- Livre Corporatif exclusif
- Règlements & certificats d'action
- Sceau de société

Frais du gouvernement $200.
VISA et MASTERCARD acceptées
MONTRÉAL 286-7119 OTTAWA 230-8080

CORPACTION INC.
depuis 1977

À VOTRE AGENDA

■ Montréal. Le 6 novembre. **Conférence** offerte par le **Bureau de Commerce de Montréal.** Conférencier: M. **Philip B. Crosby,** écrivain et fondateur du **Quality College.** Lieu: **Le Reine Élizabeth.** Pour renseignements: **Robert Besner,** (514) 878-4651.

***

■ Montréal. Le 6 novembre. **Colloque** organisé par l'**Association des professionnels en ressources humaines du Québec.** Thème: La gestion de la décroissance. Lieu: **Hôtel Bonaventure,** salon Hampstead. Pour renseignements: **Madeleine Senécal,** (514) 879-1636.

***

■ Montréal. Le 6 novembre. **Déjeuner-causerie** offert par la **Chambre de Commerce de Montréal.** Conférencier: M. **Claude Pichette,** UQAM. Lieu: **Le Reine Élizabeth.** Pour renseignements: **Danielle Lalonde,** (514) 288-9090.

***

■ Montréal. Le 6 novembre. Deuxième **Conférence** sur la qualité organisée par le **Bureau de Commerce de Montréal.** Conférencier: M. **Philip B. Crosby, Philip Crosby Associates.** Lieu: **Le Reine Élizabeth.** Pour renseignements: 878-4651.

***

■ Montréal. Le 7 novembre. **Déjeuner-causerie** offert par l'**Association professionnelle de recherche en marketing.** Conférencier: M. **Yvan Corbeil, CROP inc.**Lieu: **Mount Stephen Club.** Pour renseignements: **Mary,** (514) 284-9060.

***

■ Montréal. Le 7 novembre. **Dîner-conférence** offert par le **Bureau de Commerce de Montréal.** Conférencier: M. **Bernard Lamarre, Lavalin.** Lieu: **Le Ritz Carlton,** salon Ovale. Pour renseignements: (514) 878-4651.

***

■ Montréal. Le 8 novembre. **Séminaire** offert par le **Bureau de Commerce de Montréal.** Sujet: Techniques d'approvisionnement pour les PME. Lieu: **BCM.** Pour renseignements: (514) 878-4651.

***

■ Montréal. Le 8 novembre. **Atelier** offert par le **Bureau de Commerce de Montréal.** Sujet: Techniques d'approvisionnement des PME. Lieu: Bureau de Commerce de Montréal. Pour renseignements: (514) 878-4651.

***

■ Montréal. Le 13 novembre. **Séminaire** offert par **Michel Bélanger & Ass.** en collaboration avec la **Chambre d'immeuble de Montréal.** Conférencier: M. **Tom Hopkins,** auteur. Sujet: Conclure vos ventes. Lieu: **Théâtre St-Denis.** Pour renseignements: (514) 384-6092.



Control Data dépense plus de 30 millions de dollars par année dans le domaine de la recherche et du développement.

C'est notre façon d'aider à bâtir l'avenir du Canada. Tous voudraient que les Canadiens soient des innovateurs en produits informatiques. C'est bien malheureux que tous ne se donnent pas la main pour voir à ce que cela se produise.

Il est vrai que les grands projets de recherche sont coûteux. Mais le Canada a les moyens pour faire en sorte que cet investissement s'avère avantageux. Et je pense que Control Data en est la preuve. Chaque année, nous dépensons des millions à la recherche de nouveautés technologiques. Depuis les dix dernières années, nous avons dépensé plus de un quart de milliard de dollars pour le développement de la série 180, une gamme de super mini-ordinateurs avec une grande capacité d'expansion. Et déjà cette nouvelle série reçoit un accueil des plus favorables, mondialement.

Je suis très fier des progrès de Control Data dans le secteur de la recherche et du développement. Il s'agit là d'un domaine qui nous tient à coeur. Car chez Control Data, nous ne travaillons pas seulement pour une compagnie d'ordinateurs: nous travaillons aussi pour le Canada.

Le président,

T.S. (Dudley) Allan

Control Data
Un partenaire recherché en technologie.

CONTROL DATA

La Hongkong Bank of Canada s'installe à Montréal

Les craintes quant à l'avenir de Hong Kong pourraient amener au Québec 10 M$ par mois en immigration

■ "En raison des craintes entourant l'avenir de Hong Kong, un très grand courant d'immigration va bientôt se concrétiser en direction du Québec. C'est ainsi que plus de 10 millions $ sont susceptibles d'arriver par mois à Montréal'', a déclaré aux AFFAIRES M. **Patrice Blondel** assistant vice-président et directeur de la toute nouvelle succursale de la **Banque Hongkong du Canada,** à Montréal.



Photo Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Patrice Blondel: "Un très fort courant de migration va bientôt se concrétiser en direction du Québec".

C'est depuis la fin de l'année dernière que cette vague d'immigration a démarré étant donné les graves incertitudes découlant des inquiétudes au sujet de l'avenir de Hong-Kong, qui retournera très probablement à la République populaire de Chine au terme de la prochaine décennie. Les premières demandes d'immigration au Canada ont été introduites en novembre et décembre 1983 et commencent à aboutir aujourd'hui; de plus, d'après M. Blondel, ce flux ne devrait plus s'arrêter avant longtemps.

Les immigrants quittant Hong Kong pour sauvegarder leurs biens vont venir augmenter la population chinoise de Montréal et constitueront donc une clientèle de choix pour la Banque Hongkong du Canada, qui leur offrira tous les services dont ils auront besoin.

Ce future marché ethnique ne consitut pourtant pas la seule motivation des dirigeants de la banque qui, en s'installant à Montréal, ne font que suivre la voie logique de leur expansion au Canada, qui les a menés de Vancouver à la seconde ville du Canada en quelque vingt ans.

C'est en effet en 1965 qu'une filiale de la Banque Hongkong s'est installée à Vancouver pour offrir ses services aux nombreux Chinois qui y vivaient. En 1981, une charte de banque fut accordée à la **Warkley Canada Limited,** qui prit alors le nom de Banque Hongkong du Canada.

Actuellement la banque possède sept bureaux d'affaires à Vancouver, Toronto, Montréal, Edmonton, Calgary, Saskatoon et Nanaimo ainsi que trois succursales pour les transactions des particuliers à Vancouver, Toronto et Scarborough. Le président de la banque est M. **Angus R. Petrie** et son siège social est situé à Vancouver.

Outre les opérations destinées aux particuliers, la nouvelle banque propose les services commerciaux suivants: crédits à terme et d'exploitation, les financements commerciaux, les services de dépôt, les devises étrangères, les remises, les crédits documentaires ainsi qu'un service-conseil pour les activités commerciales avec les pays asiatiques en général, la Chine et Hong Kong en particulier.

L'intention des dirigeants de la banque est en effet de proposer des recherches de marché tant dans le sens Hong Kong-Canada que dans le sens inverse car, comme l'a déclaré M. Blondel "le commerce international est la véritable vocation de la banque".

Un intermédiaire de choix

Pour les producteurs québécois désireux d'exporter vers l'Asie, la Banque Hongkong du Canada peut constituer un intermédiaire de choix étant donné qu'elle est la filiale à part entière de la Hongkong and Shangai Banking Corporation, qui est la principale institution financière de Hong Kong, troisième centre financier mondial.

La Hongkong and Shangai Banking Corporation étend ses activités principalement en Asie du Sud-Est, dans la région du Pacifique et en Inde. Elle est également implantée en Grande-Bretagne, en Europe et Amérique du Nord, avec quelques 1 000 bureaux répartis dans 55 pays et utilisant plus de 40 000 employés.

Au 31 décembre 1983, ses actifs consolidés dépassaient les 75 milliards de dollars, ce qui situe la banque au 23ème rang mondial en terme d'actifs. Quant à ceux de la filiale canadienne, ils atteignent présentement près d'un demi-milliard de dollars, ce qui la place dans le peloton de tête des banques étrangères.

MICHEL VISART
(collaboration spéciale)

100 000$
ASSURANCE
pour
NON-FUMEURS

TERME DE 5 ANS RENOUVELABLE ET TRANSFORMABLE

Âge / Prime initiale	Âge / Prime initiale
30 —— 187$	45 —— 310$
35 —— 214$	50 —— 430$
40 —— 225$	55 —— 625$

ROTHENBERG & ROTHENBERG ANNUITÉS LTÉE.

4150 ouest, rue Ste-Catherine, suite 410

934-0586

N'attendez pas à la dernière minute pour ouvrir un compte REA!



UN EXCELLENT MOYEN POUR RÉDUIRE VOS IMPÔTS.

Vous pouvez obtenir sans engagement de votre part deux brochures expliquant comment ouvrir un compte en retournant le coupon ci-dessus.

A: Gilles Archambault
McLeod Young Weir
760 rue Sherbrooke ouest
Montréal, Québec H3A 1G1
(514) 287-3666

McLEOD YOUNG WEIR
Services financiers Depuis 1921

☐ *Je suis intéressé. S.V.P. me faire parvenir les brochures sur les comptes McLeod Young Weir.*

Nom _____

Adresse _____

Province _____ *Code postal* _____

Téléphone (Rés.) _____ *(Bur.)* _____

Le véhicule d'un particulier assuré au nom d'une compagnie peut ne pas bénéficier de la couverture d'assurance

■ Très souvent, dans le cours normal des affaires d'une PME, des dirigeants enregistrent leur véhicule au nom de leur compagnie afin d'imputer les dépenses d'utilisation du véhicule à la compagnie. Par contre, certains d'entre eux ne font pas toujours suffisamment attention à la façon dont ils procèdent et peuvent encourir des conséquences désastreuses d'une intention d'économie d'impôt.

Ainsi, par exemple, que peut-il se produire dans le cas où le propriétaire d'un véhicule est un particulier alors que l'assurance sur ce véhicule est obtenue en vertu d'un contrat d'assurance flotte émis en faveur d'une compagnie.

Cette question a fait l'objet d'un litige entre la **Compagnie d'Assurances Zurich** et Mmes **Liliane Rossignol** et **Michèle Godin**, lequel litige a connu son dénouement dans un jugement rendu le 17 avril 1984 par la Cour d'appel du Québec.

Les faits

Le 22 mai 1975, une automobile appartenant à Mme Michèle Godin et conduite par Mme Liliane Rossignol fut impliquée dans un accident avec une motocyclette dont les deux occupants furent blessés. À la suite de cet accident, Mme **Rossignol** et **Godin** furent poursuivies en dommages et elles ont requis d'être indemnisées par la Compagnie d'Assurances Zurich.

La Compagnie d'Assurances Zurich devait soutenir ne pas avoir à indemniser Mmes Godin et Rossignol parce que le véhicule en question était assuré à l'intérieur d'un contrat d'assurance flotte émis au nom d'une compagnie du nom de Fabril Inc. À ce sujet, la preuve a démontré que Mme Michèle Godin était la compagne de vie de M. Robert Rossignol, principal administrateur de Favril, et que, de plus, elle travaillait pour cette compagnie.

Or, au moment de l'acquisition du véhicule impliqué dans cet accident M. Robert Rossignol a communiqué avec son courtier d'assurances pour faire ajouter cette automobile sur le contrat d'assurance-flotte de Favril Inc. M. Rossignol aurait alors informé son courtier du fait que le véhicule appartenait à Mme Michèle Godin mais le courtier a omis de transmettre cette information à l'assureur et a indiqué sur la formule d'avenant, comme assuré, le nom de la compagnie Favril Inc.

Compte tenu que son assurée était Favril Inc., laquelle n'était pas le propriétaire du véhicule, la Compagnie d'Assurances Zurich a refusé d'indemniser Mmes Godin et Rossignol pour l'accident survenu. Devant ces faits, la Cour supérieure devait, le 27 juin 1980, condamner la Compagnie d'Assurances Zurich à indemniser les personnes impliquées dans l'accident. La Compagnie d'Assurances Zurich, non satisfaite de ce jugement, a porté le tout devant la Cour d'appel qui a rendu la décision au mois d'avril 1984.

Dans un premier temps, la Cour d'appel devait indiquer que le courtier d'assurances agissait comme un mandataire de l'assuré et non pas de l'assureur et que, en omettant de transmettre des informations essentielles au contrat à l'assureur, il engageait la responsabilité de l'assuré et non pas celle de l'assureur.

De plus, le tribunal devait également conclure que, si le véhicule d'un employé était destiné à servir à la fois de véhicule de promenade pour l'employé et de véhicule d'affaires pour l'employeur, le risque assumé par l'assureur n'avait pas la même importance que s'il s'agissait seulement d'un véhicule d'affaires. Il devenait donc impérieux de dénoncer à l'assureur que l'assuré n'était pas propriétaire du véhicule, cette information étant essentielle à la formation du contrat.

Jugement de la cour d'appel

Aussi, la Cour d'appel du Québec devait-elle renverser le jugement rendu par la Cour supérieure et déclarer que la Compagnie d'Assurances Zurich n'avait pas à indemniser Mmes Godin et Rossignol.

Ce type de jugement devrait inciter toute personne à s'assurer que les déclarations à son assureur sont complètes et exactes et de contre vérifier les polices d'assurances une fois émises afin de s'assurer qu'elles contiennent bien des informations véridiques.

Naturellement, dans l'affaire ci-haut, l'assuré pourra vraisemblablement intenté un recours contre son courtier qui n'a pas transmis une information essentielle à l'assureur. Ce recours nécessitera par contre des frais additionnels importants ainsi que des délais relativement longs, tout en étant sujet à la solvabilité du courtier.

JEAN-H. GAGNON



Me Gagnon est de l'étude Gagnon, Lacoste, avocats.

BCE

Entreprises Bell Canada Inc.

Avis de dividendes

Le 24 octobre 1984 le conseil d'administration d'Entreprises Bell Canada Inc. a déclaré les dividendes trimestriels suivants:

- payable le 15 décembre 1984 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 15 novembre 1984:
  - dividende No 7 de cinquante-sept cents (57¢) par action privilégiée de premier rang à dividende cumulatif de 2,25$, rachetable, convertible, donnant droit de vote, série C.
- payable le 2 janvier 1985 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 30 novembre 1984:
  - dividende No 7 de quarante-cinq cents (45¢) par action privilégiée de premier rang à dividende cumulatif de 1,80$, rachetable, convertible, donnant droit de vote, série F.

Guy Houle
Secrétaire de la société

A G E N D A

DÉJEUNER ■ CAUSERIE

Mardi, le 6 novembre 1984 - midi

Hôtel Reine Elizabeth (Salon Marquette et Jolliet)



Monsieur Claude Pichette
Recteur
Université du Québec à Montréal

M. Pichette nous entretiendra du rôle de l'UQUAM dans la formation des gens d'affaires par le biais des programmes en sciences de la gestion, en administration, en sciences pures et appliquées.

Billet à l'entrée: 27 $
Renseignements et réservations: Danielle Lalonde, 288-9090

À VENIR: **13 novembre**
M. Alexandre V.J. Gaudieri
Directeur, Musée des Beaux-Arts de Montréal

La Chambre de commerce du district de Montréal

772, rue Sherbrooke ouest, Montréal (Québec) H3A 1G1, (514) 288-9090

GAGNON LACOSTE
AVOCATS
AGENTS DE MARQUES DE COMMERCE

CENTRE MANUVIE
2000, RUE MANSFIELD
BUREAU 1400
MONTRÉAL, QC
H3A 3A2

TÉLÉPHONE: 284-0426
CODE RÉGIONAL: 514

5e SÉMINAIRE D'INFORMATION «MINES»

L'ASSISTANCE GOUVERNEMENTALE À L'INDUSTRIE MINIÈRE

Le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec vous invite à son 5e séminaire d'information sur le secteur «Mines».

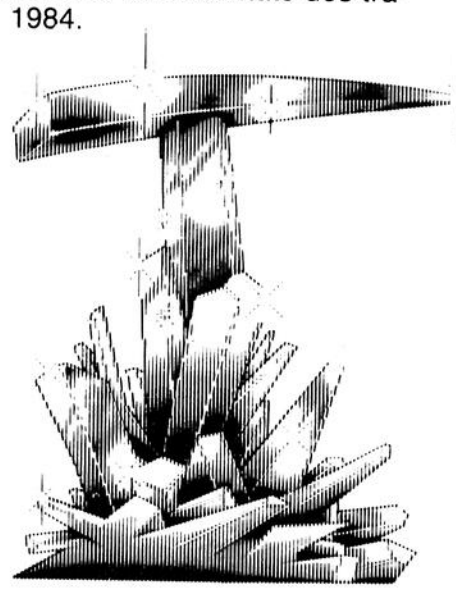
Vous aurez l'occasion d'y prendre connaissance des résultats des travaux effectués sur le terrain au cours de l'été 1984.

Date: 28 et 29 novembre 1984
Lieu: Hôtel Loews le Concorde
1225, place Montcalm
Québec
Tél.: (418) 647-2222

Inscription: le 28 novembre de 8h30 à 9h30

Nous vous ferons parvenir le programme sur demande:

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Direction de la recherche géologique
1620, boulevard de l'Entente, Bureau 513
Québec G1S 4N6
Tél.: (418) 643-1803

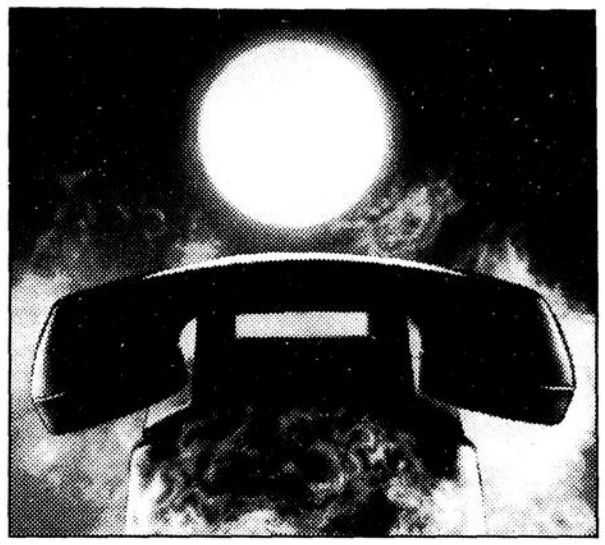


Gouvernement du Québec
Ministère de l'Énergie et des Ressources

Québec

Télémarketing: une nouvelle ère commence...

... et l'horizon qui s'ouvre au chef d'entreprise n'est plus le même. Aujourd'hui, nul ne doit se contenter d'une croissance lente ou de ventes anémiques. Le télémarketing est en mesure de donner à votre démarche marketing le souffle qui lui permettra d'accroître rapidement et considérablement les profits de votre entreprise.



Multiplier les ventes

Le télémarketing, c'est une approche marketing qui repose sur un usage complètement repensé des télécommunications dans l'entreprise. En intégrant à la base les télécommunications à votre effort marketing, le télémarketing vous permet d'augmenter de façon décisive le chiffre des ventes tout en diminuant le coût relatif à chaque vente.

Développer les marchés

Le télémarketing s'appuie sur une compilation systématique de l'information; il vous permet ainsi d'identifier et de conquérir de nouveaux marchés à un rythme étonnant, tout en vous offrant la possibilité d'exploiter de façon optimale les marchés où vous êtes déjà implantés.

Accroître le service et la productivité

En incorporant le service à la clientèle de votre entreprise à l'ensemble des opérations prises en charge par le télémarketing, vous pouvez jouir d'une plus grande considération de la part de vos clients et d'une fidélité bien supérieure à ce qui vous avait semblé possible jusque-là.

Le télémarketing vous permet en outre d'effectuer le traitement des commandes avec une efficacité qui vous donne un avantage marqué sur la concurrence. Il vous permet également d'améliorer la rentabilité des comptes marginaux, et même de rationaliser et de rentabiliser davantage l'ensemble de la gestion des comptes.

Contrôler et planifier

Le télémarketing comporte des mécanismes de contrôle et de mesure des résultats d'opération qui lui permettent d'évaluer avec précision et régularité sa propre performance. Vous êtes ainsi en mesure de planifier et d'ajuster vos stratégies marketing en fonction d'une connaissance toujours supérieure et de votre marché et de vos opérations.

L'ère du télémarketing est déjà commencée. À l'heure où vous terminez ces lignes, vos concurrents en prennent connaissance. Et ils réfléchissent.

Telecom Canada a préparé pour vous une brochure qui vous en apprendra davantage sur le télémarketing. Vous pouvez l'obtenir en appelant, sans frais, au **1 800 361-3050.** (En Colombie-Britannique, 112 800 361-3050.)

Telecom Canada est le réseau national qui regroupe les dix compagnies de télécommunications à travers le Canada.

L'ère du télémarketing

Telecom Canada

AGT • Bell Canada • B.C. Tel • Island Tel • Manitoba Telephone System • Maritime Tel & Tel • NBTel
Newfoundland Telephone • SaskTel • Télésat Canada

Le Salon de la PME décerne trois médailles

■ M. **Claude Castonguay,** président d'honneur du **Salon de la PME,** a remis trois médailles pour souligner la contribution apportée par des organismes-ressources à l'essor de la PME au Québec.

Le président du jury du "Concours-Prix-PME," qui était commandité par la **Banque Royale** était M. **Claude Pichette,** recteur de l'Université du Québec à Montréal.

La compagnie de comptables agréés de St-Lambert **Adam, Authier, Boyer, Thérriault** s'est méritée la médaille d'or, **La Presse,** la médaille d'argent et **Les Ingénieurs du Québec,** la médaille de bronze.



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

De gauche à droite: M. Jacques Authier associé chez Adam Authier Boyer Thérriault, M. Michel Turcotte, vice-président et directeur général, région du Québec à la Banque Royale, M. Claude Castonguay, président du Groupe La Laurentienne et M. Pierre Adam, associé.

La Croix Bleue lance deux nouveaux produits

■ Pour marquer le 25e anniversaire de **La Mutuelle-Vie du Québec,** la **Croix Bleue du Québec** vient de lancer deux nouveaux produits reliés à l'assurance individuelle.

Le premier produit porte le nom de "Santé Plus". Il s'agit d'un plan de protection d'assurance maladie individuel qui est accessible à toute personne n'ayant pas la possibilité d'être protégée par un régime d'assurance collective.

Le deuxième plan de protection "Couvre-tout" s'ajoute au régime de base d'assurance voyage médico-hospitalier et d'assistance à l'étranger. Il comprend entre autres des couvertures de perte de bagages et d'annulation de vol et de voyage, etc.

Ces nouveaux services d'assurance sont disponibles dès maintenant à la Croix Bleue du Québec et à sa compagnie affiliée La Mutuelle-Vie du Québec.

L'exercice financier



signé:
Centre de conditionnement
Nautilus®

Affichez un meilleur exercice financier. Augmentez la productivité de vos employés. Diminuez leur taux d'absentéisme. Accroissez leur efficacité au travail. En un temps record. À un prix qui vous convient. À l'un des 13 Centres de conditionnement Nautilus. Nous offrons des programmes qui s'adaptent aux besoins spécifiques de votre entreprise. Laissez-nous vous guider vers la productivité au maximum.

La forme au maximum®

Communiquez avec nous aujourd'hui.

Centre de conditionnement Nautilus®

RÉGION DE MONTRÉAL
Brigitte Harrisson
(514) 465-9173

RÉGION DE QUÉBEC
Denis Dorval
(418) 527-2577

Le "clan" Panneton Honoré

■ La compagnie **Déménageurs Affiliés inc.** s'est méritée, en fin de semaine dernière, le prix de gestion octroyé chaque année par la **Banque fédérale de développement** dans le cadre de la Semaine de la PME.

Davantage connu par son slogan "le clan Panneton à votre service", Déménageurs Affiliés inc. a été choisie parmi toutes les entreprises ayant bénéficié du programme de gestion-conseil CASE au Québec. La compagnie est dirigée par son fondateur, M. **Roger Panneton,** et tous les membres de la famille, soit Mme **Colombe Panneton** et ses dix enfants, y travaillent.

Par ailleurs, dans le cadre du Salon de la PME, la BFD a octroyé dix séminaires de gestion gratuits qui ont été gagnés par les personnes suivantes: **Serge Lepage,** ville d'Anjou; **Yves Gagnon,** Chateauguay; **R. Dunn,** Montréal; **Yvonne Robert,** St-Bruno; **R. Gendron,** St-Luc; **Jacqueline Lacoste,** St-Ours; **Diane Blais,** Saint-Basile-le-Grand; **J.-P. Lapointe,** Montréal; **Thérèse Samson,** Montréal; et **R. Savoie,** Ste-Julie.

Prix d'excellence dans l'Outaouais

■ La région de l'Outaouais a décerné, au terme de la Semaine de la PME, ses prix d'excellence à cinq entreprises particulièrement dynamiques en 1984.

Les lauréats, par catégorie, sont les suivantes: **Boileau & Associés inc.,** entreprise de service; **Les Industries Fortin inc.,** entreprise manufacturière; la **Ferme Pirie,** entreprise agricole; **Auberge des Gouverneurs** de Gatineau, entreprise touristique; et **Les Industries ERCO inc.,** grande entreprise.

Tous les principaux organismes et associations oeuvrant dans les sous-régions de ce coin du Québec ont travaillé de concert pour décerner ces prix régionaux. Il s'agit des chambres de commerce locales, du Conseil des gens d'affaires du Québec, de la Société d'aménagement de l'Outaouais, des Commissions de développement économique locales, de la Banque fédérale de développement, etc.

Précision

■ Dans notre cahier spécial sur les Franchises et Regroupements de la semaine dernière, nous disions à la page S-3 que M. **Bruno Bégin** avait ouvert un nouveau réseau de location de cassettes vidéo en franchise sous le nom de **M. Cadillo** (cassette/distribution/location) pour le marché des dépanneurs.

En fait le réseau de M. Bégin s'appelle **Réseau Vidéo** et compte pour l'instant 16 franchisés. Il a été construit selon le modèle de M. Cadillo, un réseau plus ancien, qui compte lui 207 franchisés répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

Nos excuses aux personnes concernées.

Codicem remet ses méritas industriels

■ La **Corporation de développement industriel du Centre-Mauricie** a remis le 20 octobre dernier ses méritas industriels annuels aux entrepises ayant réalisé la meilleure croissance au cours des douze derniers mois.

Ainsi, **Les Bâteaux Doral Ltée** de Grand Mère s'est mérité pour la troisième année consécutive le titre de l'entreprise manufacturière de l'année pour avoir doublé son chiffre d'affaires.

Dans les autres catégories on retrouve **Les Produits Alcan Ltée** pour son investissement de 29 millions de dollars dans une nouvelle tréfilerie, **Les Embarcations Marvac Ltée** de Saint-Boniface dans la catégorie recherche et développement. L'entreprise a engagé 38% de son chiffre d'affaires dans la fabrication d'un nouveau produit soit les toits de fibre de verre pour caisses de camions.

La division Belgo de **Consolidated Bathurst** s'est méritée un titre pour la protection de l'environnement à la suite d'un investissement de 6 M$ pour l'installation d'un système de purification d'air dans son usine de Shawinigan.

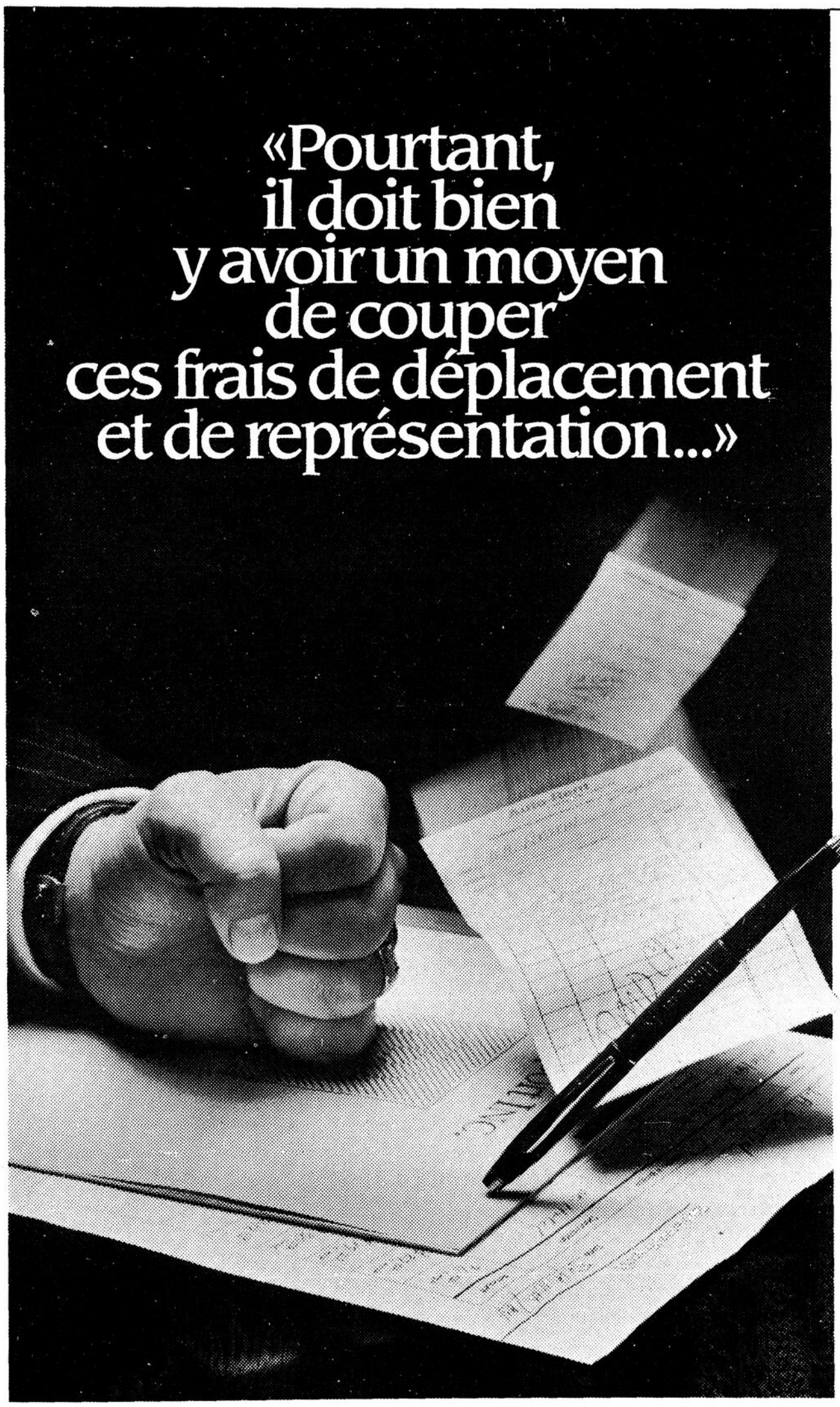
Le titre de nouvelle entreprise manufacturière est allé aux **Ateliers Mécaniques inc.**, un investissement de 100 000 $ créant 18 emplois.

Enfin, **Les Circuits imprimés Alphatec inc.** s'est vu décerner une mention pour avoir majoré le nombre de ses emplois par 30%.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

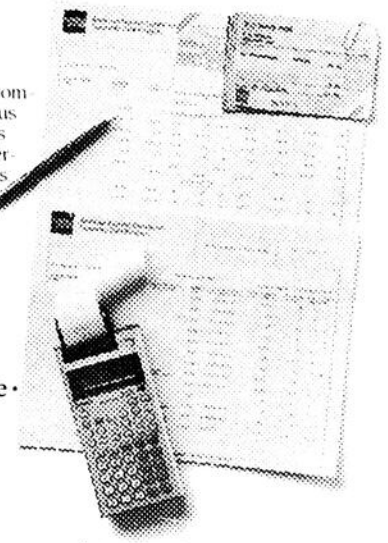
Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

«Pourtant, il doit bien y avoir un moyen de couper ces frais de déplacement et de représentation...»



Nombreux sont les chefs d'entreprise qui en ont assez de voir leur trésorerie engloutie par des avances de fonds. Ils s'inquiètent aussi des économies qui leur échappent parce que des employés ne profitent pas des prix de faveur consentis aux entreprises... Sans parler de mille et un autres inconvénients...

American Express®
a le Système qu'il faut.



Aucun autre système de carte commerciale de paiement ne vous ouvre d'aussi vastes perspectives d'économies, de contrôle et de service que celui d'American Express.

Au Canada, des sociétés de toutes tailles, depuis la petite entreprise de cinq employés jusqu'aux géants comme Chrysler, Bell et Xerox, économisent temps et argent grâce au Système de la Carte commerciale American Express. Voici comment:

Une trésorerie allégée. Les frais portés à la Carte commerciale n'ont pas besoin d'être acquittés pendant une durée pouvant atteindre 45 jours à partir de la date où ils sont engagés. Même pour les billets d'avion.

En plus, notre Système diminue les avances de fonds. Les entreprises qui l'utilisent déclarent qu'elles ont réduit leurs avances de fonds jusqu'à 75%. Avec ce Système, votre argent reste dans vos coffres, au lieu de s'envoler en avances de fonds.

Un contrôle sans soucis

Grâce à une administration simplifiée et plus détaillée, vous exercez un meilleur contrôle des frais de déplacement. À votre demande, nous pouvons facturer directement vos employés ou vous faire parvenir une seule facture mensuelle.

Dans la plupart des cas, votre entreprise reçoit une copie carbone exacte des factures de chaque employé. Cette copie permet de tenir une comptabilité plus exacte des notes de frais, de vérifier la concordance des dépenses et de les régler.

Les entreprises qui utilisent notre Système reçoivent également des rapports qui les renseignent sur le lieu et l'objet des dépenses. Ces rapports, en plus de faciliter les contrôles de concordance et le paiement des dépenses, vous permettent de suivre les frais de déplacement et de représentation de vos employés.

Les tarifs d'entreprise

Votre entreprise pourra aussi profiter de tarifs privilégiés auprès d'un nombre croissant d'établissements avec lesquels vous faites souvent affaires, par exemple les grandes chaînes hôtelières au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Un réseau mondial

La Carte American Express est acceptée presque partout dans le monde entier. Grâce au Système de la Carte commerciale American Express, vos employés peuvent porter à la Carte pratiquement toutes leurs dépenses de voyages d'affaires, au Canada, aux États-Unis et dans le reste du monde.

Ils sont aussi bien accueillis dans plus de 1000 agences de voyages, filiales et représentants d'American Express dans le monde entier. Dans tous les cas d'urgence, ils peuvent, auprès de ces établissements, se procurer rapidement des espèces et des chèques de voyage, envoyer des câblogrammes et même recevoir des colis que vous leur faites parvenir.

Appelez-nous aujourd'hui, sans frais.

Nous nous ferons un plaisir de vous envoyer une brochure couleurs sur les modalités de notre Système. Pour la demander, il vous suffit de nous appeler sans frais, au (1-112-268-6364 en C.-B.) 1-800-268-6364, ou 477-9666 dans la région de Toronto.

Ou de nous écrire: American Express Canada, Inc. 101, rue McNabb, Markham (Ontario) L3R 4H8

American Express Canada Inc. est l'usager inscrit des marques de commerce qui appartiennent à American Express Company.

Le Système de la Carte commerciale American Express.

AMERICAN EXPRESS

Selon Marc Pelletier de Marketing Exportation

Pour les PME, le marketing est une question

■ ''Notre objectif est d'aider le dirigeant d'entreprise à établir son réseau de vente et à le maintenir. Nous voulons l'aider à vendre davantage dans des marchés qu'il n'a pas encore pénétrés de façon efficace'', a expliqué aux AFFAIRES M. **Marc Pelletier** directeur de **Marketing Exportation,** une division du **Groupement québécois d'entreprises.**

Fondée il y a maintenant trois ans, cette division a déjà fourni ses services de consultation en marketing à une soixantaine de dirigeants d'entreprises membres du groupement. De ce nombre, une vingtaine disposent de ce que M. Pelletier hésite à appeler un ''plan marketing''.

''En fait, il faut faire attention lorsqu'on emploie le terme marketing. Lorsque nous avons fondé la division, nous avons procédé à un sondage. Plus de 50% des dirigeants affirmaient avoir un plan marketing alors que la véritable proportion de ceux qui en avaient n'était en réalité que de 10%.

''Il y avait donc toute une éducation à faire et un vocabulaire à changer. Car plusieurs dirigeants ont tendance à confondre plan marketing et plan publicitaire. Nous leur expliquons qu'il est préférable de parler d'un plan de ventes ou un plan d'action'', d'expliquer Marc Pelletier.

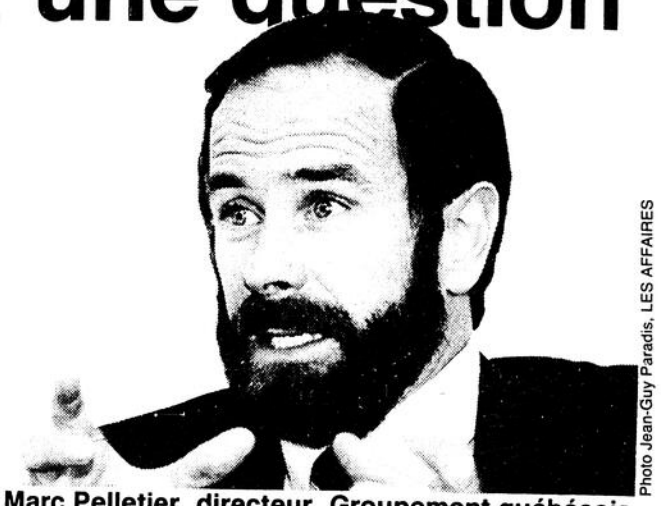


Photo Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Marc Pelletier, directeur, Groupement québécois d'entreprises.

DOCUMENTS URGENTS

DIAL-A-FAX est plus FIABLE que le Poste Expresse.
DIAL-A-FAX est plus ÉCONOMIQUE que le Telex
DIAL-A-FAX est plus RAPIDE que le Service-Messager
DIAL-A-FAX C'EST LE MOYEN LE PLUS FIABLE, ÉCONOMIQUE et RAPIDE D'ENVOYER RECEVOIR des documents n'importe où en ville, au pays ou à travers le monde en quelques secondes
Pour vos documents urgents utilisez le réseau DIAL-A-FAX offerts exclusivement par

DIAL-A-COPY

Réseau Dial-A-Fax, 800 Carré Victoria, Tour de la Bourse, Niveau Métro, Montréal (Québec), H4Z 1S2, (514) 397-9492.

Service de cueillette et de livraison disponible
Également vente et location de télécopieurs PANAFAX et fournitures toutes Marques de télécopieurs.

Noble et Généreux... C'est un Médoc Digne d'un vrai Chevalier.



CHEVALIER LASCOMBES

ALEXIS LICHINE & Cº BORDEAUX

Un vin exceptionnel, plein de grâce et de panache. Un vin du Médoc, royaume des plus grands crus au monde.

Disponible aux Maisons des Vins et dans les magasins "Sélections de vins."

LES BONNES TABLES D'AFFAIRES

Au Troqué à Lina

BAR-RESTAURANT
CUISINE FRANÇAISE
DU LUNDI AU VENDREDI — **MENUS GENS D'AFFAIRES**
LE SOIR DE 18h à 22h30 — **TABLE D'HÔTE À 9.50$**
à la carte ou sur demande, les spécialités du chef Jacques, avec sa cuisine raffinée comme vous l'aimez.
Les heures relaxes de 16h à 18h
465 rue SAINT-JEAN, Vieux-Montréal
Réservations: 842-6403

ENTRE LES TROIS GÉANTS DU LOGICIEL COMMERCIAL, LEQUEL PRIME VRAIMENT?



Votre choix se fixera évidemment sur la compagnie qui résout le plus grand nombre de problèmes pour vous et votre entreprise. Celle dont la gamme de produits procure la meilleure information, cause le moins d'ennuis et assure le maximum d'efficacité du traitement des données.

Aucune gamme de produits ne peut répondre à ces trois critères à moins qu'elle n'ait été conçue avec le souci d'une véritable intégration.

Comparez bien les gammes de produits; vous constaterez avec surprise que deux des trois géants n'offrent qu'une intégration illusoire. Le troisième, Millennium, propose des systèmes commerciaux dont l'ensemble fonctionne aussi bien que n'importe laquelle de ses parties. Chaque progiciel comporte le même mécanisme d'interrogation, les mêmes programmes d'édition, la même génération de masques, les mêmes fonctions de documentation en direct, de sécurité et d'exploitation en temps réel. Pour une utilisation plus efficace que jamais de toutes vos ressources informatiques.

Entre les trois géants du logiciel commercial, lequel prime vraiment?

La comparaison vous le fera découvrir.

QUI PENSE À L'AVENIR PENSE DÉJÀ MILLENNIUM.

McCormack & Dodge

une compagnie de The Dun & Bradstreet Corporation

McCormack & Dodge Canada Ltd., 2255 Sheppard Avenue East, Suite W305, North York, Ontario M2J 4Y1
Bureaux de vente et d'assistance à travers l'Amérique du Nord et du Sud, l'Europe, l'Asie, l'Australie et l'Afrique. 800-343-0325. Télex: 710-325-0329

d'organisation du réseau de ventes

M. Pelletier travaille pour le Groupement québécois d'entreprise depuis 1981. Il avait alors été prêté par le ministère de l'**Expansion industrielle régionale** (MEIR) pour apporter son expertise aux membres du groupement.

Satisfait de ses fonctions au groupement, M. Pelletier a remis officiellement sa démission au MEIR l'été dernier pour pouvoir se consacrer pleinement à Marketing Exportation.

"Nous avons fait plusieurs essais avant de trouver la formule qui permettrait au service de s'autofinancer tout en répondant aux véritables besoins de nos membres. Il fallait aussi faire attention pour ne pas entrer en compétition avec les services existants", a expliqué M. Pelletier.

Si la division du Groupement québécois parle aussi d'exportation, Marc Pelletier explique que cela ne signifie pas pour autant que toute entreprise qui a de bons produits doive aller à l'exportation. "Ce que nous faisons, c'est que nous proposons un plan d'ensemble destiné à maximiser les ressources. Il faut évaluer les produits, les ressources financières et le temps que possède le dirigeant et voir avec lui quelles sont les meilleures occasions d'affaires. L'exportation n'est que l'une de ces opportunités possibles".

Même si M. Pelletier est désireux d'aider tous les membres du groupement, Marketing Exportation s'attarde principalement à ceux qui disposent de produits exportables. "À cause de nos ressources financières limitées, on a surtout aidé ceux dont les produits pouvaient aller au-delà des frontières du Québec", explique-t-il.

Le plan d'action

La première étape qui est proposée à une entreprise dans l'établissement de son plan marketing (ou plan de ventes) est de bien identifier sa mission.

"Une fois la mission établie, il faut regarder les stratégies globales possibles pour atteindre les objectifs fixés par cette mission. Nous examinons ensuite avec le dirigeant les tactiques possibles en terme de politiques de promotion, de prix, de produit et de distribution. La dernière étape est dans l'établissement d'un calendrier de travail et de méthodes de contrôle", a affirmé Marc Pelletier.

"Nous amenons le dirigeant d'entreprise à travailler toutes les étapes d'un plan marketing sans toutefois lui imposer une méthodologie. On regarde où il en est et on travaille avec les éléments dont nous pouvons disposer. On l'amène ainsi à cheminer à travers les étapes d'un plan marketing".

"Chaque entreprise fait elle-même son propre plan; on ne le fait pas pour elle mais on l'aide dans son cheminement. Aucun plan ne ressemble vraiment à un autre car chaque plan doit être adapté aux besoins de l'entreprise. Dans certaines entreprises, cela ne ressemble même pas à un plan marketing. Il s'agit plutôt d'un document de base vers l'établissement d'un plan marketing plus formel", a ajouté Marc Pelletier.

Quant à savoir s'il est préférable pour une entreprise de commencer par une étude de marché, Marc Pelletier affirme que cela est théoriquement et idéalement vrai. Mais certains dirigeants d'entreprises hésitent souvent à investir au départ dans une étude de marché.

"En chemin, nous leur faisons réaliser que la phase d'étude de marché est préférable. S'il leur en coûte entre 2 000 $ et 25 000 $, ils verront plus tard qu'il s'agit d'un investissement important pour assurer le succès de leurs produits sur un marché donné".

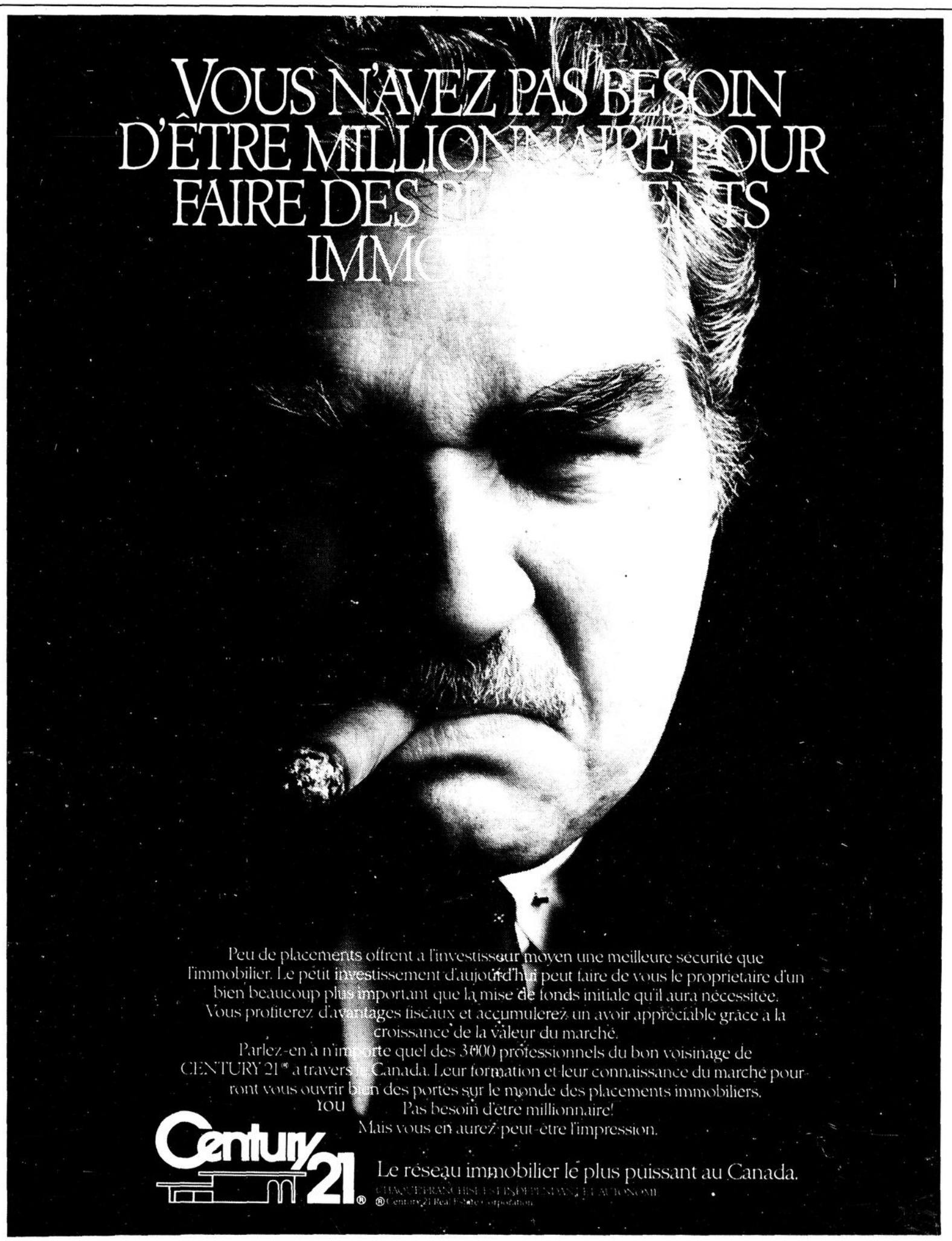
Marché américain

Outre les conseils qu'elle fournit en terme de marketing, Marketing Exportation s'est donnée pour objectif de concentrer ses efforts sur le marché américain.

"Avec les ressources limitées dont nous disposons, nous servons mieux nos membres en nous concentrant sur le marché américain. D'ailleurs, le besoin le plus important pour nos membres se situe au niveau de l'exportation vers les Etats-Unis".

LUCIE PICHÉ

Photo Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES



SERVICE DE TRANSACTIONS INDUSTRIELLES

■ **N.D.L.R. À titre de service à ses lecteurs — investisseurs et entrepreneurs — le journal LES AFFAIRES publie chaque semaine, en exclusivité, une sélection des occasions d'affaires dans le domaine industriel, qui lui parviennent par l'entremise du ministère québécois de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Les gens d'affaires intéressés à une offre en particulier doivent s'adresser directement au délégué régional chargé du dossier. Le ministère assure la plus stricte confidentialité.**

Pour vous abonner, composez (514) 842-3131

VENTE OU PROPOSITION DE FUSION D'ENTREPISE

BÂTISSE — ENTREPÔT Située en dedans d'un rayon de 10 milles du centre-ville de Québec, le long de la voie ferrée, ayant accès direct sur un grand boulevard. Plusieurs constructions dont la plupart sont non chauffées. Située dans une zone industrielle. Terrain d'environ 4 000 000 pieds carrés.

VF-206 Hughes B. Lavallée Québec 418-643-8993

VF-207: ANNULER S.V.P.

BÂTIMENT À VENDRE — Dans parc industriel, 10 000 pieds carrés, 16' hauteur, structure acier, électricité: 550-220-110, rampe de chargement, porte 12' x 14' niveau plancher, système à air compressé d'alarme et de gicleur complet. Circuit autobus.

VF-208 Jacques Dubreuil Sherbrooke 819-565-0205

SCIERIE - FARICATON — À vendre: entreprise manufacturière située dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue incluant petite scierie, produits dérivés du bois (boîtes à minerais, échelle de mine, chevilles de bois, coins de mine, etc.), planeur, système de fabrication de copeaux avec contrat de vente. Approvisionnement garantit de 3,5 millions de P.M.P. de résineux avec permis d'usinage de 25 000 M^3. Très bon prix. Raison de santé.

VF-209 Jean-Jacques Martel Noranda 819-762-0865

PALETTES ET BOÎTES EN BOIS — À vendre: entreprise manufacturière située à Shawinigan dans le comté de St-Maurice à proximité de l'autoroute 55. Entreprise implantée depuis plus de 40 ans. Grand terrain de 90 000 p.c. Ententes pour fins d'approvisionnement en matières premières bien établies. Clientèle stable et diversifiée. Possibilité d'expansion. Très bon prix. Raison de retraite.

VF-210 Jacques Paré Trois-Rivières 819-379-6776

PROJET EN COPARTICIPATION

CYCLOMOTEURS — Manufacturier spécialisé dans le domaine des cyclomoteurs "électriques" recherche investisseurs intéressés à participer à la capitalisation de l'entreprise. Contrats d'exclusivités accordés à l'entreprise et 75 % du volume des ventes dirigées vers l'exportation.

PC-371 Laurent Huot Montréal 514-873-5528

MÉTAL PLAT — Une entreprise manufacturière dynamique est à la recherche d'un partenaire impliqué dans le découpage, le formage et la soudure du métal plat dont la capacité de production serait excédentaire. Une intégration serait envisagée soit en termes d'achat, de prise de participation ou de sous-traitance.

PC-372 Robert Morissette Montréal 514-873-5528

TOURNAGE - MACHINE À BOIS — Recherchons associé avec expérience du tournage et de la fabrication sur machines à bois, à titre de directeur de production.

PC-373 Jules Laberge Montréal 514-873-5581

DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE

PETITES PIÈCES EN ACIER — Nous sommes intéressés à la sous-traitance comme manufacturiers de petites pièces en acier selon besoin spécifiques des clients. Nos facilités de fabrication nous permettent le pliage d'acier tubulaire, le pliage d'acier en feuille, travail sur presse, soudure, etc.

DS-663 Martin Caron Montmagny 418-248-3331

PANNEAUX DE MÉLAMINE — Entreprise spécialisée dans la fabrication de meubles d'ordinateurs prendrait contrats de sous-traitance dans la production de panneaux de mélamine.

DS-664 Roger Leclerc Victoriavile 819-752-9781

COMPOSANTES MÉTALLIQUES — Entreprise spécialisée dans la fabrication de camions-citernes en acier, aluminium et acier inoxydable, intéressée à manufacturer des pièces selon les besoins spécifiques des clients. (Pliage, coupage, soudure) et ce pour produits et/ou secteurs variés.

DS-666 Henri-L. Dumas Montréal 514-873-5528

ACIER - PEINTURE - PLACAGE — 1) Serions intéressés à effectuer de la sous-traitance au niveau de la coupe et du pliage de l'acier (14' - 1/8") avec préférence pour volumes élevés. 2) Serions également intéressés à effectuer de la sous-traitance de peinture non-cuite pour volumes élevés de morceaux avec dimensions en deça de 14" de largeur et de 16' de longueur (bois-plastique...). 3) Ferions aussi du placage à froid sur bois de particules ou autres.

DS-667 Fernand A. Bélanger Québec 418-643-8993

AUTRES OCCASIONS D'AFFAIRES

COUPE-FROID ET COUPE-SON — Manufacturier de coupe-froid et coupe-son (triple isolation) recherche distributeurs-installateurs pour toutes les régions du Québec. Contrats intéressants en main.

AO-625 Jacques Landry Québec 418-643-8993

MOBILIER EN ACIER TUBULAIRE — Recherchons agents manufacturiers pour vendre mobilier commercial et mobilier de maison en acier tubulaire que nous fabriquons à notre usine située dans la région de Québec. Le territoire à couvrir au départ est la province de Québec et éventuellement les autres provinces.

AO-663 Martin Caron Montmagny 418-248-3331

USINAGE — Équipements à vendre: tour, rouleau à filets, plieuse, presse à poinçon, scie à céramique, magnaflux, palan 5 tonnes, coupeuse au plasma, turbine, soudeuse, cabinet à sabler, copieuse à bleu de dessin. Aussi inventaire en spécial: tube mécanique, plaque S.S., plaque d'acier abrasif et tige (stainless steel).

AO-665 Réjean Dion Côte-Nord 418-589-5715

AGENTS MANUFACTURIERS — Entreprise manufacturière spécialisée dans la confection de vêtements en coton ouaté pour hommes, femmes et enfants est à la recherche d'agents manufacturiers pour desservir les territoires de Québec, Montréal, Cantons de l'Est et Nouveau-Brunswick.

AO-666 P.-P. Aubut Rimouski 418-722-3577

Liste des bureaux régionaux du MICT

Bas St-Laurent	(418) 722-3577
Gaspésie	(418) 752-2220
Saguenay/ Lac St-Jean	(418) 547-9336
Chaudière/ Côte-Sud	(418) 248-3331
Québec	(418) 643-8993
Beauce	(418) 228-9537
Mauricie	(819) 379-6776
Bois-Francs	(819) 752-9781
Cantons-de-l'Est	(819) 565-0205
Laval	(514) 688-6535
Laurentides	(514) 436-6331
Richelieu	(514) 873-4446
Montréal Métropolitain	(514) 873-5581
Outaouais	(819) 771-6239
Nord-Ouest	(819) 762-0865
Côte-Nord/Nouveau-Québec	(418) 589-5715



Pourriez-vous lire les yeux fermés?

Plus de 20,000 aveugles ont besoin de livres pour leurs études, pour vivre

Vos dons permettent à *La Magnétothèque* et à ses 600 volontaires de leur fournir gratuitement des livres enregistrés sur bandes sonores

DONNEZ POUR VOIR. COMMENT?
Envoyez vos dons à *La Magnétothèque* 1030, rue Cherrier, suite 105, Montréal H2L 1H9

avis public

Gouvernement du Québec
Ministère des Transports

CONSULTATION

sur l'Ordonnance générale sur le transport de passagers et de marchandises par eau (Ordonnance 3N du 01-08-1961)

Suite à l'avis public déjà paru concernant les éventualités d'une modification ou d'une abrogation de l'Ordonnance 3N, il a été décidé de reporter d'un mois la date limite de dépôt des mémoires écrits, celle-ci étant désormais fixée au 17 décembre 1984.

Ministère des transports
Direction du transport maritime
Consultation sur l'Ordonnance 3N
700 est, Boulevard St-Cyrille, 22e étage
Québec (Québec)
G1R 5H1

Québec

OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEUR FRANÇAIS

Disposant capitaux recherche achat ou participation dans affaire commerciale ou conserverie.

Écrire à: Référence no. 1122, Journal LES AFFAIRES 465 St-Jean, suite 903, Montréal, Qué. H2Y 3S4

FRANÇAIS SPÉCIALISTE

En vente vignobles réputés de France recherche associé pour acquérir vignoble Grand Cru St-Émilion ou autres. Participation minimum: 20 000$. Rentabilité assurée de l'ordre de 20% par répartition des vins en bouteilles. Écrire à: Agence Jean Moucheboeuf, 4 Place de Cazes 33502 Libourne, France.

VOILIER HUGHES

38'' équipé max. Pour croisière en mer. 95 000$.
Jour: (514) 352-7062
Soir: (514) 277-5142

ASSOCIÉ RECHERCHÉ EN ALIMENTATION

Pour faire partie d'une équipe dynamique.
Vente: 2 millions par année.
Investissement: 50,000$ pour capital-action.
Appelez: A. Plante (514) 463-2212

COMPTABLES AGRÉÉS

Bureau de Montréal avec 750,000$ de clients désire se fusinoner avec 1 ou 2 C.A. ayant entre 100,000$ et 250,000$ d'honoraires.
Services d'ordinateur et de fiscalité disponibles.
Ambiance et décor agréables.

Écrire à Référence no. 1122, Journal LES AFFAIRES 465 rue St-Jean, suite 903, Montréal, Qué. H2Y 3S4

INVESTISSEUR DANS SECTEUR ALIMENTAIRE

Entreprise spécialisée dans la consultation, dans la conception et dans la recherche de machinerie pour les secteurs de l'alimentation, de l'emballage et de la sanitation, intéressée à investir ou à acquérir une participation active dans une entreprise manufacturière oeuvrant dans un des secteurs pré-cités.
Aussi recherche un représentant dans la région de Montréal.
CTS Machineries Inc. (418) 387-7737

À VENDRE:

Machine comptable (ordinateur) NCR399 encore en opération avec logiciel complet facturation, recevables, grand livre, bilan, paye.
Pour information, appeler
(514) 378-7976

MAGASINS DE MEUBLES

En pleine expansion situés dans la région de Montréal à vendre.
Écrire à: Référence No 1106, Journal LES AFFAIRES 465 St-Jean, suite 903, Montréal, Qué. H2Y 3S4

GESTIONNAIRE

Pour un avenir de grand intérêt.
Dans le développement immobilier.
Former, diriger plusieurs PME.
Former syndicat financier pour réaliser les projets.
Transiger contrats de sous-traitance.
Qualités requises: jeune, dynamique.
Intéressé à participer à la conception du nouveau.
Lieu de travail: Montréal.
Soumettre curriculum vitae à:
Référence No. 1121, Journal LES AFFAIRES 465 St-Jean, suite 903, Montréal, Qué. H2Y 3S4

ORDINATEUR REXON RX100

15 meg., 256 K, avec accents français. avec 1 écran seulement:
Prix: 13,850$
AVEC IMPRIMANTE
Infoscribe 1000:
Prix: 15,500$

Communiquez avec: Marc Chagnon, Longueuil (514) 670-9194

INTALLATION COMPLÈTE

De four à peinture - industriel - avec "spray booth", ventilation et "exhaust", compresseur et installation de dégraissage.
Peut être achetée en parties.
Prix à discuter
Contactez: C. Miller (514) 842-1741

STATION DE RADIO AM

Région de Montréal.
Informations:
Radio Lachute (1980) Inc. 385 Principale, Lachute, Qué. J8H 1Y1

PHOTOCOPIEUR Xerox 4000

Grande capacité de production.
Doit être liquidé.
Prix: 1200$

Pour information: (819) 374-1465

EXCLUSIF

Franchises à 70,000$.
Revenu annuel net: 80,000$ et plus.
Très reconnues dans la vente de produits de rénovation intérieure.
Entraînement complet.
Possibilité de financement.
Inf.: (514) 323-4665

POUR UN INVESTISSEMENT RENTABLE LES ENTREPRISES MICHEL LAUZON INC.,

dépositaire pour le Québec des fameux aspirateurs centraux "VACU-MAID" et "ASTRO-VAC", vous offre la possibilité de joindre les rangs d'une équipe gagnante et dynamique.
Un produit de qualité, un profit intéressant, un marché en pleine croissance, voilà ce qui vous attend chez nous.
N'hésitez plus, informez-vous dès aujourd'hui sur les modalités pour obtenir la franchise "Vacu-Maid" ou "Astro-Vac" dans votre région.

Pour informations: à **Montréal - (514) 334-4560**
à **Québec - (418) 843-4545**

VOUS SONGEZ À AVOIR VOTRE PROPRE AFFAIRE?

Nous représentons de nombreuses franchises de tous genres:
CHRISTOPHE VAN HOUTTE - VOGEL - ATHENA - JARDIMAGE - JUNE WILKINSON - SUR VISAGE - CUISINE NATURE.
M-FOUR CANAM INC.
(514) 282-9373

MICRO-ORDINATEUR

Olivetti M-20, 128 K, 2 unités de disques incorporés, système d'opération et langage basic.
Valeur 4,500$ pour 1,800$.

(514) 581-0748

Pour assurer leur expansion, les caisses pop ont pénétré le marché de l'immobilier

■ Impliquée directement dans le domaine de l'habitation depuis un an, la **Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest-du-Québec** a acquis ou réalisé 229 logements d'une valeur totale de 9,5 M$, sans compter la valeur des logements qu'elle gère.

Améliorer la qualité de l'habitation, principalement dans les quartiers des grands centres urbains pour assurer l'expansion des caisses populaires. Tel était l'objectif de la Fédération des caisses pop lorsqu'elle a créé il y a deux ans et demi **Habitation populaire Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec** (HPD) et son organisme de gestion, **Immeuble populaire Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec,** deux organismes sans but lucratif.

HPD et IPD ont connu quelques problèmes d'orientation et d'organisation au début et ils ont mis un an et demi à démarrer.

L'action concrète de IPD et de HPD vise à empêcher la spéculation immobilière dans certains quartiers moins favorisés et à "sortir" des immeubles du marché en les achetant. Après avoir rénové ces immeubles à l'aide de subventions, IPD et HPD les gèrent en collaboration avec les gens du milieu pour, peut-être, leur revendre plus tard sans profit.

Mais présentement, cette revente est impossible à cause d'un moratoire provincial qui interdit la transformation d'un immeuble existant en copropriété divise.

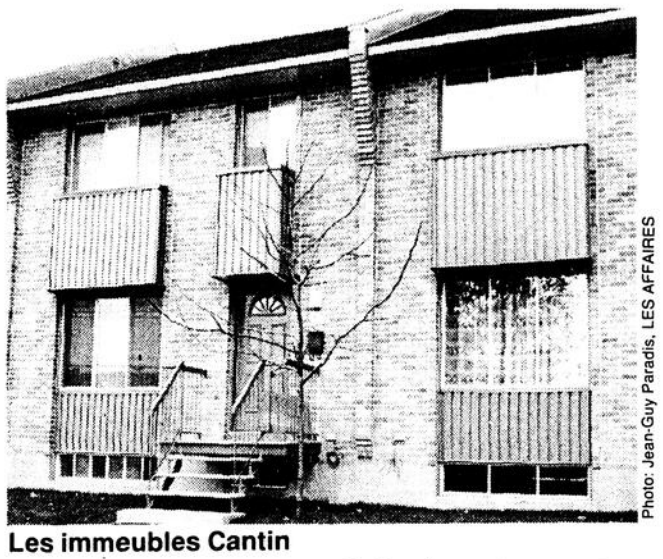


Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Les immeubles Cantin

Implicitement, la Fédération croit que cette implication socio-économique directe aura des répercussions importantes sur le volume des prêts hypothécaires et de l'épargne des caisses populaires. C'est ce qu'a expliqué aux AFFAIRES M. **Eudore Boulanger,** directeur général de HPD et de IPD.

Intervention

L'intervention de Desjardins en habitation se fait à trois niveaux: local (les caisses pop); régional (les fédérations de caisses pop); et provincial (la **Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec).**

La confédération coordonne et oriente les fédérations en matière d'habitation, avec la collaboration de la **Société d'habitation Alphonse Desjardins.** Les fédérations donnent leur support technique aux caisses pop qui, elles, interviennent directement dans le développement des projets, selon les besoins du milieu.

Tout le processus d'intervention part des caisses pop. Par exemple, des membres de la caisse pop de Pointe-St-Charles voulaient développer des terrains vacants dans leur quartier. L'entreprise privée n'était pas intéressée à développer ces terrains à cause du risque financier trop important que représente la construction des maisons neuves dans ce secteur défavorisé.

Les membres intéressés à développer ces terrains ont rencontré les dirigeants de leur caisse pop pour leur demander leur aide. Soutenus par Habitation populaire, les dirigeants de la caisse et les membres ont fait construire une cinquantaine de logements en rangée d'après la formule de la coopérative locative: le Fief et le Bordage.

Ce projet de 2,5 M$ a été entièrement subventionné par le gouvernement fédéral en vertu de l'article 56-1 de la Loi nationale de l'habitation qui prévoit un taux d'intérêt hypothécaire de 2 %. C'est la caisse pop de Pointe-St-Charles qui a prêté l'argent et les loyers ont été fixés par la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** (SCHL).

Encouragés par cette expérience positive, 20 autres membres de la caisse pop de Pointe-St-Charles ont voulu développer d'autres terrains vacants dans le quartier. Habitation populaire a mis le processus d'intervention en marche, mais la SCHL a répondu négativement à cause des contraintes budgétaires pour des projets réalisés en vertu de l'article 56-1.

Il a donc fallu transformer le projet des Ilots Cantin en coopérative de condominium. Cette formule, qui exigeait un investissement de 5 000 $ de chaque membre, a forcé 14 d'entre eux à se retirer du projet, faute de ressources financières suffisantes. Les six membres qui restaient en ont recruté 18 autres. La caisse pop a prêté les 5 000 $ aux membres, qui ont également bénéficié de subventions provinciales et municipales.

Habitation populaire a négocié l'achat des terrains avec la Ville de Montréal et la SCHL a assuré les hypothèques à 85 %.

Quand le projet de 1 344 000 $ comprenant 24 unités de maison en rangée sera complété, soit dans quelques semaines, HPD se retirera, mais elle continuera à avoir un oeil sur le projet pendant quelques années encore.

HPD retire certains frais de service (3 %) quand ceux-ci peuvent être capitalisés dans le projet.

Habitation populaire Desjardins a développé une autre forme d'intervention en rachetant pour 7 M$ un immeuble de 200 unités de logement locatif pour personnes âgées de la **Société municipale d'habitation de Montréal.** Elle administre le projet au niveau de la Fédération, avec la participation de la caisse pop locale, qui a créé un comité formé des gens du milieu.

HPD a aussi encadré un projet de construction d'un immeuble résidentiel de quelque 32 unités de logement en coopérative locative. Ce projet de 1,8 M$ destiné aux personnes handicapées est situé à Rivière-des-Prairies.

Immeuble populaire administre de plus 178 unités de logement au Complexe Guy-Favreau d'une valeur de 11,5 M$. Ces logements appartiennent à un organisme sans but lucratif formé de quatre institutions du **Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins.**

Lorsque des caisses pop avoisinantes veulent s'impliquer à plus long terme dans l'habitation de leur milieu, elles peuvent se regrouper en une Habitation populaire locale (HPL), un autre organisme sans but lucratif.

Quatre caisses pop se sont ainsi regroupées dans le quartier St-Michel pour négocier l'achat d'un immeuble délâbré de 210 unités de logement locatif. Si HPL réussit à acquérir l'immeuble, elle le restaurera avec des subventions et l'administrera avec un conseil d'administration dont le tiers sera composé de locataires.

À Verdun, un groupe de caisses pop se prépare à une intervention semblable à celle de St-Michel.

Pour accroître leur implication et assurer l'auto-suffisance financière d'IPD, les caisses pop veulent augmenter leur parc immobilier.

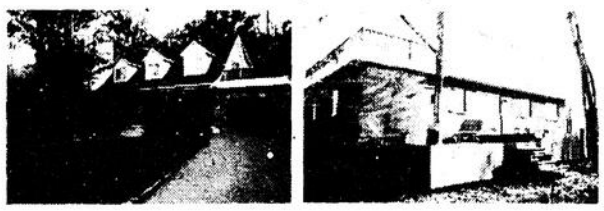
Par contre, le moratoire provincial qui interdit la transformation d'ensembles immobiliers locatifs existants en copropriété divise (condominium) restreint présentement la possibilité d'intervention d'Habitation populaire Desjardins.

M. Boulanger croit que ce moratoire empêche un bon nombre de locataires d'accéder à la propriété et souhaite sa levée le plus tôt possible.

DOMINIQUE FROMENT

RÉSIDENCES

CARIGNAN, $128,500.



Cott. "Custom Built", 8 pièces, 2½ s.de b., foyer, gar., 2 terrasses, syst. d'alarme, éclairage auto., porte élect., 1/v, purif. d'eau, boiseries sup., etc. Secteur prestigieux à 15 min. de Mtl. Taxes $721.; Terr. boisé; Hypt. $76,000. à 11% Mars 86; Bal. de vente poss.; Libre imméd. Une visite convaincra!

(514) 658-3150

MAISON DE RÊVE



CANDIAC

Cottage style canadien, piscine intérieure, 4 c.c. Chambre des maîtres 32 x 34 avec foyer. Grand séjour avec foyer. 20 minutes de Montréal, paysagé.
298 000 $ - Vente privée

(514) 659-3620

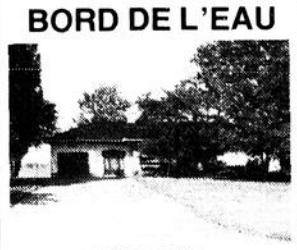
OKA



Maison de prestige pour professionnel.
Valeur 450,000$, réduit à 250,000$ pour vente rapide.
Avec 5 arpents de terrain, beaucoup d'extras.
GILLES RABY
RONALD LABELLE
RE/MAX 260 INC.

(514) 491-0444

BORD DE L'EAU



IDÉAL POUR PROFESSIONNEL

A 20 minutes du centre ville, à La Prairie, bungalow 70 x 28, de construction supérieure, 23,000 p.c. de terrain, site enchanteur.
Prix demandé: $185,000.

(514) 676-8736

CANTONS DE L'EST - MANSONVILLE

Ski, chasse, pêche. Magnifique maison tout près Owl's Head, quelques minutes d'Orford, Sutton, Jay Peak, Lac Memphremagog, 4 c.c., 3 foyers, chauffage électrique, en plein coeur d'une ferme. $75,000.
Visite les dimanches.

(514) 288-6178 - (514) 292-3979

ST-BÉATRIX, CTÉ JOLIETTE

Maison de campagne de 2 étages avec double grande remise, grand terrain, chauffage électrique, près pentes ski. Nombreux lacs autour.
Prix demandé: 28 500$

(514) 589-3715

BROSSARD

Cottage canadien 10 pièces de haute qualité à prix raisonnable dans le secteur de "S".
Si vous me téléphonez, je vous en dirai plus long.

Mariette Cleary
(514) 463-3731
(514) 787-2139
Trust Royal courtier

CHÂTEAUGUAY

Superbe propriété de 12 pièces, digne d'un professionnel, piscine creusée, foyer, plancher de chêne, serre japonaise, etc.

Pierre Chamoux
(514) 678-3233
(514) 638-1691
Century 21 Daginbeau Inc. courtier

MUNICIPALITÉ LAC SIMON

Bungalow 1,600 pi.ca. en bordure du Lac Barrière, 3 c.c., salon, den, salle-diner, cuisine, 2 s.b., terrain 70,350 pi.ca., plage privée.
$152,000.

(819) 771-4872
(819) 428-7261 fin semaine

CONDOS

QUÉBEC À LOUER

4½ — 3½ — entièrement rénovés, site privilégié au coeur du quartier latin, proche du Château et de l'ancien Palais de Justice.

Jour:
(418) 692-5165
Jour et soir:
(418) 651-2826

LAC MEMPHREMAGOG

Bord de l'eau, à proximité du Mont Orford et Owl's Head, site idéal toutes saisons, condominiums, 2 ch. et 1 ch., foyer, à vendre ou à louer à la saison.

Château du Lac,
95 Merry sud, Magog.
Visite sur rendez-vous.

(514) 382-2503

LONGUEUIL

Condominium 4 1/2, superbement décoré, côté ensoleillé, foyer, 2 places de garage, accès piscine, bain tourbillon, sauna, proximité métro.

Pour plus de renseignements,
Jocelyne Dostaler FRI
(514) 463-3731
Trust Royal courtier

TERRAINS

REPENTIGNY

Terrains résidentiels avec services, plus de 60 lots.

LONGUEUIL

Terrains résidentiels et commerciaux, plus de 100 lots.

ROBERT CLÉROUX
(514) 843-8481

TERRAINS À VENDRE

2,772,000 pi.
Route Kennedy, Lévis.
Toute offre raisonnable sera considérée.

(418) 837-4120

ST-SAUVEUR

Vue panoramique sur la vallée et pistes de ski.

Très grands terrains seulement, 43,000 pi. ca. minimum.

(514) 430-2119
(514) 227-2472

TRUST GÉNÉRAL courtier

TERRAINS VACANTS
"LAVAL"

Terrains avec services
Zonage commercial, industriel, multi-familial, unifamilial, etc

J. R. Malo
(514) 281-1515
(514) 661-5611

IMMEUBLE

À LOUER

À LOUER

2 étages de 4,500 pi. ca. pour bureaux, atelier de photographie, etc.
À deux pas du métro Place Victoria dans le Vieux Montréal.
C. Miller
(514) 842-1741, local 40

BEAUX LOCAUX DISPONIBLES

Pour bureaux, magasins ou autres.
Stationnement.
St-Hubert et Jarry, Montréal
(514) 739-0878

FACE MÉTRO
CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS C.U.M.

460 Gilford, Montréal.

BUREAUX À LOUER

5,000 pi. ca.

Paul Filteau
(514) 849-3761

PLUS DE 222 000 PERSONNES

- présidents
- professionnels
- administrateurs
- cadres
- etc.

LISENT CHAQUE SEMAINE

Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec
LES AFFAIRES

Voilà donc la façon idéale de vendre votre résidence ou votre commerce

Consultez LYSE FILION
(514) 842-6491 HEURE DE TOMBÉE: MARDI MIDI

LE 1180 DRUMMOND



BUREAU — BAIL NET/NET DIRECTEMENT DU PROPRIÉTAIRE

Étage-type, 9,950 pi.ca.
Rez-de-chaussée, 4,500 pi. ca.
Occupation immédiate.
Coin Dorchester, voisin du prestigieux Centre Sheraton. Accès facile au métro et aux autoroutes.
Renseignements:
MICHEL BEAUDOIN
(514) 875-5808

L'avenir est à LAVAL

PLACE VAL-DES-ARBRES

1600 BOUL. ST-MARTIN EST TOUR "A"

- Édifice à bureaux PRESTIGIEUX au carrefour des autoroutes, à 20 minutes du centre-ville. Face au Club de Tennis Val des Arbres
- Planchers d'une superficie de 9.241 p.c.
- Prix très compétitif
- Occupation immédiate



UNE VISITE VOUS CONVAINCRA
Pour rendez-vous: Yvan Tremblay
(514) 662-1592

MONTRÉAL — 1411 FORT

Angle sud-est Ste-Catherine ouest. Environ 8,500 pi. ca., disponible pour occupation immédiate.
Taux de location attrayant.
Bail de 5 à 10 ans négociable.
Locaux "Turnkey" selon vos besoins.
Stationnement intérieur disponible.
Nous serions heureux de vous rencontrer pour discuter de cette offre très intéressante.
Norman Raymond & Ass. Inc., courtier en immeuble.
2075 rue Université, suite 1012, Montréal. H3A 2L1
(514) 284-3666

À LOUER

COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
Longueuil, Boul. Therrien, 6,000 p.c. environ, comprenant: beaux bureaux aménagés climatisés, possibilité de salle de montre, espace pour atelier, fabrication, entrepôt (18' de haut)

Longueuil, Boul. Guimond 2,500 à 8,000 p.c.
(514) 937-2142
(514) 731-6861

CENTRE VILLE

À partir de $8. pi. ca., 1,000 à 30,000 pi. ca. Près du métro.
M. Fefer, Adm. A., CPM.
(514) 878-1797
Univest, courtier

RUE ST-AMABLE

VIEUX MONTRÉAL
Petit immeuble, très bien rénové, à louer sur la rue la plus passante du Vieux Montréal.
Idéal pour boutique, restaurant ou résidence.
Exclusif.
M. Fefer, Adm. A. CPM
(514) 878-1797
Univest, courtier

BUREAUX AVEC SERVICES

8635 St-Laurent, Montréal, près Métropolitain, réceptionniste, salle d'attente, entretien, atmosphère agréable. $155. et plus par mois.
Services sécrétariat et mobilier disponibles.
Renseignements additionnels:
Denise **(514) 382-5360**

PLACE D'ARMES

Coin St-Jacques
Rez-de-chaussée, commercial, prestigieux, plafond 16' avec mezzanine. Très éclairé.
M. Fefer, Adm. A., CPM.
(514) 878-1797
Univest, courtier

IMMEUBLE COMMERCIAL

30,000 pi. ca.
Dans le quartier Rosemont.
(514) 931-4277
(514) 484-7222

N.D.G.: Bas duplex, 3 chambres, salle à manger, boiseries, foyer, cuisinière, réfrigérateur, sous-sol, entrée laveuse-sécheuse, jardin. Libre immédiatement. Chauffage en sus. $625. Jour 288-3378, soir; 481-1442.

QUÉBEC

Locaux et bureaux à louer, proximité de l'autoroute de la Capitale et du boulevard Henri-Bourassa.
À partir de $6.50 pi. ca. (aménagement et services inclus).
Pour renseignements:
Denis Therriault
(418) 627-5145
(418) 648-0441

DIVERS

ÉCHANGERAIS CONDO

5 1/2 pièces contre duplex, triplex, terrains ou autres.
2065 Frontenac, Montréal, près du métro.
(514) 679-8452

COMMERCES

RESTAURANT FAST FOOD

Établi 20 ans. $58,000., pas de balance de vente. Bail 15 ans. Soir entre 7h. et 9h. et fin de semaine.
(514) 365-3929

AUBERGE

ST-JEAN PORT JOLI
Style ancien 1840, rénové, 7 chambres plus salons.
Une perle pour aubergiste de vocation.
Bar, terrasse.
(418) 598-6014
(514) 796-2304

PENSION POUR PERSONNES ÂGÉES

Région de Victoriaville, 38 places. Bâtisse de brique et béton. Revenus bruts de 203 000$ par année.
Fernand Noel
(819) 758-6441
Re/Max Bois-Francs courtier

SHERBROOKE FERRONNERIE

Commerce en pleine expansion. Construction 1978, superficie 1,500 pi.ca., secteur à fort développement.
Groupe Associé Immeuble Michel Cousineau Enr. Courtier
(819) 565-7474

CAMPING - BOIS-FRANCS

Magnifique terrain de camping avec 225 emplacements, très bien aménagé, piscine, pataugeoire, salle communautaire, chalets, équipement.
Bonne clientèle.
Acheteur sérieux seulement.
(819) 362-7591

MONTRÉAL - CENTRE

Restaurant-bar.
Très bon chiffre d'affaires.
Conditions de vente excellentes.
Professionnels du milieu, appelez:
Pierre Chamoux
(514) 678-3233
(514) 638-1691
Century 21 Daginbeau Inc. courtier

FRANCHISE FRUITS ET LÉGUMES

À VENDRE
Très bon secteur.
POUR RENSEIGNEMENTS: (514) 581-5557

DIVERS

propri gestion inc.

SERVICES DE GESTION D'IMMEUBLES ET ADMINISTRATION DE CONDOMINIUMS

3414 Ave. du Parc, Suite 300, Montréal, P.Q. Canada H2X 2H5
Tél.: (514) 843-8481

317 Boul. Labelle, Ste-Rose, Laval, Qué H7L 2Z9
Tél.: (514) 625-2210

ABRI FISCAL — IMMOBILIER

- **Un abri fiscal** vous permet d'acquérir un immeuble avec de l'argent qui autrement irait à l'impôt.
- **Le regroupement d'investisseurs** (6 à 20) réduit le risque financier et permet d'acquérir un immeuble plus important.
- **Investissez sans tracas** grâce à une gestion éprouvée et efficace.
- **La réduction hebdomadaire de vos déductions à la source vous aide à rembourser l'emprunt nécessaire à votre investissement.**
- **Aucun comptant requis** avec bonnes références de crédit.
- **Rendement exceptionnel** qui augmente rapidement votre patrimoine.

Consultez dès maintenant des spécialistes en abri fiscal immobilier

Services Immobiliers J.M.V. inc.

Gestion Promotion, Investissement et Développement immobilier

Édifice Port de Montréal
Aile n° 2, Suite 202
Cité du Havre, Montréal
H3C 3R5
(514) 866-1587

536, rue St-Jean
Gatineau, Québec
J8P 5Y7
Après 15 heures
Tél.: (819) 663-2672

Jean-Marc Veilleux - André Charlebois - Gilles Pilon

Pour obtenir un prospectus, remplissez le coupon-réponse:

Les Services Immobiliers J.M.V. Inc.
Édifice du port de Montréal,
Aile 2, suite 202,
Cité du Havre,
Montréal, H3C 3R5

Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Code _____ Tél.: Bureau _____
Résidence _____

TRUST ROYAL
BRASSERIE "LA RELANCE"

Armagh, Cté Bellechasse.
Très bon chiffre d'affaires, rentable. Vue sur Appalaches, relais ski-doo, chasseurs, pêcheurs. Bilan disponible. Toute offre considérée.
Chansonnier fin de semaine.
Ginette Beaupré
(418) 831-4838
(418) 627-4321

INDUSTRIE BIEN IMPLANTÉE ET BIEN STRUCTURÉE

Établie depuis plus de 30 ans, avec de très bons profits année après année.
Produit hautement reconnus, Distribution nationale. Commerce de portes de garage de tous genres. Catalogue illustrant les produits disponibles sur demande.
Écrire à: Portes Dorion Inc.
2987 Perrot,
Île Perrot, Qué.
J7V 5V6
Prix demandé: $2,000,000.00

ENTREPRISE D'ÉLECTRICITÉ À VENDRE

Située en banlieue de Montréal. Établie depuis 10 ans. Spécialité entretien de réseaux luminaires, location de nacelles aériennes. Contrats à long terme.
Raison: cause de santé.
Information:
(514) 866-8072

ÉRABLIÈRE - 65 ACRES

Lac Brome. 6,500 entailles, possibilité de 8,000 moyenne d'âge des érables: 80 ans. Toute équipée: système tubulure, vacuum, contrôleur à sirop, bouilloire 6' x 16', installation 4 ans, de 1,800 à 2,000 gallons de sirop par année, etc.
Faut voir.
Demande: $150,000.
(514) 671-1803
Fin sem. **(514) 243-6784**

CENTRE DE CAMPING

- 200 unités
- 500 pieds sur bord de l'eau
- 30 minutes de Montréal

Requis $ 100,000

CENTRE D'AMUSEMENT D'ÉTÉ

- Clientèle familiale établie
- Au coeur des Laurentides
- Facile d'accès

Requis $ 100,000

BÂTISSE COMMERCIALE

sur la route 117, commerce de quartier au rez-de-chaussée, bureaux à l'étage. Requis $30,000.
Jean Nicolas Perrault FRI
Louis Steenackers
RE/MAX (514) 430-3516
(514) 229-6666

PLOMBERIE

ST-LOUIS DE TERREBONNE
Très bon chiffre d'affaires.
Établi depuis 11 ans.
Veuillez communiquer avec:
Jacques Dion
(514) 471-5236

MANUFACTURE DE MÉTAL EN FEUILLE RIVE-SUD

Bâtiment et machinerie, proprio. se retire après 35 ans en affaires. Prix raisonnable. Marthe Pearson
(514) 463-3731
ou (514) 287-9635
TRUST ROYAL COURTIER

COMMERCE

Situé dans le meilleur centre d'achat sur la rive-sud, ou les ordinateurs c'est votre avenir, très bonne rentabilité, prix raisonnable.
Pour information Louise Jauvin ou Mariette Cleary
(514) 463-3731
TRUST ROYAL COURTIER

CHALETS

LAC CONNELLY

Bord de l'eau, 3 c.c., foyer, meublé.
Idéal ski fond, 40 minutes de Montréal.
Aubaine 49,500$ ferme.
(514) 663-0519
(514) 563-1386

Quelque 2 700 000 pieds carrés

Avec le projet de Cadillac Fairview, les Cours Mont-Royal seront le plus grand centre commercial au Canada

■ C'est sans doute avec un peu de nostalgie que les Montréalais assisteront le 19 novembre à la fermeture de ce que l'on considérait à l'époque comme le plus bel hôtel de l'Empire britannique: l'**Hôtel Mont-Royal.**

Cet hôtel du centre-ville de Montréal qui compte un peu plus de 1 000 chambres sera transformé en édifice à bureaux et commercial au coût de 40 millions de dollars par la firme **Concordia Management** et portera le nom de **Les Cours Mont-Royal.**

Avec l'arrivée sur le marché montréalais de plusieurs hôtels neufs de qualité au cours des dernières années, l'Hôtel Mont-Royal, qui était exploité par la chaîne **Sheraton,** n'était plus concurrentiel. En mars 1982, lorsque le nouveau **Centre Sheraton** a ouvert ses portes, les propriétaires de l'Hôtel Mont-Royal ont décidé de changer radicalement la vocation de l'édifice situé dans le quadrilatère délimité par les rues Peel, Place Mont-Royal, de Maisonneuve et Metcalfe.

Cette décision s'explique également par le fait que l'Hôtel Mont-Royal appartient à la **Western Delta Lands Inc.,** de Toronto, une compagnie contrôlée par la famille **McLaughlin,** dont un des membres, **Bruce,** est copropriétaire à 50 % du nouveau Centre Sheraton.

Complexe commercial

À première vue, mis à part son style néo-classique très particulier, les futures Cours Mont-Royal peuvent apparaître comme un édifice à bureaux parmi tant d'autres. Pourtant, comme l'a fait remarquer aux AFFAIRES M. **Jean Laurin,** président de la **Société immobilière Devencore ltée,** qui est chargée de la location des espaces à bureaux des Cours Mont-Royal, cet édifice est appelé à jouer un rôle bien précis dans ce que l'on peut considérer comme le futur plus important complexe commercial au Canada.

Situé le plus à l'ouest de cet ensemble, l'édifice des Cours amènera sur le marché 190 000 pieds carrés de nouveaux espaces commerciaux. Il sera relié par un passage souterrain au magasin **Simpsons** qui vient immédiatement à l'est.

Simpsons a approximativement 500 000 pieds carrés et sera relié lui aussi par un passage souterrain au futur complexe de **Cadillac-Fairview,** à l'est. Les quelque 270 000 pieds carrés d'espaces commerciaux de ce projet seront eux aussi reliés par un passage souterrain au complexe **Les Terrasses,** qui disposent d'environ 170 000 pieds carrés d'espaces commerciaux.

Les Terrasses sont déjà reliées à l'est au magasin **Eaton,** dont on peut estimer la superficie à environ 940 000 pieds carrés et qui sera lui aussi relié par un passage souterrain au magasin **La Baie,** à l'est complètement, qui compte environ 650 000 pieds carrés.

Si l'on fait le calcul, on arrive à quelque 2 700 000 pieds carrés d'espaces commerciaux répartis dans six ensembles immobiliers situés dans le quadrilatère délimité par les rues Aylmer, à l'est, Peel, à l'ouest, de Maisonneuve, au Nord, et Ste-Catherine, au sud.

La location des Cours

Dans ce mégacomplexe commercial, Les Cours Mont-Royal occuperont un emplacement privilégié en tant que porte d'entrée à l'ouest. "À l'ouest de Peel, on ne retrouve aucun édifice commercial d'importance, a dit M. Laurin. L'édifice le plus près est la **Plaza Alexis Nihon.** Elle est située beaucoup plus loin et sa clientèle est très différente de celle du centre-ville. À la rigueur, le super complexe du centre-ville pourra attirer la clientèle de la **Plaza Alexis Nihon,** mais la Plaza n'attirera pas un seul client du centre-ville. Toute la clientèle qui se trouve entre la rue Peel et le quartier Westmount passera par les Cours Mont-Royal."

Cet avantage considérable est suffisant pour garantir la location des 300 000 pieds carrés d'espaces à bureaux qu'abritera l'édifice des Cours, croit M. Laurin, sans compter que tout le complexe se trouve en plein sur la ligne du métro.

Ces 300 000 pieds carrés seront répartis en trois tours de 100 000 pieds carrés: une première au coin de Maisonneuve et Peel; une seconde au centre, sur Peel; et une troisième sur Place Mont-Royal, une petite rue qui appartient au Cours et qui avait été prêtée à la ville de Montréal pour un relais d'autobus.



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

L'Hôtel Mont-Royal fermera ses portes le 19 novembre pour être transformé en un complexe à bureaux.

Le centre de l'édifice sur la rue Metcalfe deviendra un stationnement étagé.

Devencore cherche un locataire majeur pour au moins 50 000 pieds carrés pour chacune des tours de dix étages. Les propriétaires des Cours permettront à chacun des trois locataires de donner son nom à la tour qu'il occupera. "C'est un avantage intéressant, croit M. Laurin. Les entreprises cherchent à assurer leur présence dans le milieu et à s'identifier."

Les espaces à bureaux se loueront environ 17 $ net/net le pied carré et les propriétaires accorderont de 15 $ à 20 $ le pied carré pour les améliorations locatives.

La date d'occupation des Cours Mont-Royal, qui est prévue pour le printemps 1986, représente un autre avantage important, a souligné M. Laurin: "Le taux de vacance dans les édifices à bureaux de Montréal a commencé à baisser de façon significative. Dans les meilleurs édifices neufs, il est seulement de 5 % à 6 % actuellement et de 12 % dans l'ensemble des édifices de classe A et de classe B.

"Comme il n'y a pas beaucoup de gros projets en marche présentement, le taux de vacance va continuer à se résorber pendant encore plusieurs mois et sera très bas lorsque les espaces à bureaux des Cours arriveront sur le marché au printemps 1986."

Mais, a ajouté M. Laurin, les édifices à bureaux de très bonne qualité offerts à un prix raisonnable se louent toujours bien, quel que soit le taux de vacance. Pour prouver ce qu'il avance, il a mentionné les édifices **Etna, ManuVie,** de la **Banque nationale de Paris** et du **2000 Peel** qui sont situés à proximité des Cours Mont-Royal et qui sont presque tous loués à 100 %. Selon M. Laurin, les futures Cours seront de qualité équivalente à ces édifices.

Finalement, M. Laurin estime que l'intérêt récent des Québécois pour conserver les beaux édifices âgés jouera aussi en faveur des Cours Mont-Royal. "À qualité égale et à emplacement égal, plus de locataires sont attirés par un édifice âgé qui a du style et des services modernes que par un édifice neuf", a-t-il indiqué.

DOMINIQUE FROMENT

PROP. À REVENUS

CARTIERVILLE
22 logements.
Revenus: 65,904$.
Prix: 315,000$.
Faites une offre.
Roger Lévesque
(514) 491-0444
RE/MAX 260 INC. courtier

PARTICULIER ACHÈTERAIT DU PROPRIÉTAIRE
Propriété à revenus.
(514) 465-4304
(514) 653-7816
après 17 hres.

AMORTISSEMENT FISCAL CLASSE 31
2364 Julien, Longueuil.
6 x 3½.
Pour informations,
(514) 253-5458

BROSSARD
8 x 4½, près Mail Champlain
LACHINE
50 logements, face au Lac St-Louis.
Claude Côté
(514) 645-5105
(514) 875-6413
Société Immobilière Royale CN Inc.

LONGUEUIL
23 logements, bien situé.
Revenus: $105,060.
Prix: 5.2 x les revenus.
Par propriétaire.
(514) 658-7576

"SPÉCIAL"
Abris fiscaux - classe 31.
Disponibles dans les régions de Sherbrooke et Drummondville.
Contactez, sans obligation.
André Ouimet
(819) 563-2140
Richard Blain
(819) 527-0833 après 20 h.

INVESTIR DANS L'IMMOBILIER C'EST TRÈS RENTABLE MAIS ÇA PREND TOUT VOTRE TEMPS.
Pourquoi ne pas investir sans problème d'administration et tracas.
Propriété en béton 32 apts.. Rendement 20% et 40% suivant le financement. Comptant: 5,000 $
J. Bertrand, Adm. A.
(514) 351-0921
Les Associés courtiers

ABRIFISCAL - CLASSE 31
Greenfield Park, secteur recherché et résidentiel. Construction 81. Électrique locataires. 18 logements - 4 1/2 - 5 1/2.
Louise Hamelin
(514) 670-2323
(514) 465-7595
LES IMMEUBLES DIPLOMAT A.L.F. LTÉE. courtier

DOMAINE



DOMAINE DANS LES CANTONS DE L'EST
Magnifique résidence anglaise 8 pces, très propre. Grange 80' x 40' finition pin noueux, système chauffage électrique, écurie . Site idéal pour ferme de plaisance ou autre. Beaucoup de possibilité. Zonage vert et blanc, le tout sur environ 85 acres de terrain, partie boisé, partie prairie, gros ruisseau à truites, lac naturel, rivière. Endroit privilégié pour la chasse. Situé à 6 milles de la ville sur route asphaltée. Investissement sûr!
GROUPE ASSOCIÉ-IMM. FABRICE BARRÉ ENR., COURTIER
(819) 565-7474 bur.
(819) 566-5508 rés.

FERMES

RIVE-SUD, TROIS-RIVIÈRES
Deschaillons, 100 arpents culture, 40 arpents boisé, grange-étable 102 x 36, maison intérieur rénové, chauffage électrique.
(819) 292-3225

RÉSIDENCES

POMPANO BEACH
Bungalow, quai privé, 4 chambres-à-coucher, piscine chauffée, 3 salles de bains, tout meublé. À louer, minimum 4 mois par saison, $2,000 /mois US. ou à vendre $295,000 US.
(514) 342-5941

BÂTISSES COMMERCIALES

STE-DOROTHÉE
Bâtisses commerciales (3) de 3 à 10 locaux.
Roger Lévesque
(514) 491-0444
RE/MAX 260 INC. COURTIER

SHERBROOKE OUEST
COIN ST-URBAIN:
Immeuble de prestige, pierres grises, rénové, parking, possibilité transformation condos ou bureaux professionnels. Environ 7,500 pi. ca. Exclusif.
PRÈS ST-URBAIN
Immeuble en pierres grises, environ 12,000 pi. ca., partiellement rénové. Excellent emplacement pour bureaux, commerces de luxe, etc.
Prix intéressant. Exclusif.
M. Fefer, Adm. A. CPM
(514) 878-1797
Univest, courtier

ST-BENOIT



Bâtisse commerciale à vendre ou à louer.
Très bien située.
Idéal pour professionnels.
CLAUDE DUMOULIN
PIERRE-PAUL LEVAC CDPPI.
RE/MAX 260 INC.
(514) 491-0444

Panelfold reluque vers l'Europe

■ **Panelfold du Canada inc.,** qui a depuis quelques mois pignon sur rue dans le parc industriel St-Augustin près de Québec, semble en voie d'effectuer une percée sur les marchés étrangers.

Panelfold du Canada, qui fabrique sous licence américaine des portes extensibles en bois (porte-accordéon) et des cloisons mobiles insonorisées, compte implanter dans un avenir rapproché ses produits en France. Elle vient à cet effet d'obtenir la licence l'autorisant à produire pour ce pays européen.

Le président-directeur général de Panelfold du Canada, M. **Pierre Désy,** a déclaré aux AFFAIRES ''que des négociations auxquelles participent le ministère québécois du **Commerce extérieur** et le ministère fédéral d'**Expansion économique industrielle régionale** sont en cours afin d'analyser les possibilités de développer le marché français''.

Dans un premier temps, dit-il, ''la production serait faite au Québec, puis éventuellement, l'implantation d'une usine là-bas pourrait devenir nécessaire''.

Par ailleurs, M. Désy nous a précisé que Panelfold du Canada croyait faire très bientôt son entrée sur le marché africain. La compagnie est d'ailleurs sur le point de décrocher un contrat important en Algérie et négocie également avec le Cameroun.

Parallèlement à cette tentative d'implantation à l'étranger, Panelfold mène présentement une offensive pour raffermir ses assises au pays et spécialement au Québec. Elle compte onze distributeurs à l'échelle canadienne qui approvisionnent deux cents points de vente, dont une centaine dans la belle province. 60 % de sa production est vendue au Québec et 40 % en Ontario et dans les Maritimes.

Selon M. Désy, ''il ne fait aucun doute que son entreprise se doit d'avoir le maximum de points de vente dans les quincailleries et les marchands de bois''.

Des efforts considérables sont faits, dit-il, afin de faire découvrir aux consommateurs les nombreux avantages de nos portes extensibles à coloris variés ou ajourés. À son avis, le marché pour ce type de produit est énorme ''si l'on peut réussir à lever le préjugé voulant qu'une porte-accordéon n'est pas durable, et bruyante et non esthétique''.

Panelfold, qui incidemment est le seul fabricant de portes extensibles au pays, vient d'embaucher les mêmes firmes de marketing qui ont su relancer sur le marché les stores verticaux, il y a une dizaine d'années. Le directeur du marketing de Panelfold, M. **Claude Briand,** est catégorique: ''notre produit offre tellement de possibilités qu'il peut faire partie intégrante de la décoration d'un foyer, d'où l'importance d'attirer l'attention des dessinateurs (designers).

Panelfold négocie actuellement avec Sears et Pascal pour la vente en magasin de sa porte-accordéon.

Récemment emménagée dans sa nouvelle usine moderne de Saint-Augustin, Panelfold envisage l'avenir avec encore plus d'optimisme. Le nouveau bâtiment au coût de 750 000 $ tranche avec la désuétude de l'ancienne usine de Limoilou.

M. Désy croit que les nouvelles installations permettront à l'entreprise d'accroître sa productivité de 25 %, en diminuant considérablement la manipulation que devaient faire les employés en raison du caractère peu fonctionnel de l'ancien local. Pour M. Désy, ''Panelfold est passée du stade artisanal à l'automatisation''.

Cette mutation devrait permettre à la compagnie qui a actuellement un chiffre d'affaires de 2 millions de dollars d'augmenter ses ventes d'environ 20 % par année. Le nombre d'emplois devrait suivre cette tendance.

JEAN PELCHAT

VOITURES DE LUXE



LA JAGUAR XJ6

Faite pour ceux que la perfection seule peut combler.

Lignes européennes, élégance raffinée...la XJ6 exerce un attrait peu commun. C'est un sedan aux performances enlevantes et aux réflexes rapides. Une voiture puissante et silencieuse qui obéit au doigt et à l'oeil.

Faites connaissance avec tout ce que vous avez toujours désiré dans une voiture de luxe. Faites connaissance avec l'élégante Jaguar XJ6. Il suffit d'un coup de téléphone pour l'essayer. Appelez aujourd'hui même.

Automobiles Élégante
4747, est Jean Talon
St-Léonard, Qué.
(514) 374-6550

Les Moteurs Décarie
55, rue Gince
Ville St-Laurent, Qué.
(514) 334-9910

Manotick Motors Limited
1724, rue Bank
Ottawa, Ont.
(613) 523-9951

JAGUAR
L'ACCORD PARFAIT DE L'ART ET DE LA TECHNIQUE

SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

Québec

Centre Municipal des Congrès
7 au 11 Novembre 1984

Horaire de l'atelier
LE MONDE DES AFFAIRES

Heure	Organisme	Titre et nom du conférencier
Mercredi, le 7 novembre 1984		
17h10	Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain	''Comment dialoguer avec son banquier''
19h10	Association des Femmes de Carrière de la Ville de Québec	Mme Élianne Tremblay, Mme Yolance Garneau, Mme Gisèle Bédard ''Amélioration du statut de la Femme dans Le Monde des Affaires''
19h40	Informatique Laliberté, Lanctôt	Michel Bédard ou Dominique Giguère ''Micro-Informatique: capacités ou limites''
20h10	Brault, Guy, O'Brien	Michel Plamondon ''Les options''
20h40	Brault, Guy, O'Brien	Jacques Turcotte ''Les abris fiscaux''
21h10	Caisse de Dépôt et de Placement du Québec	
Jeudi, le 8 novembre 1984		
17h10	Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain	''Comment dialoguer avec son banquier
19h10	Association des Femmes de Carrière de la Ville de Québec	Élianne Tremblay, Yolande Garneau, Gisèle Bédard ''Amélioration du statut de la Femme dans Le Monde des Affaires''
19h40	Informatique Laliberté, Lanctôt	Michel Bédard ou Dominique Giguère ''Micro-Informatique: capacités et limites''
20h10	Brault, Guy, O'Brien	Michel Plamondon ''Les options''
20h40	Brault, Guy, O'Brien	Jacques Turcotte ''Les abris fiscaux''
17h10	Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain	''Comment dialoguer avec son banquier''
19h10	Informatique Laliberté, Lanctôt	Michel Bédard ou Dominique Giguère ''Micro-Informatique: capacités et limites''
19h40	CEGEP F.-X. Garneau	Camille Carrier ''Entrepreneurship Féminin: Une force créatrice d'entreprise modèle de formation''
20h10	Brault, Guy, O'Brien	Michel Plamondon ''Les options''
20h40	Brault, Guy, O'Brien	Jacques Turcotte ''Les abris fiscaux''
21h10	Association des Femmes de Carrière de la Ville de Québec	Élianne Tremblay, Yolande Garneau, Gisèle Bédard ''Amélioration du statut de la Femme dans Le Monde des Affaires''
21h40	Caisse de Dépôt et Placement du Québec	
Samedi, le 10 novembre 1984		
11h10	Journal LES AFFAIRES	Claude Chiasson
12h40	Journal LES AFFAIRES	Claude Chiasson
13h10	Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain	''Comment dialoguer avec son banquier''
15h10	Brault, Guy, O'Brien	Michel Plamondon ''Les options''
15h40	Brault, Guy, O'Brien	Jacques Turcotte ''Les abris fiscaux''
16h10	McNeil Mantha	Jacques Déry ''La vérité sur les abris fiscaux''
17h10	Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain	''Comment dialoguer avec son banquier''
19h10	Association des Femmes de Carrière de la Ville de Québec	Élianne Tremblay, Yolande Garneau, Gisèle Bédard ''Amélioration du statut de la Femme dans Le Monde des Affaires''
19h40	Informatique Laliberté, Lanctôt	Michel Bédard ou Dominique Giguère ''Micro-Informatique: capacités et limites''
20h10	CEGEP F.-X. Garneau	Camille Carrier ''Entrepreneurship féminnin: Une force créatrice d'entreprise - modèle de formation''
20h40	Caisse de Dépôt et de Placement du Québec	
Dimanche, le 11 novembre 1984		
11h10	Journal LES AFFAIRES	Claude Chiasson
14h10	Journal LES AFFAIRES	Claude Chiasson
14h40	CEGEP F.-X. Garneau	Camille Carrier ''Entrepreneurship féminin: Une force créatrice d'entreprise - modèle de formation
15h10	Brault, Guy, O'Brien	Michel Plamondon ''Les options''
15h40	Brault, Guy, O'Brien	Jacques Turcotte ''Les abris fiscaux''
16h10	McNeil Mantha	Pierre Galipault ''La vérité sur les abris fiscaux''
18h40	Informatique Laliberté, Lanctôt	Michel Bédard ou Dominique Giguère ''Micro-Informatique: capacités et limites''
19h10	Association des Femmes de Carrière de la Ville de Québec	Élianne Tremblay, Yolande Garneau, Gisèle Bédard ''Amélioration du statut de la Femme dans Le Monde des Affaires''

LE PLUS GRAND SALON FINANCIER EN AMÉRIQUE

Les Bâteaux Doral Ltée investit 500 000 $ pour s'agrandir

■ **Les Bâteaux Doral Ltée** de Grand Mère, une entreprise de 90 employés spécialisée dans la fabrication de bâteaux de plaisance et de chaloupes, investira 500 000 $ d'ici l'été 1985 pour agrandir ses installations et acheter de nouvelles machines.

La réalisation de ce projet qui permettra la création de trente emplois au cours des quatre prochaines années, était devenue nécessaire à cause de l'augmentation considérable des ventes réalisées au cours des trois dernières années.

En effet, il y a deux ans, l'entreprise a lancé une nouvelle ligne de bâteaux de plaisance de 25 pieds et a enregistré un chiffre d'affaires de 3 M$. Un phénomène identique s'est reproduit l'année suivante à la suite de la production d'une nouvelle embarcation de 25 pieds, le chiffre d'affaires grimpant à 5 M$.

Lors de son dernier exercice financier terminé en juillet dernier, Les Bâteaux Doral Ltée a réalisé un chiffre d'affaires de 10 M$. Encore cette année, l'usine lancera sur le marché deux nouveaux modèles de bâteaux de 22 pieds chacun. 80 % de la production de l'usine est exportée vers l'Ontario.

Le projet d'agrandissement comprend l'acquisition d'un terrain adjacent aux installations actuelles et la construction d'un ajout permettant le réaménagement d'une ligne de production. L'entreprise compte faire face à l'augmentation de volume en réaménageant ses équipements en ligne pour la production en série.

Les nouvelles machines ont déjà été achetées et son installées. Elles fonctionnent à environ 80 % de leur capacité à l'heure actuelle. Certains ajustements mineurs restent à faire. La production des deux nouvelles embarcations de 22 pieds a également démarré.

Les travaux d'agrandissement seront entrepris à la fonte des neiges en avril 1985. Du montant total de 500 000 $, 100 000 $ seront consacrés à la fabrication du moule servant à la production du dessus et du dessous des bâteaux, 200 000 $ seront affectés à l'ajout à la bâtisse existante et une somme de 200 000 $ a déjà été déboursée pour l'achat de la nouvelle machinerie.

La compagnie a reçu du ministère de l'**Industrie et du commerce** et de la **Société de développement industriel du Québec** une offre de prise en charge d'intérêt d'une valeur de 85 000 $, pour réaliser son programme d'expansion.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

Hupp Canada investit 7,65 M$

■ La compagnie de l'Assomption **Hupp Canada/ Manufacture W.C.I. Ltée** qui se spécialise dans la fabrication de cuisinières domestiques, de réfrigérateurs, de lave-vaisselle, de fours encastrés et de surfaces de cuisson de diverses dimensions, formes et couleurs, investira 7 650 000 $ dans l'agrandissement d'un bâtiment et dans l'acquisition de machinerie.

La réalisation de ce projet d'expansion donnera lieu à la création de 125 nouveaux emplois sur une période d'un an.

Les travaux d'agrandissement, dont la firme **Construction Agro** de Montréal a la charge, ont débuté en début d'octobre et seront parachevés en mai 1985. L'installation de la nouvelle machinerie acquise se fera lorsque les travaux de construction seront complétés.

L'agrandissement consiste en un ajout de 260 000 pieds carrés de plancher dont 185 000 pieds carrés seront destinés à l'entreposage des produits. De plus, le réaménagement des aires de stationnement des employés portera ceux-ci à 700 espaces.

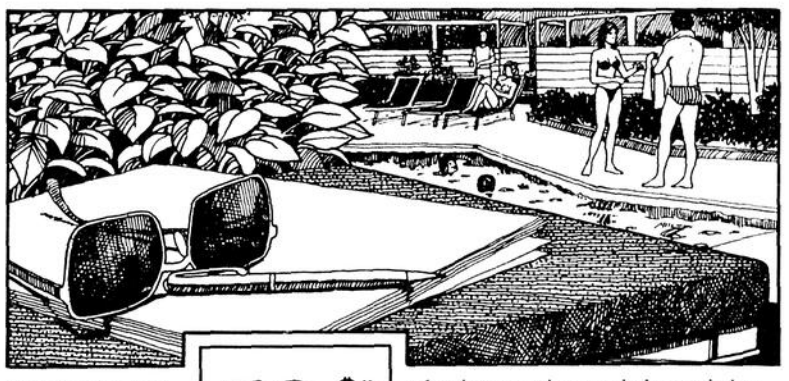
Aussi inclus dans l'agrandissement sont 75 000 pieds carrés d'espace qui serviront à la fabrication. L'équipement qui y sera installé modifiera certains procédés de fabrication en incorporant une technologie de pointe.

Rappelons que la compagnie, dont la maison-mère est White Consolidate Industries inc. de Cleveland, Ohio, compte à l'heure actuelle 850 employés. La compagnie entend par ce programme de rationalisation maintenir une position concurentielle de ses produits sur les marchés d'exportation.

La compagnie a reçu à cet effet une subvention gouvernementale de 437 000 $ dans le cadre du programme d'aide aux entreprises à technologie moderne.

Des amis... bien placés.

RÉUNION D'AFFAIRES SOUS LES TROPIQUES



Travaillez sans être dérangés au Château de l'Aéroport. Nous avons tout ce qu'il faut pour assurer le succès de vos réunions d'affaires. Même la tranquillité.

59 $* par chambre, par nuit

Mais une fois le bouiot terminé, nous avons aussi tout ce qu'il faut pour vous divertir. Et Montréal n'est qu'à 35 minutes.

Vous profiterez de : • luxueuses chambres insonorisée • salle de réunion gratuite • suite à titre gracieux • deux pauses café gratuites par jour • utilisation de notre matériel audio-visuel sans frais • un choix de 14 salles de réunion • films en circuit fermé.

Assurez-vous une prochaine réunion d'affaires hors de l'ordinaire. Utilisez à volonté notre atrium tropical avec piscine, tourbillon, sauna et courts de squash. Faites bonne chère à notre salle à manger La Serre. Le stationnement est gratuit pour clients enregistrés.

Pour plus de renseignements sur notre offre de réunion d'affaires, appelez (514) 476-1611 ou notre responsable des réservations de groupe au 1 800 268-9420.

*Tarif établi pour un bloc minimum de 10 chambres, une ou deux personnes par chambre. **Plan américain complet : 67 $** par personne, deux par chambre. Tarif simple également disponible. Tarifs sujets à changement sans préavis.

CP Hotels
Le Château de l'Aéroport
C.P. 60
Aéroport International de Montréal
Mirabel (Québec) J7N 1A2

CP et sont les marques déposées de Canadien Pacifique Limitée

Pour gens d'affaires qui n'ont pas la folie des grandeurs.

Petit, c'est mieux. Et c'est exactement la raison d'être du Copieur personnel Canon. Il pèse moins de 23 kilos et est aussi compact qu'une machine à écrire.

La couleur, c'est mieux. Le Copieur personnel Canon reproduit en plusieurs couleurs. Chaque couleur est contenue dans sa propre cartouche interchangeable. Cette cartouche, qui contient la plupart des produits nécessaires à la reproduction, peut être facilement remplacée après 2 000 copies environ. Voilà pourquoi l'entretien est réduit au minimum.

L'économie, c'est mieux. Le Copieur personnel Canon fonctionne pour pas cher, et les cartouches remplaçables ne sont pas dispendieuses.

De fait, le Copieur personnel fait mieux l'affaire des gens d'affaires qui n'ont pas la folie des grandeurs.

Appelez sans frais 1-800-387-1241 pour plus de renseignements ou postez le coupon ci-dessous.



Le petit, petit, petit copieur qui reproduit en couleurs.

Canon

À chacun son copieur personnel

Vous recevrez plus de renseignements sur le Copieur personnel en postant ce coupon à :

Canon Canada Inc., 6390 Dixie Road, Mississauga, Ontario L5T 1P7

LA-VI-3-84

NOM

TITRE

ENTREPRISE

ADRESSE

PROVINCE CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

En cinq ans, Francine St-Pierre Inc. traitement de texte au Québec

■ Depuis ses débuts en 1979, **Francine St-Pierre** a doublé à chaque mois, puis à chaque année le chiffre d'affaires de l'entreprise qui porte son nom. A un point tel qu'en l'espace de cinq ans, **Francine St-Pierre Inc.** de Québec est devenue la plus importante entreprise de services de traitement de texte au Québec. Cette année, son chiffre d'affaires devrait atteindre les 1,2 M$, soit 60 % de plus que l'année dernière.

A 34 ans, cette jeune femme a réussi un véritable tour de force. Mais c'est seulement à force de détermination et de travail acharné qu'elle y est parvenue. Misant toujours sur la qualité supérieure des services qu'elle offrait, Francine St-Pierre a acquis une réputation enviable dans un secteur très spécialisé. De plus, elle n'a jamais cessé d'améliorer et de diversifier ses produits, de façon à pouvoir offrir aujourd'hui la gamme la plus complète de services reliés au traitement de texte.

L'année dernière, l'**Association des femmes de carrière de Québec** lui a décerné le titre de Femme d'affaires de l'année. Peu après, la **Banque fédérale de développement** lui remettait le prix ''Excellence en affaires'' et tout récemment, elle a reçu du **Collège Lasalle** de Montréal un DEC honorifique.

Enfin, son entreprise fut finaliste aux **Mercuriades 1984** dans la catégorie ''Nouvelle entreprise''.

Francine St-Pierre est également la première femme à siéger au conseil d'administration du **Bureau d'éthique commerciale de Québec.** En plus d'être membre de comités consultatifs sur l'enseignement du traitement de texte au ministère de l'**Éducation**, elle participe au comité Entrepreneurship au féminin du ministère de l'**Industrie, du Commerce et du Tourisme.**

Le 3 octobre dernier, elle a lancé avec son associé **Michel Allard,** le premier volume d'enseignement du traitement de texte écrit en français au Québec.

De commis de bureau à dirigeante d'entreprise

C'est d'abord à titre de commis de bureau que Francine St-Pierre entra sur le marché du travail il y a plus de 10 ans. Elle devint par la suite secrétaire de direction dans le milieu hospitalier, puis agit plus tard à titre de conseillère pour **AES Data** pendant un an.

''Ce qui me choquait le plus, c'est que j'avais parfois de bonnes idées quant à l'organisation du travail, mais personne ne les écoutait. Je souffrais toujours d'un sentiment d'insécurité dans mes emplois et j'éprouvais un réel besoin de m'exprimer'', raconte-t-elle.

Francine St-Pierre réalisait aussi qu'il y avait une forte demande pour des services de formation et de placement de ressources spécialisées ainsi que pour le traitement de l'information. Elle acheta donc un premier appareil de traitement de texte au coût de 18 000 $ et ouvrir son bureau le 21 novembre 1979...dans son sous-sol.

''J'essayais de montrer aux gens qu'ils ne travaillaient pas avec une entreprise de sous-sol, même si nous y sommes restés pendant un an. Je faisais tout: de la cueillette du travail à son exécution, jusqu'à la livraison finale des documents. J'ai commencé par la suite à engager des employés, mais peu avaient de l'expérience dans le traitement de texte. Je devais donc souvent reprendre les erreurs des employés le soir ou la nuit''.

Au bout d'un an, déjà 20 employés travaillaient pour elle, parfois jusqu'à deux ou trois heures du matin, et souvent le samedi et le dimanche. Mais ce n'est qu'au terme de cette année qu'elle commença à respirer un peu, sentant qu'elle pouvait enfin s'appuyer sur des employés compétents.

Une association complète

C'est aussi à cette époque que son associé de coeur, Michel Allard, devint aussi son partenaire dans l'entreprise. Qu'il porte le titre de président et elle celui de vice-présidente, demeure encore énigmatique pour bien des gens. Mais pour Francine St-Pierre, ce n'est qu'une question de terminologie reliée aux fonctions de chacun. ''Lui s'occupe de l'administration, de finances et de la mise en marché, tandis que je me consacre surtout à la qualité des produits et au développement de nouveaux produits''.

Cette association à temps plein les a beaucoup rapprochés, dit-elle. ''On vit des choses différentes et

→

NEW YORKER TURBO

LA PUISSANCE CIVILISÉE

LA CHRYSLER NEW YORKER 1985
Puissance et splendeur. Venez la vivre une fois. Vous ne parlerez plus jamais de 8 cylindres.

Avec la New Yorker Turbo 1985, Chrysler vous offre la puissance civilisée. Moteur turbo d'avant-garde. Solidité à toute épreuve. Aucune autre voiture turbo ne vous propose la garantie Chrysler: 5 ans ou 80 000 km.

LE MEILLEUR PRODUIT
Selon le pourcentage de rappels des voitures de modèles 82 et 83 conçues et fabriquées en Amérique du Nord.
LA MEILLEURE GARANTIE!
Chrysler offre une garantie de 5 ans ou 80 000 km sur le moteur et le rouage d'entraînement et contre la corrosion de la carrosserie extérieure. Détails chez le concessionnaire.

Puissance, fiabilité, docilité. La traction avant de la New Yorker est un chef-d'oeuvre technologique. Injection électronique du carburant. Servodirection et servofreins standard.

Puissance, splendeur, confort. Sièges à capitonnage élégant. Intérieur spacieux et raffiné. Douceur de roulement.

La New Yorker de Chrysler, avec turbocompresseur optionnel. Une puissance civilisée. Hier encore, on croyait tout savoir des voitures de luxe nord-américaines. Aujourd'hui, il y a la New Yorker de Chrysler.

CHRYSLER
Tu m'étonneras toujours!



CHRYSLER CANADA LTÉE
Certains équipements illustrés ou mentionnés sont optionnels moyennant supplément.
VOTRE CEINTURE VOTRE SÉCURITÉ

. est devenue la plus importante entreprise de



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Avec la publication de son manuel d'enseignement du traitement de texte en français, Francine St-Pierre croit fermement que les gens pourront devenir encore meilleurs dans l'utilisation du traitement de texte.

belles en même temps. On essaie toujours de s'alléger le fardeau mutuellement''.

À la fin de cette première année, le chiffre d'affaires, de 275 000 $, dépassait largement les prévisions; et en fut ainsi pendant les quatre années qui suivirent.

Aujourd'hui, Francine St-Pierre emploie de 30 à 40 employés à temps plein et une autre trentaine à temps partiel. En janvier dernier, l'entreprise a dû déménager dans des locaux deux fois plus grands. Une superficie de 58 000 pieds carré abrite actuellement l'entreprise, qui dispose de 32 appareils destinés à la formation et à la production.

Pour les cas d'urgence

Si les trois services de base offerts par Francine St-Pierre sont, comme elle l'affirme elle même, concurrentiels les uns aux autres, ils répondent tous à des besoins bien précis d'un marché toujours plus exigeant et sophistiqué.

''Notre service de production permet de régler les cas d'urgence proprement dits. Parfois, les entreprises ont à respecter des délais très serrés qu'elles ne peuvent rencontrer avec leurs ressources internes. Nous nous chargeons donc de produire les documents dans les délais requis et nous remettons la disquette au client si des corrections de dernière minute doivent être effectuées'', explique Mme St-Pierre.

Francine St-Pierre a déjà supervisé la production de 10 000 pages en moins de deux mois. Elle a également développé une expertise dans le transfert d'information d'un système à un autre.

''Mais notre spécialité est dans la préparation d'applications ou de programmation sur les machines de traitement de texte et les micro-ordinateurs. Nous travaillons en fonction de l'équipement dont dispose déjà le client et préparons l'application ou réalisons la programmation requise. Nous remettons ensuite au client le fichier entièrement saisi et les instructions de mise à jour'', explique Mme St-Pierre.

Les modules de formation

Le deuxième service offert par l'entreprise est celui de la formation. Dépendant du travail précis à accomplir ou de la spécialisation désirée, divers modules de cours sont offerts à l'étudiant: apprentissage de base, perfectionnement, recyclage ou modules de logiciels spécialisés.

''Nous avons établi la formule des cours modulaires parce qu'on se rendait compte que tout le monde n'avait pas les mêmes travaux à exécuter. Les besoins sont différents pour chacun et c'est pour mieux orienter nos services vers ces besoins spécifiques de nos clients que nous avons opté pour la formation modulaire. Nous sommes la seule entreprise à donner une formation qui comprend aussi tous les trucs du métier. Dans la production, on développe des trucs qu'on transmet ensuite à nos étudiants''.

Depuis six mois, l'entreprise propose aussi des cours de bureautique et de micro-informatique, où l'étudiant peut choisir de maîtriser un logiciel de traitement de texte aussi bien que de **Lotus** ou de **D-Base II.** Il peut aussi apprendre à programmer en langage Basic s'il le désire.

Enfin, Francine St-Pierre Inc. propose aux entreprises de leur dénicher les meilleures ressources spécialisées dans le traitement de texte et dans le maniement d'un micro-ordinateur. Ces ressources peuvent avoir en tout temps recours aux spécialistes de Francine St-Pierre Inc. pour garantir leur performance.

Elle parle aussi d'offrir encore davantage de services dans le secteur de la micro-informatique, ''où il y a un potentiel incroyable de développement'', dit-elle.

Enfin, elle croit sincèrement que les milieux d'affaires auraient tout intérêt à s'humaniser davantage. ''Je ne comprends pas comment il se fait que les hommes n'aient pas compris cela avant'', ajoute-t-elle.

Projets

Chez Francine St-Pierre Inc., les idées ne manquent pas, comme en font foi les projets passés et à venir. À peine, son livre d'enseignement sur le traitement de texte est-il terminé que l'on étudie déjà la possibilité d'implanter des franchises à travers la provincie d'ici un an.

''Nous avons déjà reçu des demandes pour les villes de Rimouski, Drummondville et Montréal.

Comme nous avons développé des méthodes d'évaluation des coûts, d'analyse de dossiers, d'enseignement, etc., nous pensons que les gens sélectionnés devront avoir une formation d'au moins six mois, explique Mme St-Pierre.

LUCIE PICHÉ

Pour des milliers d'investisseurs actifs,

la Bourse c'est Disnat

Commission chargée par:	3000 actions à 20$	500 actions à 30$	100 actions à 30$
DISNAT	276 $	87 $	35 $
Votre courtier	861 $*	255 $*	60 $*

* *Ces montants sont une moyenne établie à partir des taux pratiqués en Septembre 1984 par (sept) 7 maisons de courtage en valeurs mobilières.*

POUR DES ÉCONOMIES DE COMMISSION SUBSTANTIELLES

POUR L'ACCESSIBILITÉ AU SERVICE

PARCE QUE LA DÉCISION VOUS APPARTIENT

Tous les clients de Disnat apprécient avant tout **l'accessibilité instantanée** à nos services, pour obtenir des cotes, vérifier l'état de leurs valeurs, ou passer une commande. Grâce à notre système électronique d'accès aux marchés de Montréal et Toronto, les clients de Disnat sont certains que leurs commandes sont automatiquement transigées **aux meilleures conditions pour eux,** à l'achat comme à la vente.

Évidemment, Disnat offre à sa clientèle **une gamme complète de comptes,** le règlement à cinq jours ouvrables, et **aucun frais** d'enregistrement ni de livraison des titres. Nous payons un intérêt quotidien élevé sur tout solde créditeur, et **notre intérêt sur marge est des plus concurrentiels.**

De plus en plus d'investisseurs savent que c'est d'abord leur propre temps qu'il faut investir. Ils reconnaissent aussi l'importance d'obtenir d'un courtier, **des conditions d'exécution idéales,** alliant **rapidité** et **exactitude** à un taux de commission **allégé du coût de conseils qu'ils n'ont pas sollicités;** c'est pour eux que Disnat existe, et aussi pour ***vous,*** si vous recherchez un courtier exécutant qui offre du service.

''PETITES COMMISSIONS, GRAND SERVICE''

Appelez à Montréal: **842-8471**

Sans frais au Québec: **1-800-361-8462**

VEUILLEZ M'ENVOYER VOTRE DOCUMENTATION:

Nom

Adresse

Ville

Province Code Postal

Les Investissements Disnat Inc.

Les Investissements Disnat Inc., filiale de McNeil, Mantha, Inc. Transactions U.S. par Q&R Clearing, membres du New York Stock Exchange, 360 rue St Jacques, bureau 706, Montréal, Québec H2Y 1P5

A

Pour le contribuable qui désire profiter des règles permettant de différer le paiment des

Léguer ses biens à une fiducie en faveur du

■ Le décès d'un contribuable entraîne de nombreuses conséquences fiscales qu'il est important de connaître. Parmi celles-ci, soulignons que nos lois fiscales présument que le décès d'une personne équivaut à une disposition de tous ses biens pour une somme égale à leur juste valeur marchande. Si la juste valeur marchande d'un bien excède le coût de ce bien, il en résulte un gain en capital dont la moitié doit généralement être incluse dans le revenu de la personne décédée pour l'année de son décès.

Des règles spéciales permettent cependant de différer en totalité ou en partie l'impôt qui serait autrement payable. Ainsi, lorsque le bénéficiaire d'une succession est le conjoint de la personne décédée, il est possible d'éviter toute conséquence fiscale immédiate si le conjoint devient propriétaire absolu des biens ou si les biens sont légués à une fiducie exclusive en faveur de ce conjoint.

Une fiducie peut être utilisée par un contribuable qui désire avantager son conjoint, tout en s'assurant qu'au décès de ce dernier les biens iront à ses enfants. Il peut aussi léguer les biens à une fiducie en vertu de laquelle le conjoint sera bénéficiaire des revenus et les enfants seront bénéficiaires du capital au décès du conjoint.

Les critères

Dans son bulletin d'interprétation IT-305R2, **Revenu Canada** énonce les conditions à respecter pour qu'une fiducie se qualifie à titre de fiducie exclusive en faveur du conjoint:

- la personne décédée doit avoir été résidente du Canada juste avant son décès;
- la fiducie doit être implantée au Canada immédiatement après avoir acquis les biens;
- la fiducie doit donner au conjoint, sa vie durant, le droit de recevoir tous les revenus de la fiducie;
- aucune autre personne que le conjoint ne peut, durant la vie du conjoint, bénéficier du capital ou du revenu de la fiducie.

Par conséquent, pour bénéficier du report des impôts au moment du décès, les termes du testament doivent être très explicites afin que, durant la vie du conjoint, aucune autre personne ne puisse avoir droit ni au revenu généré par les biens de la fiducie ni d'en entamer le capital.

De plus, il doit être établi à la satisfaction des autorités fiscales que le bien a été irrévocablement acquis par la fiducie au plus tard quinze mois après le décès du contribuable.

Par contre, lorsqu'un contribuable ne veut pas transférer la totalité de ses biens à la fiducie, il peut laisser à l'exécuteur testamentaire le choix de déterminer les biens à transmettre à la fiducie en précisant toutefois la valeur totale des biens à transférer.

Deux avenues

Il est possible d'éviter l'imposition, de certains biens au moment du décès, dévolus à un bénéficiaire autre que le conjoint ou une fiducie exclusive. En effet, les règles permet-

→

ÉPARGNEZ 2 $ EN ACHETANT VOS BILLETS DES MAINTENANT À VOTRE CAISSE POPULAIRE OU BANQUE NATIONALE PARTICIPANTE

Vous avez entre 45 et 65 ans?
Le salon offre plein de conseils gratuits sur l'héritage, la succession et les testaments.
Profitez des services gratuits des avocats, notaires et comptables agréés.

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
présentent

SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

5000$ D'ACTIONS À GAGNER
PARTICIPEZ AU CONCOURS DE L'ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC



★ Investissez à la bourse
★ Régimes d'épargne-action, épargne-retraite
★ Conseils gratuits des C.A. avocats et notaires
★ Négociez votre hypothèque
★ Conférences et ateliers

LE SOLEIL
AUBERGE DES GOUVERNEURS

N'oubliez-pas, UNE PERSONNE AVERTIE EN VAUT DEUX!

CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS - QUÉBEC
7 au 11 NOVEMBRE

impôts

conjoint exige le respect de critères précis

tant de différer l'imposition s'appliquent dans deux situations. À la suite du décès d'un contribuable, ses biens sont transmis à son conjoint ou à une fiducie créée en faveur du conjoint. Les mêmes règles peuvent s'appliquer par suite du **désistement** ou de la **renonciation** d'un bénéficiaire de la succession d'une personne, les biens légués à ce bénéficiaire sont finalement transmis au conjoint du décédé ou à une fiducie créée en faveur de ce conjoint.

Un désistement est défini par Revenu Canada comme étant un refus inconditionnel d'accepter un don, des actions ou des intérêts en vertu d'un testament, sans considération de la façon dont les exécuteurs testamentaires répartissent alors le don, les actions ou les intérêts refusés.

Par ailleurs, une renonciation se produit lorsque, pour aucune somme d'argent et sans qu'il y ait eu transfert à une autre personne, un contribuable abandonne un droit précédemment acquis. Le désistement, ou la renonciation, doit cependant être effectué dans les quinze mois suivant le décès, tel que spécifié ci-dessus.

Le désistement

L'arrêt **Gilbert Estate c. M.N.R.**, rendu le 24 juin 1983 par la Commission de révision de l'impôt, traite du désistement dans le contexte d'une fiducie créée en faveur du conjoint. Dans cette affaire, une disposition du testament d'un contribuable autorisait expressément les fiduciaires, à leur discrétion, à utiliser le capital d'une fiducie créée en faveur du conjoint pour le bénéfice du fils du contribuable.

Cette fiducie ne pouvait se qualifier de fiducie exclusive en faveur du conjoint puisqu'une personne autre que le conjoint, en l'occurrence le fils, pouvait recevoir du capital de la fiducie avant le décès du conjoint. Le fils s'est alors désisté de son droit de recevoir une partie du capital.

Le juge a considéré que l'on ne pouvait, par un désistement ou autrement, changer les termes d'une fiducie pour qu'elle puisse se qualifier comme fiducie exclusive au conjoint. Selon le tribunal, le désistement autorisé par la loi est celui qui porte sur un bien précis. Par conséquent, la contestation du contribuable a été rejetée.

En conclusion, lorsqu'une personne entend léguer ses biens à une fiducie en faveur de son conjoint et par le fait même désire profiter des règles permettant de différer le paiement des impôts, il y aurait lieu de s'assurer que la fiducie respecte toutes les conditions exigées par nos lois fiscales. Cette façon de procéder assurerait qu'elle puisse se qualifier de fiducie exclusive en faveur du conjoint puisqu'une renonciation ou un désistement relative à une clause particulière de l'acte créant la fiducie pourrait ne pas être reconnu par les autorités fiscales.

Néanmoins, rappelons que la loi accorde le report des impôts à l'égard d'un bien précis transmis à la fiducie à la suite d'une renonciation ou d'un désistement d'un autre bénéficiaire.

GILLES VEILLETTE

Gilles Veillette, c.a., est associé fiscaliste au bureau de Samson Bélair à Montréal

Agissez REApidement!

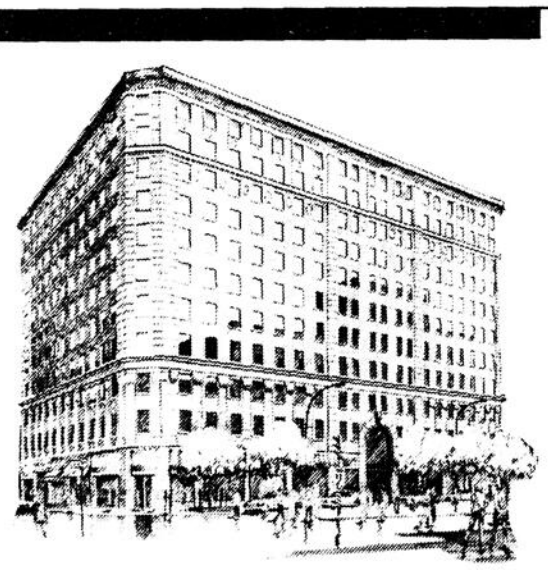
« Un abri fiscal doit aussi être **un bon investissement** »

Faites appel à des spécialistes reconnus:
Montréal: **875-4810** Québec: **647-4026**
St-Hyacinthe: **773-1520**

MC NEIL MANTHA
McNeil, Mantha, Inc.
Courtier en valeurs mobilières

Ordre des comptables agréés du Québec

AVEC UN C.A.
VOS AFFAIRES TOURNERONT PLUS RONDEMENT



1253 AVENUE McGILL COLLEGE

Depuis 1929, cet élégant édifice de style Édouardien se situe au coeur du principal centre d'affaires de Montréal. La renaissance de l'avenue McGill College accordera à ses occupants les bénéfices d'un renouvellement de vitalité et d'activités commerciales.
Nous vous invitons à visiter le 1253 avenue McGill College. Vous y trouverez l'élégance et l'accessibilité à un taux franchement raisonnable.
Pour une visite de l'édifice et du bureau modèle, contacter Lyon W. Fainer chez Devencore à 843-4271

Devencore
COURTIER

Ernst & Whinney
Comptables Agréés
1200, avenue McGill-Collège, Montréal (Qué.) H3B 4G7 Tél.: 871-8901

ASSOCIÉS DE MONTRÉAL

D. Azoulay	C. Dolan	R. Langevin	M. Pesner
C. Bertrand	D. Filion	J. Massy	P. Robitaille
E. Brault	F. Gouin	A. Paris	P. Rubinyi
			R. Turcotte

Abbotsford, Calgary, Edmonton, Halifax, Hamilton, Kitchener, London, Mississauga, Montreal, Ottawa, Scarborough, Regina, Sept-Îles, Toronto, Vancouver, Victoria, Windsor, Winnipeg.
Et dans les principales villes à travers le monde.

THIBAULT, MARCHAND & CIE
Comptables agréés
625 Président Kennedy, suite 1200
Montréal, Québec H3A 1K2 (514) 849-7383

JACQUES, DAVIS, LEFAIVRE, LABRÈCHE, GUERTIN
comptables agréés
360, St-Jacques, bureau 2000
Montréal, Québec H2Y 1P5 (514) 845-3261
Sociétés affiliées Joliette, St-Rémi

HAREL, DROUIN & ASSOCIÉS
Comptables agréés
Montréal ■ Repentigny ■ Laval
Longueuil ■ Pointe-aux-Trembles
Iles-de-la-Madeleine
(514) 845-9253

"Le comptable agréé vous aidera à accroître l'efficacité administrative de votre entreprise et à améliorer sa rentabilité."

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS
Comptables agrees
Bureaux dans les principales villes du Quebec
Representation au Canada et dans plus de 60 pays

Ordre des comptables agréés du Québec
680 rue Sherbrooke ouest
7e étage
Montréal Québec H3A 2S3
Téléphone (514) 288-3256

Indicateurs économiques

CANADA

		Taux de variation en % Mois préc. (1)	Mois ant. (2)	Depuis 12 mois (3)
Indicateur avance (filtre)	juin	0.9	1.1	25.8
DEMANDE INTÉRIEURE				
1. Ventes au détail	août	0.9	1.1	9.3
dont: automobiles	août	-1.1	1.7	25.1
autres	août	1.3	0.9	6.4
Ventes de voitures (.000)	août	1033	1026	957
2. Livraisons manufacturières	août	2.0	1.7	16.8
Nouvelles commandes	août	-2.7	0.3	19.1
dont: biens durables	août	-5.4	0.7	32.8
commandes en carnet	août	-1.5	2.5	32.1
3. Inventaires ($M) manuf.	août	423.5	-51.9	2675.8
Gros & détail (1)	août	300.8	-346.	1867.1
Ratio stocks/expéditions	août	1.70	1.72	1.73
4. Mise en chantier (,000)	sept.	158	130	137
PRODUCTION				
Produit intérieur réel	juil.	0.5	0.7	5.2
Production industrielle	juil.	0.6	0.6	11.7
dont: manufacturière	juil.	0.8	0.8	11.6
Construction	juil.	1.1	-0.8	-3.1
SECTEUR EXTÉRIEUR				
Exportations marchandises	août	4.0	-1.9	24.6
Importations marchandises	août	3.4	-6.0	31.7
Solde commercial ($M)	août	2089	1963	19067
INFLATION ET COÛTS				
Prix à la consommation (1)	sept.	0.0	0.6	4.6
- excl. alim. et énergie (1)	sept.	0.2	0.7	4.4
Prix industriels (1)	août	0.5	0.1	3.9
Coûts unitaires main-d'o. (2)	juil.	1.4	0.8	0.1
MARCHÉ DU TRAVAIL				
Population active	sept.	0.1	0.6	1.6
Emploi	sept.	-0.2	0.7	2.7
dont: hommes adultes	sept.	-0.2	0.4	2.2
Taux de chômage	sept.	11.2	11.0	11.3
dont hommes adultes	sept.	9.1	8.6	8.9
(1) Non désaisonnalisé				
Secteur commercial, non agricole.				
STATISTIQUES BANCAIRES				
1. Agrégats monétaires				
M1	sept.	0.2	1.0	12.2
M2	sept.	0.1	0.2	4.0
M3	sept.	-0.7	0.0	2.4
2. Prêts en $ canadiens	sept.	0.0	0.7	4.0
dont: Prêts généraux	sept.	-0.2	0.4	4.2
consommation	sept.	0.5	-0.3	7.5
industriels	sept.	-0.4	0.8	2.9
Prêts hypothécaires	sept.	0.5	1.0	11.1
3. Dépôts en $ canadiens	sept.	0.2	0.9	1.5
dont: épargne personnelle	sept.	0.3	0.7	4.8
Non personnels	sept.	-1.9	0.7	0.0
4. Avoir nets en devises ($)	sept.	-4243	-3646	-4181
dont vis-à-vis résidentiels ($)	sept.	14136	14421	14581
5. Financement commercial à court terme (intérieur et étranger)	sept.	-3.0	9.1	3.5

ÉTATS-UNIS

		Taux de variation en % Mois préc.	Mois ant.	Depuis 12 mois
Ventes au détail	sept.	-4.3	-4.2	22.6
Livraisons manufacturières	août	0.1	0.5	14.3
Nouv. commandes	août	1.8	-1.6	15.8
Ratio stocks/livraisons	août	1.34	1.32	1.32
Mises en chantier (000)	sept.	15.39	1754	1805
Production industrielle	sept.	0.1	0.9	13.0
Exportations	août	10.3	-1.8	-8.5
Importations	août	26.2	-0.9	26.8
Solde commercial ($M)	août	-14061	-8910	-109499
Prix à la consommation	sept.	0.5	0.3	4.1
Prix à la production	août	0.3	0.0	1.9
Sal. horaires (privé)	sept.	-0.1	0.2	4.1
Emploi (millions)	sept.	-0.4	-0.3	4.2
Taux de chômage	sept.	7.5	7.5	7.8
Revenu personnel	Sept.	0.6	0.7	7.4
Crédit à la consommation	sept.	0.0	0.0	9.0
Masse monétaire - M1	sept.	0.2	-0.1	7.8
Masse monétaire - M2	sept.	0.4	0.4	8.8

1) Variation entre le mois mentionné et le mois précédent
2) Variation entre le mois précédent celui qui est indiqué, et le mois antérieur
3) Variation entre le mois indiqué et le même mois un an plus tôt

Source: Service des études économiques, Banque Nationale

Joignez-vous aux 222 000 lecteurs du journal

LES AFFAIRES

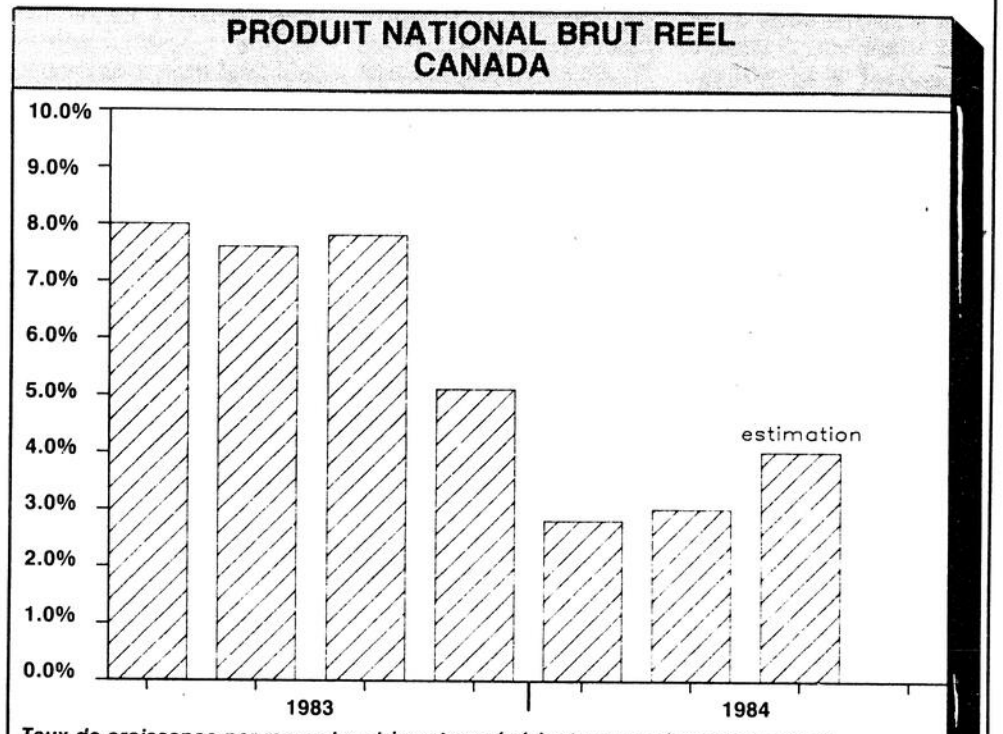
pour bâtir l'avenir économique du Québec

LE POULS DE L'ÉCONOMIE

Le PNB canadien devrait croître de 4 % au troisième trimestre

■ Bien que les résultats de la croissance de l'économie canadienne au troisième trimestre de cette année ne seront pas disponibles avant quelques semaines, le comportement de plusieurs indicateurs au cours des derniers mois laisse déjà présager un rythme d'expansion de l'économie un peu plus animé que celui qui a été observé au premier semestre de cette année.

Après avoir enregistré une croissance réelle annualisée de 2,8 % et de 3 % au premier et deuxième trimestre de 1984, le produit national brut canadien devrait afficher une augmentation d'environ 4 % au troisième trimestre.



Taux de croissance par rapport au trimestre précédent sur une base annuelle et désaisonnalisée.
Source: Statistique Canada
Estimation: Fiducie du Québec

Les entreprises

Le produit intérieur réel, qui est la mesure la plus globale de l'activité économique mensuelle, s'est accru de 1,4 % en juillet, ce qui est de loin la meilleure performance cette année. En juin, la variation avait été de +0,4 %. Aussi, la production industrielle a fait un gain spectaculaire de 3,5 % en juillet à la suite de deux hausses consécutives de 0,4 % en mai et juin. Il fallait donc s'attendre à une correction en août. C'est ce qui s'est produit et la production industrielle a baissé de 0,5 %.

Dans le secteur manufacturier, la production a diminué de 0,1 % en août, en dépit d'une croissance de 14,5 % dans le secteur automobile. En juillet, la production manufacturière s'était accrue de 3,9 %. Par ailleurs, la production minière qui avait augmenté de 7,1 % en juillet a baissé à 5,7 % en août. Bref, dans le secteur des biens durables, une hausse de 2,1 % a été observée en août, mais une réduction de 2,4 % a été enregistrée dans les biens non durables.

De plus, la croissance remarquable de 6,6 % en août dans les nouvelles commandes que les entreprises reçoivent, même si elle fait suite à une baisse révisée de 2,7 % en juillet, devrait assurer la poursuite de la progression de la production industrielle en septembre. C'est dans le secteur de l'équipement de transport, dont l'automobile constitue une part très importante, que les nouvelles commandes ont augmenté le plus en août.

Par ailleurs, une hausse de 3 % dans les livraisons des entreprises en août associée à l'absence de variation dans les stocks ont contribué à la diminution du rapport des stocks aux livraisons qui s'est situé à 1,66 en août, en comparaison de 1,70 en juillet.

Ce résultat révèle d'une part, que si les taux d'intérêt élevés incitent les manufacturiers à maintenir leurs stocks à un faible niveau, il rend plausible, d'autre part, la reconstitution des stocks au cours des prochains mois dans le but d'éviter de ne pouvoir satisfaire les nouvelles commandes.

Les ventes au détail ont connu une bonne performance en juillet, amorçant le troisième trimestre avec une hausse de 1,5 %, qui faisait suite à une augmentation de 0,8 % en juin. Toutefois, les consommateurs ont ralenti leurs dépenses en août, les ventes au détail diminuant de 1,3 %. Il est vrai que dans le secteur de l'automobile, plusieurs produits n'étaient plus disponibles à cette période de l'année, qui marque une transition entre les modèles 1984 et 1985.

Le revenu personnel disponible a monté de 3,8 % au deuxième trimestre, la première augmentation en trois trimestres; le taux de l'épargne personnelle s'est situé à 13 % du revenu personnel disponible, ce qui est confortable en comparaison de 11 % au premier trimestre; ces deux facteurs laissent entrevoir que les dépenses des consommateurs vont être plus fortes en septembre. C'est ce qui a été observé aux États-Unis, où les ventes au détail ont rebondi après deux mois de baisse.

Le déficit budgétaire US

■ Le gouvernement fédéral américain a enregistré un déficit budgétaire de 175,34 milliards de dollars pour l'année financière qui s'est terminée le 30 septembre 1984. Il s'agit d'une baisse de 20 milliards de dollars par rapport au déficit record de 195,35 milliards de dollars affiché pour l'année fiscale 1983.

Toutefois, le déficit de 1984 est un milliard $ plus élevé que la prévision de l'administration **Reagan,** qui l'avait estimé à 174,34 milliards. Les dépenses budgétaires ont atteint 841,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 5,8 %, alors que les revenus budgétaires se sont élevés à 666,46 milliards de dollars, en hausse de 11 % sur 1983.

Pour l'année financière 1985, qui a débuté le 1er octobre 1984, l'administration Reagan anticipe un taux de croissance de 10,5 % dans les dépenses, qui devraient dépasser alors les 930 milliards de dollars; les revenus sont estimés à 758 milliards de dollars, soit une augmentation de 13,7 %. Le solde budgétaire qui en résulterait est un déficit de 172,4 milliards de dollard, c'est-à-dire une réduction de 3 milliards par rapport au déficit de 1984.

REYNALD AUDET



Reynald Audet est économiste à la Fiducie du Québec

L'expansion de Andrès Wine passe par une réduction des taxes sur le vin p.38



La valeur de l'action de Rio Algoma pourrait monter de 50 % d'ici deux ans pp. 40-41

LOCATION A LONG TERME
TOUTES MARQUES
LOCATION D'AUTOS STE-THÉRÈSE
Claude Cournoyer:
430-8290

Pénurie de titres éligibles au REA

■ Les épargnants québécois risquent de plus en plus d'être confrontés à une pénurie de titres éligibles au REA.

La popularité du régime d'épargne-actions du Québec n'est plus à faire. En 1979, seulement 14 339 épargnants se prévalaient du programme. En 1982, ce nombre passait à 43 416. Mais, en 1983, l'intérêt des Québécois a littéralement explosé: 156 400 personnes auraient acheté des titres éligibles au REA.

Un retard considérable sur 1983

Malgré cette montée de la demande, l'offre, elle, se rétrécie. Les données les plus récentes indiquent que le montant des émissions d'actions d'entreprises autres que celles offrant un programme d'achat régulier est actuellement en retrait sur 1983.

Depuis le début de 1984, la valeur des actions émises ou à être émises d'ici peu (on se réfère ici aux émissions en cours du **Groupe Transcontinental G.T.C.**, de **Goodfellow, Biotech, Charan** et **Ciment St-Laurent**), totalise 170,8 millions de dollars environ. En 1983, 21 entreprises privées ont émis des actions pour une valeur de 244 millions de dollars. Ce dernier chiffre exclut au surcroît les émissions d'**Entreprises Bell Canada** et d'**Alcan,** qui ont totalisé près de 320 M$.

Si on incluait ces deux dernières émissions, nous ne sommes qu'à 30 % actuellement de la valeur totale de 564,2 M$ des émissions de 1983. Le retard est donc considérable.

On constate aussi que les montants des émissions sont généralement moindres cette année que ceux de l'année dernière. Il se peut également que le nombre d'entreprises québécoises ayant effectué ou devant faire une émission publique d'actions éligibles au REA soit plus faible cette année qu'en 1983. Jusqu'à maintenant, 16 entreprises ont émis ou sont sur le point d'émettre publiquement des actions éligibles au REA. En 1983, on en a eu 21.

Par ailleurs, les entreprises offrant un programme régulier d'achat d'actions admissibles au REA ont modifié les conditions de leurs programmes et les ont rendues moins intéressantes pour les investisseurs; la déduction fiscale permise n'est plus que de 75 % du montant investi en 1984 (sauf pour **Dominion Textile** qui demeure à 100 %) et ne sera que de 50 % en 1985, au lieu de 100 % en 1983.

Retrait de participants

D'autre part, on assiste présentement à une vague de coupures au niveau de ces programmes. La **Banque Nationale** a été l'une des premières à partir le bal. Elle a mis fin à l'été à son programme trimestriel d'achat d'actions pour une période d'au moins un an.

Depuis, plusieurs autres entreprises ont emboîté le pas. Récemment, **Québec Téléphone** annonçait le retrait de son programme d'achat d'actions éligibles au REA dès janvier 1985. Alcan a baissé pour sa part, le montant maximum trimestriel d'achat à 2 000 $, au lieu de 6 000 $.

En 1983, les huit entreprises offrant de tels programmes avaient émis pour 430 millions $. Or, les deux facteurs précités auront pour effet de priver les investisseurs de cette source non négligeable d'actions admises au REA.

CLAUDE CHIASSON

Régimes de réinvestissement de dividendes avec clause d'achat d'actions par versements en espèces facultatifs admissibles au REAQ

Compagnie (1)	Agent	Montant du versement facultatif par trimestre	Date limite de versement	Date limite de versement pour chaque trimestre non écoulé et pour participation au REAQ dans l'année courante
ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE (75 % déductible)	ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE Service aux actionnaires Casier postal 6077 Montréal, Québec H3C 3A7 Tél.: 848-8050	Max. 2 000 $ (1) Min. 50 $	Le 15ième jours de mars, juin, septembre et décembre.	Trimestres: - 15/09/1984 - 15/12/1984 REAQ 1984: - 15/12/1984
BANQUE DE MONTRÉAL (75 % déductible)	COMPAGNIE TRUST ROYAL Service aux sociétés 630 Dorchester ouest Montréal, Québec H3B 1S6 Tél.: 876-2738	Tout montant jusqu'à concurrence de 20 000 $ par année finissant le 31 oct.	Le 6ième jour ouvrable avant la date d'investissement qui sera le dernier jour ouvrable de chaque mois.	Trimestres: - N/A REAQ 1984: - 19/12/1984*
BANQUE ROYALE DU CANADA (75 % déductible)	COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST Service des transferts des valeurs mobilières B.P. 1900, Succ. B Montréal, Québec H3B 3L6 Tél.: 861-1131	Max. 7 000 $ Min. 300 $	Le jour ouvrable précédant la date d'investissement qui est le 24ième jour de chaque mois ou si le 24 n'est pas un jour ouvrable, la date d'investissement est avancée au 1er jour ouvrable précédent.	Trimestres: - 21/09/1984 - 23/10/1984 - 22/11/1984 - 21/12/1984 - 23/01/1985 - 21/02/1985 - 21/03/1985 - 23/04/1985 - 23/05/1985
ENTREPRISE BELL CANADA INC. (75 % déductible)	Le trésorier ENTREPRISES BELL CANADA INC. C.P. 6074 Station A Montréal, Québec H3C 3G4 Tél.: 394-7122	Tout montant jusqu'à concurrence de 20,000 $ par année finissant le 15 octobre.	Le jour ouvrable précédent la date d'investissement qui sera le 1er jour ouvrable suivant le 15ième jour de chaque mois.	Trimestres: - N/A REAQ 1984: - 14/12/1984
DOMINION TEXTILE INC. (100 % déductible)	COMPAGNIE TRUST ROYAL Service aux sociétés 630 Dorchester ouest Montréal, Québec H3B 1S6 Tél.: 876-7776	Max. 4 000 $	Le jour ouvrable précédant la date d'investissement qui sera le 21 du mois (ou 15 pour le mois de décembre) s'il s'agit d'un jour ouvrable sinon le 1er jour ouvrable suivant.	Trimestres: - 20/09/1984 REAQ 1984: - 14/12/1984
DOMTAR INC. (75 % déductible)	COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST Service des transferts B.P. 1900, Succ. B Montréal, Québec H3B 3L6 Tél.: 861-1131	Max. 4 000 $ Min. 50 $	Le jour précédant la date de versement d'un dividende. Les dividendes sont versés le 15ième jour de décembre, mars, juin et septembre.	Trimestres: - 14/09/1984 - 14/12/1984 REAQ 1984: - 14/12/1984

N.B. Les pourcentages de déduction valent pour 1984.
SOURCES: Bourse de Montréal, compagnies émettrices
TABLEAU: LES AFFAIRES

Cahiers spéciaux à venir dans LES AFFAIRES

■ **Le journal LES AFFAIRES publiera le 24 novembre un cahier spécial sur LES SOCIÉTÉS-CONSEILS.**

Comme l'an dernier, le journal publiera ses tableaux des principaux cabinets-conseils au Québec, avec le nombre de professionnels à leur emploi, le nombre d'associés et les revenus annuels, indiquant les champs de spécialités des cabinets, avec les coordonnées et les noms des personnes ressources.

On fera aussi la radiographie de certains cabinets dont le rôle est majeur dans l'activité économique du pays.

Date de tombée: 12 novembre

■ **Le journal LES AFFAIRES publiera le 15 décembre un cahier spécial sur L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS,** portant sur les communications, les médias et les relations publiques.

Préparé par Claude Piché, directeur des cahiers spéciaux, ce cahier, un événement annuel dans l'industrie, se divisera en plusieurs sections pour traiter de tous les secteurs des communications.

Il y sera question de la télévision et de son marché, de Vidéoway et des orientations futures de la câblodistribution, des parts du marché publicitaire pour les médias, de la presse quotidienne, hebdomadaire et spécialisée, du positionnement des firmes de relations publiques, du bilan du ministère québécois des communications à l'occasion de son 15ème anniversaire, etc.

Date de tombée: 3 décembre

Pour réserver vos espaces publicitaires, téléphonez, à Montréal, à Rosaire Mailloux, (514) 842-6491 et à Toronto, (416) 499-9348.

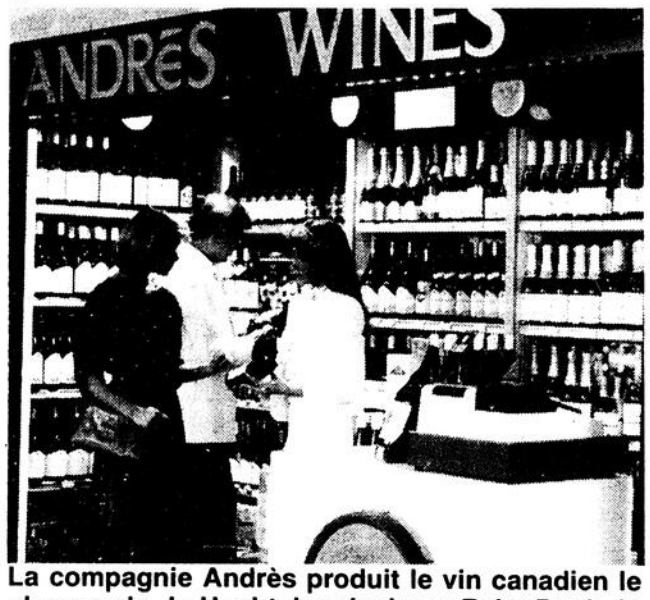
L'expansion d'Andrès Wines passe par la réduction des taxes sur le vin

■ La croissance future des bénéfices d'**Andrès Wines Ltd,** (20,50 $) est entre les mains du gouvernement ontarien selon M. **Philip Koven,** analyste financier chez **Midland Doherty.**

Une réduction des taxes qui rétablirait l'avantage de prix de la bouteille en faveur des vins canadiens permettrait à la compagnie de réaliser un bénéfice de 3,50 $ par action pour l'exercice se terminant le 31 mars 1986, estime M. Koven.

Pour se plier aux règles du commerce international stipulées dans les ententes du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) le gouvernement ontarien a dû abolir en septembre 1983 des redevances pour frais de manutention imposées sur les vins importés; ces redevances servaient à protéger l'industrie vinicole de la péninsule du Niagara.

À la suite de l'abolition de ces redevances, la part de marché des vins canadiens est tombée de 56 % du marché ontarien à 47 %. On comprend encore mieux l'impact de cette décision lorsque l'on sait que le marché ontarien représente 31 % du marché des vins canadiens consommés au Canada.



La compagnie Andrès produit le vin canadien le plus vendu, le Hochtaler ainsi que Baby Duck, le premier vin canadien à connaître une certaine notoriété nationale.

Andrès Wines serait le principal bénéficiaire d'une décision du gouvernement ontarien de rétablir l'avantage de prix en faveur des vins de l'Ontario car cette compagnie est le plus important producteur de vins canadiens; elle détient 23 % du marché national des vins canadiens.

Les ventes d'Andrès ont augmenté faiblement entre l'exercice 1983 et l'exercice terminé au 31 mars 1984, passant de 53,7 M$ à 54,4 M$. Les bénéfices ont cependant baissé, passant de 6,24 M$ pour l'exercice 1983 à 5,4 M$ pour l'exercice 1984, ou de 2,80 $ à 2,42 $ par action sur une base pleinement diluée.

"Cette baisse est principalement due à la compétition accrue tant des vins canadiens que des vins importés dans un marché stagnant. Les coûts d'exploitation reliés à la fabrication, aux ventes et à l'administration sont passés de 40,37 M$ en 1983 à 42,5 M$ en 1984", affirme M. Koven.

Les ventes globales de vin au Canada ne se sont accrues que de 0,73 % pendant les douze mois terminés le 31 mars dernier. La production de vins canadiens a diminué de 0,22 % pendant la même période alors que les ventes des vins importés se sont accrues de 1,65 %.

Les ventes de vins produits en Ontario ont reculé de 6,72 % dans cette province en raison de l'abolition des redevances pour manutention imposées sur les vins importés. Les ventes de vins importés se sont accrues de 4,08 %, toujours pour la période de douze mois terminée au 31 mars dernier.

La consommation de vin semble avoir atteint un plateau. La stratégie de marketing des producteurs est de mettre sur le marché des produits qui reflètent les modes qui influencent les consommateurs. Les producteurs peuvent augmenter leur part de marché en mettant sur le marché le produit approprié.

La compagnie Andrès produit le vin canadien le plus vendu, le **Hochtaler,** un vin blanc imitant tant par la forme de sa bouteille que par son goût des vins allemands. Fondée à Port Moody, Colombie Britannique, en 1961, Andrès n'a vraiment connu le succès que lors du lancement de son désormais célèbre **Baby Duck,** un vin mousseux et sucré qui fut le premier vin canadien à connaître une certaine notoriété nationale.

"Andrès est au fond une compagnie de marketing dont le produit est le vin", a expliqué M. Koven. Par conséquent, son succès est directement relié à sa capacité d'introduire de nouveaux produits susceptibles de maintenir et d'accroître sa part de marché dans un marché stagnant, selon lui. Parmi ces nouveaux produits, le **Domaine d'Or** semble offrir des possibilités intéressantes. Il s'agit d'un vin de table offert en bouteille d'un litre, tant dans le vin blanc que le vin rouge. Andrès a aussi lancé un champagne canadien, le **Richelieu,** préparé selon la méthode champenoise.

Pour profiter de la popularité des vins importés, Andrès importe elle-même des produits européens par le biais de trois agences, **Pelwin Agencies Ltd., Superior Wines Ltd.** et **Watleys Limited.** Parmi les vins qu'elle importe, notons la marque **Biancofiore,** un vin blanc italien et la marque **Pastorale,** deux vins de table, rouge et blanc, importés de France. La compagnie distribue aussi le **Cointreau** et le cognac **Bisquit.**

Andrès est récemment sorti vainqueur d'une compétition lors du Salon International des vins et spiritueux tenu le mois dernier à la Place Bonaventure à Montréal. La **Cuvée du Marché** a remporté le prix dans la catégorie des vins blancs secs obtenant la préférence des consommateurs lors des tests de dégustation. Dans la catégorie des vins mousseux secs, le **Faucon Noir** a été choisi comme le meilleur vin à la fois par les consommateurs et a reçu un prix d'excellence d'un jury international d'oenologues qui ont participé au Salon.

Recommandation

M. Koven croit que la récente démission du premier ministre ontarien, M. **Bill Davis,** risque de modifier l'échéancier concernant la diminution de taxes sur les vins canadiens. Puisque les possibilités de croissance du titre sont reliées selon lui à une éventuelle modification du régime fiscal des producteurs canadiens, il hésite à recommander l'achat du titre actuellement parce qu'il est impossible de prévoir quand surviendra cette modification fiscale.

"Je n'ai aucun doute que le gouvernement ontarien veut aider les producteurs de vins canadiens. Le fera-t-il immédiatement ou profitera-t-il de la prochaine élection provinciale pour en faire une promesse électorale? Je ne le sais pas", de dire M. Koven.

YVES BOURGET





Nouveau: Condos de vacances en temps partagé "time sharing"

À compter de 2,500$ Réseau R.C.I.

Hébergement pour jusqu'à 625 personnes
- Chambres d'hôtel entièrement rénovés en 1984.
- Villas spacieuses de 2, 3 et 4 c. à c. avec chacune sa salle de bains. Cuisine équipée, certaines avec foyer. Aussi studios & 2½ avec cuisinette.

PRIX SPÉCIAUX À LA SEMAINE

Piscine intérieure, bains sauna et tourbillon.
Tennis à volonté et gratuit (4 courts)
Gymnase, 20 salles et salons de travail et de détente, pour des groupes de 10 à 350 personnes.
Pratique du golf (driving range).
Equitation:
Chasse au faisan • tir-à-l'arc • chasse au sanglier • pêche à la truite • Vélos 12 vitesses en location.

Haute cuisine, diners dansants, piano bar, brunch musical tous les dimanches.

FORFAITS: (Exemples) ESCAPADE DE FIN DE SEMAINE: Vendredi souper dansant, samedi 3 repas, dimanche brunch, chambre, taxes et service 132.00$, journées supplémentaires 66$. Plan européen à compter de 30$* *Par personne, occupation double.

Visite gratuite du parc historique national Louis S. St-Laurent

URGENT: DEMANDEZ DÈS MAINTENANT LA BROCHURE DES FORFAITS 'PARTY DE NOËL'

HOTEL +++ Domaine Saint Laurent de Compton (Estrie) C P 180 J0B 1L0

Entre le mont Orford et le Vermont 20km au sud de Sherbrooke

RENSEIGNEMENTS:
EN DIRECT DE MONTRÉAL 397-9667
AUTRES RÉGIONS (819) 835-5464
Bureau d'affaires à Montréal: (514) 465-6564

Les fonds mutuels spécialisés dans le marché monétaire: une alternative aux placements à court terme

■ Les fonds mutuels spécialisés dans le marché monétaire permettent d'obtenir un rendement équivalent à celui des certificats de dépôt à court terme et de jouir d'une liquidité que l'on ne retrouve pas dans ces mêmes dépôts. C'est ce qu'a affirmé aux AFFAIRES Mme **Judith Kavanagh,** directrice des ventes, chez **Placements Geoffrion Leclerc.**

Ces fonds investissent les épargnes recueillies dans des instruments du marché monétaire tels que bons du Trésor, acceptations bancaires et papier commercial de haute qualité. On en retrouve actuellement trois au Canada, soit le **AGF Money Market Fund,** le **Bolton Tremblay Money Market Fund** et le **Industrial Cash Management.** Toutefois, ce dernier est tellement récent que l'on n'en connaît pas encore les modalités.

Les affirmations de Mme Kavanagh sont confirmées par les faits suivants:

1) le fonds AGF rapportait 10,82 % en date du 12 octobre 1984, le fonds Bolton Tremblay, 11,51 % et les certificats de dépôt de 90 jours, 11 % dans la plupart des institutions. Quant aux bons du trésor de 90 jours, ils rapportent 11,45 % ou mieux, dépendant des courtiers. (L'écart de rendement entre les deux fonds actuels se rétrécit lorsque l'on tient compte des frais à l'entrée de 0 à 2 % du montant investi chargés sur le fonds Bolton Tremblay).

2) Il n'y a pas de minimum sur les sommes pouvant être investies dans ces fonds, alors qu'il faut généralement investir au moins 5 000 $ pour se procurer un certificat de dépôt à court terme.

3) Il n'y a aucune pénalité en cas de retraite en ce qui concerne ces deux fonds, alors qu'une pénalité de 0,5 % à 2,5 % sur une base annuelle s'applique dans le cas des certificats de dépôt selon la hâtivité du retrait. Il y a une pénalité de 1 % sur une base annuelle lors d'un encaissement avant terme de bons du Trésor.

Le prix des unités est fixe, mais l'intérêt sur ces fonds est calculé quotidiennement et crédité mensuellement: il peut donc varier constamment. Dans le cas du fond AGF, il faut compter sept jours après la réception par les gestionnaires du fonds d'une confirmation écrite d'intention de retrait pour recouvrer son investissement. Quant au fonds Bolton Tremblay, un transfert de fonds peut être autorisé dans les trois jours en vertu d'un arrangement avec la **Banque de Montréal.**

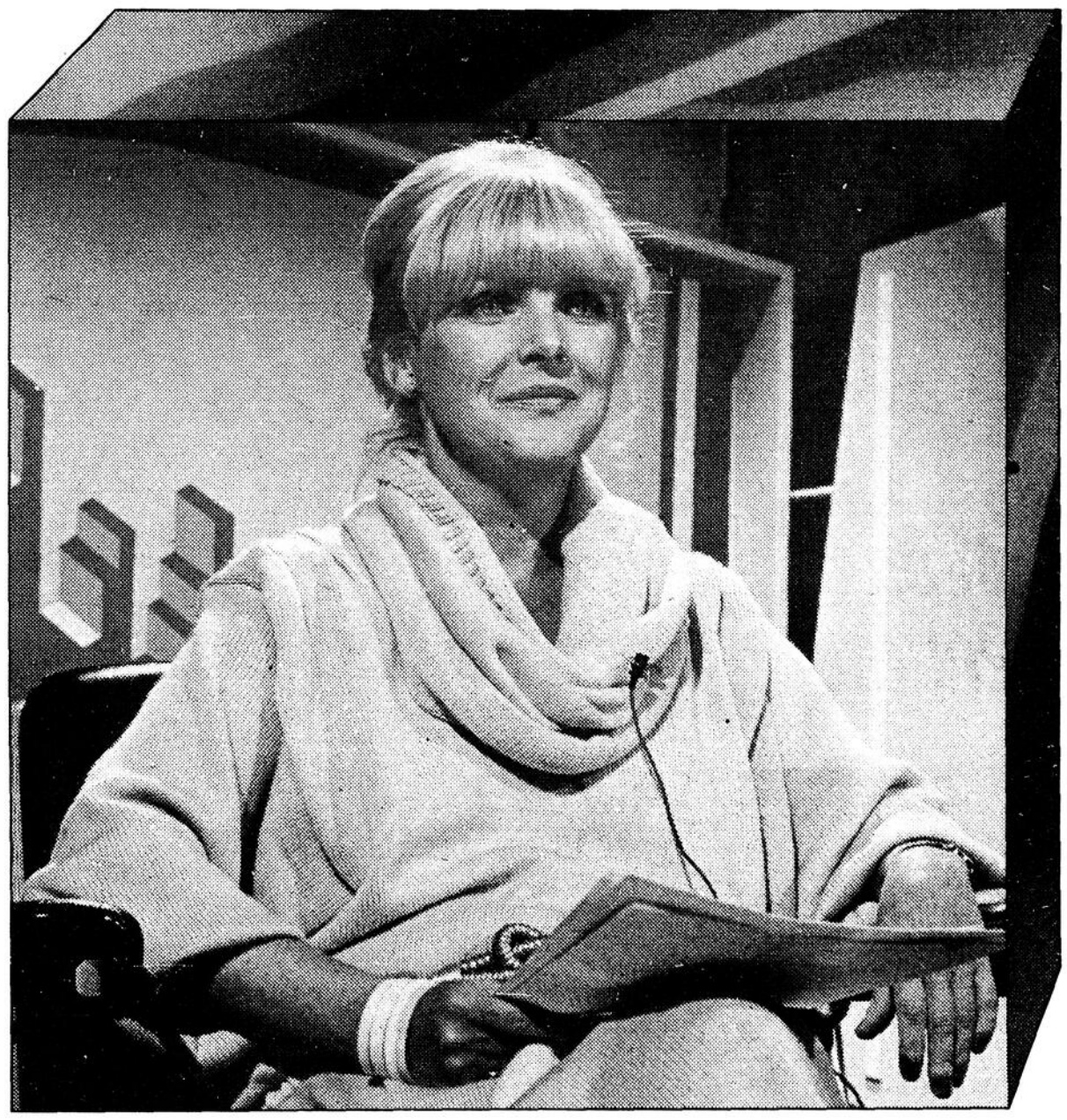
Toutefois, malgré les avantages conférés à ces deux fonds spécialisés, il existe actuellement un véhicule qui permet d'en surpasser le rendement: ce sont les bons du Trésor (voir Les Affaires, 18 août 1984). Cette situation temporaire est causée par le vent de dérèglementation qui souffle actuellement au Canada et qui amène les courtiers à offrir des bons du Trésor à des investisseurs disposant de moins de 100 000 $ (1 000 $, 5 000 $ ou 10 000 $ selon les courtiers), dans le but d'attirer chez eux des fonds qui autrement se retrouveraient dans une autre institution financière. Les bons du Trésor sont devenus pour les courtiers un outil de prospection, une sorte de "loss leader"; c'est pourquoi, la situation est considérée comme temporaire.

Il apparaît qu'actuellement le marché à court terme en est un d'acheteur. L'investisseur averti peut tirer avantage de cette situation en explorant les différentes avenues qui s'offrent à lui. Il devra négocier en fonction du montant à investir et tenir compte non seulement du taux offert, mais aussi des frais et des pénalités imposées pour un retrait avant échéance.

Au chapitre de la liquidité, les deux fonds mutuels sortent grand gagnants puisqu'ils représentent le seul instrument à court terme remboursable en tout temps sans pénalité.

JEAN-LUC GRAVEL
(collaboration spéciale)

Exporter le Canada



Exporter le Canada
Réussir sur les marchés internationaux, s'y tailler une place de choix, certains d'entre nous y parviennent. Comment? C'est ce que Charlotte Gobeil nous invite à découvrir, avec ses invités, des entrepreneurs canadiens dont le sens des affaires est indéniable. Michel Gaucher, président de Sofati est le premier invité de cette série de quatre émissions.
Dimanche à 15h30

La télévision de Radio-Canada
Vous méritez ce qu'il y a de mieux

Même si elle a connu une forte progression depuis la mi-juillet

La valeur de l'action de Rio Algom

■ L'action de **Rio Algom Ltd.** (TSE 19,875 $) pourrait s'apprécier de plus de 50 % au cours des prochains 24 mois si l'on se fie aux conclusions de MM. **Manford Mallory** et **Thomas Komlos,** deux analystes miniers de **Capital Group Securities Ltd.** et **Nesbitt Thomson Bongard** à Toronto.

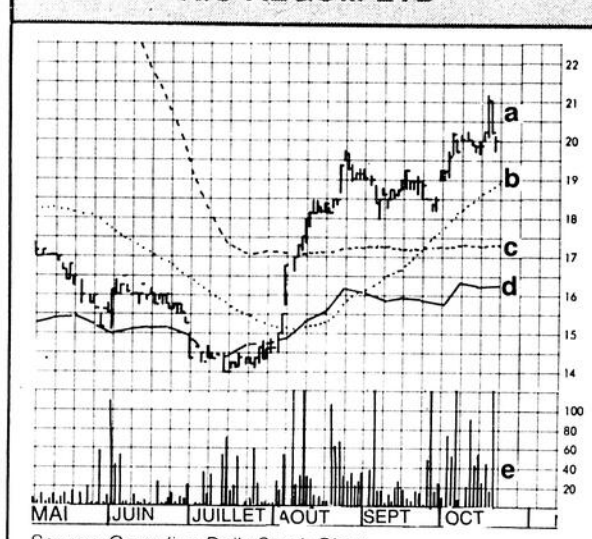
Ces prévisions ont été faites après que le titre minier se soit apprécié de 40 % depuis la mi-juillet, alors qu'il avait atteint son niveau le plus bas de l'année à 14,00 $.

''Nos prévisions de bénéfices suggèrent un prix cible de 30,00 $ au sommet du cycle du prix des métaux que nous prévoyons pour 1986 alors que la compagnie gagnerait 3,50 $ par action'', a affirmé M. Mallory aux AFFAIRES.

''De plus, Rio offre un rendement en dividende d'un peu plus que 2,5 % présentement; la compagnie n'a pas réduit son dividende durant la récession; elle l'a d'ailleurs augmenté de 10 % cette année et il pourrait être haussé de nouveau au printemps prochain'', a-t-il poursuivi.

''À son cours actuel, (M. Komlos a recommandé le titre alors qu'il ne se transigeait qu'à 19,25 $), le titre offre un taux composé de rendement annuel de 18,7 % sur deux ans, en incluant le dividende, ce qui amènerait le titre à un niveau conservateur de 25,75 $ en 1986'', a dit M. Komlos.

RIO ALGOM LTD



Source: Canadian Daily Stock Chart

En date du 18 octobre

N.B.: a- Courbe indiquant le haut et le bas du titre sur une base quotidienne.
b- Moyenne mobile des derniers 50 jours
c- Moyenne mobile des 200 derniers jours
d- Force relative du titre par rapport au TSE 300
e- Volume des transactions en milliers d'actions

''La rentabilité de la compagnie, telle que mesurée par le taux de rendement de l'actif moyen, sera d'un peu moins de 5 % cette année et l'an prochain. En dépit d'une amélioration des bénéfices, ce rendement demeure substantiellement inférieur aux sommets cycliques atteints en 1974 (9,87 %) et en 1979 (9,34 %).

''Par conséquent, Rio Algom a un potentiel de croissance du bénéfice par action considérable si les prix des métaux sont plus favorables que les chiffres utilisés pour nos projections de bénéfices: un rendement sûr de 9,61 % se traduirait par exemple par un bénéfice de 3,50 $ par action au lieu des 2,02 $ que je prévois maintenant pour l'exercice 1986'', a-t-il poursuivi.

Exception

Rio Algom demeure une exception parmi les compagnies minières puisqu'elle possède un ratio cours/bénéfices raisonnable (environ 12 fois les bénéfices prévus par les deux analystes pour l'exercice en cours) et un rendement de dividende. C'est aussi une des très rares compagnies minières cycliques à avoir traversé la récession sans avoir dilué son bénéfice par action en émettant de nouvelles actions.

Rio Algom est née de la fusion des mines d'uranium d'**Elliot Lake** et l'exploitation de ces mines procure encore la majorité du bénéfice d'exploitation et des fonds autogénérés de la compagnie.

Sur un profit d'exploitation de 83,6 M$ pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1983, 76,1 M$ provenaient de ce secteur; 1,5 M$ provenait des produits de l'acier et 6 M$ de sa participation de 68,1 % dans **Lornex,** qui exploite un gisement à ciel ouvert de cuivre et molybdène dans la région de Highland Valley en Colombie-Britannique. Lornex a une participation de 39 % dans la mine de charbon de Bulmoose dans le nord-est de cette province.

La compagnie exploite deux usines de produits d'acier spécialisés, à Tracy, au Québec et à Welland, en Ontario, qui portent le nom d'**Aciers Atlas;** elle vend ces produits par sa filiale, Alliages Atlas.

Uranium

''Rio Algom avait au premier janvier dernier des contrats pour la vente de 114,2 M de livres d'uranium entre cette année et l'an 2020. Cependant, le prix de l'uranium sera renégocié au début de l'année pour environ la moitié des livraisons annuelles. J'estime que Rio obtiendra 35 $US la livre en 1984 en moyenne à cause de contrats à long terme à des conditions favorables'', a expliqué M. Komlos.

M. Mallory croit que cette division devrait voir son bénéfice d'exploitation grimper en 1984 pour s'établir à 85,3 M$. Ces bénéfices demeureront stables pour les deux prochains exercices financiers évalue-t-il. ''Nous croyons que la compagnie va conserver ses contrats à long terme, en particulier celui avec **Hydro-Québec,** qui va générer des bénéfices substantiels pour Rio.

Acier

Rio a fait l'acquisition plus tôt cette année de **Vincent Brass and Aluminium Company** à un coût de 47 M$US; cette compagnie avait réalisé des ventes de 145 M$US en 1983 et devrait contribuer 8 M$CA au bénéfice d'exploitation du groupe de l'acier cette année, a dit M. Mallory.

M. Komlos a précisé que cette acquisition doublerait la capacité de distribution de produits métalliques de Rio dans le très important marché américain. ''Cependant, ce secteur est très fortement influencé par le cycle des biens d'équipement et au cours des années passées, en dépit de fortes ventes (333,6 M$ en 1983), la rentabilité de Vincent Brass a été très volatile en raison de la forte compétition'', a-t-il prévenu.

Mines

Une augmentation du prix du cuivre de 0,60 $US à 0,07 $US la livre pourrait faire passer le bénéfice par action prévu de Lornex de 0,15 $ à 1,75 $ en 1985, a calculé M. Mallory. Il croit que Lornex contribuera 7 M$ au bénéfice d'exploitation de 114,3 M$ qu'il prévoit pour Rio Algom pour l'exercice en cours.

La mise en exploitation de la mine d'étain d'East Kemptville, en Nouvelle-Écosse, qui sera la seule mine de ce type en Amérique du Nord, permettra de produire 10 M de livres d'étain par année. M. Mallory estime que cette exploitation contribuera 0,40 $ par action au bénéfice de 3,40 $ qu'il prévoit pour 1986.

Performance

De 1974 à 1983, les actifs de Rio Algom se sont accrus à un rythme annuel composé de 14,4 %. ''Une proportion importante de cette croissance a été financée par les fonds autogénérés de Rio. L'avoir des actionnaires ordinaires s'est accru à un taux annuel composé de 10,1 % alors que le nombre d'actions ordinaires s'est accru de 10,9 % pendant la période'', a expliqué M. Komlos.

''Des fonds autogénérés de plus de 178 M$ par année durant la période 1984-86 devraient être suffisants pour financer les dépenses d'immobilisations de la compagnie et lui permettre d'augmenter son dividende ou de renforcer davantage sa forte position financière'', a-t-il conclu.

Les ventes du premier semestre du présent exercice se sont accrues de 46,3 % à 581,5 M$, alors que le bénéfice net a augmenté de 54,2 % à 37,2 M$ ou 0,83 $ par action au regard de la même période de l'exercice précédent.

''Pour la décennie terminée le 31 décembre dernier, Rio s'est transigé entre 0,98 et 1,54 fois (en moyenne) sa valeur au livre de la fin de l'exercice.

→

GEST-ACCOR

UN POUVOIR D'ACHAT

Gest electronics

AUGMENTEZ vos REVENUS

EN JOIGNANT

GEST-ACCOR

UN GROUPEMENT CANADIEN AVEC PLUS DE 650 MARCHANDS ASSOCIÉS

PROFITEZ DE CES AVANTAGES...

- COTISATION ANNUELLE SEULEMENT
- PAS DE RETENU SUR VOS FACTURES
- SERVICE DE CONSULTATION PAR DES EXPERTS
- ASSURANCE-GROUPE... BULLETINS INTERNES
- MARCHANDISES EXCLUSIVES, etc... etc...

☐ Branches: TORONTO — SASKATCHEWAN — VANCOUVER, B.C.

Adressez-vous à:

491 Lebeau Blvd.
Ville St-Laurent
H4N 1S2
Tél.: (514) 332-3954

pourrait monter de 50 % d'ici deux ans

Si l'on applique ce ratio à la valeur au livre du plus récent exercice (11,90 $), le titre devrait se transiger entre 11,63 $ et 18,38 $ cette année. (Il a déjà atteint 21,00 $ au cours de sa récente remontée.)

Cependant, en fonction de nos prévisions de bénéfices et de la solide position financière de la compagnie, le ratio prévisible pour 1986 devrait être au moins égal au niveau qu'il avait atteint en 1983, soit 1,86 fois la valeur au livre, ce qui permet de projeter un prix cible conservateur de 25,75 $'', a conclu M. Komlos.

YVES BOURGET

TEXACO CANADA INC.
PAIEMENT DE DIVIDENDE

Dividende d'Actions Ordinaires No. 184

Le conseil d'administration de Texaco Canada Inc., a déclaré un dividende trimestriel de trente cents (30¢) par action, sur les actions ordinaires de la Corporation, en circulation. Le dividende devient payable le 3 decembre, 1984 aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 13 novembre, 1984.

Par ordre du conseil
Ernest J. Little
Secrétaire général

Don Mills, Ontario
Le 19 octobre, 1984

Nominations



Paul Curzi

Monsieur Jean La Couture, président et les associés de Mallette, Major, Martin, conseillers en administration, ont le plaisir d'annoncer que monsieur Paul Curzi s'est joint au groupe à titre de conseiller principal en relations humaines.

Monsieur Curzi détient une maîtrise en relations industrielles et est membre et administrateur de la Corporation des conseillers en relations industrielles du Québec.

Mallette, Major, Martin, fait partie intégrante de Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés, comptables agréés et offre une gamme complète de services en gestion, comprenant la planification stratégique et le diagnostic d'entreprises, le financement et les subventions, le marketing, la productivité, l'économie, les systèmes d'information de gestion, la gestion des ressources humaines, l'assistance à la constitution de conseils d'administration, l'évaluation d'entreprises, le redressement d'entreprises, l'achat, la vente et la fusion d'entreprises et la consultation internationale.

Mallette, Major, Martin a des bureaux à Montréal, Longueuil, Québec, Sherbrooke et Rimouski.

Mallette Major Martin
Conseillers en administration

ÉPARGNEZ 2 $ EN ACHETANT VOS BILLETS DÈS MAINTENANT À VOTRE CAISSE POPULAIRE OU BANQUE NATIONALE PARTICIPANTE

Bientôt, 57%* des nouveaux actionnaires seront DES FEMMES.

*Selon une enquête réalisée aux États-Unis par Coopers Lybrand

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

présentent

SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

5000$ D'ACTIONS À GAGNER
PARTICIPEZ AU CONCOURS DE L'ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC



★ Investissez à la bourse
★ Régimes d'épargne-action, épargne-retraite
★ Conseils gratuits des C.A. avocats et notaires
★ Négociez votre hypothèque
★ Conférences et ateliers

LE SOLEIL

AUBERGE DES GOUVERNEURS

N'oubliez pas, UNE PERSONNE AVERTIE EN VAUT DEUX!

CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS - QUÉBEC
7 au 11 NOVEMBRE

Elles offrent un dividende intéressant pendant la période de détention

Les actions privilégiées convertibles:

■ "Les actions privilégiées convertibles offrent la possibilité d'investir dans les actions ordinaires d'une compagnie, mais en obtenant un dividende plus intéressant pendant la période de détention des titres."

C'est en ces termes que M. **Doug Berry,** représentant institutionnel et spécialiste des actions privilégiées chez **Nesbitt Thomson Bongard** à Montréal, a expliqué pourquoi ces titres hybrides sont attrayants pour les investisseurs.

"Un investisseur désirant obtenir les actions privilégiées convertibles d'une compagnie doit d'abord avoir conclu qu'il croit que l'action ordinaire de cette compagnie serait aussi un achat", a affirmé Mme **Margaret McLellan,** qui occupe des fonctions similaires chez **McLeod Young Weir,** à Toronto.

Les actions privilégiées convertibles offrent à l'investisseur la possibilité de convertir ces titres en actions ordinaires de la même compagnie, selon des modalités établies dans le prospectus lors de leur émission originale. Le taux de rendement sur ces titres est, du moins à l'émission, supérieur au rendement en dividende d'une action ordinaire, mais inférieur à celui offert sur une action privilégiée sans privilège de conversion.

Le rendement inférieur des actions privilégiées convertibles est justifié par la possibilité de gain en capital qu'il est possible de réaliser, précisément en raison de leur convertibilité en actions ordinaires; l'action privilégiée convertible suit en effet les fluctuations, tant à la hausse qu'à la baisse, de l'action ordinaire.

"L'action privilégiée convertible pourra participer dans une proportion pouvant aller jusqu'à 90 % d'un mouvement à la hausse de l'action ordinaire qui la sous-tend, mais elle sera protégée jusqu'à un certain point d'un mouvement à la baisse à cause de son dividende supérieur", a précisé M. Berry.

Méthode d'analyse

La question qui se pose, une fois prise la décision d'investir dans les titres d'une compagnie, est de savoir si c'est l'action ordinaire ou l'action privilégiée convertible qui offre la meilleure valeur relative. À cet égard, tant Mme MacLellan que M. Berry sont d'accord pour affirmer que le délai de récupération (payback period) de la prime est de loin le premier critère de choix.

Pour bien comprendre l'importance de ce délai, il faut d'abord comprendre ce qu'est la prime: c'est le monant additionnel que l'investisseur doit débourser pour le dividende supérieur qu'il reçoit sur l'action privilégiée. En termes absolus, cette prime se calcule de la manière suivante: (le prix de l'action privilégiée / nombre d'actions ordinaires pour chaque action

→

ANDRÉ THÉORET C.T.,G.F.

sélection de personnel
expert en faux et
langues étrangères
GRAPHOLOGUE

biorytme **analyse**
esquisse **portrait**

du lundi au vendredi
de 10h à 20h (514) 525-4822

une équipe dynamique
experts et diplômés d'université

LE DR. DENIS LAROSE
spécialiste en cardiologie
annonce l'ouverture
d'un cabinet de
CARDIOLOGIE
à **HULL, QUÉ.** (Ottawa)
4 Taschereau, suite 535, J8Y 2V5
819-776-2675

11 3/4 % DÉPÔTS À TERME
intérêt annuel pour une durée de 1 an

12 1/4 % DÉPÔTS À TERME
intérêt annuel pour une durée de 3 ans

TAUX D'INTÉRÊT DISPONIBLES SUR COURTE & LONGUE ÉCHÉANCE

Appelez:
Service aux investisseurs.
(514) 866-1071

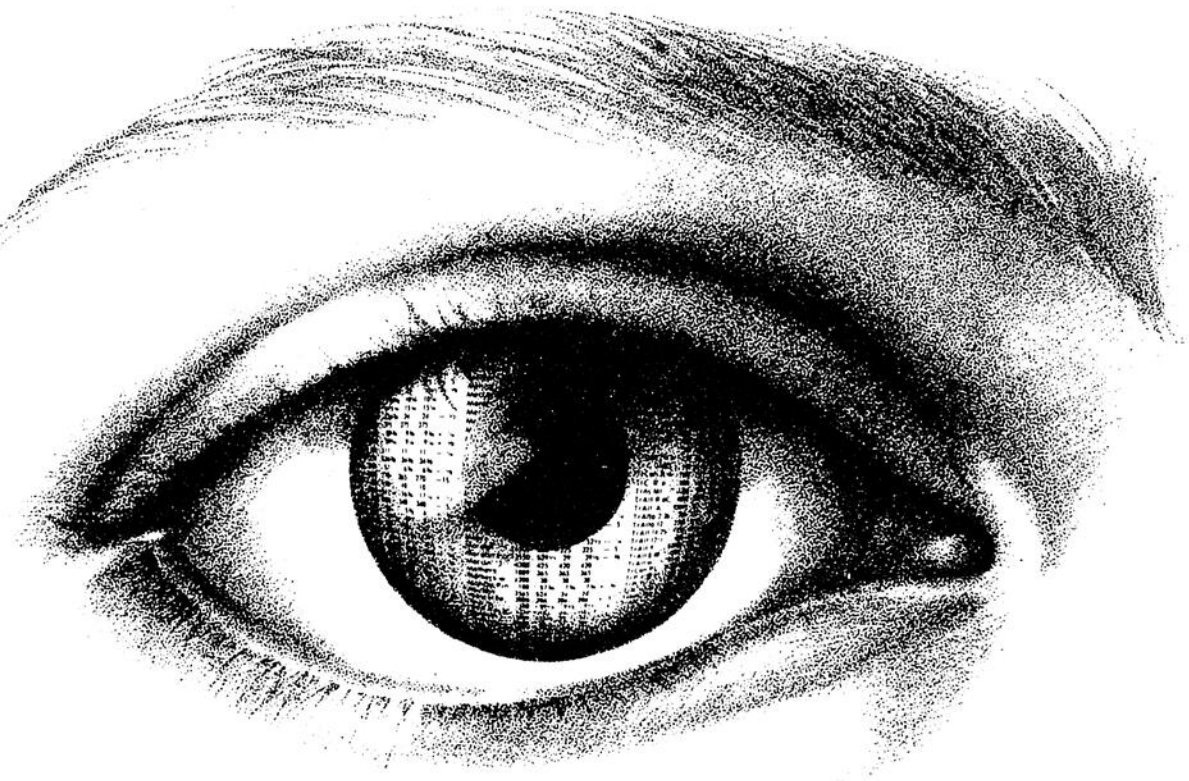
Appelez:
J. Albert Gagnon,
C.G.A. représentant
(418) 692-1874

Ou votre courtier en placement

Compagnie de
Placements Hypothécaires
Morguard
du Canada

5, Place Ville Marie, Suite 1234, Montréal, Québec H3B 2G2
888, rue St-Jean, Suite 308, Québec, P.Q. G1R 5H6

Membre de la Société d'Assurance Dépôts du Canada & Inscrite à la Régie d'Assurance Dépôts du Québec
Taux sujets à changements



UN REGARD NEUF SUR LES AFFAIRES.

Avec la publication récente du Devoir économique – un nouveau cahier exceptionnel réalisé par une nouvelle équipe de journalistes chevronnés – le journal Le Devoir vient combler un manque et devient le seul quotidien à offrir un contenu économique et financier exhaustif.

Cotes boursières américaines et canadiennes, indice général individuel, taux d'escompte, devises étrangères, performance du dollar et des métaux, marché des options, contrats à terme, fonds mutuels, mercuriale, évaluation de la performance dans chacun des secteurs, statistiques économiques, nouvelles des compagnies, résultats financiers, nouvelles émissions, avis de dividendes, conjoncture économique nationale et internationale, graphiques, analyses...

Tout y est! À tous les jours! Dans une mise en page intelligente, spécialement structurée pour un maximum d'efficacité et un minimum de temps de lecture.

Le Devoir, c'est aussi un regard franc sur le monde politique, social et culturel.

Abonnez-vous!

LE DEVOIR
ESSENTIEL!

des titres

rendement supérieur aux actions ordinaires

privilégiée moins le prix de l'action ordinaire).

En pourcentage, cette prime est égale à la prime en dollars absolus divisée par le prix de l'action ordinaire.

Le délai de récupération correspond donc au nombre d'années requises pour que le dividende supérieur de l'action privilégiée compense la ''prime'', c'est-à-dire le montant additionnel que l'investisseur a déboursé pour obtenir ce dividende supérieur. Pour calculer ce délai, on utilise la formule suivante: Prime en pourcentage / (rendement de l'action privilégiée moins le rendement de l'action ordinaire).

Les actions privilégiées convertibles sont émises avec une clause de rachat: la compagnie émettrice peut à une date précise racheter les actions privilégiées à un prix déterminé dans le prospectus.

''Pour que je choisisse l'action convertible plutôt que l'action ordinaire, il faut que le délai de récupération soit inférieur à la première date de rachat possible car autrement, l'investisseur risque de voir le titre racheté par la compagnie avant d'avoir pu récupérer la prime qu'il a dû payer pour recevoir le dividende supérieur de l'action convertible'', a expliqué M. Berry.

Mme MacLellan et M. Berry ajoutent ensuite un deuxième critère pour choisir entre l'action privilégiée et l'action ordinaire d'une compagnie. Règle générale, la prime mentionnée ci-haut ne doit pas être supérieure à 20 %. Il ne faut pas payer trop cher ce dividende supérieur que procure l'action privilégiée convertible.

Troisièmement, l'écart entre le dividende sur l'action ordinaire et celui sur l'action privilégiée doit être substantiel: le rendement doit être d'au moins 20 % supérieur au rendement de l'action ordinaire pour M. Berry. Mme MacLellan croit qu'une marge de 100 points de base (1 %) en faveur de l'action privilégiée est le minimum acceptable. M. **Larry Conn,** de **Capital Group Securities** préfère 200 points de base.

M. Berry ajoute qu'idéalement, l'action privilégiée convertible devrait se transiger à un prix inférieur à l'éventuel prix de rachat mentionné plus haut: ''c'est une protection au cas où le titre se transigerait à un cours substantiellement inférieur à ce cours de rachat et que la compagnie voudrait quand même retirer l'émission'', a-t-il dit.

Quand convertir

Il faut convertir lorsque le dividende (pour un nombre équivalent d'actions ordinaires) sur l'action privilégiée est inférieur à celui de l'action ordinaire.

''Par exemple, l'action privilégiée convertible de la série H de **Bell Canada** est convertible en une action ordinaire de Bell Canada. Or, le dividende annuel de l'action ordinaire est de 2,18 $ alors qu'il n'est plus que de 2,05 $ pour l'action privilégiée. À moins que vous ne prévoyez que Bell réduise son dividende sur l'action ordinaire, vous devez convertir l'action privilégiée (dont le dividende est fixe).

Vous devez convertir en actions ordinaires lorsque la compagnie signifie son intention de racheter l'action privilégiée et que le cours de cette action est bien au-dessus du prix auquel la compagnie rachètera le titre.

Ainsi, l'investisseur qui aurait acheté l'action privilégiée convertible de série A 13 % de **Husky Oil** à 25,00 $ à son émission aura tout intérêt à convertir son action en quatre actions ordinaires avant le 1er juillet 1985 si le cours actuel de l'action ordinaire se maintient d'ici là.

En effet, à cette date, Husky aura le droit de racheter cette action privilégiée pour 28,00 $ alors que son cours actuel est de 47,25 $ (22 octobre). De cette manière, l'investisseur obtiendra 4 actions ordinaires de Husky, dont le cours est de 11,50 $, soit une valeur de 46,00 $ plutôt que 28 $.

Sélection de titres

Le premier choix de M. Berry se porte sur l'action privilégiée convertible de **Norcen,** 7,75 %, parce que le délai de récupération de la prime n'est que de 3,77 années et que l'action n'est rachetable qu'au 1er décembre 1988, sauf si elle se transige au-delà de 24,38 $ pendant 20 jours ouvrables après le 1er décembre 1986; l'action privilégiée est alors rachetable à 26,00 $. ''À son cours actuel, le titre se transige en-deçà de sa valeur de rachat'', un critère que M. Berry considère une protection additionnelle.

Il aime ensuite **Bow Valley Industries,** 2,00 $ US, dont le délai de récupération de la prime est de 2,85 années et la prime de 19,98 %, un écart de rendement de 7,01 % en faveur de l'action privilégiée et dont le premier rachat ne peut se produire théoriquement que le 1er décembre 1985 si l'action ordinaire se transige au-delà de 26,875 $ pendant un délai de 30 jours ouvrables.

Mme MacLellan préfère l'action privilégiée de Bell Canada, série J, 2,70 $, (TSE 35,50 $), avec un délai de récupération de 2,51 années alors que l'action n'est rachetable par la compagnie qu'au 15 mars 1988. Le rendement sur l'action privilégiée est de 7,61 % alors que le rendement de l'action ordinaire est de 6,34 % (à un prix de 34,375 $).

Elle recommande aussi l'émission de Husky Oil cité en exemple plus haut, parce que le délai de récupération est de 0,47 années alors que le rachat le plus rapprochée est le 1er juillet 1985.

M. Conn recommande aussi l'achat de Bell Canada série J, et de Husky Oil; pour ceux qui croit que les magasins à rayons vont reprendre des couleurs avec la venue des fêtes, il suggère l'action privilégiée de la **Baie d'Hudson,** série F (TSE 26,75 $ avec un rendement de 8,4 %, un écart de rendement de 5,86 %, une prime de 15,71 % et un délai de récupération de 2 ans et demi alors que la première date de rachat n'est qu'en avril 1988.

YVES BOURGET

Cette annonce ne doit en aucune façon être interprétée comme une offre des titres mentionnés ci-dessous dans une province quelconque du Canada. L'offre ne pourra se faire qu'après acceptation par la commission des valeurs mobilières ou de toute autre autorité similaire de la province considérée. L'offre ne peut se faire qu'au moyen du prospectus que l'on peut se procurer chez les courtiers mentionnés ci-dessous ou chez d'autres courtiers, habilités à le faire dans la province considérée.

Nouvelle émission

$100,000,000

CN

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Débentures 13% échéant le 15 novembre 2004

Date d'émission le 15 novembre 1984

Prix: 100 et l'intérêt couru, le cas échéant

McLeod Young Weir Limitée		Richardson Greenshields du Canada Limitée	
Wood Gundy Inc.	Geoffrion, Leclerc Inc.	Pemberton Houston Willoughby Incorporated	Lévesque, Beaubien Inc.
Dominion Securities Pitfield Limitée	Burns Fry Limitée	Nesbitt Thomson Bongard Inc.	Merrill Lynch Canada Inc.
Midland Doherty Limitée	Walwyn Stodgell Cochran Murray Limitée	Bell Gouinlock Limitée	Société de courtage Bache Inc.
Molson Rousseau Inc.	Scotia Bond Company Limited	Tassé & Associés, Limitée	Brault, Guy, O'Brien Inc.
Burgess Graham Securities Limited	Casgrain & Compagnie Limitée	Corporation Gordon Capital	F.H. Deacon, Hodgson Inc.
McNeil, Mantha, Inc.	Moss, Lawson & Co. Limited	Peters & Co. Limited	Yorkton Securities Inc.

Octobre 1984

PROPRIÉTAIRES DE

BOUTIQUES DE jeans et mode UNISEXE

Si vous désirez augmenter votre rentabilité, joignez-vous à un groupe de marchands agressifs tels: ZABÉ-CHICAGO, JEANS LIB, L'ENSEMBLIER, VAGABOND, JEANS PLUS, BARON II, JEANS + J.P., etc. qui jouissent déjà de conditions avantageuses sans avoir perdu leur identité.

Nous recherchons des membres dans les régions suivantes: Outaouais, Laurentides, Montréal, Abitibi et Beauce.

Renseignements: GROUPEMENT MODACTION

969, Route de l'Église
Bureau 300, Sainte-Foy,
Qué. G1V 3V4

Lise Cardinal, Directeur exécutif
Tél.: (418) 653-1443

VOTRE IMPÔT

Il est possible d'échapper aux griffes du fisc...

■ Traumatisés par l'omniprésence du fisc qu'ils sont venus à considérer comme le partenaire malvenu de toutes leurs affaires, plusieurs sont convaincus qu'il est tout à fait impossible qu'on puisse recevoir un montant qui ne soit pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

Si vous leur faites remarquer que celui qui reçoit un héritage ou un don n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu, ils vous rétorqueront que le fisc prélève quant même son tribut. Au Québec, au décès d'un contribubable, les droits successoraux québécois s'ajoutent aux impôts sur le revenu tant fédéral que provincial entraînés par la disposition présumée de tous ses biens immédiatement avant son décès.

Chez nous, si les dons sont effectivement reçus en franchise par le donataire, ils entraînent un impôt sur les dons pour le donateur. Non, affirment-ils, on ne sort jamais indemne des griffes du fisc. On y laisse toujours des plumes

L'affaire Cranswick

Pourtant, en 1982, deux contribuables qui avaient reçu des montants que le fisc, fidèle à son habitude de ne rien laisser échapper, avait cotisés furent complètement absous par les tribunaux. La première de ces affaires est une décision de la Cour d'appel fédérale, **La Reine c. Cranswick** rendue par le juge **Le Dain.** Cranswick détenait 640 actions de **Westinghouse Canada Ltd.** dont l'actionnaire principal est **Westinghouse Electric Corporation.**

En 1976, Westinghouse Canada Ltd accepta de vendre son entreprise d'appareils ménagers pour un prix substantiellement moins élevé que celui précédemment négocié avec **White Consolidated Industries. Inc.** dans le cadre d'une transaction déjà empêchée par FIRA. Afin de mettre les actionnaires minoritaires de Westinghouse Canada Ltd dans la même situation où ils auraient été si l'offre de White Consolidated Industries Inc. avait pu être acceptée, Westinghouse Electric Corporation leur offrait d'acheter leurs actions pour 26 $ ou de leur payer 3,35 $ par action.

Cranswick opta pour la seconde option et reçut 2 144 $ pour ses 640 actions de Westinghouse Canada Ltd. Cranswick omit d'inclure cette somme dans son revenu et le ministère le cotisa. La Cour d'appel fédérale statua que Cranswick n'avait pas à inclure le montant reçu dans son revenu puisqu'il ne s'agissait pas d'un revenu provenant d'une source.

La cour affirma que chacun des facteurs suivants avait contribué à l'amener à rendre une décision favorable à Cranswick mais qu'aucun d'eux n'était décisif en soit.

- Cranswick n'avait aucun droit acquis de quelque sorte que ce soit à recevoir un tel paiement.
- Cranswick n'avait entrepris aucune démarche ni sollicité qui que ce soit dans le but de réclamer le paiement.
- Cranswick n'avait fait aucun effort pour obtenir le paiement.
- Ce paiement ne comportait aucun élément de répétition prévisible.
- Le paiement ne constituait pas une source de revenu usuelle pour Cranswick.
- Ce même paiement ne se rapportait à aucun bien, service ou toute autre chose qui aurait pu être fourni par Cranswick au payeur.

Somme toute, Cranswick n'avait pas gagné le montant qu'il avait reçu de Westinghouse Electric Corporation de quelque façon que ce soit.

Le juge Le Dain affirma qu'en l'absence d'une disposition statutaire qui étendrait le concept de revenu provenant d'une source spécifique, le revenu provenant d'une source de revenu ne peut être que ce qui est ordinairement produit par celle-ci ou qui en découle comme rendement prévisible. Le revenu qui découle ordinairement de la détention des actions d'une compagnie est le dividende versé aux actionnaires.

Le paiement fait par Westinghouse Electric Corporation à Cranswick était tout à fait inattendu et inhabituel. Personne n'aurait pu prévoir qu'un tel paiement découlerait de la détention par Cranswick des actions de Westinghouse Canada Ltd. Ce paiement provenait d'une source de laquelle le contribuable ne pouvait s'attendre à recevoir quelque revenu que ce soit provenant de ses actions.

Pour la Cour d'appel fédérale, le paiement reçu par Cranswick constituait un paiement inattendu (windfall) non imposable.

Dans l'affaire **Murray McMillan c. le Ministère du revenu national,** une décision de 1982 de la Commisison de révision de l'impôt (aujourd'hui la Cour des impôts), McMillan s'en est tiré à aussi bon compte. McMillan, un courtier d'assurance licencié, reçut au cours des années 1976, 1977 et 1978, un paiement annuel de 5 000 $ de **Marsh & Mc Lennan,** une entreprise de courtage d'assurance qui gérait les assurances de **Canada Life,** une compagnie dont l'employeur de McMillan avait une partie des affaires jusqu'en 1976.

Ces paiements annuels avaient été effectués par Marsh & McLennan sans que McMillan n'ait rendu quelque service que ce soit. Ils découlaient de l'inquiétude que Canada Life avait exprimé à Marsh & McLennan quant à l'impact que la perte de leurs affaires pour son employeur pouvait avoir pour McMillan.

Comme le juge Le Dain l'a fait la même année dans l'affaire Cranswick, le commissaire **Tremblay** statua que les paiements reçus par McMillan constituaient des paiements inattendus (windfall) non imposables. Si on se défend, on peut donc sortir indemne des griffes du fisc dans certaines circonstances.

Qui plus est, dans son bulletin d'interprétation IT-182, Revenu Canada Impôt reconnaît que les sommes versées aux contribuables lors d'un désastre naturel (inondation, gelée, explosion ou autre) dans le cadre d'un programme de paiement volontaire auquel le contribuable n'a aucun droit acquis ne constituent pas du revenu.

ROBERT RIVARD



Robert Rivard, avocat, M. Fisc, c.a. est de l'étude Ogilvy, Renault.

BOURSE DE MONTRÉAL
Nouvelle inscription

ACTIONS ■ OPTIONS SUR ACTIONS ■ SUR OBLIGATIONS ■ SUR L'OR
SUR DEVISES ■ CERTIFICATS D'OR ET D'ARGENT ■ ACTIONS ■ OPTI

CHN
CHN. Wt

Les Industries Charan Inc.

L'inscription d'un titre à la cote de la Bourse de Montréal assure une présence dans les médias au Canada.

Par l'entremise de ses filiales, la société offre des produits qui visent en premier lieu le marché comprenant les nourrissons jusqu'aux enfants âgés de 10 ans.

NOUVELLES ÉMISSIONS

N.D.L.R. Le journal LES AFFAIRES publie sous cette rubrique une brève description des plus récentes émissions de titres qui sont offerts sur le marché québécois.

ABRIS FISCAUX

Régime d'épargne-actions

Émission la plus récente

• **Les Entreprises Hartco Inc.:** émission de 7 M$ environ d'actions ordinaires éligibles à la déduction de 150 % du REA. Mandataire: Dominion Securities Pitfield. Hartco regroupe les magasins d'ordinateurs **Compucentre.** 44 magasins du genre composent le réseau de distribution d'Hartco à travers le Canada. Certains magasins Compucentre sont exploités par des franchisés. Par l'entremise d'une filiale, Hartco exploite également 15 magasins à rayons de petite taille situées au Québec.

Autres émissions en cours

• **Ciment St-Laurent Inc.:** émission d'actions ordinaires éligibles à la déduction de 75 % du REA. Montant de 24 M$, dont 10 M$ destinés au public. Mandataires: Lévesque Beaubien, Dominion Securities Pitfield.

• **Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée:** émission de 10 millions $ environ d'actions ordinaires éligibles à la déduction de 150 % au REA. Mandataires: Lévesque, Beaubien Inc. et McLeod Young Weir Ld. Prix des actions: 8,75 $.

• **Good Fellow:** émission de 5,25 M$ d'actions éligibles à la déduction de 150 % au REA. Mandataire: McNeil Mantha.

• **Biotech Electronics Ltd.:** émission de 5 à 7 M$ éligible à la déduction de 150 % au REA. Mandataire: Midland Doherty.

• **FCA International Ltée:** émission de 12,5 M$ d'actions ordinaires éligibles à la déduction de 100 % au REA. Mandataires: Dominion Securities et Richardson Greenshields.

Sociétés en commandite

Émission la plus récente

• **Société en commandite de Cellulose Tembec:** 30 000 parts de 1 000 $ chacune échangeables entre le 01/04/87 et 30/06/89 en actions ordinaires de classe A de **Tembec Inc.** L'achat minimum est de 10 parts. Mandataires: Nesbitt Thomson, McLeod Young Weir et McNeil Mantha.

Autres émissions en cours

• **Société en commandite Journey's End:** projets visant à exploiter des motels. Mandataire: Midland Doherty.

• **Société en commandite Abcourt 2:** unités convertibles en onces d'argent. Déductions fiscales: 133,33 % au fédéral et 166,66 % au Québec. Mandataire: Bell Gouinlock.

• **Société en commandite Hughes-Lang 1984:** unités convertibles en actions ordinaires. Déductions fiscales: 133,33 % au fédéral et 166,66 % au Québec. Mandataire: Bell Gouinlock.

• **Société en Commandite South Shore:** unités de 3 500 $ chacune. Déductions fiscales évaluées à 2 500 $ par unité. Investissement dans des MURB. Mandataire: Geoffrion Leclerc.

Actions accréditives

Émissions plus récentes

• **Ressources Mon-Dor Inc.:** émission de 300 000 $ de reçus de dépôt à 1 $ chacun et 357 000 $ d'unités. Les déductions fiscales accordées par ces reçus s'élèvent à 1 200 $ et 1 500 $ respectivement au fédéral (133,33 %) et provincial (166,66 %). Les unités coûtent 0,55 $ et comprennent un action ordinaire et un bon de souscription. Un bon de souscription permet de souscrire à une nouvelle action au prix de 1 $ et expire dans deux ans. Mandataire: Geoffrion Leclerc. La compagnie mènera des travaux d'exploration sur deux propriétés minière situées à Chibougamau et à Rouyn-Noranda.

• **Nouvelle d'Or Exploration Ltée:** émission d'actions ordinaires et de reçus de dépôt. Les reçus de dépôt donneront droit aux déductions fiscales de 133,33 % au fédéral et de 166,66 % au Québec. Mandataire: Geoffrion Leclerc. La firme explorera deux propriétés situées dans les cantons de Tiblemont et de Vassan.

AUTRES ÉMISSIONS

• **Groupe d'Or Inc.:** émission de 900 000 actions ordinaires à 0,30 $ l'action. C'est une compagnie nouvellement formée qui entreprendra des travaux d'exploration sur six propriétés dans la région de Casa Berardi près de la découverte de Golden Knight. Mandataire: Lévesque Beaubien.

• Amca International: émission d'actions privilégiées, série 2 avec un dividende cumulatif de 9,5 % annuellement. Mandataires: Dominion Securities Pitfield, Wood Gundy et Nesbitt Thomson.

Ciment St-Laurent émet pour 24 M$ d'actions dont 10 M$ éligibles à 75 % au REA

■ **Ciment St-Laurent,** de Montréal, projette d'émettre pour 24 M$ d'actions ordinaires de série A d'ici quelques semaines. L'action se transige actuellement à 24 $.

De ce nombre, 10 M$ de nouvelles actions seront offertes publiquement et donneront droit à la déduction de 75 % prévue au REA. Le reste, soit 14 M$, est réservé à l'actionnaire majoritaire **Holderbank Financière Glaris,** de Suisse.

Lévesque, Beaubien et **Dominion Securities Pitfield** sont les cogérants de l'émission.

Deuxième producteur de ciment en importance au Canada, Ciment St-Laurent connait en 1984 un redressement important de sa rentabilité. Pour la période de huit mois terminée le 31 août 1984, le bénéfice d'exploitation s'élève à 9 M$, comparativement à un déficit de 4,9 M$ pour la même période en 1983.

Quant aux ventes, elles sont passées de 152,8 millions de dollars à 204,5 millions de dollars pour la période. Le ratio d'endettement, mesuré par la dette à court terme et long terme sur la capitalisation totale de la compagnie (dette totale plus avoir des actionnaires) s'élevait à 71 % au 31 août dernier.

Le fonds de roulement totalisait 60 M$ à cette date.

Un coup d'oeil sur l'évolution des ventes au cours des cinq dernières années indiquent, toutefois, que Ciment St-Laurent évolue dans un marché mature. Depuis 1979, les ventes de la compagnie ont stagné, oscillant entre 234 M$ et 269 M$.

L'entreprise souffre également d'un excédent de capacité. En effet, de 1980 à 1983, ses usines n'ont tourné qu'à 57 % environ de leur capacité.

Cette baisse du taux d'utilisation de ses usines n'a pas manqué de se traduire par une chute sensible de sa rentabilité. Ciment St-Laurent a même essuyé un déficit d'exploitation de 5,2 M$ en 1982.

1984 sera toutefois une toute autre histoire, grâce essentiellement à la forte reprise de la construction aux États-Unis. Pour profiter à plein de la relance économique américaine, Ciment St-Laurent a acheté en juin 1984 au coût de 36 M$ US **Lone Star Industries** et sa filiale en propriété exclusive, **Marquette Company.**

CIMENT ST. LAURENT INC.

Les actifs acquis sont une cimenterie à voie humide ayant une capacité annuelle de 550 000 tonnes métriques située à Catskill dans l'état de New-York, une carrière à proximité de la cimenterie et plusieurs centres de distribution couvrant les villes de New-York, Boston, Providence et Hartford. Le produit de la présente émission servira d'ailleurs à financer en partie cette acquisition.

Avec cette acquisition, Ciment St-Laurent compte maintenant quatre cimenteries, trois au Canada et une aux États-Unis, et 31 centres de distributions couvrant l'Ontario, le Québec, les Maritimes, le nord-est et le centre-ouest des États-Unis. Ce réseau permet à l'entreprise de desservir un bassin de population de plus de 15 millions de Canadiens et 50 millions d'Américains.

Ciment St-Laurent fabrique dans ses cimenteries les trois types les plus utilisés de ciment: le ciment Portland normal, le ciment à prise initiale rapide et le ciment à maçonnerie.

De plus, par l'entremise de filiales, **Béton Québec** et **Demix** au Québec, **Dufferin** et **Boehmers** en Ontario, la compagnie fabrique et vend du béton prêt à l'emploi, des agrégats (pierres concassés, sable et gravier), de l'asphalte, du béton précontraint et autres produits connexes. 59 usines appartenant à Ciment St-Laurent assure la préparation du ciment prêt à l'emploi. L'entreprise possède également une flotte de 500 camions malaxeurs servant à la livraison du béton.

Ciment St-Laurent est solidement implantée dans ses marchés. La capacité de production de Ciment St-Laurent représentait en 1983 plus de 34 % de la capacité globale de l'Ontario et du Québec et 22 % de la capacité totale de l'industrie au Canada si on projette les chiffres de Ciment St-Laurent sur les données de capacité de l'industries compilées par Statistique Canada.

Étant donné l'intégration verticale de ses opérations, la compagnie effectue une importante partie de ses ventes à ses propres unités d'exploitation. Ses ventes internes représentaient 35 % des ventes globales de l'entreprise en 1983. Aucun des clients de la compagnie n'a représenté plus de 1,3 % des ventes totales de l'entreprise pour l'exercice 1983.

CLAUDE CHIASSON

REA: SUIVEZ VOS TITRES

COMPAGNIE	Déduction	Prix à l'émission	Fermeture 26-10-84	Fermeture 19-10-84	Variation	1984 haut	1984 bas
Aiguebelle	150%	12,00$	6,75$	6,63$	0,12	9,63$	5,13$
Aligro	150%	5,00$	6,75$	6,88$	-0,13	7,25$	5,00$
Amusecor (1)	150%	2,00$	1,05$	1,05$	0,00	2,00$	1,05$
Banque d'Épargne	100%	18,50$	17,25$	17,63$	-0,38	26,75$	17,00$
Berkley	150%	4,00$	4,25$	4,35$	-0,10	5,38$	4,00$
Canam Manac	100%	9,50$	9,25$	9,75$	-0,50	9,75$	8,88$
Cancom	150%	5,00$	4,15$	4,15$	0,00	4,15$	3,20$
Cascades	100%	9,38$	9,88$	9,25$	0,63	10,50$	3,95$
CB. Pack	75%	12,75$	12,88$	12,88$	0,00	12,88$	10,00$
Château	150%	11,25$	15,00$	14,75$	0,25	15,00$	10,00$
Circo Craft	150%	8,25$	7,63$	7,75	-0,12	8,13$	7,38$
Circuits Hélix (1)	100%	4,50$	10,50$	10,50$	0,00	11,50$	4,20$
Comtern	150%	8,68$	1,50$	1,26$	0,24	8,00$	1,26$
Donohue (4)	100%	10,38$	17,00$	17,25$	-0,25	17,75$	11,38$
Dufresnoy	100%	0,60$	0,38$	0,38$	0,00	0,94$	0,38$
Dumagani (1)	100%	7,75$	6,13$	6,25$	-0,12	6,88$	3,90$
Fiducie Guardian actions privilégiée A	100%	6,25$	6,50$	6,13$	0,37	8,13$	6,00$
actions privilégiée B	150%	10,00$	9,00$	9,00$	0,00	10,00$	7,13$
Forex	100%	5,00$	0,85$	1,00$	-0,15	4,75$	0,70$
Gaz Métro	100%	7,75$	7,75$	7,88$	-0,13	7,88$	7,13$
Imasco	100%	28,50$	42,25$	41,88$	0,37	43,25$	32,00$
Kiena	100%	25,00$	22,00$	26,50$	-4,50	26,50$	21,25$
Louvem (1) action ordinaire	100%	5,00$	2,00$	2,20$	-0,20	3,90$	1,30$
action privilégiée	150%	4,50$	4,15$	4,10$	0,05	4,35$	4,00$
McNeil Mantha	150%	3,00$	2,60$	2,60$	0,00	3,00$	2,60$
Montréal Trust	100%	12,50$	11,25$	10,50$	0,75	12,75$	10,25$
Morgan Trust	100%	6,00$	3,50$	3,85$	-0,35	5,88$	3,50$
Muscocho (act. priv.)	150%	8,00$	10,38$	10,25$	0,13	10,50$	7,25$
Pro-Optic	150%	2,00$	2,25$	2,30$	-0,05	2,50$	1,70$
Quebecor	100%	13,00$	20,50$	20,13$	0,37	21,25$	12,88$
Sensormatic	150%	8,25$	2,90$	2,70$	0,20	5,38$	2,60$
Tembec (1)	100%	5,00$	3,70$	3,85$	-0,15	5,00$	3,60$
U.A.P.	100%	22,00$	31,38$	31,25$	0,13	31,38$	24,50$
PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT ET D'ACHAT D'ACTIONS							
Alcan (2)	75%	48,62$	36,50$	38,13$	-1,63	51,38$	31,13$
Banque de Montréal (2)	75%	27,49$	24,38$	24,50$	-0,12	28,38$	21,38$
Banque Royale (2)	75%	34,28$	28,25$	29,00$	-0,75	35,38$	24,88$
Bell Canada (2)	75%	31,30$	34,00$	34,38$	-0,38	34,50$	29,00$
Dominion Textile (2)	100%	20,11$	13,00$	15,00$	-2,00	20,00$	13,00$
Domtar (2)	75%	31,29$	35,00$	33,63$	1,37	35,13$	29,00$
Québec Téléphone (2) (3)	75%	27,69$	32,25$	32,75$	-0,50	33,00$	15,38$

Notes du tableau:
(1) Valeur du bon de souscription exclus.
(2) Le prix à l'émission est celui prévalant en décembre 1983.
(3) Québec Téléphone n'offrira plus son programme d'achat d'actions à partir du 1er janvier 1985.
(4) Le prix de l'action de Denohue vient d'être fractionné sur une base de deux pour un.

Tableau: LES AFFAIRES

NOS CONCURRENTS SONT NOS MEILLEURS VENDEURS

Commencez par visiter les autres projets de condominiums. Quand vous examinerez ensuite le Sanctuaire du Mont-Royal, sa supériorité éclatante vous sautera aux yeux. Quel que soit le point de vue: emplacement, architecture, qualité de la construction, aménagement intérieur, ensoleillement, frais de condo, rapport qualité/prix, investissement... le Sanctuaire du Mont-Royal l'emporte haut la main.



le sanctuaire du mont-royal

Occupation: été 1985.

1, 2 et 3 chambres à coucher, de 1 030 à 2 772 pi ca net — prix variant de 99 500$ à 296 500$.

Penthouses, 2 238 pi ca net et plus — à compter de 360 000$.

BUREAU DES VENTES: 6000 CHEMIN DEACON, MONTRÉAL, TÉL.: 738-6000. (De préférence sur rendez-vous)

Deuxième année la plus décevante depuis 10 ans pour Steinberg

■ **Steinberg inc.** a enregistré au cours de l'exercice financier terminé le 28 juillet dernier son deuxième exercice le plus décevant depuis 10 ans.

Le bénéfice net de 15 millions de dollars sur des revenus de 3,45 milliards de dollars ne représente en effet que 0,435 % de profit, ce qui est mieux tout de même que la marge de 0,39 % de l'an dernier. En 1976, un profit de 21,48 M$ sur des revenus de 1,6 M$ représentait une marge de 1,34.

Le président du conseil d'administration, M. **Melvyn Dobrin** et le nouveau président et chef de l'exploitation, M. **Irving Ludmer,** ont reconnu la médiocrité de ces résultats dans le rapport annuel qu'ils viennent de publier.

Si le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8 % au cours du dernier exercice, passant de 3,36 à 3,45 milliards de dollars, le bénéfice net par action de classe A sans droit de vote et action ordinaire a diminué de 0,72 $ à 0,48 $.

C'est encore la filiale américaine, **Smitty's Super Valu inc.,** de Phoenix, en Arizona, qui supporte la croissance, avec une augmentation de ses ventes de 8,7 % à plus de 575 M$US; elle contribue maintenant pour plus de 25 M$US au chiffre d'affaires avant frais d'intérêt intercompagnies et impôts sur le revenu de Steinberg, soit un accroissement de 37,1 % sur l'an dernier.

La division des restaurants a également enregistré une progression intéressante de 6,8 %, pendant que les revenus de location des centres témoignaient de la vigueur de la reprise avec une progression de 13,7 %.

Sucre Atlantique Ltée, dont Steinberg détient une part de 47,5 %, a rapporté à la compagnie 12,2 M$, une augmentation d'un peu plus de 3 M$ (24,6 %) sur l'année précédente.

Au plan fiscal, Steinberg a profité d'impôts reportés créditeurs de 1983 pour augmenter son revenu net de 16,26 M$, alors que des pertes fiscales de 34 M$ au cours de l'exercice pourront être appliquées contre les revenus des prochains exercices.

L'actif de la compagnie a augmenté de 14,58 M$ pour dépasser légèrement le milliard de dollars. Le fonds de roulement a augmenté de près de 13 M$, grâce en particulier à une émission d'actions privilégiées convertibles. L'avoir des actionnaires n'a augmenté que de 451 000 $ ou 0,2 % passant à 276,25 M$.

La direction de l'entreprise se montre malgré tout optimiste, en regardant le début de redressement opéré au quatrième trimestre de l'exercice. Les ventes des 16 dernières semaines ont augmenté légèrement de 1 019 M$ à 1 092 M$, mais le bénéfice net a grimpé de 824 000 $ à plus de 7,6 M$, tansformant une perte trimestrielle de 0,29 $ par action en un bénéfice de 0,54 $.

ANDRÉ HAINS

Revenu Québec

NOUVEAU RECOURS DES PARTICULIERS AUX PETITES CRÉANCES

Le gouvernement du Québec vient de créer en faveur des contribuables un recours à la Cour des petites créances en matière d'impôt. Il s'agit d'un moyen simple, rapide et peu coûteux d'obtenir un jugement final sur une première décision rendue par Revenu Québec que vous avez contestée par voie d'opposition.

Notez que cette option s'ajoute à celle qui vous permet toujours d'interjeter appel à la Cour provinciale.

Pour bénéficier de ce nouveau recours, vous devez:

A) être un particulier;
B) demander une réduction d'impôt d'au plus 1 650 $; OU
C) contester des intérêts et des pénalités d'au plus 1 000 $; OU
D) contester le fait qu'un remboursement auquel vous aviez droit a été affecté au paiement d'une dette fiscale, pourvu que le montant affecté à ce paiement ne dépasse pas 1 000 $.

Pour ce faire, vous devez:

- remplir un formulaire disponible dans n'importe quel greffe des petites créances ou dans n'importe quel bureau de Revenu Québec; ET
- faire parvenir ou remettre ce formulaire, accompagné d'une somme de 20 $ (sous forme de chèque visé ou de mandat-poste), au greffe des petites créances de votre district judiciaire.

Délais à respecter:

- Si vous demandez une réduction d'impôt d'au plus 1 650 $ ou si vous contestez des intérêts et des pénalités d'au plus 1 000 $, vous devez vous adresser aux petites créances dans les délais suivants:
  — dans les 90 jours suivant la date d'expédition de la décision du ministre du Revenu qui fait suite à l'avis d'opposition que vous avez présenté; OU
  — après l'expiration des 180 jours suivant la date de signification de l'avis d'opposition au ministre du Revenu si celui-ci n'a pas rendu de décision.

- Si vous contestez le fait que votre remboursement a été affecté au paiement d'une dette fiscale, vous devez vous adresser aux petites créances dans les quatre ans suivant la date de cette affectation.

Pour plus de renseignements, vous pouvez vous adresser au bureau de Revenu Québec ou au greffe des petites créances le plus près de chez vous.

Québec

PROFESSIONNELS

Samson Bélair
75 1909-1984
Comptables agréés
Bureaux dans les principales villes du Québec et du Canada
Affiliation internationale - Moore Stephens & Co

Clarizio/Doucet +Associés
designers-conseils
PROGRAMMES D'IDENTIFICATION, ENSEIGNES, SIGNALISATION
(514) 279-4995

50, boul. crémazie ouest, suite 1104, place crémazie, montréal, québec H2P 2W9
(514) 387-6434
• PRODUCTIVITÉ
• MARKETING/VENTE
• FINANCEMENT
• RESSOURCES HUMAINES
• AIDE GOUVERNEMENTALE
durand, plante et associés inc.
cabinet de gestion-conseil

Quenneville, Boisvenue, Lecompte, Bourdeau & Associés
Comptables Agréés
110, Chemin Larocque, Valleyfield, Qué. J6T 4A8
(514) 373-9993

GUY GUÉNETTE
COMPTABLE AGRÉÉ
1180 Drummond, Suite 720, Montréal H3G 1V7
875-5760

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS ASSOCIATES
Fondée en 1892
Conseils en propriété intellectuelle
Agents de brevets d'invention et de marques de commerce
1514, Docteur Penfield
Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél.: (514) 934-0272, Télex: 05-268656, Cable: MARION Telecopier

CETTE CARTE VOUS COÛTE 25$. VOUS N'ACHÈTEREZ RIEN AVEC, ET POURTANT ELLE VAUT DES MILLES ET DES MILLES



Des milles et des milles qui vous vaudront un surclassement ou un service gratuit pour l'avion, l'hôtel et la location de voiture.

L'Aéroplan. Le programme pour les grands voyageurs.

Parcourez-vous plus de 10 000 milles par année? Consultez notre tableau pour faire votre calcul. C'est oui? Alors, c'est le temps de penser à l'Aéroplan d'Air Canada. Voyagez avec Air Canada! Nous avons des vols plus fréquents vers plus de destinations au pays, et à l'étranger. Il vous sera donc plus facile d'accumuler des milles et de vous mériter des primes!

Inscrivez-vous dès aujourd'hui! Votre carte de membre ne coûte que 25 $ et vous obtenez immédiatement 3 000 milles gratuits. De quoi prendre un bon départ!

Avec l'Aéroplan, ça compte vite!

Ça compte chaque fois que vous prenez Air Canada*, Pacific Western Airlines et Air Ontario. Chaque fois que vous prenez certains vols d'Air France, de British Airways et de Lufthansa.

Ça compte chaque fois que vous passez une nuit dans un hôtel Hilton International Canada. Chaque fois que vous louez une voiture dans une des agences de location participantes. Et ce n'est pas tout! Vous accumulez 50% de milles de plus lorsque vous voyagez en Première classe, 35% de plus en classe Affaires (Intercontinental) et 25% de plus en classe Économique, plein tarif.

Plus vous voyagez Plus vous en profitez!

Tous vos milles Aéroplan sont comptabilisés par ordinateur et vous recevez un relevé tous les mois. Les primes à gagner sont nombreuses. Du surclassement en service Connaisseur avec 10 000 milles seulement (16 090 km) jusqu'à la magnifique prime que vous vaudront 150 000 milles (241 350 km): deux billets de Première classe gratuits sur l'un des vols réguliers d'Air Canada**, 7 nuits gratuites dans un hôtel Hilton, et une voiture de luxe Budget pour une semaine.

Avec l'Aéroplan, ça monte vite!

Voyage aller-retour	Milles	Kilomètres
Montréal-Vancouver	4 574	7 360
Ottawa-Toronto	1 500	2 414
Montréal-Paris	6 872	11 057
Québec-Los Angeles	11 633†	18 717†
Montréal-Halifax	1 500	2 414
Québec-Winnipeg	2 398	3 858

†En vigueur jusqu'au 15 décembre 1984

De plus, vous obtenez 3 000 milles gratuits dès votre inscription! 1 000 milles chaque fois que vous passez une nuit dans un hôtel Hilton International Canada. Et des centaines de milles additionnels chaque fois que vous louez une voiture dans une des agences de location participantes.

Ça compte! Et ça monte vite!

Plus d'associés, donc plus de milles et plus de primes.

Air Canada
Air France
Air Ontario***
British Airways
First Air***
Lufthansa
Pacific Western Airlines
Hilton International Canada
Avis location à court terme***
Budget Location d'autos
Hertz Canada Limitée***
Réseau de location d'autos Tilden***
Et la liste s'allonge encore!

Pour plus de renseignements

Appelez-nous sans frais au 1-800-361-8253 (en Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba), au 1-800-361-5373 (pour le reste du Canada, à l'exception de Montréal), au 932-9828 (à Montréal).

Vous pouvez également communiquer avec votre agent de voyages.

***Vols réguliers seulement**
****À l'exception de la Suisse**
*****En vigueur le 1er novembre 1984**

AERO plan MC

Le programme pour les grands voyageurs

DRF 13 061
Sujet à l'approbation gouvernementale

AIR CANADA

Nouveau conseil d'administration chez ST-Léonard Toyota LTÉE et Gestion Serge Rondeau LTÉE



Serge Rondeau
Président



Me Victor Cayer, B.A., L.L.L.
Secrétaire



Luc Lemay, C.A.
Administrateur



Marc Cossette, B.A., O.O.D.
Administrateur



Raynald Vermette, C.A.
Administrateur



Jean-Paul Cayouette
Administrateur

Monsieur Serge Rondeau, Président du conseil d'administration de St-Léonard Toyota Ltée et de Gestion Serge Rondeau Ltée est heureux d'annoncer les nominations suivantes:

ME VICTOR CAYER, avocat, a été nommé secrétaire. Me Cayer est associé de Cayer et Lapointe, avocats, et administrateur de l'entreprise Les Rôtisseries Au Coq Ltée ainsi que Président du Foyer de Mariebourg.

LUC LEMAY, comptable agréé, a été nommé administrateur. Monsieur Lemay est Président et Directeur Général de l'entreprise Les Éditions Atlas Canada Ltée ainsi que Président et Directeur Général de Le Groupe Polygone Éditeurs Inc.

MARC COSSETTE, opticien, a été nommé administrateur. Monsieur Cossette est Président de Marc Cossette & Associés, opticiens, ainsi que Président du Groupe Sucigo et Président de l'Ordre des Opticiens du Québec.

RAYNALD VERMETTE, comptable agréé, a été nommé administrateur. Monsieur Vermette est associé de Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés, comptables agréés.

JEAN-PAUL CAYOUETTE a été nommé administrateur. Monsieur Cayouette est Directeur Général de St-Léonard Toyota Ltée et de Location St-Léonard Toyota Ltée.

Les bureaux de St-Léonard Toyota Ltée et de Gestion Serge Rondeau Ltée sont situés à St-Léonard (Québec).

Les enfants dans le tiers-monde



Qui viendra à leur secours? Les enfants sont les plus vulnérables à la pauvreté. L'USC en brise le cycle avec des projets familiaux qui relèvent les revenus et les niveaux de vie, qui offrent une formation technique et enseignent le planning familial.

Organisation charitable canadienne
no 006-4758-09-10

USC Canada
56 SPARKS, OTTAWA
K1P 5B1

Ci-inclus une donation de _____ $
(Nous acceptons les chèques post-dates)

M.
Mme.
Mlle.
Mad. _____
(Prière d'écrire en lettres moulées)

Adresse: _____
(S V P ne pas oublier votre no d'appartement ainsi que votre code postal)

Fondé par le Dr. Hitschmanova, C.C., en 1945
Directeur général: Raymond ven der Buhs

Geoffrion Leclerc Inc.



Monsieur Michel Casabon

Geoffrion Leclerc Inc. un des plus importants courtiers en valeurs mobilières du Québec a le plaisir d'annoncer que Michel Casabon, Bachelier en administration des affaires (UQTR 1981) et représentant agréé de Geoffrion Leclerc Inc. a été admis à titre de membre de la Corporation Professionnelle des Comptables en administration industrielle (RIA).

Le Groupe Florido Matteau est fier de compter au sein de son équipe et au service de la distinguée clientèle Michel Casabon.

Vous pouvez rejoindre M. Casabon pour dépôts à terme, bons du trésor, obligations, actions, options, au numéro suivant:
Bureau: 602, 6e avenue, Grand-Mère
(819) 538-8628

Nous acceptons les frais interurbains.

CET ABRI FISCAL CATÉGORIE 31
TRANSFORME VOS IMPÔTS EN BÉTON
EN PLACEMENT EN BÉTON.



Dans les milieux bien informés on chuchote que jusqu'au 20 décembre, (s'il n'est pas déjà tout vendu avant) L'ABRI FISCAL - PROMENADE DES ÎLES aura été la meilleure formule pour changer vos impôts-dépenses en déduction-placement.

Pour être bien informés, complétez et retournez ce coupon ou appelez:

LES INVESTISSEMENTS F.N.I. inc

de Montréal, (514) 875-5910
de l'extérieur sans frais, 1-800-361-0746
ou votre courtier en valeurs mobilières.

LES INVESTISSEMENTS F.N.I. inc

800, boul. Dorchester ouest, suite 1520
Montréal (Québec) H3B 1X9

S.V.P. Faites-moi parvenir toute l'information pertinente au sujet de la CATÉGORIE 31 Promenade des Îles.

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____ CODE: _____

TÉL.: _____

(A-M)

PROMENADE DES ÎLES

(offert par prospectus seulement)

La meilleure proposition:

- de prix d'achat par multiple des loyers: 6 fois les revenus
- de rentabilité: complètement loué , bien situé, bien bâti
- d'investissement: l'immobilier
- d'abri fiscal: amortissable et déductible

Demandez plus de détails et automatiquement, sans obligation, vous courez la chance de gagner un voyage au Japon.
(valeur 6 000 $) **(Date limite: 20 décembre 1984, une seule inscription par participant).**

À Montréal: M. Daniel Tremblay
Courtier
Les Investissements F.N.I. Inc.
800, boul. Dorchester ouest, bureau 1520
Montréal (Québec) H3B 1X9
(514) 875-5910
de l'extérieur sans frais, 1-800-361-0746

À Québec: M. Jacques Alarie
Courtier
Les Investissements F.N.I. Inc.
2014, boul. Charest ouest, bureau 210
Sainte-Foy (Québec) G1N 4N6
(418) 687-9166
de l'extérieur sans frais, 1-800-463-5279

"On trouvera dans le prospectus une information détaillée sur les titres proposés. On peut se procurer ce prospectus auprès de notre maison ou des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec."

Un abonnement au journal LES AFFAIRES c'est dans votre intérêt. Un outil utile et profitable.



- Le magazine AFFAIRES en prime
- Un outil complet et pratique pour tirer profit de l'information économique et financière
- Une économie de 40% (abonnement d'un an) sur le prix habituel en kiosque
- Une économie de 55% (abonnement de deux ans) sur le prix habituel en kiosque

Faites un investissement: abonnez-vous au journal LES AFFAIRES

Montréal Trust crée deux filiales spécialisées dans la gestion de portefeuille

■ **Montréal Trust** vient de réorganiser son service d'investissement et de créer deux filiales de conseillers en placement, **Montrusco** et **Associés,** à Montréal, et **MT Associates Investment Counsel,** à Toronto.

''Ces deux filiales auront désormais la responsabilité de gérer la grande partie des portefeuilles que le Montréal Trust a sous sa gestion, soit près de 2,8 milliards $'', a déclaré aux AFFAIRES M. **Robert Gratton,** président et chef de la direction de la fiducie du groupe **Power Corporation.**

Montréal Trust occupe le troisième rang parmi les fiducies canadiennes pour le montant des actifs sous gestion, avec près de 20 milliards de dollars. Là-dessus, 8 à 9 milliards de dollars sont des fonds de pension ou d'autres portefeuilles. Montréal Trust a la gestion complète de 2,8 milliards de dollars de ces portefeuilles, le reste faisant l'objet de services fiduciaires.

MM. **André Marsan** et **Alex Wilson** sont les présidents et chefs de la direction respectifs de Montrusco et MT Associates. Les deux maisons se partageront près de 80 % des portefeuilles sous gestion. Ces fonds sous gestion regroupent 200 clients corporatifs, la plupart étant des fonds de pension séparés, 12 caisses de retraites communes et un certain nombre de comptes individuels.

Ces deux filiales seront détenues à 51 % par un holding créé spécialement à ces fins et qui est la propriété exclusive de **Montréal Trustco.**

''L'union d'une importante fiducie avec des conseillers en placement constitue un solide cheval de bataille. Un tel mariage réunit la flexibilité, l'efficacité et l'expertise d'une maison conseil et la solidité financière et le réseau de distribution d'une importante fiducie. Nos clients trouveront sous un même toit une gamme complète de services, tels la garde des valeurs, la gestion de portefeuille, des services de conseil en placement et d'autres services fiduciaires'', a souligné M. Marsan, qui était auparavant vice-président et économiste chez **Timmins & Associés.**

L'originalité de cette alliance réside dans le partage du capital des filiales. Montréal Trust garde le contrôle avec 51 % des parts. Les employés associés des deux maisons de placement se partageront le reste, soit 49 % du capital-actions. Grâce à cette participation directe des employés aux bénéfices de leur entreprise, Montréal Trust crée un environnement des plus stimulants pour ces derniers.



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

MM. Robert Gratton (à gauche), président et chef de la direction du Montréal Trust et André Marsan, président et chef de la direction de Montrusco et Associés, la nouvelle société de gestion de portefeuille du Montréal Trust.

Les firmes privées de conseillers en placement ont connu une croissance de l'ordre de 25 % et plus au cours des dix dernières années. Cette croissance s'est fait bien souvent au détriment des grosses fiducies a admis le pdg du Montréal Trust. Or, cette décentralisation permettra au Montréal Trust de mieux répondre à la concurrence du milieu et de s'affirmer davantage dans la gestion de portefeuille.

Mais cette réorganisation se veut également un pas en avant vers un service de gestion plus spécialisé pour l'épargnant. ''La réglementation fédérale axe de plus en plus ses efforts sur l'épargne individuelle. Par exemple, dans le dernier budget fédéral, le gouvernement canadien a proposé de relever la contribution annuelle maximale d'un individu à son régime enregistré d'épargne-retraite de 5 500 $ en 1984 à 10 000 $ en 1985, la limite passant à 15 500 $ en 1988.

Si cette proposition est retenue par le présent gouvernement, la croissance des instruments d'épargne liés au REER affichera une forte croissance au cours des prochaines années. Montréal Trust et ses filiales Montrusco et MT Associates seront en mesure de répondre adéquatement à ce besoin grandissant'', a précisé M. Gratton.

D'autres produits destinés à l'épargnant découleront de cette union.

''D'ici peu, le Montréal Trust offrira son propre compte REA'', a dévoilé M. Marsan. ''Des fonds mutuels spécialisés dans l'immobilier, dans le capital de risque ou, encore, dans les métaux précieux sont autant de nouveaux produits que la fiducie pourra envisager d'offrir et dont la gestion des fonds sera effectuée par les deux filiales en placement'', a poursuivi M. Marsan.

C'est avec des fonds sous gestion de 900 millions $ provenant du Montréal Trust que Montrusco et Associés débute ses activités. ''Par le passé, la croissance interne des fonds de pension s'est chiffrée à 20 % en moyenne, a dit M. Marsan. À cause des rendements élevés des dernières années, ces fonds se trouvent aujourd'hui dans une situation de surplus actuariel.

''Les entreprises injectent moins de nouvel argent dans les fonds de retraite. C'est pourquoi, la croissance interne des fonds de retraite sera plus faible dans l'avenir. Mais les rendements élevés des portefeuilles suffiront à assurer une croissance de ces fonds de 10 % à 15 %. Sur cette base, Montrusco devrait affircher une croissance moyenne annuelle de 20 % de ses fonds sous gestion au cours des prochaines années'', a conclu M. Marsan.

MM. Marsan, **Michel Bastien,** anciennement gestionnaire du portefeuille d'actions de la **Caisse de dépôt et placement** et **Sébastien Van Berkom,** auparavant conseiller en placement chez **Hodgson Robertson Lank Roberton Macaulay,** sont les trois premiers associés de Montrusco.

CLAUDE CHIASSON

Vos obligations d'épargne du Canada 1984, juste au bout du fil.

C'est simple comme bonjour!
Cette année, pourquoi faire la queue pendant des heures pour acheter vos obligations d'épargne du Canada? Rendez-vous la vie facile et passez plutôt un coup de fil à Wood Gundy.
Vous n'avez qu'à nous appeler et nous spécifier pour quel montant et en quelles coupures vous désirez acheter vos obligations.
Nous nous occuperons du reste.
Rappelez-vous que cette année, un petit coup de fil à Wood Gundy suffit pour acheter vos obligations d'épargne du Canada.
C'est simple comme bonjour!

MONTREAL: (514) 879-2600
QUEBEC CITY: (418) 692-4200
OTTAWA: (613) 237-7842



Nesbitt Thomson

L'action de Noranda pourrait passer de 19 $ à 29 $ en un an

■ Identifier l'activité de **Noranda** au seul minerai du cuivre est fort mal connaître cette société détenue à 41 % par **Brascade**; cette dernière est elle-même détenue à 70% par **Brascan** et à 30% par la **Caisse de Dépôt et Placement du Québec.**

En réalité, le cuivre n'est qu'un des nombreux produits du secteur des métaux et minéraux, secteur qui, à son tour, représente moins de la moitié des activités globales de la compagnie.

Au 31 décembre 1983, le secteur minier formait 33 % de l'actif global moyen utilisé de Noranda; les secteurs forestier et manufacturier représentaient des proportions respectives de 27 % et 26 % de l'actif global, ce qui en fait une entreprise fort diversifiée.

Les variations de prix du cuivre ne viennent qu'au cinquième rang des facteurs influencant la rentabilité du prix du cuivre. Le prix du zinc et de l'aluminium sont les facteurs les plus déterminants du bénéfice net de Noranda. Au deuxième rang, viennent les prix du papier journal et du papier de pâte mécanique. C'est ce que révèle notamment le tableau ci-joint.

Mais ces chiffres supposent que les diverses exploitations tournent à plein régime. A un rythme normal d'utilisation, les produits forestiers sont de loin ceux ayant le plus d'impact sur les bénéfices de l'entreprise. Viennent ensuite, dans l'ordre, le zinc, l'aluminium, le cuivre, l'or et l'argent.

Au cours actuel de 19,63 $ pour l'action de Noranda, le marché ignore le redressement majeur de la rentabilité que connaît actuellement le secteur forestier la compagnie que dirige M. **Alfred Powis.** C'est pourqoi, M. **Thomas Komlos**, de **Nesbitt Thomson** recommande sans l'ombre d'une hésitation l'achat de l'action de cette entreprise de ressources naturelles.

Jusqu'en 1982, jamais Noranda n'avait essuyé de perte et ce, même au pire de la crise financière des années '30. La dernière récession fut certainement la plus meurtrière dans l'histoire du groupe. Le secteur forestier est celui qui a souffert le plus avec des pertes nettes de 55,7 millions de dollars en 1982.

Mais, cette division, qui regroupe les filiales **James Maclaren** (100 %), **Fraser** (63 %), **Northwood Pulp and Timber** (50 %) et **MacMillan Bloedel** (50 %), n'a pas pris de temps à se relever. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1983, le secteur forestier a retrouvé sa rentabilité en affichant un profit net de 3,8 M$ sur des ventes de 726 M$.

Le bois de charpente, le carton-caisse, le papier fin, la pâte et le papier journal sont les moteurs de la performance future de Noranda, selon M. Komlos. Le centre principal de ce secteur est MacMillan Bloedel. Cette filiale produit du bois de charpente et du papier journal. Le prix de ce dernier produit est à la hausse et MacMillan en profitera largement. MacMillan pourrait également bénéficier d'une éventuelle faiblesse du dollar américain.

La division manufacturière de l'entreprise fut, par le passé, une autre source importante de bénéfices. À la tête de cette division, on retrouve **Noranda Aluminium.** Son usine de Madrid, au Missouri, a une capacité de production de 225 000 tonnes par année de barres d'aluminium. Les autres entreprises regroupées dans cette division sont **Norandal,** au Tennessee, qui fabrique du papier et des feuilles d'aluminium, **Norandex,** de Cleveland, qui possède un réseau de 60 centres de distribution de produits d'aluminium et de matériaux de construction et **Friguia,** une usine d'alumine détenue à 20 % et située en Afrique.

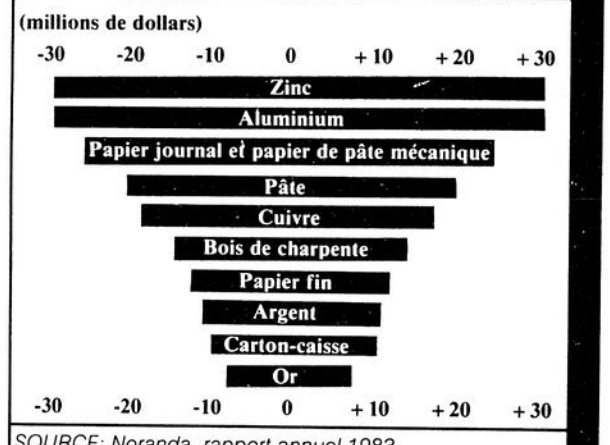
M. Komlos s'attend à une demande ferme du marché de l'aluminium au cours de la prochaine année. C'est pourquoi, la division manufacturière contribuera fortement à la rentabilité du groupe au cours des prochains mois.

Du côté minier, la mise en production de sa propriété aurifère dans la région d'Hemlo (production prévue de 100 000 onces d'or par année) augure bien. **Placer Development**, une filiale de Noranda, qui participe à 31 % dans l'exploitation d'une mine aurifère australienne d'une capacité annuelle de production de 193 200 onces d'or, devient un atout de premier plan pour le secteur minier de Noranda.

À la lumière de ces données, l'analyste de Nesbitt anticipe pour Noranda un bénéfice net par action de 0,33 $ pour l'exercice se terminant au 31 décembre 1984. En 1985, ce profit passera à 1,60 $ l'action. À son sommet, M. Komlos n'exclut pas que le bénéfice net par action s'élève à près de 6,50 $ et le prix de l'action à 29 $ d'ici douze mois, un gain de plus de 48 %.

CLAUDE CHIASSON

EFFET SUR LES BÉNÉFICES DE NORANDA D'UNE FLUCTUATION
(de 10% dans les prix des produits



SOURCE: Noranda, rapport annuel 1983

DODGE ARIES
PLYMOUTH RELIANT 1985

PARCE QU'ON N'ACHÈTE PAS UNE VOITURE TOUS LES 12 MOIS



Dodge Aries et Plymouth Reliant 1985. Fiabilité sans pareil. Bas prix à l'achat. Économie d'essence. Six passagers. La meilleure valeur de revente de toutes les compactes nord-américaines. Autant de raisons qui ont fait des voitures K à traction avant les voitures compactes les plus vendues au Canada en 1984.

EN 1985, CHRYSLER LANCE LES SUPER K!

Plus de 70 améliorations et innovations, voilà ce que vous offrent les nouveaux modèles 85 des Dodge Aries et Plymouth Reliant.

- Leur nouvelle ligne profilée aérodynamique leur assure à la fois une élégance toute classique et une douceur de roulement incomparable.
- Un nouveau radiateur à dérivation permet à la chaufferette de diffuser sa chaleur plus rapidement.
- Un nouveau voyant qui vous indique quand changer de vitesse afin d'économiser l'essence au maximum.
- Des améliorations importantes ont aussi été apportées aux systèmes de transmission automatique ou manuelle, à la suspension et au moteur entre autres.

Vous n'achetez pas une voiture tous les 12 mois, c'est pourquoi Chrysler a mis tout son génie dans ses nouvelles tractions avant Plymouth Reliant et Dodge Aries. Génie dans l'aménagement spacieux. Dans la performance. Dans la conduite.

Oui, 1985 sera encore l'année des voitures K de Chrysler. Des voitures Super K!

LE MEILLEUR PRODUIT

Selon le pourcentage de rappels des voitures de modèles 82 et 83 conçues et fabriquées en Amérique du Nord.

LA MEILLEURE GARANTIE!

Chrysler garantit chacune des voitures qu'elle fabrique pour 5 ans ou 80 000 kilomètres: moteur et rouage d'entraînement et contre les perforations dues à la rouille sur la carrosserie extérieure.
Détails chez le concessionnaire.

Certains équipements illustrés ou mentionnés sont optionnels moyennant supplément
CHRYSLER CANADA LTÉE

CHRYSLER Tu m'étonneras toujours!

Plymouth Dodge
Camions Dodge Camions Dodge
CHRYSLER CHRYSLER

Tassé et Associés limitée

Domtar doublera ses bénéfices grâce aux papiers fins

■ Pour l'année financière se terminant le 31 décembre 1984, les bénéfices d'exploitation du groupe papiers fins, papier journal et pâtes commerciales de la société **Domtar inc.** doubleront, passant de 51,4 M$ à 100 M$. C'est pourquoi M. **Michel Tessier,** de la maison **Tassé & Associés limitée,** recommande l'achat de l'action de Domtar inc.

Déjà, les ventes de papiers fins se sont accrues de 19 % au cours du premier semestre de 1984, sous l'impulsion de commandes accrues et de prix plus fermes. La tendance se poursuivra en 1984 et 1985. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1984, les ventes de papiers fins totaliseraient 600 M$ pour des bénéfices d'exploitation de 80 M$, qui représenteront 48 % des bénéfices totaux de Domtar. En 1985, elles seraient de 650 M$ pour des bénéfices d'exploitation de 94 M$.

Compte tenu de la diversité des usagers et de la forte demande de papier à l'usage des bureaux d'affaires, le groupe de papiers fins est moins cyclique que les autres et constitue de ce fait le pilier de Domtar pour les années à venir. Domtar est le plus grand producteur de papiers fins du Canada et elle compte bien conserver sa position.

D'autre part, les bénéfices d'exploitation du secteur des pâtes et du papier journal feraient un bond de 400 %, passant de 5,6 à 28 M$ en 1984. À la faveur de la phase expansionniste que connaît ce secteur, la demande en papier journal et en pâtes commerciales augmente fortement. Déjà, au premier semestre de 1984, les expéditions de papier journal au Canada et aux États-Unis ont augmenté de 9 % et 11 % respectivement.

Ces deux divisions subiront en effet l'impact positif d'une structure des prix raffermie, de taux d'utilisation améliorés et, dans une certaine mesure, d'un taux de change plus favorable. Ces deux secteurs permettraient à Domtar de réaliser des bénéfices d'exploitation de 100 M$ en 1984 et de 138 M$ en 1985, comparativement à 51,4 M$ en 1983.

Les autres divisions profiteront de la phase expansionniste dans laquelle s'est engagée Domtar et apporteront leur part de profits. En 1984, la part du groupe des emballages - cartonnages ondulés, carton-caisse - s'établierait à 17 % environ des bénéfices d'exploitation de Domtar; celle des produits chimiques - sel, goudron de houille, surfactants - à 10 % environ; celle des matériaux de construction à 7,7 % environ; celle du pétrole et du gaz naturel à 3,5 % environ.

Les bénéfices totaux devraient passer de 93,3 M$ en 1983 à 168 M$ en 1984 et 206 M$ en 1985. Les bénéfices par action passeront de 2,22 $ par action en 1983 à 4,70 $ en 1984 et à 5,95 $ en 1985.

DOMTAR INC.	
Cours	
récent:	34,00 $
Bénéfices par action	
1983:	2,22 $
1984 (E):	4,97 $
1985 (E):	5,85 $
Ratio cours/bénéfices	
1984 (E):	6,84 X
1985 (E):	5,81 X

(E): Estimation
Source: Tassé & Associés limitée
Tableau: LES AFFAIRES

DIANE LEMELIN



votre cote d'amour est-elle toujours aussi haute...

pour les productions dispendieuses?
Budget aidant, c'est souvent OUI!

Cependant, votre message sans effets sonores
ni décors en trompe l'oeil produit le même IMPACT...
NOIR SUR BLANC, ou avec le *SPECTRUM DE LA COULEUR*
pour dramatiser l'ensemble... SUR PAPIER!

POURQUOI?

C'EST CLAIR, NET ET PRECIS,
TROIS INGREDIENTS ESSENTIELS POUR CONVAINCRE!

Et ce moyen excellent pour faire passer votre message dans l'OUTAOUAIS, sur les deux rives de la rivière, c'est LE DROIT — *seul* quotidien français de la région rejoignant plus de 150,000 lecteurs et lectrices à *TOUS* les jours!

LE DROIT

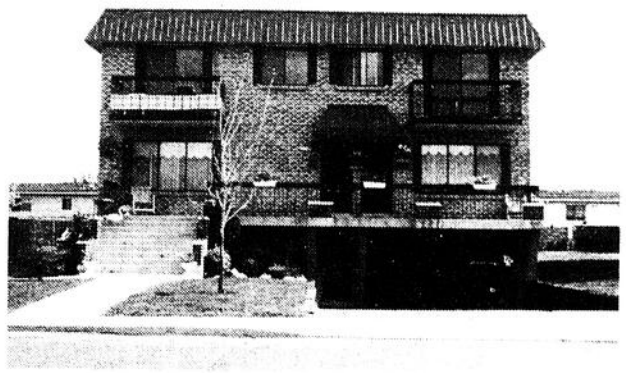
375, rue Rideau, Ottawa
861-3770 (directement de Montréal)
ou
(613) **560-2792**
Georges Mercier, representant

VOUS AUREZ PROCHAINEMENT UNE RÉUNION D'AFFAIRES, LAISSEZ-LE SAVOIR AUX GENS D'AFFAIRES DU JOURNAL LES AFFAIRES.

Appelez Lyse Filion 842-6491

ABRI FISCAL

la société en commandite de la Montée Phase II



Un ensemble de 45 immeubles résidentiels locatifs (M.U.R.B.) situés en la Ville de Laval. Le projet comptera au total 180 unités de logements.

- Souscription minimum **5,000$**
- Aucun comptant nécessaire, grâce au financement bancaire à 100% de la mise de fonds, si l'investisseur se qualifie
- Financement hypothécaire **sans recours** contre les investisseurs
- Prêts **sans intérêts** pouvant atteindre jusqu'à 425,000$ pour pallier à tout déficit supplémentaire, si requis
- Gestion immobilière professionnelle

Société en Commandite de la Montée Phase II
A/S les placements lunebourg ltée
1955 Boul. Industriel
Laval, Québec
H7S 1P6
Tél.: (514) 668-4344
Gilles Lemire,
directeur

Heures: 9hrs à 21 hrs

Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Code _____ Tél. BUR _____ RES _____

Cette annonce ne doit pas être perçue comme une offre publique des unités proposées, celles-ci ne pouvant être offertes que par voie de prospectus

Achat de Compaq Computer pour secouer notre léthargie

■ La compagnie américaine **Compaq Computer,** après un très mauvais départ boursier à la fin de 1983, apparaît promise à un meilleur sort au cours des prochains mois. Les résultats affichés six mois en 1984 laissent entrevoir que la compagnie doublera le chiffre de ses ventes de l'an dernier (111 M$ en 1983), et qu'elle fera encore mieux au chapitre des bénéfices (0,10 $ par action en 1983).

Nous avons acheté 2 000 actions de ce titre que je qualifie néanmoins de spéculatif, au prix de 5,00 $. Ce prix est de loin inférieur au prix de 11 $ affiché lors de l'inscription initiale sur le marché au comptoir, le 9 décembre 1983. Le marché au comptoir, c'est l'OTC, à New York, (OTC pour "over the counter").

Les ventes de la compagnie se chiffrent à 128 M$ après les premiers six mois de 1984, tandis que les profits ont atteint 0,15 $ par action. Certains analystes prévoient que ces bénéfices pourraient atteindre 0,45 $ par action pour l'année financière qui se terminera le 31 décembre 1984.

Au prix de 5,00 $, les actions ordinaires de Compaq Computer se transigent donc à 11,11 fois les bénéfices par action prévus pour 1984. Ce rapport prix/bénéfice n'est pas tellement élevé si on le compare, par exemple, au rapport prix/bénéfice de 20 que les investisseurs consentent en ce moment aux actions ordinaires de **Northern Telecom** (50,00 $).

Compaq Computers fabrique et distribue des ordinateurs personnels qui sont compatibles avec les logiciels d'IBM. C'est à la fois un marché en forte croissance et un marché où la compétition est très intense. Plusieurs compagnies ont effectué des tentatives sur ce marché au cours des dernières années, Compaq Computer est celle qui semble avoir réussi. Après **Apple Computer** qui détient pour l'instant 43 % et IBM 40 % du marché des ordinateurs personnels, vient Compaq Computer avec 7 % de ce vaste marché lucratif.

Le risque impliqué dans l'achat des actions de Compaq est évident: IBM.

Parce que Compaq fabrique des ordinateurs compatibles à ceux d'IBM, son succès est intimement lié à celui du géant. La stratégie de Compaq consiste à s'ajuster rapidement à la mise en marché et à la capacité d'innovation d'IBM. Si cette dernière coupe ses prix, Compaq doit immédiatement faire de même, avec des conséquences que l'on soupçonne davantage plus sérieuses sur ses marges bénéficaires, et donc sur ses bénéfices par action.

Basé sur les bénéfices prévus pour cette année (0,45 $ par action) ainsi que pour l'année suivante (0,90 $ par action), nous croyons que le risque vaut la chandelle. Notre façon à nous de réduire le risque est de prendre une position qui n'est pas trop importante par rapport à la valeur totale de notre portefeuille, compte tenu du fait que nous avons déjà un investissement important dans le secteur des technologies de pointe, par le biais de 2 000 unités **AGF Hitech** (composé de plus de 50 titres différents).

Notre décision d'aller vers le secteur à la mode de la haute-technologie également fondée sur la léthargie de l'ensemble des portefeuilles, qui stagnent depuis quelques semaines malgré des décisions qui nous semblaient judicieuses.

La croissance phénoménale de Compaq Computer nous paraît suffisante pour attirer l'attention d'autres investisseurs. Au cours des dernières semaines, pas moins de deux millions d'actions ont effectivement changé de mains sur le marché au comptoir.

Compaq Computer possède plus de 27 millions d'actions en circulation; les ventes des 12 derniers mois représentent 7,96 $ par action, tandis que la valeur aux livres est de 3,68 $ par action (les actions se transigent au comptoir à 1,49 fois la valeur aux livres, ce qui est moins élevé que le multiple que l'on consent à certaines entreprises qui émettent de nouvelles actions dans le cadre du régime épargne-actions du Québec); au cours de la dernière période de douze mois (juin 83 à juin 84) Compaq Computers a enregistré des bénéfices de 0,33 $ par action; à un prix de 5,50 $, les actions se transigent dorénavant à 16,66 fois les bénéfices, ce qui est largement supérieur au multiple de 14,77 consenti à la moyenne des titres qui composent l'indice de la Bourse de Toronto (TSE 300).

ÉVALUATION DES PORTEFEUILLES AU 29 OCTOBRE 1984

COMPOSITION DES PORTEFEUILLES		COÛT À L'ACHAT	VALEUR AU MARCHÉ	REVENUS ANNUELS
55,361,41 $	Placements à court terme (11,50 % à demande)	55 891,96 $	55 891,96 $	6 427,57 $
2000 unités	AGF Hitech	18 528,00 $	16 940,00 $	nil
2000 actions	Harding Carpets, classe - A (HRDK)	5 758,70 $	3 000,00 $	nil
1000 actions	Gibraltar Mines (GBMT)	7 947,73 $	8,250,00 $	nil
1000 actions	Jannock Limited (JN-T)	11 764,17 $	10 000,00 $	480,00 $
2000 actions	Northgate Explorations (NGXT)	10 793,76 $	9 700,00 $	nil
2000 actions	Nova, An Alberta Corp. (NVAK)	15 373,33 $	15 500,00 $	800,00 $
TOTAL DES PORTEFEUILLES		**125 527,10 $**	**119 281,96 $**	**7 707,57 $**

N.B. Rendements du 1er juin 1983 au 29 octobre 1984:
Les portefeuilles: + 19,28 %; Indice de la Bourse de Toronto: - 1,82 %; Montréal: - 4,64 %
Le montant investi le 1er juin 1983 était de 100 000 $.

GEORGES GRATTON



Georges Gratton est courtier chez Geoffrion, Leclerc

CARTES D'AFFAIRES

DESTRUCTION PAR DÉCHIQUETAGE
ARCHIVES ET DOCUMENTS CONFIDENTIELS
• Achetons tous les papiers rebuts.
• Certificat "GARANTIE de DESTRUCTION"
recyclage de papier
4955 rue Brock
Montréal, QC, H4E 1B5
(514) 767-9931
arthur

STUDIOS Allard PHOTOGRAPHES INC.
SERVICES PROFESSIONNELS ET COMMERCIAUX
1394 est, avenue du Mont-Royal Montréal, Qué. H2J 1Y7
Tél.: (514) 526-1691

société de traitement de texte gpl inc.
(514) 465-9373
558 Notre-Dame
Saint-Lambert, Québec
J4P 2K7
yves gosselin

gestion marbex Management LTÉE - LTD
Pour les P.M.E. nous offrons:
→ Service de "PAYE INFORMATISÉE"
→ Gestion-conseil, comptabilité
→ Services administratifs divers
1551 Ave. Papineau, Montréal, Qué. H2K 4H7 (514) 526-2891


Robert Ternisien Président
Valois
Fleuriste-décorateur
372 rue Sherbrooke est, Montréal (Québec) H2X 1E6
(514) 842-7849

TRAVAUX DE PHOTOCOPIE ET D'IMPRESSION URGENTS?
SCRIBEC
45 rue Jarry est - 387-2486

Une équipe de confiance pour l'organisation de vos voyages.
---- de plaisir ou d'affaires
---- forfaits ou voyages de groupes
---- croisières
---- location de voitures
---- réservations d'hôtels
VOYAGES TRANSATLANTIQUES & INTERNATIONAUX
Permis du Québec, I.A.T.A. Réservec A.C.T.A.
3, Place Laval, Suite 80, Laval, Québec H7N 1A2 (514) 668-4200 - (514) 382-2133

POUR VOS VOYAGES D'AFFAIRES OU VOS VACANCES CONSULTEZ
agence de voyage nicole lemay
1233 de la Montagne,
Montréal, Qué.
H3G 1Z2
(514) 866-4666
Avions • Trains (Via Rail)
Locations d'autos
Permis du Québec

LES CONSTRUCTIONS GÉRARD MORIN INC.
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
RÉNOVATION INDUSTRIELLE ET RÉSIDENTIELLE
(514) 668-6354

Centre de rencontre
Monic M.
La clé de distinction à votre solitude
Rencontre sérieuse pour professionnels libre
1061 St-Alexandre, suite 118 Montréal, QC H2Z 1P5 (514) 397-9375

Pour l'homme d'affaires... le cadeau de classe.



Pour exprimer votre gratitude envers ceux avec qui vous faites affaires, offrez les fameux stylos Classic Black de Cross. Le sigle de votre compagnie rappelle discrètement, chaque jour, votre gratitude. Mécanisme garanti à vie.

Pour plus de détails, adressez-vous à:
Robert Auclair
WATT & WALLACE LIMITED
47 Champlain Mart 'C',
Place Bonaventure,
Montréal, Québec
H5A 1A2
(514) 866-2471

CROSS®
SINCE 1846

NOS GAGNANTS ET NOS PERDANTS

■ N.D.L.R. Le journal LES AFFAIRES publie sous cette rubrique les noms de valeurs qui se sont appréciées ou dépréciées sensiblement au cours de la semaine précédant celle où nous mettons sous presse.

Carma éprouve de graves difficultées

LES GAGNANTS

Carma: + 0,06 $ à 0,43 $

Hees International, la banque marchande de l'empire financier des **Bronfman** de Toronto, courtise les actifs de **Carma.** Les dirigeants de Carma tentent présentement de restructurer le bilan de la compagnie. Ce plan pourrait bien déboucher sur le mainmise de Carma par Hees International. La banque des Bronfman réunit déjà des actifs immobiliers de 6 milliards de $.

Carma éprouve de graves difficultées financières. Au cours des deux dernières années, cette firme immobilière de l'ouest a essuyé coup sur coup des pertes nettes de 136,5 M$ et 170,6 M$.

Wardair: + 1,25 $ à 7,88 $

Une baisse du prix mondial du prix du pétrole brut allègerait la facture énergétique du transporteur aérien **Wardair**. Tel est la perception des investisseurs selon M. **Roland Jones,** analyste de **Merrill Lynch Canada.**

Irilon A: + 1,75 $ à 27,75 $

Trilon, l'entreprise financière des frères **Peter** et **Edward Bronfman,** de Toronto, qui regroupe **London Life** et le **Trust Royal,** a conclu une entente en vue d'acquérir **Fireman's Fund Insurance Co. of Canada.** Le coût de la transaction se situe entre 125 et 130 M$.

Ford Canada: + 7 $ à 132 $

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1984, la compagnie a déclaré un profit net de 209 M$ ou 25,22 $ l'action contre 56,3 M$ ou 6,79 $ l'action pour la période équivalente un an plus tôt. Quant aux ventes, elles sont passées de 5,6 à 8,7 milliards de dollars durant la période considérée.

Imperial Oil: + 2,38 $ à 42,38 $

Oakwood A: + 0,15 $ à 4 $

PanCanadian Pet.: + 1,13 $ à 29,25 $

29,25 $

Texaco: + 1,50 $ à 37,75 $

Royal Trust: + 1,75 $ à 33,75 $

Royal Trust et **A.E. Lepage** fusionneront leurs services de courtage immobilier pour former le plus important courtier en immeuble du Canada. La nouvelle fut bien reçue par les investisseurs.

LES PERDANTS

Dominion Textile: -2 $ à 12,75 $

Domtex a subi une baisse marquée de ses bénéfices et de ses ventes pour son premier trimestre terminé le 30 septembre 1984. Domtex a déclaré une perte nette de 2,2 M$, ou 0,21 $ l'action, pour le trimestre en question. Lors du trimestre correspondant en 1983, la compagnie avait réalisé un profit net de 1,4 M$, ou 0,07 $ l'action.

Les ventes, pour leur pat, ont régressé. Pour le premier trimestre de l'exercice 1984-85, les ventes ont totalisé 169,7 M$. Pour le même trimestre un an plus tôt, elles atteignaient 184,3 M$.

Southam: -3,05 $ à 51,75 $

Southam a subi une baisse de son bénéfice au troisième trimestre 1984. Celui-ci s'est élevé à 2 368 000 $, ou 0,18 $ l'action. Lors du trimestre correspondant en 1983, la compagnie avait réalisé un profit net de 3 847 000 $, ou 0,30 $ l'action.

Quant aux ventes, elles sont passées de 203,5 M$ à 255,3 M$ pour la période étudiée.

Cette piètre performance s'explique par la grève récente des employés de **Southam,** selon **M. Barry Gruman** de **First Marathon Securities.**

Alcan: -1,38 $ à 36,75 $

Le marché de l'aluminium n'est plus ce qu'il était. Le prix du métal est toujours à la baisse, subissant les méfaits d'une production mondiale trop élevée et d'inventaires excédentaires.

Cette conjoncture a forcé **Alcan** à réduire de 37 500 tonnes la production à son usine d'Arvida, mettant ainsi à pied 200 travailleurs.

De plus, Alcan vient de mettre en veilleuse son projet d'accroître la capacité de production de ses installations en Colombie-Britannique. Le coût de ce projet était évalué à 3 milliards de dollars.

MINES ET MÉTAUX

Conwest investit dans Hemlo

Conwest Exploration (9,75 $) vient d'acquérir 25 % de **Hemglo Resources** en échange de 243 000 actions privilégiées rétractables de Conwest d'une valeur de 6,84 M$. Hemglo est une société privée qui détient un intérêt dans la mine **Golden Giant** que **Noranda** est en train de développer sur la propriété détenue par **Goliath Gold Mines** (Vanc. 7 $) dans le riche camp **Hemlo**. Assez curieusement, Conwest ne sait pas exactement ce qu'elle a acheté puisque Hemglo et Noranda ne s'entendent pas sur l'intérêt exact de Hemglo dans la propriété. Selon Noranda, Hemglo détient 15 % de l'intérêt de 50 % de Goliath dans la propriété alors que Hemglo prétend détenir 15 % de toute la propriété.

Cette propriété est d'une richesse considérable: elle renferme 19,68 millions de tonnes titrant 0,29 once d'or dans sa zone principale et un autre 1,64 milion de tonnes à une teneur de 0,17 once. À pleine capacité, cette mine aura le plus bas coût d'exploitation parmi tous les producteurs d'or à travers le monde.

***

■ **Agip Canada,** la filiale canadienne de la compagnie italienne du même nom, aurait mis la main sur plusieurs petits dépôts aurifères à très haute teneur dans la vallée de la rivière Wheaton au Yukon.

Une filiale de **Erickson Gold Mines** (Vancouver 6 $), **Mont Shukum Gold Mines,** dit avoir identifié sur une propriété détenue par Agip 200 000 tonnes de minerai à une teneur de 0,70 once d'or la tonne, ce qui est une teneur très élevée. La compagnie planifie la construction d'une rampe de 2 100 pieds pour atteindre le gisement. Erickson peut gagner un intérêt dans ce dépôt en le transformant en une exploitation, ce qui pourrait coûter 5 millions $, en incluant le coût d'une usine de traitement dans la région. L'action de Agip détient 3 000 claims dans la région. L'action de Erickson s'est transigée cette année entre 5 $ et 11,75 $.

***

ATTENTION!

TOUS LES AGENTS DE SÉCURITÉ NE SONT PAS DES "PINKERTON."

Établi au Québec depuis 1899, Pinkerton compte maintenant plus de 2000 employés qui veillent sans cesse à la sécurité de centaines d'entreprises et d'institutions importantes. Nous trouvons flatteur que plusieurs soient portés à parler d'un "Pinkerton" pour désigner un agent de sécurité.

Il ne faut pas s'y méprendre. Toutes les agences de sécurité n'offrent pas les mêmes services et ne font pas appel au même type d'hommes. Triés sur le volet, nos agents reçoivent constamment la meilleure formation possible et la supervision dont ils font l'objet assure leur professionnalisme.

À bord d'autos-radio bien identifiées, nos nombreux officiers-patrouilleurs sont en liaison constante avec notre centre de communications, 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Ils sont en mesure de faire face à toutes sortes de situations. Notre service d'investigation utilise des techniques et des équipements à la fine pointe du progrès. Les nombreux succès de ses enquêteurs sont maintenant des faits historiques.

Pouvez-vous en dire autant de votre agence de sécurité?

Pinkerton du Québec Limitée
Chef de file incontesté



Halifax, Québec, Sherbrooke, Montréal, Ottawa, Toronto, Barrie, Hamilton, London, Windsor, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver

TAUX D'INTÉRÊT

Taux d'intérêt en vigueur le 30 octobre 1984

	Épargne stable	Intérêt quotidien	DÉPÔTS À COURT TERME: Dépôt min. ($)	30-59j.	60-89j.	90-119j.	120-179j.	180-269j.	270-364j.	DÉPÔTS À TERME (Intérêt versé annuellement): Dépôt min. ($)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES															
B.N.P.	—	—	5 000	9¾	10	10	10¼	10½	10¾	—	—	—	—	—	—
Banco Central du Canada	8¾	—	—	10,30	10,35	10,80	11,05	11,05	11,05	—	—	—	—	—	—
Commerce	8½	8	5 000	9½	9½	9½	10	10¼	10¼	1 000	10½	10½	10¾	11	11½
Continentale	—	8½	5 000	10¼	10¼	10¼	10½	10¾	10¾	1 000[A]	10¾	10¾	11	11¼	11½
Crédit Suisse Canada	—	—	5 000	10½	10³/₅	10¾	10¾	10¾	10¾	—	—	—	—	—	—
Grèce	8	7	5 000	9¾	10	10	10¼	10½	10¾	1000	11	11¼	12½	12½	12½
d'Épargne	8	7½	3 000	9½	9½	9½	10	10	10	1 000	10¼	10¼	10¾	11	11½
Mercantile	—	—	5 000	10¼	10¼	10¼	10¼	10½	10½	5 000[A]	11¼	11	11	11¼	11½
Montréal	8	7½	5 000	9½	9½	9½	9¾	10	10	1 000	10	10¼	10½	10¾	11¼
Nationale	8½	8	5 000	9½	9½	9¾	10	10¼	10¼	1 000[A]	10½	10½	10¾	11	11¼
Nouvelle-Écosse	8	7½	5 000	9½	9½	9½	9¾	10	10	1 000	10¼	10¼	10½	10¾	11¼
Royale	8	7½	5 000	9½	9½	9½	9¾	10	10	1 000	10	10	10¼	10½	11
Suisse	—	6½	10 000	9½	9½	9½	9½	9¾	9¾	10000	9¾	—	—	—	—
Toronto-Dominion	8½	8	5 000	9½	9½	9½	9¾	10	10	1 000[A]	10	10	10¼	10½	11
QUASI BANQUES															
Caisses Pop. (Mtl)[2]	8½	8¼	2 000	10	10	10	10¼	10½	10½	1 000	11½	12	12	—	—
Caisses Pop. (Qué.)[2]	8½	8	1 000	10	10	10	10¼	10½	10½	1 000	9	9½	9½	9¾	9¾
Cais. d'Établissement	7	—	1 000	10	10	10¼	10½	10¾	10¾	1 000	10½	10¾	10¾	10¾	11½
Soc. d'Entraide	8	—	5 000	—	—	10	10½	10½	10½	500	10	11	11	—	—
FIDUCIES															
Canada Trust	8½	8	5 000	9½	10¼	10½	10¾	11	11	—	—	—	—	—	—
Can. Italienne	6	—	5 000	10¼	10¼	10½	10½	10¾	10¾	—	—	—	—	—	—
Continental	—	10[B]	15 000	10	10	10	10	10	10	2000	11	11½	11¾	11¼	11¼
Crédit Foncier	—	—	5 000	10⅜	10½	10½	10¾	11	11¼	—	—	—	—	—	—
Eaton/Baie	8	8	5 000	10	10	10⅞	11	11¼	11¼	—	—	—	—	—	—
Fiduciaires	—	—	5 000	10¾	10¾	10⅞	10⅞	10⅞	10⅞	—	—	—	—	—	—
Fiducie du Québec	—	—	5 000	10¼	10½	10¾	11	11½	11½	—	—	—	—	—	—
Financial Trust	7½	8	5 000	11	11¼	11½	11½	11½	11½	—	—	—	—	—	—
First City	8	—	5 000	10½	10¾	10¾	10¾	11¼	11¼	—	—	—	—	—	—
Guaranty Trust	8	7½	5 000	10	10¼	10½	10½	10¾	10¾	—	—	—	—	—	—
Guardian	6	8½	5 000	11	10¾	10¾	11	11	11	—	—	—	—	—	—
Montréal Trust	8½	8	5 000	10½	10½	10½	10½	10¾	11	—	—	—	—	—	—
Morgan	—	—	10 000	10	10	10¼	10¼	10¼	10¼	—	—	—	—	—	—
Morguard	—	—	10 000	11	11¼	11¼	11¼	11¼	—	—	—	—	—	—	—
Permanent	8	8	5 000	10	10¼	10½	10½	10¾	10¾	—	—	—	—	—	—
Prêt & Revenu	8½	8¼	5 000	10¾	11	11	11	11	11½	—	—	—	—	—	—
Soc. Général Canada	—	—	10 000	10¼	10¼	10¼	10½	10¾	10⅞	—	—	—	—	—	—
Soc. nat. de fiducie	—	—	2 000	10½	10½	10½	10½	10¾	11	—	—	—	—	—	—
Trust Central	8	7½	5 000	10	10¼	10¼	10½	10½	10½	—	—	—	—	—	—
Trust Général	8½	—	5 000	10¼	10½	10¾	10¾	11	11¼	—	—	—	—	—	—
Trust National V. Grey	8	7½	5 000	9½	9½	9½	10	10¼	10¼	—	—	—	—	—	—
Trust Royal	9	8	5 000	10	10¼	10½	10½	10¾	11	—	—	—	—	—	—

	CERTIFICATS GARANTIS[1] (Intérêt versé annuellement): Dépôt min. ($)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES: 1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	HYPOTHÈQUES COMMERCIALES: 1 an	3 ans	5 ans	PRÊTS PERSONNELS
BANQUES															
B.N.P.	5 000	11¼	11¾	12	11¾	11¾	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banco Central du Canada	1000	12,05	12,60	12,60	12,60	12,60	12¾	13½	13¾	13¾	13¾	13¾	14¾	14¾	—
Commerce	1 000	11½	11¾	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13½	13½	—	—	—	13½ à 16½
Continentale	1 000	11¾	12¼	12¼	12½	12¾	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit Suisse Canada	5 000	10¾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	—	—	—	—	—	—	12¾	13¼	13¾	—	—	—	—	—	—
d'Épargne	1 000	11¼	11¾	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13¾	13¾	12¾	13½	14	13¼ et +
Mercantile	5 000[A]	11¼	11	11	11¼	11½	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Montréal	1 000	—	11¾	11¾	11¾	12	12½	13¼	13¼	13½	13½	—	—	—	14¼ et +
Nationale	1 000	11½	11¾	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13¾	13¾	13	14	14¼	14¼ et +
Nouvelle-Écosse	1 000	11½	11¾	11¾	11¾	11¾	12½	13¼	13½	13½	13½	—	—	—	14¼ et
Royale	1 000	11¼	12	11¾	11¾	11¾	12½	13¼	13½	13½	13½	—	—	—	12¾ et
Suisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Toronto-Dominion	1 000	11¼	11¾	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13½	13½	—	—	—	—
QUASI BANQUES															
Caisses Pop. (Mtl)[2]	—	—	—	—	—	—	13	13½	14¼	—	—	14 &+	—	—	15 et +
Caisses Pop. (Qué.)[2]	1 000	11½	12	12	12¼	12¼	12¾	13½	13¾	13¾	13¾	14½	—	—	13¼ à 14¾
Cais. d'Établissement	1 000	11¼	11½	11¾	11¾	12	12¾	13½	13¾	13¾	13¾	13¾	—	—	13¼ et +
Soc. d'Entraide	500	11⅛	11⅜	11⅝	11⅞	12⅛	12¾	13¼	13½	13¾	14	13¼	—	—	14 et +
FIDUCIES															
Canada Trust	1 000	11½	12	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13½	13½	12½	13½	13½	13 et +
Can. Italienne	1 000	11¾	12	12¼	12¼	12½	13	—	—	—	—	13½	—	—	14 à 17
Continental	2 000	11	11½	11¾	11¾	11¾	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit Foncier	500	11⅝	12	12⅛	12⅛	12⅛	12½	13	13¾	13½	13½	—	—	—	—
Eaton/Baie	500	11¾	11¾	12	12	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fiduciaires	1 000	11½	12	12¼	12⅛	12⅜	12½	13	13¼	—	13¼	12½	—	—	—
Fiducie du Québec	1 000	11¾	12	12¼	12¼	12½	12¾	13½	13¾	—	13¾	13	13¾	13¾	—
Financial Trust	5 000	11¾	12¼	12¼	12¼	12¼	—	—	—	—	—	—	—	—	—
First City	1 000	11⅞	11¾	12	12¼	12¼	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guaranty Trust	1 000	11¾	12	11⅞	11⅞	12⅛	12¾	13	13½	13½	13½	13	13¾	13¾	13½ et +
Guardian	1 000	11½	12	12¼	12¼	12¼	12¾	13	13¾	—	14	—	—	—	—
Montréal Trust	1 000	11¾	12	12	12	12¼	12½	13	13¼	13½	13½	12½	13¼	13¼	—
Morgan	1 000	11¾	12	12¼	12¼	12¼	12¾	13½	13¾	13¾	13¾	13¼	14¼	14¼	—
Morguard	1 000	11¾	12	12¼	12¼	12¼	12½	—	13¼	—	13½	12½	13¼	13½	—
Permanent	1 000	11½	11¾	12	12	12¼	12½	13¼	13½	13½	13½	12¾	13½	13½	—
Prêt & Revenu	1 000	11¾	12	12¼	12¼	12¼	12¾	13	13¼	13¼	13¼	—	—	—	14 à 14½
Soc. Général Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soc. nat. de fiducie	1 000	11½	11¾	11¾	11¾	12	12¾	13	13¼	13¼	13¼	—	—	—	—
Trust Central	1 000	11½	11¾	12	—	12¼	12½	13¼	13½	—	13½	—	—	—	—
Trust Général	1 000	11⅝	12	12⅛	12⅛	12¼	12¾	13	13¼	13¼	13¼	12¾	13½	13½	—
Trust National V. Grey	1 000	11½	12	12	12	12¼	12½	13	13¼	13¼	13½	12½	13¼	13¼	12½ à 16½
Trust Royal	1 000	11½	12	12	12	12¼	12½	13	13¼	13¼	13½	12½	13¼	13¼	13⁹/₁₀ et +

A) Versement semi annuel. *B) Minimum 5 000 $*

(1) Les certificats de dépôt garantis ne peuvent pas être encaissés avant terme, sous aucune considération. ***(2) Les taux peuvent varier d'une caisse populaire à l'autre.***

Source: LES AFFAIRES, renseignements colligés par France Weinstein

Marchés monétaires

	30-10	23-10	16-10
CANADA			
1. Taux d'escompte	11,71	12,11	12,23
2. Taux préférentiel	12,50	13,00	13,00
3. Bons du Trésor (3 mois)	11,47	11,83	11,92
4. Papier commercial (90j.)	11,65	12,00	12,10
5. Acceptations bancaires (90j.)	11,55	11,90	12,00
6. Argent à demande	11,75	12,25	12,25
7. Rendement des obligations			
Canada 1 juil 85 11-1/4%	11,51	11,80	12,16
Hydro-Qué. 1 août 85 11,63	12,44	—	13,08
Bell Ca 15 juil 85 10-1/2%	12,11	12,26	12,58
8. Taux de change			
$Can/EU comptant	0,7588	0,7573	0,7578
ÉTATS-UNIS			
1. Taux d'escompte	9,00	9,00	9,00
2. Federal Funds	10,00	9,88	10,75
3. Prime Rate	12,00	12,25-12,50	12,25-12,75
4. Bons du trésor			
13 semaines	9,38	9,54	9,98
26 semaines	9,59	9,57	10,08
5. Certificats de dépôt (90 jours)	9,80	10,00	10,60
6. Papier commercial GMAC (90 jours)	9,30	9,85	10,00
7. Eurodollars (90 jours)	10,18	10,50	11,00

Tablelau LES AFFAIRES

Décrochage général des taux

■ La plupart des institutions financières ont suivi cette semaine le mouvement de repli des taux amorcé la semaine dernière aux États-Unis et suivi en quelques heures par cinq ou six institutions canadiennes.

La baisse de près de 0,40 point du taux d'escompte de la Banque du Canada a même été précédée d'une baisse du taux préférentiel de certaines banques. Par la suite, la plupart des autres institutions ont également baissé plusieurs de leurs taux.

Ainsi, du côté des hypothèques résidentielles, les familles qui doivent renouveler leur contrat au cours des prochains jours trouveront facilement des taux de 12,5 % pour un an dans 14 des 40 institutions du tableau. Pour deux ans, le mouvement a cependant été plus timide, seulement 8 institutions demandant 13 %, un quart et un demi-point de moins qu'à trois ans.

À cinq ans, les hypothèques résidentielles se vendent encore à 13,5 % dans cinq banques (**Commerce, Montréal, Nouvelle-Écosse, Royale** et **Toronto-Dominion**), mais elles sont à 13,25 % dans quelques sociétés de fiducie (**Fiduciaires, Prêt et Revenu, Société Nationale de Fiducie** et **Trust Général**).

Plusieurs changements sont également survenus dans les certificats garantis. **First City** paie du 11 7/8, soit 1/8 de plus qu'une demi-douzaine de concurrentes. Plusieurs autres institutions ont cependant suivi le repli, baissant leur taux à 11,75 %, contre 12 % la semaine précédente.

Les dépôts à terme ont aussi suivi le mouvement général. À court terme, certaines institutions, dont la **Banque Mercantile,** recherchent des dépôts à moins de 90 jours et ont augmenté leur taux de 0,25 %. Mais la majorité a reculé de 0,5 % à 9,5 %, notamment chez les banques.

À plus de six mois, il faut aller dans les fiducies pour trouver encore des taux à 11,25 % et 11,5 %; les banques n'offrent plus que du 10-10, 25 %, alors que la **Banque Suisse** a déjà replié le sien à 9,75 %.

Dans les dépôts, on trouve encore du 11,25 % à la Banque Mercantile (un an) et même 11,5 % aux **Caisses pop de Montréal,** qui offrent encore du 12 % (au moment d'écrire ces lignes) à deux et trois ans.

Pour trois ans, le **Trust Continental** offre 11,75 %, un point de plus que la **Banque Continentale.** Mais c'est la **Banque de Grèce** qui se montre la plus généreuse avec 12,5%; elle reste encore la plus généreuse à cinq ans avec le même taux.

DÉPÔT GARANTI TRUST GÉNÉRAL

"Participez à notre promotion
Obtenez de l'or pour votre argent
Plus de 20 000$ en prix"

DOUBLEMENT AVANTAGEUX! PORTEFEUILLE-PLACEMENTS GRATUIT!
SUCCURSALES
Mtl/University: 1 100, University, 871-7200
Mtl/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383
Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414
Québec: 1091, Chemin St-Louis, (418) 688-0630
Lévis: Les Galeries Chagnon, (418) 833-4450
CONSEILLERS
Mtl/Ahuntsic: 382-8000 **Laval/Chomedey:** 687-6780
St-Hubert: 462-1880 **Granby:** 378-8461
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

12¼% (5 ans) Intérêt annuel
12⅛% (3 ans) Intérêt annuel
11¾% (15 mois) Intérêt à l'échéance

LA BOURSE

REVUE DES MARCHÉS

Malgré la baisse des taux, le marché reste morose

■ En dépit d'une baisse substantielle des taux préférentiels des banques, tant canadiennes qu'américaines, les marchés boursiers ont reculé sur l'anticipation que cette baisse indique vraiment un ralentissement de la croissance économique et conséquemment des bénéfices des sociétés.

Les banques à charte canadiennes avaient pris l'initiative en réduisant de 0,5% à 12,5% leur taux préférentiel (consenti à leurs meilleurs clients) jeudi dernier alors que les principales banques américaines ont réduit le lendemain aussi de 0,5% à 12% leur taux préférentiel.

L'indice Dow Jones des industrielles a reculé de 20,98 points pour terminer la semaine à 1 204,95 alors qu'à Toronto, l'indice composé TSE 300 a perdu 30,7 points pour s'établir à 2365,25.

Le signe évident que la baisse des taux avait été escomptée dans les semaines précédentes a été le net recul de l'indice Dow Jones des services publics qui a baissé de 3,23 points pendant la semaine pour terminer la semaine à 141,57 points: cet indice monte sur une baisse anticipée des taux (ou sur des hausses de dividendes).

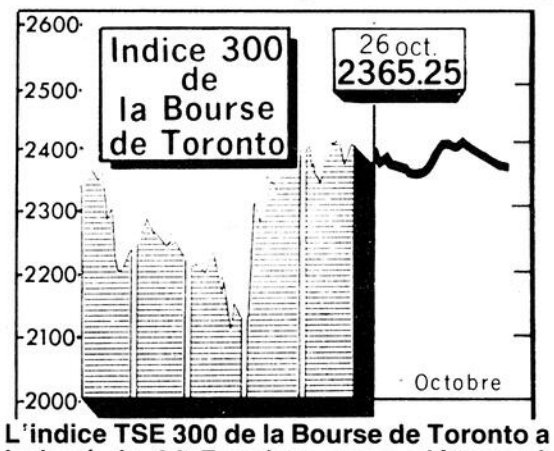
Il faut dire que le dernier discours de l'économiste en chef de la maison de courtage **Salomon Brothers,** le **Dr Henry Kauffman,** en a refroidi plus d'un: il a de nouveau prédit que les taux d'intérêts à court terme seraient plus élevés à la fin de l'année...

Que penser de la vague de pessimisme qui pèse présentement sur les marchés boursiers? **M. John Mendelson,** analyste des mouvements boursiers chez **Dean Witter Reynolds Inc.** à New-York, est venu à Montréal la semaine dernière défendre sa thèse qui veut que la "psychologie du marché" (Market Sentiment) est favorable à une forte hausse boursière qui pousserait au cours des deux ou trois prochains mois l'indice Dow Jones des industrielles vers le niveau 1 400. Cette poussée serait toutefois de courte durée. La poussée débutera lorsque le marché franchira une "zone de résistance" se situant autour de 1 240 sur cet indice et de 169 sur l'indice Standard & Poor 500.

M. Mendelson a précisé que ses études sur la psychologie du marché lui avait indique un troisième signal d'achat cette année; jusqu'à présent, cela ne s'était produit qu'à la fin de 1974 et au milieu de 1982. "Dans le cas présent, le troisième signal d'achat est apparu un peu plus de deux mois après les bas niveaux atteints en début d'août. La récente baisse de l'indice a produit une vague de pessimisme parmi les investisseurs, une circonstance que nous considérons très encourageante pour le marché", a-t-il expliqué.

M. Mendelson s'est aussi penché sur un autre indicateur du marché boursier sur lequel il fonde ses conclusions: les prévisions de bénéfices. Pour 138 titres dont Dean Witter Reynolds Inc. a révisé à la baisse les bénéfices, elle n'en a revisé que 27 à la hausse. Cette situation n'est pas sans rappeler le milieu de l'année 1982, qui fut une excellente période pour acheter des actions puisque l'indice des industrielles avait alors gagné près de 70% en 9 mois.

"Puisque le marché boursier escompte toujours les événements 9 mois à l'avance, ces rajustements à la baisse sont déjà reflétés dans les cours des titres. Il est possible que le repli de janvier et février dernier, au cours duquel les indices les plus populaires ont enregistré 76% de leur déclin de l'année, soit le reflet de cette baisse anticipée des bénéfices. Nos études nous indiquent que les participants du marché se concentrent sur des développements futurs qu'ils perçoivent positivement", a-t-il conclu.



L'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto a baissé de 30,7 points pour clôturer à 2365,25 durant la semaine se terminant le 26 octobre.

YVES BOURGET

INDICES BOURSIERS

	Ferm. 26-10	Ferm. 19-10	Var.	1984 Haut	1984 Bas
BOURSE DE MONTRÉAL					
XXM	116,26	118,65	- 2,39	127,56	100,36
Banques	109,17	110,87	- 1,70	124,97	91,48
Prod. forestiers	140,00	138,79	+ 1,21	159,91	124,13
Prod. indust.	108,68	111,93	- 3,25	146,70	96,93
Mines et métaux	117,40	121,22	- 3,82	137,60	93,73
Pétrole et gaz	128,40	125,96	+ 2,44	138,08	111,69
Serv. publics	113,92	114,99	- 1,07	114,99	103,00
BOURSE DE TORONTO					
TSE 3000	2365,25	2395,95	- 30,70	2594,59	2077,36
Mines et métaux	1948,78	2030,62	- 81,84	2539,67	1621,23
Or	3567,71	3580,48	- 12,77	4827,17	2976,45
Pétrole et gaz	3241,61	3171,24	+ 70,37	3563,42	2842,98
Pâtes et papiers	2000,14	2004,52	- 4,38	2452,30	1794,99
Produits de consommation	2992,61	3051,23	- 58,62	3178,32	2648,16
Prod. indust.	1705,32	1752,15	- 46,83	2005,79	1497,89
Immeubles et construction	6701,68	6807,65	-105,97	6807,65	4959,14
Transport	3161,10	3275,87	- 8,80	3634,33	2572,87
Pipelines	2346,40	2422,12	- 75,72	2422,12	2083,12
Serv. publics	2325,48	2337,17	- 11,69	2337,17	2041,26
Communications	3515,45	3570,49	- 55,04	3570,49	2974,04
Commerce	2108,88	2117,48	+ 8,60	2376,23	1923,51
Serv. financiers	1635,63	1646,80	+ 11,17	1874,56	1390,54
Sociétés de gestion	2798,91	2834,35	- 35,44	2998,57	2440,04
Électronique, électrique	4151,55	4283,89	-132,34	4813,86	3430,28
NEW YORK					
DJ, 30 ind.	1204,95	1225,93	- 20,98	1286,64	1086,57
DJ, transport	522,98	542,74	- 19,76	612,63	444,03
DJ, serv. publ.	141,57	144,80	- 3,23	144,80	122,25
DJ, 65 actions	476,12	487,34	- 11,22	514,04	421,36
NYSE, composé	95,34	96,86	- 1,52	97,93	84,81
Amex	209,31	209,24	+ 0,07	228,21	186,40
S & P 500	165,29	167,96	- 2,67	169,28	147,82
NASDAQ	247,38	251,18	- 3,80	287,90	229,30
DOLLAR CANADIEN					
New York en $US	76,05	75,64	+ 0,41	80,33	74,86
L'OR					
New York en $US	337,25	340,25	- 3,00	405	335
L'ARGENT					
Londres en $US	7,30	7,21	+ 0,09	10,11	7,15

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Les titres US pour étrangers s'envolent...

■ La première émission de titres du Trésor américain réservée aux investisseurs étrangers a connu un énorme succès en Europe la semaine dernière. Un milliard de dollars US d'obligations du Trésor avec une échéance de 47 mois ont été rapidement écoulées à un rendement moyen de 11,41%. Le Trésor a aussi émis pour 6 milliards de dollars de titres similaires sur le marché américain à un rendement moyen de 11,42%. Rappelons que le gouvernement américain a récemment décidé de permettre l'émission de titres du Trésor pour investisseurs étrangers désireux de garder l'anonymat. L'institution financière qui les vend doit certifier au Trésor américain que les détenteurs ne sont pas des résidents ou citoyens américains.

Sears s'immisce dans les banques

■ **Sears, Roebuck & Co.** a choisi d'acheter une banque du Delaware dans le but d'établir un éventuel réseau bancaire national pour consommateurs. Cette tentative pourrait forcer le Congrès américain à intervenir par voie législative pour forcer la compagnie à se retirer du domaine. Une fois l'acquisition complétée, Sears vendrait le portefeuille de prêts commerciaux de sa filiale **Greenwood Trust** pour ne conserver que les prêts aux consommateurs et se qualifier comme une "consumer bank" aux termes de la loi. Sears espère pouvoir exploiter éventuellement des bureaux semblables à des banques à l'intérieur de ses magasins; elle le fait présentement par le biais du **Sears Financial Network,** où les services de **Allstate Insurance,** du courtier immobilier **Coldwell Banker & Co.** et du courtier en valeurs mobilières **Dean Witter Reynolds** sont déjà disponibles.

Résiliation de contrat avec le gouvernement US

■ Une nouvelle législation permettra aux producteurs américains de produits forestiers de la côte du Pacifique de résilier des contrats d'une valeur de 2,8 milliards de dollars US qu'ils avaient signé avec le gouvernement fédéral et d'obtenir leur bois brut à un coût inférieur. Cette loi permettra à 30 compagnies de réduire le coût de leurs achats de 1,3 milliard de dollars, au dire d'une publication spécialisée américaine, ce qui éloignera de la faillite plusieurs de ces compagnies.

Chicago Pacific convoite Textron

■ **Chicago Pacific Corp.** a offert 1,57 milliard de dollars US, soit 43,00 $US l'action, pour acquérir **Textron Inc.,** Chicago Pacific est un holding; Textron a réalisé des ventes de 3 milliards de dollars US au cours du dernier exercice financier; Textron fabrique une vaste gamme de produits industriels, dont les hélicoptères **Bell,** les scies à chaîne **Homelite,** les tondeuses **Jacobsen,** les montres **Speidel** la porcelaine **Gorham,** etc.

Cette offre représente une prime de 28% par rapport à la valeur au livre de Textron au 30 juin dernier. La direction de Textron a qualifié l'offre d'inacceptable, mais n'a pas indiqué pourquoi.

Le titre de Textron a gagné 3,62 $US pour la semaine, pour clôturer à 37 $US. Le titre avait atteint un sommet de 38,50 $US en 1981, il avait atteint 43,50 $US dans les jours précédant l'offre.

LE JOURNAL LES AFFAIRES PRÉSENTE



GEORGES GRATTON

LIGNE OUVERTE SUR LE PLACEMENT
diffusée en direct le jeudi à 20H30

LES CORDONS DE LA BOURSE

Câble 26,
(reprises les vendredis, à 22h., les dimanches, à 20h. et les mardis, à 23 h.)



CLAUDE PICHÉ

Le réseau Vidéotron

Cette émission est rendue possible grâce à la collaboration des commanditaires suivants.

TRUST GÉNÉRAL Le Maître Courtier

Bell

Une coproduction LES AFFAIRES-SPORTSPEC VIDEO

MONTRÉAL

Revue de la semaine terminée le 26 octobre 1984

	Volume	1984 Haut	Bas	Clôt.	Var.	1984 Haut	Bas
Aberford	1600	$9½	9	9⅜	— ⅛	$10¾	7¼
AberfrdWt	8200	155	135	150	—20	295	135
Agnico E	5000	$15⅛	14¼	15⅛	+ ⅛	$20⅛	13¼
Aiguebelle	15100	$7	6⅜	6¾	+ ⅛	$9½	5⅛
Alta energ	17385	$21⅛	20½	21	+ ¼	$23¼	17⅜
Alcan Alu	268598	$38¼	34¾	36½	—1½	$51⅜	31⅜
Alcan Wt	67835	$11⅜	9½	10⅛	—1¼	$22	7⅜
Algoma St	333	$21½	20½	20½		$30¾	19½
Algoma 8	1300	$24¾	24¼	24¾		$25	21
Algma2.00	100	$22⅝	22⅝	22⅝		$26⅝	20¼
Aligro	4050	$7	6⅝	6¾	— ⅛	$7¼	5
Alum 2.312	3250	$26	25⅜	26	+ ⅜	$27⅜	24⅛
Alum 2.00	900	$26½	25⅜	26½	+ 1	$26¾	24⅞
Alum.flC	10100	$25⅞	25½	25⅜		$25⅞	25¼
AMCA int	170625	$19⅞	18⅞	19¼	— ⅜	$27¾	16¾
AMCA8.84	200	$24⅜	24⅜	24⅜		$25⅞	24¼
Amusecor	2301	110	100	105		200	100
Amuse Wt	41700	2	½	2		60	½
Argcen.H.I	3545	$20⅛	19⅝	20⅛	+ ⅛	$20⅝	19⅝
Asamera	23250	$11	10⅛	10¾	+ ⅛	$14⅜	10⅜
Asbestos	218	$6½	6½	6½	— ⅝	$10½	6½
fAstral B	250	$5¾	5⅛	5⅛		$7⅜	5⅛
BCE	315170	$34⅝	33⅝	34	— ½	$34¾	29
BCE 2.25p	5750	$30	30	30		$30½	26½
BCE 1.80p	2750	$23½	23¼	23¼	— ¼	$23⅞	20¾
BCE 2.05p	2800	$34⅛	33¾	33¾	— ¾	$34½	29¼
BCE 2.70p	24240	$35¾	34⅜	35⅜	— ⅜	$36⅛	31⅛
B C Forst	7279	$9¾	9½	9⅝	+ ¼	$14⅞	8½
BGRdM.A	9900	$6⅞	6⅝	6⅝	— ⅜	$8⅜	6⅛
BGRdM.wt	6600	138	132	132	—8	275	121
BC Phone	15127	$20¾	20½	20⅝		$22¼	19⅛
BP Can	1873	$28	27	28	+ ½	$28¾	21¾
Banister	1000	$6½	6½	6½		$7⅜	6¼
Bank NS	173698	$12⅞	12⅝	12⅝	— ¼	$15½	10
B NS srI	2800	$25½	24⅞	25¼	+ ½	$25¾	24¾
Bque Cont	7057	$10⅛	10	10⅛		$13¾	9¾
Bq Mercn	8990	$9½	9¼	9¼	— ½	$17⅛	9⅛
Bque Mtl	178573	$24⅞	24⅛	24⅜	— ⅛	$28½	21½
BMO 2.85	6800	$33	32	33	+ 1	$35½	29¾
BMO $2.50	4600	$30¼	29⅞	30¼	+ 1½	$31⅞	26¾
BMO Sr3	2100	$25⅛	24⅞	25⅛	+ ⅜	$25⅞	23½
BMO Wts	19400	415	390	395	—20	7¼	290
Bq Eparg	7015	$17¾	17	17¾	— ⅜	$23	17
BqEp 2.62	2655	$27	26⅜	27	— ½	$28	25¼
Bque Nat	139199	$13½	12½	12⅝	— ¾	$14½	10¼
BqNat 2.94	3860	$33¼	32¾	33⅛		$37⅜	30¼
Bq Nat B	2307	$29¼	28¾	28⅞	— ¾	$31¾	28¼
Bq Royale	102598	$29⅛	28	28¼	— ¾	$35⅜	24¾
Bq Ry Wt	24165	450	415	415	—30	8	320
BqRy 1.45	34980	$16¾	16⅛	16½	+ ¼	$18	15⅜
BqRy 1.88	41300	$20½	20¼	20⅜	— ⅝	$21¾	19
BqRy 2.75	12500	$31⅞	31⅛	31⅜	+ ⅞	$34	29⅝
Barrick R	16400	183	178	183	+ 3	185	155
fBaton A	5000	$14⅞	14⅝	14⅞	— ⅝	$15½	11¾
Baton B	2400	$15¾	15½	15½		$15¾	11⅞
Baxter Tc	3700	65	57	57	—13	250	57
Berkley.pr	2425	430	420	425	—10	5⅜	400
fBomb A	2322	$16⅞	16½	16⅝	+ ⅛	$18⅞	15¾
fBomb B	5480	$15¾	15½	15¾		$18¼	14⅝
Bow Val	270683	$20⅛	18½	19⅜	+ ⅝	$26	18¼
BowVl2.05	685	$28¼	26⅜	28¼	+ ⅜	$35½	26⅝
Bow V Rs	5000	$8¼	8	8¼	+ ⅜	$9¾	6½
Bralorne	2600	$5¾	5½	5½	— ⅜	$7⅜	5⅛
Brascade	10104	$40¼	39⅞	40¼	+ ⅛	$42¼	39⅛
Brascan A	43393	$32½	31⅝	31⅞	— ⅞	$42⅛	28⅞
Brcan 8.12	200	$25⅝	25⅜	25⅝		$26½	24
Brcan prF	1000	$26	26	26		$27⅜	25⅜
Brinco	100	220	220	220	+ 5	295	205
Brinco 7p	3410	250	250	250		370	250
Brunswick	4650	$16¼	16	16¼	— ⅜	$24¼	14½
CAE Ind	52810	$13¼	13	13	— ⅛	$13⅞	8⅛
CB Pak	7901	$13	12¾	12⅞		$13¼	10
CB Pak.wt	8850	260	250	250	—10	270	140
CIIT Inc	131	450	450	450		455	450
CIL	200	$25¼	25¼	25¼	— ¼	$33½	24
C T G Inc	5300	260	235	235	—35	5⅜	235
Cad Frvw	9468	$16¼	15½	16	— ¼	$16½	10⅛
Cad Fw a	58317	$8¾	8½	8⅝	+ ⅛	$8¾	7⅜
Ca.f.wt	10350	$8⅛	7¾	7¾	— ⅜	$8½	420
Cambridge	100	$16⅝	16⅜	16⅜	+ ⅜	$16⅝	12¼
CmbrdgWt	2100	355	345	350		355	225
Camp R	1215	$7½	7¼	7¼		$12⅜	7¼
Cmpeau sp	1800	$16	16	16	+ ⅛	$16⅛	13¼
fCampeau	12892	$22⅛	21⅞	22	— ¼	$24	18⅞
CmpeauWt	1200	$5½	480	490	—35	$7	405
Cda Pack	300	$25¼	25	25		$29¼	25
fCDC	4669	$6½	6⅜	6½		$6⅞	375
CDC Pr B	1200	$98½	98¼	98⅜	+ ½	$98½	92
CDC 1980	21040	$15⅛	14¾	15⅛	+ ¼	$15⅛	11⅞
Can Malt	4500	$21½	21½	21½		$23	19
C South R	25	$450	450	450		$485	225
C Trust	1500	$27½	27½	27½		$27½	20
CHyd S12	100	$14½	14½	14½		$14½	14½
C Imp Bk	62285	$27⅝	26¾	27⅜	+ ⅜	$31¼	22¼
CIBa 2.50	500	$26⅛	26	26⅛		$27½	25⅜
CIBq 2.05	6150	$23¾	23¼	23¾	+ ¼	$26¼	21½
CIBQ 3.562	2350	$29⅞	29½	29¾	+ ¼	$31¾	28¾
CIBq wt	3925	485	475	480	+ 5	9½	260
COcc Pete	1500	$25½	25¼	25½	'	$25½	25
CP Ltee	38426	$48	46	46	—2	$53½	37¼
CP 714	866	$9¾	9¾	9¾		$10	8¾
Cdn Tire	330	$12¾	12½	12½	+ ¼	$18	12¼
fC Tire A	32076	$10	9¾	9⅞	— ⅛	$13⅞	9⅜
fC Utilit A	15985	$16⅜	15⅝	16¼	+ ⅝	$16⅜	13¼
C Utilit B	3260	$16⅜	15⅝	16⅜	+ ⅝	$16⅜	13¼
C Util prH	100	$26½	26½	26½		$28	25½
C Util prJ	200	$26½	26½	26½		$28	26
C Util Prk	16700	$28⅞	28⅝	28⅞	+ ⅛	$30⅜	28⅛
C Util prL	700	$30	30	30		$31½	28½
C.Util SrH	60400	$22¾	22⅝	22¾		$23¾	22
C Util Srl	200	$25½	25¼	25¼	— ¼	$26⅜	23½
C Util wta	15091	230	215	225	+ 15	250	125
C Util wtb	31527	275	225	250	+ 35	275	140
fCmnac.A	100	$9¼	9¼	9¼	+ ⅛	$9¾	8⅞
Canron A	6300	$10⅝	10¼	10¼	— ¼	$14½	9½
Carena	1800	$24½	24½	24½	— ¼	$24¾	16
Carl Ok	9865	$16⅝	16	16⅛	— ⅜	$23	15⅜
Cascades	31172	$9¼	8⅝	8⅞	— ⅜	$10½	395
Cassidys	2000	325	325	325		450	325
Celanese	16546	$7⅛	6⅞	6⅞	— ¼	$11½	6¾
Cent Dyn	24524	67	60	60	—5	80	40
Central Tr	2300	$11¼	11	11¼	+ ⅛	$13¾	10¼
fChateau	7645	$15	14¾	15	+ ¼	$15¼	10
Chrysler	14705	$43¼	40⅛	40¼	—2¼	$44⅜	23¼
Circo Crft	25686	$7⅝	7½	7⅜	— ⅛	$8⅛	7⅜
CimL PrE	6154	$14⅝	14	14	— ¼	$16¼	12¼
Cim L 1.17	12975	$16½	16	16		$19¼	14
fCoastl A	3400	$6¼	6¼	6¼		$9¼	6
fCoho R.A	100	200	200	200		240	200
Cominco	71358	$15¾	15	15	— ¾	$20⅝	150
Comi 2.00	200	$25¼	25¼	25¼		$25⅜	21
ComSatlite	1150	415	405	415		435	320
Cmp Inv	13525	230	215	220	—10	450	180
Comterm	84415	165	126	150	+ 24	8	120
C Bath A	35465	$15¼	15	15¼	+ ⅛	$15⅞	12⅝
CBath 5.75	5700	$55	54¾	55		$57	53½
Cons Gas	11800	$19½	19⅜	19½		$20⅝	18
C Gas Wt	22400	400	375	395	—5	490	290
CnsGas914	200	$26⅜	26⅜	26⅜		$27½	24¾
Coseka Rs	3000	305	298	300	—10	410	295
Cosek 7p	1900	$6¼	6⅛	6¼		$6⅜	5¾
CIDesj pr	200	$11⅜	11⅜	11⅜		$12	11
fCrownx	2000	$16¼	16¼	16¼		$18	13
Czar Res	16160	170	155	170	—3	208	147
Dalmy ltd	150	$9	9	9		$10⅜	9
Daon Dvlp	27157	149	141	143	—7	189	126
fDaon A	840	125	125	125	—35	165	105
Daon 912	200	220	220	220		220	180
Davis Dist	300	350	350	350		360	310
Denison.A	69560	$18⅛	17½	17½	— ¾	$21¼	13¼
fDenisonB	5800	$16⅝	15½	15½	—1¼	$18⅞	12½
Dofasco A	216553	$24⅜	23½	23½	—1¼	$24⅞	17½
Dofasc Wt	7320	$28⅛	27⅜	27⅜	— ⅞	$29¼	12⅛
Dome Cda	14554	$6⅛	6	6	— ⅛	$6⅜	450
Dome Mns	9560	$12⅜	12⅛	12½	— ⅛	$21	11¼
Dome Pet	46465	265	250	257	+ 7	460	212
Dome PrB	355	$12	12	12		$13¾	11¾
Domtex	18770	$14¾	12¾	13	—2	$20	12¾
Domtar	30909	$35	33⅝	35	+ 1¼	$35¼	29⅛
Domtar a	100	$13	13	13		$14	12¼
Domtr 2.25	2400	$25⅛	25	25⅛	+ ⅜	$25½	23⅞
Donohue	4865	$17⅛	16⅜	17	— ¼	$17¾	11⅜
Donohue a	300	$16½	16	16½		$16¾	15
DuPont A	900	$18½	18¼	18½	— ⅛	$18¾	16¼
fDvlex Ltd	68000	$30	29⅝	29⅝	— ⅜	$30	19
Dynamar	9500	61	54	56	—5	145	54
DyrWts	10000	6½	6½	6½		19	6½
East Bak	300	$21⅜	21⅜	21⅜	+ ⅜	$22	19
Echo Bay	33926	$13½	13⅛	13¼	— ⅛	$14⅛	7⅞
Entrep CP	54251	$24¼	23	23	—1¼	$25½	18⅝
Epitek Int	29000	45	40	44	—3	65	40
Falcn Cop	3525	$16⅞	16½	16⅞	+ ⅜	$19⅜	14⅛
FalLtee	4086	$80½	79¾	79¾		$80½	55¾
Finning A	200	$9⅜	9⅜	9⅜		$9⅜	9⅜
Forex	22050	100	85	85	—15	475	70
Fraser Inc	900	$18¼	17¾	18⅛	+ ⅜	$25	17½
Fulcrum	200	$19½	19½	19½		$20	17
Fulcrm 6p	300	$12	12	12		$12½	11¼
Gaz Metr	27613	$7¾	7½	7¾	+ ⅛	$7⅞	7⅛
Gaz 5.4 pr	210	$92½	92½	92½		$92½	90
Gaz 15	2120	$30	29½	29½	— ¼	$31	28½
Gen Motrs	2500	$106⅝	103¼	103¼	—4⅛	$108¼	84⅞
Genstar	38310	$25½	24⅞	25¼	+ ¼	$31½	19¼
Genstar c	600	$30⅛	29¾	30⅛	+ ⅛	$35½	26¾
Geocrude	40400	230	212	225	+ 14	300	211
fGldcrp.A	29200	$6¾	6¼	6⅜	— ⅜	$8⅜	6
Gldcrp.Wt	63450	149	137	142	—8	300	136
Grma Lee	1000	70	70	70	—28	125	52
Guard. T.	800	$9	9	9		$10¼	8
Guard prA	200	$6½	6½	6½	+ ⅜	$6¾	6
Gulf Can	202012	$18	16⅞	17½	+ ⅜	$20¼	14¼
Hawker	600	$18½	18½	18½	— ¼	$19½	16
Helix.Circ	14661	$10⅝	10⅛	10½		$11½	420
HelxWt	17800	$6¼	5¾	5¾	— ½	$7½	140
Hir Walkr	43671	$24⅜	24	24¼		$28⅜	20¾
H Wlkr D	16580	$24⅜	24	24¼		$27½	21½
H Wlkr E	4175	$27	26	27	+ 1	$30½	25¼
H Wlkr f	11250	$29	28¾	29	+ ⅛	$31	28⅜
Wlkr Wts	3600	250	230	250		6¼	150
H.Wlkwt88	9000	310	265	305	+ 25	5½	200
H Bay2.25	350	$26⅝	26½	26½		$32¼	26¼
Husky Oil	45415	$12⅛	11¼	11¾	+ ⅛	$13⅛	9⅝
Husky 13	6590	$49	46	48¾	+ 1	$52⅝	42
IU Infer	1950	$21¾	21⅜	21⅜	+ ⅜	$31¾	20½
Imasco ltd	49767	$42⅞	42	42¼	+ ⅜	$43¼	32
Imp Oil A	257553	$42½	39½	42⅜	+ 2	$45	33¾
Imp Oil B	1000	$42	42	42		$42	38⅛
Inco Ltd	18947	$14⅜	13⅜	13⅜	—1	$19	11½
Inco 10pr	1400	$25⅞	25¾	25⅞	+ ⅛	$25⅞	25¼
Inco Wts	6500	220	195	195	—30	8	180
Innopac	2300	$10	9⅞	10		$10⅜	8⅝
IBM	357	$167	163½	163½	—2½	$169	129¼
Inter Pipe	6317	$31⅞	31½	31¾	+ ¼	$33½	25⅜
Int Rock	14184	46	40	45		60	40
Inverness	3200	$5⅞	5⅜	5⅜	— ¼	$8	480
Invern8.75	100	$16⅜	16⅜	16⅜	+ ⅛	$18⅞	14¼
Irwin Tov	1715	$7⅛	6½	6½	—1	$8⅝	5¼
Irwin A	1400	$7¼	6⅞	6⅞		$7¼	5
Ivaco A	13822	$14½	14⅜	14½		$17¾	14
Ivaco B	400	$14½	14½	14½	— ¼	$18	14½
Ivaco E p	4600	$24¾	24¼	24½	— ⅜	$28½	23½
Janock	1013	$11¼	10	10	—1½	$13⅜	10
Janck Wts	1000	$5⅛	5⅛	5⅛	+ ⅛	$6¾	430
Kiena	210	$22¼	22	22	— ¼	$26⅜	21¼
Labatt	4638	$20¼	20⅛	20⅛		$25⅛	17½
LafargeCo	1355	$13⅜	12½	12½	— ⅝	$16	11⅜
Laidlaw A	400	$18½	18¼	18½	+ ⅜	$18½	12¼
fLaidlw B	2400	$17½	17⅛	17¼	— ⅜	$17⅝	11¼
Lake Shre	1500	$44	41	43	+ 2¼	$44	40⅜
Lanpar T.	3900	300	225	225	—75	5⅜	225
fLaVrdv a	1056	325	325	325		495	310
Loblaw	2000	$18½	18	18⅛	— ⅛	$18¼	13½
Logistec	8600	425	410	410	—15	485	410
Louvem	7085	215	190	200	—20	390	130
Louvem pr	500	415	415	415	+ 5	435	400
LouvmWt2	2050	10	10	10		75	8
LouvmWt3	2500	60	60	60	—5	80	45
McM Bldl	3323	$26½	25¾	25⅞	— ⅞	$35⅜	23
MntobaP.p	7790	$26½	26	26½	+ ¼	$26⅜	24¾
Mntoba wt	21590	178	161	169	+ 14	178	55
C Marconi	47030	$23½	21⅜	22	—1½	$29¼	19⅞
fMarit Tel	3105	$38	37¼	37¾	+ ½	$38	32⅞
Mrt pr B	600	$9¼	9¼	9¼		$9⅜	8½
Mrt pr D	1000	$8½	8½	8½		$8⅞	8
Mar dmc.a	185	$7½	7½	7½	— ¼	$9	7¼
Mass Fer	9729	375	360	360		7⅝	300
Mas F pa	100	$12⅝	12⅝	12⅝		$13⅞	11
McNeil M	2200	260	260	260		300	260
Merland	5100	$19½	490	5	— ⅛	$19½	425
Min Lac	2850	$30⅞	30½	30½	— ⅛	$38	24
fMitchll A	360	$17½	17½	17½		$17½	15¾
Mitchell B	100	$19	19	19		$19	15¾
Mitel Corp	7600	$9	8¾	8⅞	— ⅛	$20½	5¼
fMolson A	58361	$16¼	15⅞	16¼	+ ⅛	$23	15⅞
Molson B	2690	$16⅞	16⅜	16⅜	— ⅛	$22½	15¾
fMonenc a	1650	$9½	8½	8½	—1¼	$13¾	8½
MTrustc A	7222	$11¼	10⅝	11¼	+ ¾	$12¾	10
Moore	5906	556	55	55⅜	— ¼	$56	44⅝
fMorgn T	2500	375	350	350	—35	5⅞	350
Murphy Oil	1100	$22¾	22½	22½		$24¾	22½
Nabisco L	6500	$23⅞	23⅛	23⅛	— ⅝	$23⅞	21
Nabu Net	63575	40	25	30	—15	205	25
Nat Cbl a	1400	$8½	8½	8½		$12¾	8½
NB Tel	6433	$27	14¼	27	+ 12	$27	13½
NfldCap	300	$7⅝	7⅝	7⅝		$7⅜	7⅜
NfldL 5.12	6700	$5¾	5⅜	5¾	+ ¼	$5¾	5
NfldL 7.14	2200	$7¾	7¾	7¾		$7¾	7
Nfld 14.12	6450	$12	11⅝	11⅞		$12⅞	11
Nfld Tel	638	$13⅞	13¾	13¾	— ⅛	$14½	13⅛
NfldT 7.25	400	$15⅝	15⅜	15⅜		$15¾	14
NfldT 8.85	200	$18¾	18½	18¾	+ ½	$19	17¼
NfldT 13.5	400	$24¼	23¾	24¼	+ ⅜	$25	23
Noranda	88203	$20⅝	18½	19⅛	—1⅜	$27½	16½
Noran pA	325	$101¼	100⅜	100⅜	— ⅜	$107¼	99⅜
Norcen.En	17667	$18	17⅜	18	+ ½	$19⅞	14¾
fNoreNv	1411	$16¾	16¼	16¾		$18½	13⅝
Normick	6949	$8½	7¾	7¾	— ¼	$11½	7¾
Nor Tel	124761	$51½	49⅜	49½	—1½	$55	38¾
NWest Spt	100	$5¼	5¼	5¼		$5¼	415
fNova Alt	192180	$7⅞	7⅝	7¾		$8⅛	6½
Nova 638	300	$32½	32½	32½		$33	27⅜
Nova 612	9100	$22	21⅝	21⅞	— ⅜	$23	19½
Nova 15	5425	$30⅞	30¼	30¼	— ⅞	$33⅛	28¾
Nova 12	7805	$32⅝	31⅝	32½	— ⅛	$34½	27⅝
Nova 11.24	1800	$27½	27	27	—1	$29	26¼
NuWest A	6200	65	63	64	—2	130	39
Oakwood	1600	$5¾	5½	5½	+ ¼	$9¼	5
OakwoodA	3825	410	375	410	—5	7½	370
Oak Pr A	500	$17¼	17	17¼	+ ⅛	$23¾	15½
fOcelot B	8200	$5½	485	485	—77	$6⅝	330
fOsha A	600	$23½	23	23½	+ ⅝	$23½	15⅝
Pancdn Pt	27040	$29	27⅝	29	+ ⅞	$29⅜	22½
PC.Prod.B	100	$14⅞	14⅞	14⅞		$14⅞	14
Placer Dv	139265	$24¾	24¼	24¼	— ½	$25⅜	17⅝
PlacerDwt	2600	455	410	410	—70	6⅜	295
Popular	100	175	175	175		250	175
fPowr Cr	63435	$24⅛	22⅞	24	+ 1¼	$24⅛	17⅝
Pow Corp E	2000	$18	18	18		$18	14
Power Fin	4500	$17¼	17	17¼	+ ¼	$17¼	16¾
Precamb	1000	$5⅞	5½	5⅞	— ⅛	$7	5
Prefac A	1250	80	80	80		115	75
Prooptic	2700	225	225	225	—5	250	170
Provigo	224357	$16⅞	16	16	—1	$19⅝	14¾
Que Tel	813	$32¾	32¼	32½	— ¼	$33½	28⅞
QueTel 4.34	100	$10	10	10		$10	8¾
Quebecor	16844	$20½	20	20½	+ ⅜	$22	12⅞
Reed Sten	58831	$13¼	12	13¼	+ 1⅛	$13⅜	11¼
Reichold	500	$10¼	10⅛	10⅛		$12	8⅜
fReitmn A	3560	$16¾	16¼	16½	+ ⅜	$19¾	14⅝
Rio Algom	78145	$20½	19⅝	20		$21	14
RogersC A	1800	$6¼	6⅛	6⅛	+ ⅛	$12½	6
fRogerC B	1300	$6½	6½	6½		$13¾	6
fRollnd A	6710	$15¼	15⅛	15⅛		$16¼	13¼
Rolland B	585	$15¼	15	15¼		$16	12¾
Rothman	1200	$40½	40	40	— ½	$51	40
Ry Trco A	28458	$34	31¾	33½	+ 1⅝	$34	23¾
RTrstc2.93	600	$29¼	29	29⅛	+ ⅜	$30¾	27⅜
fSl CemA	400	$24¼	24	24	— ½	$25¼	20¾
Sceptre	1350	$6½	6½	6½	+ ¼	$7¼	480
Scept 7p	1000	$16¾	16¾	16¾	— ½	$17⅝	15
Scot Paper	633	$14	14	14		$14	12⅛
Seagram	59313	$50⅛	47	47⅜	—2⅜	$51¼	39¾
Sears Can	4794	$7¾	7½	7¾	+ ¼	$8½	7⅜
fSelkirk A	6250	$18¾	18½	18¾	+ ¼	$18¾	13½
Sensormat	1000	290	290	290	+ 20	5⅜	255
Shell Can	51564	$24¼	23⅝	23⅞		$27	19¾
Sonv	250	$21¾	21	21		$21¾	21
Southam	13300	$55	52½	52½	— 3	$55½	43⅛
fSpar Aer	5056	$23¾	23	23	— ⅞	$25	17⅝
Spar A wt	200	$33¼	33¼	33¼		$33½	26
fSparCap	6100	45	45	45	—5	75	31
fSteinb A	2694	$24¾	24½	24¾	+ ¼	$30¼	22¾
Stelco A	15581	$22⅛	21	21	—1⅛	$33⅜	12¼
Stelco Wts	5100	410	365	400	—5	10⅜	275
Stel 1.94	1984	$23⅜	22¾	23⅜	+ ⅛	$29¾	22
Stelco pd	300	$25⅝	25⅜	25⅜	— ¼	$27	25⅛
Stelc 3.625	600	$30½	30	30½	+ ⅛	$32	28⅞
Sullvn.Min	9910	360	350	350	—5	6	350
Systemhse	5800	100	96	100	+ 3	172	65
Teck A	933	$10½	10⅜	10½	+ ¼	$11½	9
fTeck B	26034	$10⅞	10½	10½		$11⅞	7⅜
fTel Mt B	1470	$22	21⅝	22	+ ⅛	$27	20
Tembec.A	2900	385	360	370	—15	5	330
Texaco	17425	$37¾	36	37⅜	+ ⅜	$41⅜	34½
Thomsn A	6700	$46¾	46½	46¾	+ ¼	$46¾	37
TIE teleco	35698	$13¼	13	13	— ⅛	$14⅜	9⅛
Tor Dm Bk	159861	$17⅛	16⅝	16⅝	— ⅜	$17½	13⅝
TDm 1.83	900	$21	20½	20½		$21¾	18⅝
TrDm 2.37	400	$25¼	25¼	25¼	+ ⅛	$26¼	24
TrDm pc	400	$25¾	25¾	25¾		$26½	25
Total Pete	14650	$12½	11¾	12⅛		$16⅜	10½
Total.P.wt	5100	135	110	110	—3	350	97
Tot Pet pr

TORONTO

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1984 Haut	1984 Bas
Comterm	30157	160	133	150	+ 24	8	120
Coniagas o	4500	$6	5⅜	5¾	— ⅛	10	445
Con Bath A	30876	$15¼	15	15	— ⅛	15⅞	12⅝
Con Bath B	300	$14⅞	14⅞	14⅞	— ⅛	15⅞	13⅛
C Bath 575	800	$55	54¾	54¾	— ¼	57¾	52½
Con Bath p	4273	$16	15	16	+ ¼	17	14½
C Bath 525 see below							
C Marbnr o	z140	23	23	23		50	23
C Norex	4213	205	190	190	— 10	222	165
Cons Pipe	600	$9	9	9	— ¼	12¼	8¾
Con Prof o	7233	140	135	136	—4	220	125
C Rambler	1000	$6⅜	6½	6½		7¼	6
Consoltex	755	$5½	5¼	5½	— ⅜	8	5
C Distb A	11910	$7½	7⅛	7¼	— ⅛	9	5⅛
CDistb B f	29270	$7⅜	7	7¼	— ⅛	9	5
Cons Gas	16800	$19⅜	19¼	19⅜	+ ¼	20⅝	17⅞
Con Gas A	z110	$61	60½	60⅝		65	59
Con Gas B	355	$58¼	58¼	58¼	—1¾	63½	57
C Gas 13½	2050	$31½	30⅜	31½	+ 1	33¼	29
C Gas 9¼	7150	$26¾	26½	26½	+ ⅛	27½	24⅝
Cons Gas w	60000	400	375	400		495	290
Con Glass	12790	$12½	11¾	12	— ½	14¾	11
CTL Bank	15851	$10⅛	10	10⅛	+ ⅛	13¾	9¾
CTL Bk 5¾	100	$15¼	15¼	15¼		18	15
CTL A p	1900	$24⅜	24	24	— ¼	25	23⅞
Conventrs	2700	370	340	340	— 20	5⅜	325
Conwest A	1100	$9⅝	9⅜	9⅜	— ½	10¾	7½
Conwst B f	19926	$9⅞	9⅝	9⅝	— ¼	11	7⅜
Conwst 12	425	$32¾	32½	32½	— ½	36	27½
Cooper C	200	$9½	9⅛	9½	— ¼	13¼	9⅛
Corby vt	1626	$31	30	30	—1	39	30
Corby B f	313	$30	29	29	—2	36½	29
Cor Mark f	206175	$7⅛	6¾	6¾	— ⅛	16	6⅝
Core Mrk w	12905	265	240	240	— 35	9⅛	240
Corp Food	221110	$11¼	10½	11⅛	+ ⅝	11¼	8⅜
alcon C	22537	$17	16½	16¾	+ ¼	19⅜	14
Corrida o	56249	28	25	25	—3	65	25
Coseka R	13044	315	300	300	— 15	410	290
Coseka 7 p	9400	$6¼	6	6¼	— ⅛	6⅜	5⅝
Costain Ltd	1023	$8½	8⅛	8½	— ⅛	10¾	7⅝
Courvan o	2500	44	40	41	—1	94	40
Craigmt	45483	175	155	170	+ 11	205	86
Crain RL f	2342	$15½	15¼	15½		18⅛	13¾
Crestbrk	15825	$8¼	8⅛	8¼		10	7½
Crown For f	600	$31¼	31¼	31¼	+ ⅝	33	29
Cr Life Ap	23180	$25⅞	25½	25¾	+ ⅛	25⅞	25
Crownx	36132	$16⅜	15½	15⅝	— ⅛	19⅜	13¼
Crownx A f	75374	$16	15¼	15⅜	— ⅛	19½	13
Crownx A w	1753	375	365	370	— 10	6¼	225
Cuvier o	5050	20	18	18	—1	45	17
Cuvier B w	1000	3	3	3		6	2
Czar Res	85330	170	155	165	—6	209	140
Czar Wt	533	18	18	18		30	12

D-G

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1984 Haut	1984 Bas
DRG A f	2600	$9½	9⅛	9⅛	— ⅜	9¾	8
Dale-R pr	100	$5½	5½	5½		6¼	5½
Dalmys	337	$9	8½	8½	— ½	11	8
Dalmy C f	1121	$8½	8½	8½		11	7¾
Daon Dev	248736	149	141	142	—7	189	125
Daon A	5388	165	130	130	— 40	175	85
Daon 8⅝ p	3400	230	220	220	— 10	250	140
Daon 9½ p	4100	235	215	215	— 25	260	130
Datatech o	2000	100	100	100	+ 5	335	95
Datel o	700	150	145	145	—7	186	145
Davidson o	20716	$5⅞	460	475	+ 25	7⅞	430
Dejour o	22400	25	21	22	—3	46	21
D Eldona w	9263	62	60	60	—3	115	60
Delhi Pac o	93357	11½	9	9	—3	26	9
Denison A	20478	$18	17½	17½	— ⅝	23¼	13¼
Denison B f	33352	$16½	15½	15½	—1	20	12
Denison p	15080	$26⅜	25⅝	26⅜	+ ½	27¼	24⅝
Develcon	8350	$11¼	10⅝	10¾	— ⅜	25⅜	8⅜
Dexleigh o	22175	105	100	100	—1	150	82
Dexligh w	8205	25	22	22	—3	47	19
Dicknsn A f	8117	465	450	455	+ 5	7⅜	395
Dicknsn B	3083	475	460	470	+ 10	7¼	380
Digitech	37700	49	45	48		57	31½
Discovry f	15413	175	175	175		255	155
Dist Tr A	500	70	70	70	—5	90	10
Dofasco A	227206	$24⅜	23⅜	23⅜	—1¼	25	17½
Dofasco 4¾	z55	$50¾	50¾	50¾		52½	47⅝
Dofasco 235	100157	$25¼	24¾	25⅛	+ ⅜	25⅝	23
Dofasco wt	6460	$28⅛	26¼	26¼	—2¼	29¼	12
Doman A	6028	215	205	205	—5	455	206
Doman B f	6852	159	150	150	—5	340	150
Dome Cda	164642	$6⅛	5⅞	5⅞	— ⅛	6⅝	440
Dome Mine	28970	$12¾	12⅜	12½		21⅛	11½
Dome Pete	320950	265	248	257	+ 7	455	210
DPete A p	20011	$12¼	11¾	12	+ ⅛	14⅝	8½
DPete B p	7453	$12	12	12	+ ¼	14½	7½
D Explor o	15693	40	36	38	+1	85	36
D Scotish p	357	$24¾	24¾	24¾		26½	23½
D Textie	7257	$14¾	12¾	12¾	—2	20	12½
Domtar	29447	$34⅝	33⅜	34⅜	+ 1	35½	29
Domtar pr	1034	$13	12½	12½	+ ¼	14½	10½
Domtar 225	9600	$25⅞	24⅞	25¼	+ ¼	25½	23¼
Donohue	3700	$17	16¾	17	— ¼	17¾	11½
Dorset o	44600	45	41	43	—3	70	27
Dover Ind	2800	$16½	16¼	16⅜		19	15½
Drm Pete o	113600	30	25	c 29½	— ½	53	25
Dumagmi	1824	$6⅜	6⅛	6⅛	— ⅛	7½	390
Dmagmi w	2000	72	72	72	—4	115	45
Dunde Pal o	10000	21	20	21		34	20
Dunraine o	2200	40	39	39	—2	112	39
Du Pont A	4850	$18¾	18¼	18⅜	— ⅜	20½	16¼
Durham o f	103694	170	150	157	— 13	375	150
Durham w	17055	80	70	80	—7	175	50
Dylex Ltd	1635	$31	31	31	+ ½	31	23
Dylex A	26457	$30½	29½	30	— ⅞	30⅞	18
Dynamar	61571	65	54	60	—1	160	54
Dynmr 105	3587	$7¾	7	7½	+ ¼	10¼	7
Dynamr w	1374	6	6	6		38	4
Dynex A	14938	25	22½	23	+ 1	44	20
E-L Fin	2100	$22¼	22¼	22¼	— ¼	25	20¼
Eaglet o	10100	225	220	225		395	205
Eaton A	200	$9¾	9¾	9¾		10½	9¼
Echo Bay	132188	$13½	13⅛	13¼	— ⅛	14⅛	7⅞
Echo 1986 w	136332	$5⅞	5¾	5¾	— ⅛	6½	5⅛
Echo 1987 w	40790	$5¾	5¼	5⅝	+ ⅛	6⅞	475
Echo 1988 w	25286	$6½	6¼	6⅜		8⅛	465
Echo 1989 w	11057	$7¼	6⅞	7¼	+ ⅛	8¼	460
Econ Inv	315	$33½	33½	33½	+ ½	36	30
Ego Res o	8720	25	24	24	—1	45	24
Elcthom X	4550	300	245	300	+ 65	6	230
Elcthm Y f	16050	298	230	298	+ 58	5⅞	230
Elks	2000	380	375	375	— 25	425	230
Emco	1208	$16	15½	15⅞	— ⅛	16¼	14½
Encontr o	h18984	435	435	435	+ 5	435	375
Energy R o	625	70	70	70	—2	125	55
Enertec	1385	90	90	90	—2	6	85
Epitek	27780	47	38	43	—5	92	38
Equity Svr	17450	$9⅜	9	9	— ⅛	13¾	6⅝
Erickson	6250	55	475	475	— 25	10⅝	475
Evergren o	9250	45	40	41	—8	68	40
Exall o	z800	88	88	88		195	90
FCA Intl	9967	$17¾	17⅛	17¼		22	16
Flcnbrdge	50713	$80¾	79¼	79¼	—1	80¾	55¾
Flcnbrdg w	18460	$28½	26¼	26¼	—2	30⅜	16
Fardy Res	4297	290	270	285	+ 5	320	245
Fathm Ocn	8100	135	130	131	—4	340	125
Fed Ind A	1050	$18¾	18⅝	18¾		20¾	16
Fed Ind II	9760	$28¾	28⅛	28½	— ¼	30¾	27
Fed Pion	2880	$20½	19½	19¾		20½	17⅛
Fidelty Tr p	3974	14	12	12	—2	60	10
Fidinam p	10000	$26¼	26¼	26¼	+ ⅛	26¾	25¾
Fin Truco	6066	$5⅛	5	5	— ⅛	5⅞	325
Fin Trsco w	6800	31	25	25	—4	31	9
Finning A	500	$9½	9¼	9½	+ ½	13	8
Finning B f	1700	$9	8¼	8⅝	+ ⅜	12⅝	7½
Firan	3250	100	90	100	+ 2	180	84
F Calgary o	69626	93	87	93	+ 3	150	87
F Calgry p	900	$7⅛	7	7⅛		8	7
F City Fin	16000	$11⅞	11½	11¾		14½	11¼
F Cty Tr A	z20	$10	10	10		10¼	9¼
F Cty Tr C	3000	$7¾	7½	7¾	+ ⅜	7⅞	6⅝
F Cty Tr D	2300	$8⅞	8¾	8¾		9	8⅛
F Marthon	6800	310	290	305	—5	450	250
F Mar	4660	215	200	200	— 15	425	165
Flanagan o	16400	32	30	30	—2	115	27
Fleet Aero	82500	$8¾	8⅜	8⅜	— ⅜	8⅞	470
Ford Cnda	6510	$132	122½	132	+7	132	79
F Sea A pr	100	$7¾	7¾	7¾	+ ¼	8¼	7
Franco o	116500	78	65	70	—8	130	60
Fraser	7855	$18¼	17⅞	18⅛	+ ⅜	25	17½
Fruehauf	930	$18½	18½	18½	+ ½	19½	16
GB Auto	14300	$5½	5¼	5¼	— ¼	13¾	5¼
GSW Cl A	z40	$8	8	8		12	8½
GSW B f	z80	$7¾	7¾	7¾		12	7⅝
Galfaco	5101	450	435	450	+ 30	475	220
Galfaco w	2200	120	115	117	+ 17	150	49½
Galveston	11000	95	90	90	—1	206	90
Gandalf	10697	$17½	17	17⅛	— ⅜	19⅛	11½
Gane	29856	46	41	42	—4	50	32
Gaz Metr	23578	$7¾	7½	7¾		7⅞	7
Gaz 5.40 p	198	$92¼	92¼	92¼	+ ¼	93	89
Gaz 5½ p	430	$92¼	91¾	92¼	+ ¼	93½	88
Gaz 15 p	400	$30	30	30	+ ¼	31	28½
Geac Comp	32350	$11¾	10½	10⅞	— ⅜	24⅛	10½
Gendis A	5331	$23½	23⅛	23⅛	— ⅜	25½	18
GMC	7230	$106½	104	104	—2⅜	109	78¾
GMC see below							
Genstar L	115327	$25⅝	24⅞	25⅜	+ ⅜	31½	19⅜
Gnstar 2.35	42009	$30⅝	29½	29¾	— ¼	36	26⅝
Genstr D p	101166	$27⅜	26⅜	27⅜		27⅜	26⅜
Geocrude	102388	229	210	225	+ 15	305	210
Gerin 1st p	560	$8⅜	8⅜	8⅜	+ ⅝	8⅜	7⅛
Giant Yk	2912	$16½	16	16	— ⅛	27	14½
Gibraltar	10933	$8½	8⅛	8⅛	— ⅛	11½	5¾
Glamis o	74660	$5⅝	480			5⅛	475
Glenayre	29625	$6⅝	6¼	6¼	— ⅛	12½	6¼
Glencair o	24500	6	5	5	—1	18	5
Goldale A f	13300	300	280	280		6¼	176
Goldcorp f	85560	$6¾	6¼	6½	— ⅛	8½	5⅞
Goldcrp w	137150	150	138	142	—3	310	132
Gld Knight o	7300	240	210	235	+ 10	290	210
GKnigh B w	21000	41	40	41	+ 1	76	40
Gldn Rul o	4000	80	75	80	+ 5	170	65
Gldn Ter o	5000	40	35	35	—5	65	33
Goldlund o	62300	57	51	56	+ 1	115	51
Goldqst o	613	100	100	100		310	90
Goodyear	300	$37¾	37¾	37¾	+ 1	37¾	29¼
Goodyear p	z20	$28⅛	28⅛	28⅛		30	28¼
Gowgnda o	41900	145	120	125		5⅛	80
Graff G	5650	$26	25¾	26		26⅜	20
Grafton A f	1600	$25½	25¼	25½	+ ½	26⅝	20
Grandma	14700	85	70	85	—5	160	50
Granduc	1560	43	43	43	—2	118	41
Granges r	71400	50	15	16	— 19	50	15
GL Nickl o	22250	52	50	50		55	30
GL Forest	8169	$87½	86	86¼	+ ¼	91	82
Gf Pacific	1330	$23⅞	23⅝	23⅞	— ⅛	24¼	22
GW Steel A	5525	130	125	125	— 10	175	50
Grenwich o	86003	220	170	170	— 15	330	125
G Goose	500	520	20	20	+ ¼	20	14
Greyhnd C	900	405	400	405	—5	480	355
Greyhnd	4164	$22¼	21½	22	+ ½	26⅞	20
Guar Tr p	150	$17⅜	17⅜	17⅜	— ⅛	18	15½
Guard Cap	246	$16	16	16	—	16¾	14½
Gardn MS f	40271	$7⅛	6⅝	7	+ ⅜	8⅛	6⅛
Gard MS w	54165	135	120	127	+ 7	280	110
Gard PA f	112580	$8½	8	8¼	— ⅛	8⅞	7⅜
Gardn P w	155550	100	81	90	—5	190	75
Gulf Can	319844	$18	16⅞	17½	+ ¼	20⅜	14¼
Gulfstrm o	30731	72	68	70	—2	135	50

H-L

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1984 Haut	1984 Bas
HCI A f	9714	37	35	35	—3	100	35
HCI Hldg B	10900	43	40	40	—3	105	38
Hale Res o	1000	21	21	21	+1	55	20
Haley	18700	$8¾	8⅜	8⅜	— ¼	8⅞	5¾
Halifax D	200	$7	7	7		7	450
H Group A	7600	$6¾	6⅜	6¾	+ ⅜	7¼	5⅝
Hardee	1127	115	105	105	— 10	150	100
Hrding A f	8700	170	150	150	— 10	320	145
Hard Crp C	4900	112	112	112		290	112
Harris A f	40900	$6½	6¼	6¼	+ ¼	8½	5⅜
Harris B	10700	$6½	6½	6½		8½	5⅞
H Wood	9408	275	265	270	— 15	355	235
Hawker	10563	$18⅞	18½	18⅝	— ⅜	20	15⅞
Hawker pr	2350	$56½	56¼	56½	+ ½	59	53
Hayes D	90451	$19⅜	18½	19⅛		19⅝	13¾
Hayes r o	500	52	52	52	—3	65	52
Hees Intl	196090	$21	20⅜	20⅝	+ ½	21	15⅞
Hees Intl w	103371	$6½	5½	6⅛	+ ½	6½	425
Helix	29050	$10⅝	10⅛	10⅝		11½	410
Helix w	26000	$6¼	5¾	6	— ¼	7½	120
Heritage	400	$19	19	19		21¼	16
Heritag A f	1355	$17¼	17	17		22	15⅛
Highfield A	6200	30	24	30	+4	55	24
Highwod o	5345	300	285	285	— 15	380	260
Hollinger	349	$35⅞	35⅞	35⅞		36	24¼
Howdn DH	1400	$14½	13½	13½	+ ¾	17	13
HBay Mn s	138987	$7⅝	7⅛	7⅜	— ⅜	16¼	7⅛
HBay Mn w	49575	88	66	75	— 10	340	66
H Bay Co	11975	$20¼	20	20¼	+ ⅛	24½	19
HBC A p	5030	$17½	17⅛	17¼	+ ⅛	18⅞	15⅝
HBC B p	23950	$26¾	26¼	26½	— ¼	35⅛	25¾
Husky Oil	457529	$12⅛	11¼	11⅞	+ ⅜	13⅛	9⅝
Husky 13 p	44755	$49	46	48¾	+ 1½	52¾	42
Hydra Ex o	3300	35	35	35	+ 2	62	33
ICG Util p	300	$18¼	18	18¼	+ ½	18¼	16⅝
ITL Ind	3600	75	70	75	—5	89	40
ITL Ind pr	500	$7	7	7		7	6
IU Intl	6101	$21¾	20⅞	20⅞	— ⅛	31¾	20¼
Imasco	60614	$42⅞	42	42⅜	+ ¼	43¼	31⅞
Imasco A p	2501	310	295	310	— 10	350	275
Imp Life p	695	$27⅝	27¼	27⅜	+ ¼	28⅝	26⅛
Imp Oil A	358031	$42½	39½	42⅜	+ 2⅜	45	33⅜
Imp Oil B	208	$41¾	41¾	41¾	+ 1	42⅞	34⅛
Inca o	8450	410	390	390	— 25	7½	385
Inco	196760	$14⅜	13¼	13⅜	—1⅛	19	11⅜
Inco 7.85	20350	$18⅝	18⅜	18⅝	+ ⅜	19½	16¾
Inco 10	41850	$25⅞	25⅝	25⅞	+ ⅛	25⅞	25¼
Inco wt	35150	230	185	190	— 40	8	175
Indal	42000	$11⅝	10¾	10¾	— ⅜	13¾	10
Indusmin	z10	$25¼	25¼	25¼		35⅛	20
Inglis	800	$10½	10½	10½	+ ¼	13⅜	10
Inland Gas	3093	$15	14⅝	14¾	— ¼	17	13⅜
Inland G p	225	$10	10	10		11¾	9½
Inlnd G 10p	4700	$25⅛	25	25⅛		25⅞	24½
Innopac	12900	$10⅛	9⅞	10		10⅜	8¼
Inter-City	53401	$9¾	9⅜	9½		11⅞	8⅞
Inter C A p	100	$13½	13½	13½		14¼	13
Inter C B p	z50	$14¾	14¾	14¾		15¾	14
Intrmetco	1700	$9¼	9	9	— ⅛	10¾	8½
I Atlantis o	7425	150	135	150	—2	278	135
I Atlantis w	3000	28	25	25		50	15
IBM	4813	$166½	163¼	163½	—4	168½	129⅞
IBM see below							
Intl Thom	222072	$8¼	7⅞	8⅛	+ ⅛	8⅜	6½
Intpr Pipe	44479	$31⅞	31½	31½		33½	25¼
Inverness	11750	$5⅞	5⅝	5⅝	— ⅛	8	475
Inverns 875	16500	$16½	15¾	16⅛	+ ⅜	19⅝	14⅝
Ipsco	28307	$12⅞	12	12	— ¼	15¼	11¾
Iron Bay T	11900	385	365	375		470	365
Irwin Toy	8187	$7⅜	6½	6½	— ¾	8½	5¾
Irwin Toy f	12150	$7¼	6⅞	6⅞	— ¼	7½	460
Island Tel	1218	$22¾	22	22¼		22¾	20¼
Ivaco A f	5900	$14½	14⅜	14½	— ⅛	17¾	13¾
Ivaco B	700	$14½	14½	14½	— ¼	18	14½
Ivaco C p	825	$43¼	42¼	43¼	+ 1¼	43⅞	39¾
Ivaco D p	2365	$26¼	25¾	26	+ ½	27¼	24⅜
Ivaco E p	7300	$24¾	24	24½	— ⅜	28½	23½
Ivaco F p	7590	$25¼	24½	24⅝	— ⅝	27¾	24
Ivaco w	5800	420	405	410	+ 10	7⅜	375
Jamie o	41125	65	56	56	—2	185	50
Jannock	58142	$11½	10	10	—1½	13⅜	10
Jannock B	2717	$12	11⅞	12	+ ⅛	12½	10⅞
Janock wt 2	3700	$5	430	435	— 65	6⅞	375
Johnson M	500	235	235	235		5	200
Jonpol	16900	70	70	70		128	55
Joutel o	13500	22	20	22	+ 2	60	20
Kam Kotia	11800	104	99	101		175	99
Keg Rest	533	390	350	350	— 65	6¼	350
Keg A f	1802	390	360	360	— 25	6	360
Keg w	6300	10	10	10	—1	240	10
Kelly DA f	z100	$19	18¾	18¾		22	16½
Kelsey H	450	$31	30	31		31	25
Kerr Add	26702	$16	15⅛	15¼	— ⅞	21½	14½
K Anacon o	z467	79	79	79		145	70
Kiena Gld	500	$22	22	22	— ¼	26½	21¼
L A Varah	41900	425	415	420		450	295
L A Varah w	7700	130	120	125	+ 5	165	86
LK Res A	z350	72	72	72		115	65
LK ResB f	775	75	75	75	— 15	100	50
La Luz o	400	100	100	100		125	51
Labatt	99245	$20⅜	20	20¼	+ ⅛	25¼	17½
Labmin	z110	$54½	54½	54½		59¾	44½
Lac Mnrls	19507	$31	30¼	30⅝	+ ⅛	38	23¾
Lacana	124195	$13¼	12½	12½	— ⅝	14	9⅛
Lafarge	7100	$13⅜	12½	12½	— ⅞	16	11½
Laidlaw A	30100	$18½	18⅛	18½	+ ¼	18½	11⅞
Laidlw B f	119050	$17¾	17	17¼	— ¼	17¾	11⅛
Laidlaw 9¾	950	$10¼	10¼	10¼		10¼	9
Laidlaw 8	3900	$8¾	8⅝	8¾	+ ⅛	8¾	7½
LOnt Cem	20150	$8¼	7⅞	8		9½	7
L Shore	37900	$43⅞	41	43	+ 1⅞	52½	31¼
Lambda o	46400	380	345	380	+ 15	380	125
Lmbda A p	5900	320	310	320	— 10	330	135
Lanpar	35500	300	220	240	— 60	53¾	220
Larder o	8450	26	26	26	—1	85	23
Lariat OG	12900	96	90	92	—5	115	72
Laurasia o	36400	36	35	35	—3	58	31
Lava Cap o	18050	70	63	70		108	40
Leigh Inst	60485	293	275	276	—9	340	190
Lenora o	15000	47	43½	45	—4	85	41
Leons Frn	5400	$11⅜	11⅛	11⅜	+ ¼	14	10½
Levy A pr	1100	$6¼	6¼	6¼		7½	6¼
Linear T	5000	$9½	9⅜	9½	— ¼	9¾	7½
LL Lac	2974	$33	32½	33		41½	28
Loblaw Co	73740	$18¼	18	18¼	+ ⅛	18⅝	13⅜
Lob Co pr	1620	$26¼	26	26¼	+ ⅛	27¼	23¾
Lob 370 p	914	$40⅛	40	40⅛	+ ⅜	41	37¼
Lochel A f	20714	104	100	100		236	100
Lochiel B	16404	104	100	100	—5	240	100
Lochiel 9 p	z10	$6½	6½	6½		10	7¼
Logistec	400	425	425	425	— 15	490	425
Lumonics	9729	$17½	17⅛	17⅜		18⅜	13⅛
Lynx Can o	12600	71	67	67	—5	135	61
Lyfton M o	31650	42	35	42	+ 3	153	35

M-O

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1984 Haut	1984 Bas
MDS H A	10201	$18⅝	18	18½	+ ½	19¼	14¼
MDS B f	7500	$17⅜	17¼	17⅜		18⅞	14¼
MICC	2950	225	200	225	+ 15	7	200
MICC A	860	$8⅝	8½	8½	— ⅛	24	8½
MICC 8⅝	4140	$7⅛	7	7		17½	7
Micc 8 p	1500	$7½	6½	6½	—1⅞	20	6½
MPG Inv	24689	$10	9¼	9¼	— ¾	10	9
MPG A	100	$12¼	12¼	12¼		13	12
MSR Exp	4283	475	455	460	— 30	7⅛	430
Mackenzie	5800	$11½	11¼	11¼	— ¼

TORONTO

(suite de la page 57)

		Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1984 Haut	1984 Bas
Thorco	o	13000	26	22	22	—4	37	22
Tiber		24508	455	400	430	+ 20	455	325
Timinco		1300	285	280	285	+ 10	340	240
Tintina	o	3200	40	33	33	— 12	71	33
Tiverton	o	3220	125	115	125	+ 10	200	110
Tombill	A	2400	141	140	140	— 10	200	135
Tombil	B f	4375	135	135	135		180	135
Toncrft	Ryl	100	425	425	425		518	325
Toromont		405	$56¾	6½	6½		7½	6
Tor Dm	Bk	269058	$17	16⅜	16¾		17½	13½
TD	Bk 1.835	4950	$21	20⅜	20½	+ ⅛	22	18⅝
TD	Bk 2.375	63900	$25¼	25	25		26½	23⅝
TD	Bk C	11781	$25¾	25½	25½	— ¼	27¾	24⅝
Tor	Sun	24177	$24⅝	24¼	24¼	— ⅛	24⅞	17¼
Torstar	B f	216672	$16	15	15	— ½	16¾	10½
Torstar	268	5833	$26¼	26	26¼	+ ⅜	27½	25½
Torstar	w	2600	175	152	152	—9	230	80
Total	Pet	214950	$17½	12	12	— ⅛	16½	10½
Total	PA p	10580	$31½	30½	31½	+ ¾	34	29
Total	P w	18450	138	114	114	—6	365	95
Traders	A f	42833	$19¼	18½	18½	— ¾	20⅝	16¼
Traders	B	268	$22	22	22		25	20
Trade	4½ p	125	$44	44	44	+ ¼	45¾	43
Traders	5 p	250	$19¾	19¼	19¼		20¾	19⅛
Trader	A p	155	$23	23	23	—1	25	19½
Trade	10¼ p	200	$10⅜	10⅜	10⅜	+ ¼	10½	9½
Trade	7½ p	583	$38	36¾	37½	+ ¾	38¾	34
Tr C	Glass	400	$19	19	19		19	14¼
TrCan	R A	55568	240	215	240	+ 20	315	202
TrCan	R 180	2240	$16¼	15½	16¼	+ ½	18¼	15⅛
Trns	Mt	6005	$7	6⅛	6⅛	— ⅛	7¾	6⅛
Trns	Wst	17500	25	15	15	—2	220	15
TrAlt	R pB	7000	$25	24⅞	25	+ ⅛	25¾	23½
TrAlt	R pC	5300	$26½	25¾	25¾	— ⅜	26½	24⅞
TrnAlta	UA	61326	$22⅜	22	22⅜	+ ¼	23¼	19⅞
TrnAlta	UB	216	$22	21¾	22		21½	20⅜
TrAlta	4	135	$50⅛	50⅛	50⅛	+ ⅛	50⅛	50
TrAlta	4½	270	$56⅛	56¼	56¼		56⅛	53
TrAlta	5	255	$62½	62⅛	62⅛		62½	58¾
TrAlta	7	281	$75	75	75		77	69
TrAlta	7½	220	$77½	77½	77½		84	76
TrAlta	9.80	210	$97½	97½	97½		102	100
TrAlta	9.75	260	$97½	97½	97½		103	97
TrAlta	2.36	700	$25	25	25	— ¼	26	23⅛
TrAlta	8¼	848	$95	95	95	+2	96½	86
TrAlta	1.40	725	$22½	22	22¼	+ ¼	22⅞	19⅞
TrAlta	12	1700	$27¾	27⅛	27¾	+ ½	29½	26
TrAlt	14.25	9435	$30	29¼	30	+ ¾	31½	28½
TrAlt	12½	23500	$29¼	28½	29⅛		30½	27⅝
TrAlt	9	6835	$25¾	25⅛	25¾	+ ½	27¼	23¾
TrAlt	8.40	15850	$24⅜	24	24⅜	+ ⅜	25	22⅜
TrAlt	w	68375	285	264	265	— 12	400	190
TrCan	PL	173012	$19	17¼	17½	—1⅜	19	14⅝
TrP	2.80 p	1600	$32	31½	32	+ ⅜	33	28½
TrP	4.50 p	1941	$50	49¾	49¾	— ¾	52	49¼
TrP	1st D	9000	$51⅛	50¾	51		53½	50¼
TrP	1st E	2900	$54	53¼	54		55¾	50
TrP	1st F	2025	$59	58½	58¾	+ ¼	61¾	56¾
Trpac	Res o	12301	85	78	80		186	74
Tresr	Vlv o	94900	118	100	110	—5	128	75
Tricentrol		2000	$6½	6½	6½	— ⅜	8	5¾
Trillium		6300	$8¼	8	8⅛		9⅛	7⅜
Trilogy	o	33713	143	135	140	+ 5	231	130
Trilon	A	98596	$28	26	27¾	+ ¼	29¾	22
Trilon	Fin p	26560	$24⅝	24½	24½		25⅝	24¼
Trilon	w	532250	$5¼	430	5¼	+ 1	7½	290
Trimac		150670	435	415	425	+ 10	734	415
Trinity	Res	43600	$6⅛	5¾	5¾	— ⅜	10⅛	435
Trpl	Crn E	8850	415	390	390	— 25	465	350
Trizec	A f	7835	$26	25	25¼	— ¼	26	16¾
Trizec	B	5770	$26	25	26	+ ¾	44	18
Trizec	p	1611	$10	9½	9¾		10	9
Tru-Wall		100	$6½	6½	6½	+ ½	8	5¼
Tudor	o	41450	450	400	435	— 15	485	265
Turbo	f	98989	37	32	32½	—5½	55	30½
Turbo	sp	4489	36	30	30	— 15	64	30
Turbo	8¾	300	100	100	100	—5	165	100
Turbo	10½	8760	102	90	90	— 20	144	90
Tut	Ent o	14000	34	31½	34	+4	48	17
Twin	RB f	4650	134	125	130	— 10	220	105
UAP	w	450	$9¼	9¼	9¼		10	380
Ulster	P o	95445	124	113	117	+1	162	106
Ultramar		1000	420	405	405	—5	656	380
Unican	S	7400	$7	6½	6½	— ¼	7⅛	5¼
Unicorp	A f	4534	$6⅜	5¾	6	— ¾	8⅛	5
Unicorp	B	12612	$6½	5½	6	— ⅝	8¼	5½
Unicorp	10	778	$20¼	19¾	20	+ ¼	21	17
Unicorp	80	2381	$7⅜	6½	6½	— ½	8½	6⅜
UniRes	A f	140279	125	110	120	—5	170	100
UniRes	b	7475	131	120	120	— 11	170	90
Un	Carbid	770	$10¾	10⅜	10⅜	— ⅝	15⅝	10⅜
Union	Gas	85389	$11¼	11	11¼	+ ⅛	12	9⅞
UGas	5½	269	$29¾	29¾	29¾		32	29
U	Gas 1438	12130	$24	23⅝	24		26¼	23
U	Canso	47820	179	160	172	— 15	445	150
Un	Corp	1335	$22⅝	22½	22⅝	— ⅜	28	20¾
Un	Fn Mgt	250	415	415	415		5	450
U	Keno	2300	$12½	12⅛	12⅛	— ⅜	19⅞	9
Un	Reef o	2000	12	12	12		23	12
U	Siscoe	1912	180	160	170	— 10	53¼	160
Un	Tire	1300	130	130	130	— 15	220	71
Un	Wburn	6019	$9½	9¼	9¼		12	8½
VS	Serv	5300	$21¼	21	21		22⅜	17¾
Van	Der	400	250	250	250	—5	335	245
Vedron	o	3000	32	28	28		77	25
Verstl	A f	17005	$6½	5⅞	6	— ¼	10⅜	5⅝
Verstl	Cl B	5740	$5⅞	5½	5½	— ¼	10½	5¼
Verstl	Cor p	3450	$13	12½	12¾	— ¼	14	11¾
Verstl	2625	75100	$29¾	28¼	29¾	+ 1¼	41	27⅝
Verstl	w	11000	1	1	1		230	1
Vestgron		35730	$11½	10¾	11½	+ ¾	17⅜	10½
Vulcan	Ind	26797	160	151	160	—5	450	150
WIC	B f	10100	$8⅛	8	8		8½	6¼
Waddy	o	4000	125	110	115	— 25	225	110
Wafrbord	f	1502	460	410	425	+ 15	490	290
Waiax	A	13384	$10½	10⅛	10¼	— ¼	16⅛	10
Waiax	1.86	1367	$23½	23	23¼	+ ¼	33	21½
Walker	R	874267	$24⅜	24	24⅛	— ⅛	28⅝	20⅝
Walker	9	3450	$32	31¾	31¾	— ⅝	37¾	28
Walker	7½	71069	$24⅜	24	24⅛	— ⅛	27½	21½
Walker	9½	12190	$27	25½	27	+ 1½	30½	25⅛
Wlkr	14.16	45450	$29	28¾	29		31⅞	28¼
Walker	w	11762	280	230	280	+ 40	628	150
Wlkr	1988 w	62100	315	260	300	+ 25	534	199
Wal	Redkp	1100	390	390	390		425	360
Walwyn		10796	270	260	265		558	240
Walwyn	w	10400	50	35	35	— 15	235	35
Wardair		61566	$8½	6¾	7⅞	+1¼	8½	5
Warn	Can	2000	$19	18¼	18½	+ ½	19¾	16⅜
Warren	o	35666	22	19	21	—2½	29	8
Warington		33700	81	77	79	+4	144	75
Wasabi	o	14900	30	19	26	+6	49	18
Weldwod		1009	$15⅜	15¼	15¼	— ¾	19¼	13¾
Westar	A p	13950	$25	24¾	24⅞		25¾	23
Wstburne		15550	$11¾	11⅛	11¾	— ¼	17	11⅛
Wcoast	T	33477	$13¼	13	13⅛	— ⅛	15⅝	13
Wcost	8½ p	2915	$51	50⅝	51	+ ½	51⅞	49¼
Westfair	p	100	$21	21	21		21	21
Westfield		485425	220	155	190	+ 35	230	145
Westfld	w	798052	57	19	44	+ 24	57	18
Westfort	o	53950	20	19	19	—1	34	19
Westgroth	o	39326	68	65	66	—2	110	50
Wstgro	B p	8125	450	410	450	+ 30	6	360
Westnhse		100	$50	50	50	+ 2	56½	48
Westley	o	7400	87	87	87	—1	213	80
Westmill		600	50	50	50	— 15	138	50
Westmin		36570	$13⅜	13	13	— ⅜	17½	10⅜
Westmin	p	28215	$27½	26¾	27	— ½	30⅞	24¾
Westmnt	r	18500	120	110	120	+ 10	140	75
Weston		4730	$74¼	73½	73½	— ¼	76¼	62¾
Wstn	4½p	227	$53¼	53¼	53¼		55	49
Wstn	6pr	220	$66	66	66	+ 2	66	60½
Wharf		34360	405	375	405	+ 10	5½	300
Whim	Crk o	1001	280	280	280	—5	490	270
White	P A	250	$15¼	15¼	15¼		15½	13
Whonok	A f	211082	315	300	315		10¾	300
Wilanour	o	2300	110	102	105	—5	230	100
Wilco	o	7000	21	20	20	—1	30	18½
Wilshir	E o	7000	30	23	30	+ 8	50	20
Win-Eld	o	14000	69	65	68	+ 4	95	47
Wix	Inc	220	$10¼	10¼	10¼	+ ⅛	10½	5¾
Woodwd	A	42959	$11⅛	11⅛	11⅛	+ ¼	16¼	11
W	Energy	119	$5	5	5		8	5
WEqite	A f	14605	$7½	7¼	7⅜	— ⅛	8⅜	6⅝
WEqute	I w	8200	60	56	60	+ 9	118	40
WEqu	II w	9400	120	114	117	—3	185	95
Wr	Harg	3300	$7⅜	7⅜	7⅜	— ⅛	9⅝	6⅛
Xerox		30950	$19½	18½	18¾	+ ½	19½	16⅜
Xerox	w	127587	340	285	310	+ 30	345	241
YRI	9¾	500	75	75	75	— 25	160	50
YRI	170	1600	30	29	30	— 15	115	20
Yk	Bear	12505	$9¼	9	9¼		11⅜	9
Zavitz		17000	188	170	185		225	140

Unités de participation

Lehndorff		4300	$8¾	8½	8½		10	8
Lepage	un	900	$17⅜	17¼	17¼	— ⅜	22½	16
P	Storage	375	$21¾	21¾	21¾	+ ¾	21¾	19½
P	Storag II	282	$11⅞	11⅞	11⅞		13	11½

Unités de fiducie

BBC	R un	5960	455	400	450	+ 10	492⅜	400
BarickC	u	61700	82	78	80	—1	110	62
C	Perm un	13331	$9	8¾	9	+ ⅛	9⅞	8⅛

Transigées en fonds US

Alum	B	4067	$25½	25⅛	25½	+ ¼	26¾	23⅞
Alum	d pr	4275	$25¾	25¼	25½	— ⅛	25⅞	24¾
Bow	Vlv 200	6230	$26½	25	26	+ ⅜	34¼	24¾
Chrysler		500	$31	31	31	—2½	33½	21¾
C	Bath 525	2619	$53⅛	52½	53	+ ¼	54	51
GMC		4400	$80¼	78⅜	78⅞	+ 3⅝	80¼	62⅞
IBM		400	$127	126⅝	126⅝	+ 4¼	127¾	100
Mercntl	1	4810	$26½	26	26⅛	— ⅛	28¼	25⅜
RyTrco	D p	1100	$29	28½	29	+ ½	29½	26¼
Seco	3.22 p	125	$31	31	31	+ ¼	31⅜	28
Sony	Corp	244	$16	16	16		15⅞	14⅜
Stinbg	2875	500	$27⅞	27½	27½		28½	25⅝

Légende:
f: action non votante ou à vote restreint; o: compagnie sujette à des règles spéciales de production des états financiers; p: dividende payé au cours des derniers 12 mois; pr: actions privilégiées; z: lot inférieur au lot le plus petit généralement transigé; w: warrant; A, B: catégories d'actions.

LA BOURSE

Les indices Boursiers demeurent plats

■ A la compilation hebdomadaire des variations boursières, nous avons ajouté deux indices importants, celui de Montréal qui est composé de 25 titres et celui de la Bourse de New York, composé de tous les titres inscrits à la Bourse de New York.

L'indice de Montréal occupe, pour sa première semaine au palmarès, la 13ième place, ne devançant que le secteur financier (-11,39 %), le commerce de détail (-11,62 %), les aurifères (-11,91 %) et celui des mines et métaux (-22,33 %).

L'indice de New York, avec une fiche de +0,69 %, occupe une place de choix (la 6ième), nous soulignant que les titres américains ont mieux fait que l'ensemble des titres canadiens au cours de la période allant du 3 janvier au 26 octobre 1984, sauf évidemment pour le secteur de l'immeuble et de la construction (+29,53 %), qui est sans aucun doute le plus performant de tous les secteurs boursiers nord-américains depuis le début de l'année.

Le piètre rendement des indices boursiers depuis le début de l'année confirme nos stratégies du début de l'année: demeurer à l'écart de la bourse et investir les fonds disponibles dans des valeurs à revenus fixes.

GEORGES GRATTON

VARIATIONS DES INDICES BOURSIERS (TORONTO)

SECTEURS BOURSIERS	Du 1er janvier au 26 octobre 1984
Immeuble et construction	+29,53 %
Communications	+13,41 %
Pipelines	+ 3,01 %
Services publics	+ 0,79 %
Sociétés de gestion	+ 0,71 %
Indice de New York	+ 0,69 %
Consommation	— 3,43 %
Pétroles	— 6,01 %
Produits forestiers	— 7,13 %
Transport	— 7,18 %
Indice de la bourse de Toronto (300 titres)	— 7,40 %
Industriels	— 8,44 %
Indice de Montréal	— 8.97 %
Finance	—11,39 %
Commerce de détail	—11,62 %
Aurifères	—11,91 %
Mines et métaux	—22,33 %

Sources: Geoffrion, Leclerc Inc. et Bourse de Toronto
Compilations effectuées à la fermeture des marchés, le 26 octobre 1984.

FONDS MUTUELS

Membres de l'Institut			
AGF Group		Pfd Resour	12.31
Amer Gravit	12.15	Taurus	4.93
Can Gas Cas	6.94	Calvin Bullock Gr	
Can Sec Gth	5.92	Acrofund	7.40
Can Trusteed	4.20	Banner Fund	4.79
Corp Invest	9.78	xdCIF	6.54
Corp Inv Stk	5.45	xdCIF Incom	6.19
Gwth Eqty	6.27	Central Group	
H Tech	6.47	vCompound	11.80
Japan	8.29	vDividend	12.81
rMMF	10.86 10.20	vFund 4000	6.00
Option Eqty	4.39	vIntl Gwth	8.28
Special	9.27	vNat Res Gth	5.95
Pfd Income	9.83	vNorthn Eqy	4.97
Assoc Inv	5.27	vRevenue Gth	3.68
Bolton Tremblay		yUnivest	6.41
Cda Cumul	12.20	CSA Mgmt Gr	
Income Fnd	10.92	Goldfund	4.36
Internatnl	15.52	Goldtrust	5.10
MnyFd	11.49 1.00	Confed Group	
Bondfund	12.31	Dolphin Eqty	7.25
Equity	10.79	Dolphin Mtg	5.15
Dynamic Group		Cundill Group	
vnDyAm Cdn	8.86	Security	11.12
vnDyAm US	6.74	Value	10.79
vnDyCdn Fd	15.53	Dynamic Group	
vnDyGrd Gld	4.07	vnDyAm Cdn	8.86
vnDyn Incom	5.56	vnDyAm US	6.74
vnProspector	8.1	vnDyCdn Fd	15.53
Eaton Bay Group		vnDyGrd Gld	4.07
Commwlth	8.69	vnDyn Incom	5.56
Dividend	6.71	vnProspector	8.1
Growth	10.29	Eaton Bay Group	
Income	3.65	Commwlth	8.69
Internatl	12.63	Dividend	6.71
Mortgage	10.29	Growth	10.29
Viking	11.59	Income	3.65
nE PMny	11.63 1.00	Internatl	12.63
Guarantd Trust Gr		Mortgage	10.29
vnInv Eqty	17.24	Viking	11.59
vnInv Income	9.95	nE PMny	11.63 1.00
vnMortgag	10.30	Guarantd Trust Gr	
Guardian Group		vnInv Eqty	17.24
Enterprise	3.40	vnInv Income	9.95
Gwth Fund	23.94	vnMortgag	10.30
North Amer	6.63	Guardian Group	
Canadn MAF	5.54	Enterprise	3.40
GTMny	10.97 10.08	Gwth Fund	23.94
World Eqty	6.05	North Amer	6.63
Investors Group		Canadn MAF	5.54
vBond	5.86	GTMny	10.97 10.08
vDivicend	8.09	World Eqty	6.05
vGrowth	7.55	Investors Group	
vIndexeo Stk	4.65	vBond	5.86
vInternatl	12.27	vDivicend	8.09
vJapan	22.32	vGrowth	7.55
vMortgage	4.82	vIndexeo Stk	4.65
vMutual	7.29	vInternatl	12.27
vProvidt Stk	9.43	vJapan	22.32
vReal Prop	4.99	vMortgage	4.82
vRetirmnt	14.99	vMutual	7.29
Jones Heward Gr		vProvidt Stk	9.43
vnJH Fund	5.45	vReal Prop	4.99
vnJH Amer	5.86	vRetirmnt	14.99
nLotus Fund	10.73	Jones Heward Gr	
Montreal Trust Gr		vnJH Fund	5.45
vnEquity	25.07	vnJH Amer	5.86
vnIncome	7.47	nLotus Fund	10.73
vninternatl	14.78	Montreal Trust Gr	
vnMortgag	9.93	vnEquity	25.07
Principal Gr		vnIncome	7.47
vBond	2.64	vninternatl	14.78
vCollective	15.51	vnMortgag	9.93
vEquity USF	5.80	Principal Gr	
vGrowIn	6.38	vBond	2.64
vVenture	8.02	vCollective	15.51
vWorld in US	6.09	vEquity USF	5.80
Prudential Gr		vGrowIn	6.38
Growth	8.73	vVenture	8.02
Income	4.92	vWorld in US	6.09
Ptam Hlth Sci	8.34	Prudential Gr	
ynReal Gwth	10.12	Growth	8.73
Resources Can	9.80	Income	4.92
Sagit Group		Ptam Hlth Sci	8.34
vCam Gwth	7.21	ynReal Gwth	10.12
vIntl Eqty	2.99	Resources Can	9.80
vIntl Income	4.44	Sagit Group	
vTrans A	6.00	vCam Gwth	7.21
vTrans B	73.15	vIntl Eqty	2.99
vTrans C	12.22	vIntl Income	4.44
vSask Dev Fd	4.93	vTrans A	6.00
Sterling Group		vTrans B	73.15
Equity	5.58	vTrans C	12.22
vMortgag	4.58	vSask Dev Fd	4.93
Templeton Group		Sterling Group	
Temp Gwth	12.53	Equity	5.58
Temp Can	4.76	vMortgag	4.58
Trimark Group		Templeton Group	
Trimark	8.88	Temp Gwth	12.53
Trimark Cdn	7.62	Temp Can	4.76
United Bond Share		Trimark Group	
vObligatns	4.23	Trimark	8.88
nRoyfund	15.19	Trimark Cdn	7.62
nRoyfund Inc	4.65	United Bond Share	
Universal Group		vObligatns	4.23
American	7.47	Dixon, Krog Gr	
Equity	6.79	D K Trust	11.75
Income	4.22	D K Intl	12.36
Japan	6.58	Heritage	3.31
Resource	5.89	vDomequity	11.37
vyWaltame	40.59	nFstCon Mtg	10.92
Non membres		vFiscon Fund	6.84
nAtlamira Fd	6.13	Harvard	13.62
vBeaucatagx	6.44	Industrial Gr	
nvCan-Anaes	8.45	Indust Amer	5.33
Catalgex Gr		Indust Div	7.49
vHypotheq	9.99	Indust Eq	13.63
vObligatns	9.91	Indust Gwth	9.53
vCapital Gth	7.93	Indust Incom	8.92
nCapstone	4.98	Indust Pens	3.92
Cdn Trust Gr		Mack Eqty	7.67
vnCT Mutual	18.25	Mack Mtg Inc	1.06
vnGrowth	9.47	vMaritime Eq	3.71
vninternatl	14.92	Marlborgh	10.45
Desjardins Gr		vMD Growth	9.69
vActions	16.17	MER Group	
vHypotheq	4.29	Equity	11.91
vinternatl	14.92	Growth	11.92
vObligatns	4.23	MMF	11.35 1.00
		nNatrusco	27.02
		NW Group	
		vCanadian	6.50
		vEquity	17.20
		vNW Trst Eq	34.98
		Pemberton Group	
		vPac Gwth	7.15
		vPac Pet	5.81
		vPac US Gth	4.51
		PHN Group	
		vBond	8.21
		vCanadian	14.31
		vDiv Income	12.13
		Fund	26.80
		vPooled	41.08
		nvRRSP	32.24
		PMF Managmnt	
		nPension	9.23
		nXanadu Fd	8.13
		Pret et Revenu Gr	
		yAmerican	18.89
		yCanadian	9.61
		yFunds In	5.05
		yRetraite	14.53
		Syncrovest	4.59
		Tracex	6.14
		Trust General Gr	
		vnActions	17.12
		vnOblig Hypo	8.12
		vnHypo	10.00
		vnVal Americ	9.10
		United Group	
		Accumula	7.41
		Accumula R	8.43
		American	4.38
		Cont Mortgag	5.11
		Security	3.96
		Venture	7.18
		Venture Ret	2.85
		Western Gwth	3.71
		U.S. Funds	
		Dreyfus Group	
		A Bnd	12.91
		CalTx	12.77
		Dreyf	12.16
		Interm	12.20
		Levge	17.15
		Gth Op	9.89
		NY Tx	12.93
		Sel Inc	7.42
		Tax Ex	10.76
		Third C	6.21
		Fid Trend	36.97
		Keystone Group	
		Cus K-2	5.26
		Cus S-1	16.34
		Cus S-4	9.12
		Intl	4.97
		Lex Resrch	15.42
		Manhatn	6.39
		Oppenhmr	8.15
		Putnm Grotn	10.79
		Tech	11.67

FONDS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

- BGR Precious Metals: 8,94$ par action A le 25 oct. 1984
- Central Fund: 7,93$ par action A le 25 oct. 1984
- Goldcorp: 8,39$ par action A le 25 oct. 1984
- Guard. Most. Shulman: 9,37$ par action le 25 oct. 1984
- Resource Fund Intern.: 138,96$ par unité le 25 oct. 1984
- Worldwide Equities: 10,20$ par action A le 25 oct. 1984

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada	13 May	1-85-90	103.25 12.17	—
Canada	15 Mar	15-87	105.70 12.15	—.05
Canada	10½ Mar	15-88	96.00 11.97	— ¼
Canad	11¼ Feb	1-93	94.25 12.37	— ½
Canada	13 May	1-01	102.62 12.62	— ⅝
Canada	9¼ Oct	1-01	81.62 12.07	— ⅝
Canada	11¼ Dec	15-02	90.75 12.55	— ⅛
Canada	11¾ Feb	1-03	94.50 12.52	— ¼
Canada	10½ Feb	1-04	85.50 12.22	— ½
Canada	12 Mar	1-05	95.87 12.56	— ⅜

PROVINCIALES

Alta Mun	12¼ Dec	15-02	96.37 12.76	— ⅜
BC Hyd	13½ Jan	15-11	103.50 13.00	— ½
Man	11¾ Mar	15-93	95.12 12.70	— ¾
NB Elec	11¾ Feb	8-93	95.12 12.70	— ⅝
Nfld	12⅞ Apr	6-03	98.37 13.10	— ¾
NS Pow	13½ Dec	1-02	103.62 12.97	— ⅞
Ont Hyd	10½ Feb	8-88	95.50 12.18	— ¼
Ont Hyd	12½ Nov	30-02	93.37 12.72	+ ¾
Ont Hyd	13 Jan	29-11	102.00 12.71	— ⅜
Quebec	12 Apr	7-93	95.25 12.67	—11¼
Quebec	13 Apr	7-03	100.00 13.00	— ¾
Sask	12¼ Mar	30-03	96.37 12.76	—1 ¼

CORPORATIONS

Bell	10½ Jul	15-85	98.75 12.36	—.05
Bell	11 Oct	15-04	91.50 12.14	—
Cdn Util	12 Jul	15-00	94.00 12.89	— ¾
IMO	12 Mar	31-93	97.50 12.48	— ½
Shell	11¾ Jan	15-88	96.25 12.41	— ½
Transalta	13 Dec	16-97	100.25 12.96	—
Westcst	12½ Apr	1-93	97.00 13.09	—1¼

CAISSES COMMUNES
Valeur unitaire au 30/09/84

	30/09/84	31/08/84	30/09/83
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec			
• Fonds Omnibus (REER)	15,24	15,05	14,45
• Fonds de placement*	10,06	9,99	—
Fédération des médecins-spécialistes du Québec et Association des chirurgiens-dentistes du Québec			
• Section B (REER)	205,66	202,97	189,84
• Section C (REER)	204,62	201,82	188,84
Ordre des ingénieurs du Québec (fonds férique)			
• Revenus variables	15,22	15,06	13,80
• Obligations	13,30	13,04	12,25
• Actions	13,42	13,33	13,88
• Équilibré	13,97	13,84	13,63
Union des Artistes			
• Fonds Caisse de Sécurité du Spectacle (REER)	12,02	11,88	12,16

*Revenus non intégrés à la val

Nette reprise chez les producteurs de papier

■ Tant chez **Domtar** que chez **Donohue, Consolidated-Bathurst** et **Great Lakes Forest Products,** le volume des ventes et le bénéfice net ont connu une progression remarquable au cours du troisième trimestre et pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre.

Chez Domtar, le bénéfice net du troisième trimestre s'est chiffré à 27,5 M$, ou 1,42 $ l'action, soit une hausse de 96 % sur les résultats de l'année dernière. Les ventes ont atteint 509 M$, comparativement à 481 M$ en 1983.

Au cours des neuf premiers mois, le bénéfice net de Domtar a plus que triplé pour s'établir à 80,9 M$ sur des ventes de 1 540 M$ (+15 %). Le bénéfice par action a augmenté de 2,97 $ depuis un an pour se chiffrer à 4,25 $.

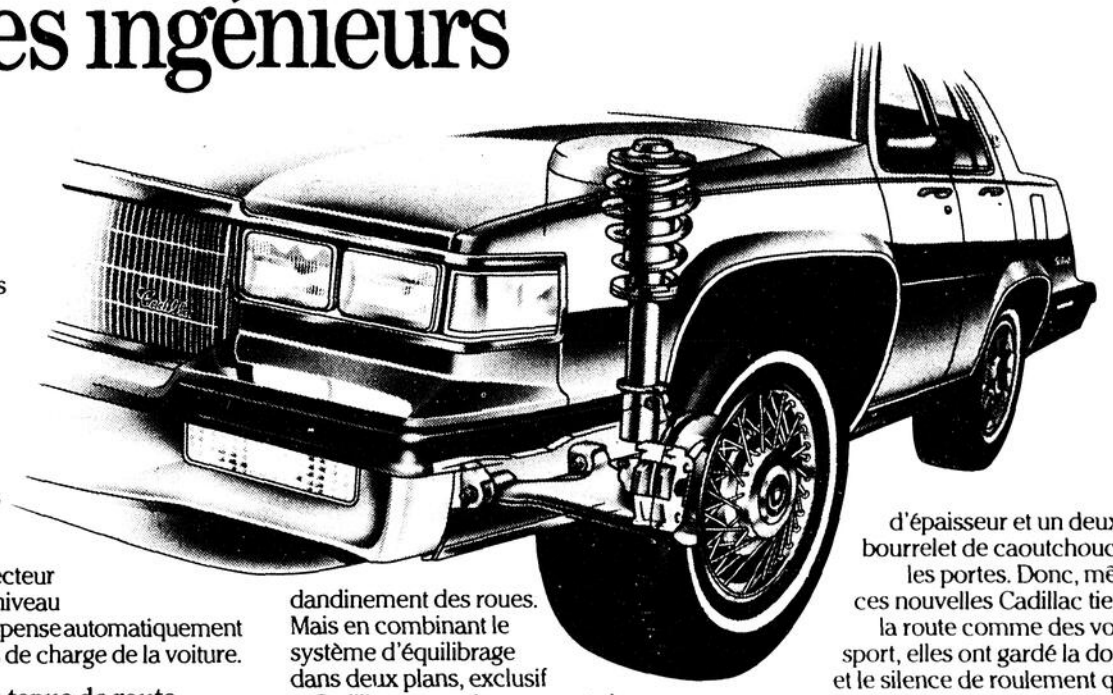
Chez Consolidated-Bathurst, le bénéfice net réalisé au cours du troisième trimestre a été de 20 M$, ou 0,39 $ l'action, comparativement à 7,5 M$ ou 0,11 $ l'action au cours de la période correspondante de 1983. Les ventes du trimestre ont augmenté de 16 % pour se chiffrer à 390 M$. Sur la période de neuf mois, le bénéfice net a plus que doublé: de 26 M$, ou 0,39 $ l'action, qu'il était en 1983, il est passé à 57 M$, ou 1,09 $ par action.

Chez **Donohue,** le bénéfice net consolidé des neuf premiers mois s'est chiffré à 19,6 M$, ou 2,95 $ l'action, soit plus de cinq fois le bénéfice net enregistré l'année dernière au cours de la même période (3,7 M$ ou 0,71 $ l'action). Les ventes ont augmenté de 24 % durant cette période pour s'établir à 326 M$ cette année.

Le bénéfice net réalisé au cours du troisième trimestre a atteint 6,8 M$, ou 1,02 $ l'action, comparativement à 2,5 M$, ou 0,49 $ l'action, au cours de la même période en 1983. Les ventes ont augmenté de 15 % pour s'établir à 102,9 M$. Les résultats par action ne reflètent pas le fractionnement des actions ordinaires en deux survenu le 15 octobre 1984.

Finalement, Great Lakes Forest Products a réalisé un bénéfice net de 10 M$, ou 2,06 $ l'action, comparativement à une perte nette de 8 M$, ou 1,67 $ par action, l'année dernière. Les ventes ont augmenté de 23 % pour s'établir à 446 M$. La compagnie a déclaré le paiement d'un dividende de 0,40 $ par action.

Personne ne s'attendait à ce que cette Cadillac offre les qualités routières d'une voiture sport. Personne, sauf les ingénieurs de Cadillac.



Le défi de la création d'une vraie routière.

En dessinant les plans des toutes nouvelles Cadillac de Ville et Fleetwood à traction avant, nos concepteurs ont donné à nos ingénieurs une occasion exceptionnelle: profiter du nouvel ensemble de carrosserie à cadre intégré et de la nouvelle configuration du châssis pour créer des Cadillac qui soient non seulement aussi silencieuses et confortables que celles qui les ont précédées, mais qui offrent aussi les qualités routières d'une voiture sport.

Avec des brillantes reprises. Une grande facilité de conduite. Une excellente tenue de route dans les virages. Une stabilité impeccable. Et une maniabilité sans précédent.

Le résultat de leurs efforts?

Des Cadillac dotées d'un merveilleux agrément de conduite!

Une nouvelle suspension qui donne un meilleur comportement routier.

Cet agrément de conduite résulte notamment d'une nouvelle suspension à quatre roues indépendantes.

À l'avant: une suspension exclusive à jambes MacPherson avec amortisseurs à gaz Pliacel et montures de conception Cadillac pour contribuer à la douceur du roulement en toutes circonstances, même aux températures extrêmes.

La suspension arrière à roues indépendantes comprend des ressorts hélicoïdaux, des jambes spéciales et des amortisseurs Superlift, ainsi que le correcteur électronique de niveau standard qui compense automatiquement les changements de charge de la voiture.

Une excellente tenue de route dans les virages.

Pour limiter le roulis dans les virages, on a intégré, à l'avant et à l'arrière, des barres stabilisatrices de grand diamètre. De plus, la servodirection à crémaillère réagit rapidement et est stable à la position de marche en ligne droite. Et ces nouvelles Cadillac, grâce à leur traction avant et à leurs pneus radiaux toutes saisons ceinturés d'acier de la toute dernière génération, ont une tenue de route encore plus sûre sur toutes les surfaces.

Une douceur optimale.

Toutes les voitures ont une tendance au dandinement des roues. Mais en combinant le système d'équilibrage dans deux plans, exclusif à Cadillac, avec des roues et des pneus assortis par ordinateur, cette tendance est pratiquement supprimée dans les nouvelles Cadillac. La douceur du roulement est remarquable.

Le silence incomparable des Cadillac.

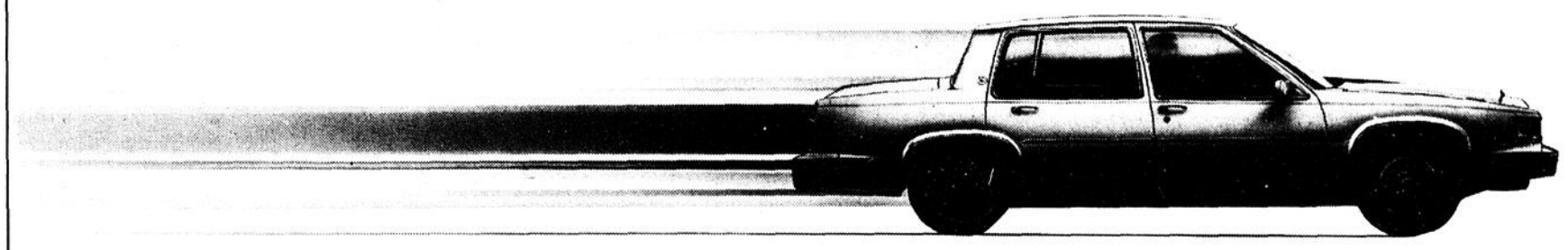
Pour vous protéger des bruits et des vibrations et contribuer au confort tout en maintenant la stabilité du roulement, des éléments amortissants spéciaux isolent la carrosserie de l'ensemble de transmission et de la suspension avant. De plus, des matériaux insonorisants sont judicieusement utilisés–par exemple, des glaces latérales avant de 5 mm d'épaisseur et un deuxième bourrelet de caoutchouc dans les portes. Donc, même si ces nouvelles Cadillac tiennent la route comme des voitures sport, elles ont gardé la douceur et le silence de roulement qui ont fait la réputation des Cadillac.

Avant tout...c'est une Cadillac.

La qualité compte pour Cadillac comme pour vous. Et elle est assurée par la nouvelle garantie de 4 ans/80 000 km de Cadillac. De plus, le programme d'Excellence intégrale de General Motors vise à l'entière satisfaction de notre clientèle. C'est pourquoi, lorsque vous prendrez livraison au détail de votre Cadillac 1985 neuve, en plus de l'inspection approfondie du véhicule par le technicien et par le représentant de votre concessionnaire, vous recevrez un plein réservoir de carburant et un questionnaire pour s'assurer de votre satisfaction.

La vie tient à un clic! Attachez-vous.

GM Canada



Les mines d'or augmentent leur production et leurs bénéfices

■ À part la société **Kiena Gold Mines,** dont la production d'or a diminué au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre, les aurifères **Lac Minerals Ltd, Little Long Lac** et **Lake Shore** ont toutes trois haussé leur production et leurs bénéfices au cours de cette période.

La Société des Mines Lake Shore a enregistré un bénéfice net de 12,6 M$, ou 2,98 $ l'action, avant poste extraordinaire et de 25,2 M$ ou 5,96 $ l'action après poste extraordinaire. En 1983, le bénéfice s'était chiffré respectivement à 9,3 M$ ou 2,12 $ l'action, et à 31,2 M$, ou 7,12 $ par action. Les revenus ont augmenté de 10 % pour s'établir à 126,5 M$.

De son côté, Lac Minerals Ltd, (filiale de Lake Shore) a réalisé un bénéfice consolidé de 24,2 M$, ou 0,95 $ l'action, sur des revenus de 126,4 M$. L'année dernière, la compagnie avait réalisé au cours de sa période de neuf mois, un bénéfice net consolidé de 17,9 M$, ou 0,76 $ l'action, sur des revenus de 115 M$.

Quant à Little Long Lac (qui détient aussi des intérêts dans les Mines Lake Shore), son bénéfice s'est chiffré à 8,2 M$, ou 2,43 $ l'action, avant poste extraordinaire et à 16,7 M$, ou 4,97 $, après poste extraordinaire. En 1983, pour la même période, le bénéfice avant poste extraordinaire avait été de 6 M$, ou 1,83 $ l'action, et de 20,6 M$, ou 6,21 $ par action, après poste extraordinaire. Les revenus pour cette période de neuf mois ont été de 8,3 M$, comparativement à 6,2 M$ en 1983.

Le bénéfice net de Kiena est passé de 4 M$, ou 0,79 $ l'action, à 2,4 M$, ou 0,42 $ par action, de 1983 à 1984. Les revenus ont connu une baisse de 28 % depuis l'année dernière pour s'établir à 18,8 M$.

Les pétrolières haussent leurs bénéfices

■ **Shell Canada** et la **Compagnie Pétrolière Impériale Ltée** ont toutes deux augmenté leurs bénéfices au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 1984.

Chez Impériale, le bénéfice d'exploitation consolidé s'est chiffré à 364 M$, ou 2,27 $ l'action, comparativement à 226 M$, ou 1,43 $ l'action, avant poste extraordinaire au cours des neuf mois de 1984. L'année dernière, des dépenses exceptionnelles de 76 M$ avaient porté le bénéfice net à 150 M$, ou 0,95 $ l'action.

Ses ventes se sont chiffrées à 7,1 milliards de dollars cette année, en hausse de 8 %. Si au cours du troisième trimestre, les ventes n'ont cependant pas augmenté, les résultats ont été très satisfaisants pour la compagnie qui a réalisé un bénéfice net de 143 M$, ou 0,89 $ l'action, comparativement à 93 M$ ou 0,59 $ l'action en 1983.

Quant à Shell Canada, son bénéfice avant poste extraordinaire s'est chiffré à 119 M$, ou 0,95 $ l'action, au cours des neuf premiers mois de 1984. L'année dernière, il avait été de 77 M$, ou 0,64 $. Cette année, un poste extraordinaire de 35 M$ a porté le bénéfice net à 84 M$, ou 0,64 $ l'action.

Les ventes se sont chiffrées à 4 208 M$, en hausse de 7 % sur celles réalisées l'année dernière. Pour la période de trois mois, Shell a enregistré de moins bons résultats puisque son bénéfice net a chuté de 18 % pour s'établir à 33 M$ ou 0,25 $ l'action sur des ventes de 1 412 M$.

Alcan Aluminium

■ Alors qu'elle avait enregistré un bénéfice record au cours de son second trimestre (98 M$ US ou 1,01 $ par action sur des ventes de 1,5 milliard de dollars), **Alcan Aluminium** a obtenu un bénéfice net de seulement 52 M$ US, ou 0,53 $ l'action, sur des ventes de 1,3 milliard de dollars, au cours du trimestre terminé le 30 septembre 1984.

"Cette diminution du bénéfice s'explique principalement par un rétrécissement des marges sur les produits transformés et par une baisse de 11 % des prix moyens obtenus pour les lingots", a déclaré un porte-parole d'Alcan.

Le trimestre correspondant de 1983 avait montré un bénéfice net de 27 M$, ou 0,30 $ l'action; Alcan sortait alors de la récession 7,8 M d'actions supplémentaires ont été émises au cours du dernier trimestre.

Pour la période de neuf mois terminée au 30 septembre, le bénéfice net a augmenté considérablement par rapport à la même période de 1983. Il se chiffre cette année à 233 M$, ou 2,39 $ l'action, comparativement à 18 M$ ou 0,20 $ par action l'année dernière. Les ventes pour cette période de neuf mois se sont établies à 4,2 milliards de dollars, en hausse de 9 % sur celles de l'année dernière. Au cours du troisième trimestre, le chiffre d'affaires est demeuré stable, par rapport à l'année dernière, se chiffrant à 1,3 milliard de dollars.

Quant à **Aluminium du Canada Ltée,** qui regroupe les activités d'Alcan au Canada, aux États-Unis, dans les Antilles et en Irlande, son bénéfice net au cours du troisième trimestre s'est chiffré à 14 M$, ce qui signifie une baisse de 278 % sur les résultats du trimestre précédent et de 64 % sur ceux de la période correspondante de 1983.

Après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées, le bénéfice net s'est établi à 8 M$, comparativement à 46 M$ au second trimestre et à 16 M$ au troisième trimestre de l'année dernière. Pour la période de neuf mois, le bénéfice net après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées s'est chiffré à 89 M$, comparativement à 11 M$ en 1983.

Xerox Canada

■ **Xerox Canada** a réalisé un bénéfice net de 39,6 M$, ou 1,21 $ l'action, au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre. Il s'agit d'une augmentation de 35 % par rapport au bénéfice de 29,4 M$, ou 0,98 $ l'action, de la même période en 1983. Quant aux ventes, elles ont augmenté de 26 % pour s'établir à 339,6 M$.

Trilon Financial Corp.

■ **Trilon Financial Corp.** de Toronto a réalisé au cours de la période de neuf mois terminée au 30 septembre un bénéfice net de 55 M$, ou 2,28 $ par action, comparativement à 26 M$ ou 2,03 $ l'action en 1983. Au troisième trimestre, le bénéfice net a été de 21 M$, ou 0,92 $ l'action, en hausse de 75 % sur l'année dernière. L'entreprise a déclaré un dividende trimestriel de 0,25 $ payable le 31 décembre.

Trilon vient de faire une offre d'achat de **Fireman's Fund Insurance of Canada** au prix de 125 à 130 M$, une compagnie d'assurances générales. Si la transaction se réalise, Fireman's deviendra la troisième filiale financière de Trilon, aux côtés de la société de fiducie **Trustco Royal** et de **London Life,** une compagnie d'assurance-vie.

De son côté, Trustco Royal a conclu avec les actionnaires de **A.E. Lepage** une entente dans le but de réunir dans une même société les activités de courtage immobilier du Trust Royal et de A.E. Lepage. La nouvelle compagnie sera possédée à 51 % par Trustco Royal et à 49 % par les actionnaires actuels de A.E. Lepage.

RÉSULTATS FINANCIERS

Compagnies	Période	Profit par action ($) Plus récent	Profit par action ($) L'an dernier	Revenus bruts (000$) Plus récent	Revenus bruts (000$) L'an dernier
Alcan Aluminium	9 m.	2,39	0,20	4 257 000	3 897 000
Baton Broadcasting	12 m.	1,10	1,06	154 568	140 232
Bell Canada	9 m.	2,93	2,48	7 527 800	6 385 700
Brunswick Mining	9 m.	0,77	0,33	202 210	172 408
Canada Permanent	9 m.	0,77	0,77	3 477	3 437
Canbra Foods	9 m.	0,06	0,57	101 287	79 458
CB Pak	9 m.	0,99	0,78	329 700	297 700
Central Trust	9 m.	0,58	0,55	233 600	208 900
Cominco	9 m.	0,22	(0,84)	1 213 300	985 200
Computalog	9 m.	0,83	0,32	52 728	32 482
Cons. Bathurst	9 m.	1,09	0,39	1 223 000	1 044 000
Domtar	9 m.	3,67	1,36	1 540 000	1 340 000
Domtex	3 m.	(0,21)	0,07	169 707	184 278
FCA Int.	3 m.	0,34	0,29	16 129	13 538
Fraser Inc.	9 m.	0,52	0,88	393 000	317 000
Gulf Canada	9 m.	1,01	0,77	4 100 000	3 761 000
Imperial Life	9 m.	3,60	2,95	465 700	424 500
Imperial Oil	9 m.	2,27	1,43	7 100 000	6 600 000
IPL	9 m.	2,47	2,50	358 334	318 507
Jannock	9 m.	0,97	0,50	162 080	200 271
Lac Minerals	9 m.	0,95	0,76	126 450	114 910
London Life	9 m.	53,58	41,63	1 034 791	916 285
Montreal Trustco	9 m.	0,99	1,00	246 000	218 000
Northern Telecom	9 m.	1,77	1,45	2 974 200	2 329 800
Shell Canada	9 m.	0,95	0,64	4 200 000	3 900 000
Southam Inc.	9 m.	2,21	1,92	778 181	634 581
Suncor	9 m.	1,62	1,30	1 150 000	1 090 000
Xerox	9 m.	1,21	0,98	339 612	269 662

Trust General

■ Grâce à une augmentation de son volume d'affaires et à un meilleur contrôle de ses dépenses d'exploitation, le **Trust General** a réalisé au troisième trimestre terminé le 30 septembre 1984, un bénéfice net de 3,5 M$, ou 0,75 $ l'action. Il s'agit d'une hausse de 16 % sur le bénéfice net du même trimestre en 1983, qui s'était chiffré à 3 M$, ou 0,69 $ l'action. De plus, 400 000 nouvelles actions ont été émises au cours de ce trimestre.

Le bénéfice net pour les neuf premiers mois s'est chiffré à 10,5 M$, ou 2,25 $ l'action, comparativement à 9,7 M$, ou 2,22 $ par action, l'année dernière. Les revenus bruts ont augmenté de 15 % pour se chiffrer à 235,8 M$.

Lafarge Corp.

■ Des frais d'intérêts réduits, ainsi qu'une faible hausse des prix de vente du ciment aux États-Unis et une augmentation de 11 % du volume des ventes de ciment en Amérique du Nord, ont aidé **Lafarge Corporation** à hausser de 16 % son bénéfice net du dernier trimestre, terminé le 30 septembre.

Alors qu'au cours du trimestre correspondant de 1983, le bénéfice net avait été de 8,7 M $, ou 0,27 $ l'action, sur des ventes de 283 M$, il s'est chiffré pour cette période à 10 M$, ou 0,25 $ par action, (sur un volume de 303 M$ de ventes). 4 900 nouvelles actions ont été émises au cours de ce trimestre.

Ces résultats ont contribué à réduire la perte nette pour l'année à la suite du faible volume de ventes saisonnières et aux frais d'entretien élevés du premier semestre. La perte nette des neuf premiers mois s'élève à 2,5 M$, ou 0,12 $ l'action, comparativement à une perte de 13,7 M$, ou 0,43 $ l'action l'année dernière. Les ventes ont connu une baisse de 6 % sur celles des neuf premiers mois de 1983 pour se chiffrer cette année à 709,7 M$.

Papiers Cascades

■ **Papiers Cascades** a quadruplé son bénéfice net au cours de sa période de neuf mois terminée le 30 septembre. Alors que l'année dernière il s'était chiffré à 2,2 M$ ou 0,44 $ l'action, le bénéfice net s'est établi cette année à 9 M$ ou 0,80 $ par action. Le 18 octobre dernier, 1,250,000 nouvelles actions ont été émises. Les ventes se sont chiffrées à 130 M$ comparativement à 35 M$ l'année dernière.

Pour la période de trois mois, le bénéfice net a plus que doublé pour s'établir à 2,8 M$ ou 0,25 $ l'action (compte-tenu de la nouvelle émission). L'année dernière, le bénéfice net avait été de 1,2 M$ ou 0,12 $ par action. Quant aux ventes, elles sont passées à 50 M$ au cours du trimestre, en hausse de 233 % sur celles réalisées au cours du trimestre correspondant de 1983.

Imasco Ltée

■ **Imasco Ltée** a réalisé un bénéfice net de 114 M$, ou 2,23 $ l'action, au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 1984, comparativement à un bénéfice net de 97 M$, ou 1,89 $ l'action, réalisé au cours de la période correspondante de 1983. Les ventes de l'ensemble du réseau ont augmenté de 29,7 % pour se chiffrer à 3 517 M$, au cours de cette période.

Le bénéfice réalisé au cours du dernier trimestre a été de 61,9 M$ ou 1,21 $ (actions, comparativement à 53 M$ ou 1,03 $ par action, l'année dernière. Les ventes ont été de 1 805 M$, en hausse de 27 % sur celles réalisées l'année dernière.

Les revenus consolidés se sont chiffrés à 2 064 M$ pour les six mois et à 1 047 M$ pour le deuxième trimestre, accusant des hausses respectives de 39 % et de 35 % par rapport à l'année dernière.

Falconbridge

■ **Falconbridge Ltée** a réalisé des bénéfices consolidés de 19,6 M$, ou 2,73 $ l'action, avant poste extraordinaire au cours des neuf premiers mois de 1984, comparativement à une perte de 42 M$ ou 6,26 $ l'action subie au cours de la même période en 1983. Cette hausse des bénéfices est largement attribuable aux réductions des coûts de production, aux améliorations des prix du nickel et aux volumes des ventes plus élevés pour les métaux de base et précieux.

Le bénéfice net a été de 71 M$, ou 9,89 $ l'action, au cours de cette période. L'année dernière, la société avait subi une perte de 27 M$ ou 4,05 $ l'action.

Résultats déplorables dans le textile

■ L'augmentation marquée des coûts des matières premières et de la main-d'oeuvre ainsi que la baisse des prix attribuables aux importations massives de produits textiles en provenance de pays où la main-d'oeuvre est bon marché sont les principaux facteurs qui ont contribué à la détérioration des marges de profits chez les manufacturiers canadiens de textiles.

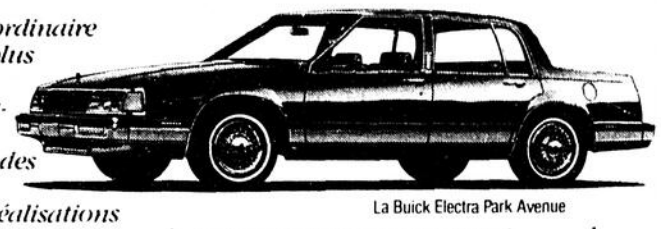
Dominion Textile a subi une perte nette de 2 M$, ou 0,21 $ l'action, pour le trimestre terminé le 30 septembre; la situation n'est guère meilleure chez son concurrent **Wabasso,** qui a encaissé une perte de 2,9 M$, ou 7,52 $ l'action, à son troisième trimestre de 1984.

L'année dernière, Wabasso avait réalisé un bénéfice net de 74 000 $, ou 0,19 $ l'action, tandis que Dominion Textile avait, de son côté, réalisé 1,4 M$ de bénéfice net (0,07 $ l'action).

Les ventes ont chuté de 8 % chez Dominion Textile pour se chiffrer à 169,8 M$. Chez Wabasso, la diminution a été de 11 % pour un chiffre d'affaire de 24 M$ au cours du dernier trimestre.

Ces résultats négatifs ont porté la perte nette de Wabasso à 6,6 M$, ou 16,69 $ l'action, pour la période de neuf mois, comparativement à un bénéfice net de 807 000 $ ou 2,03 $ l'action l'année dernière.

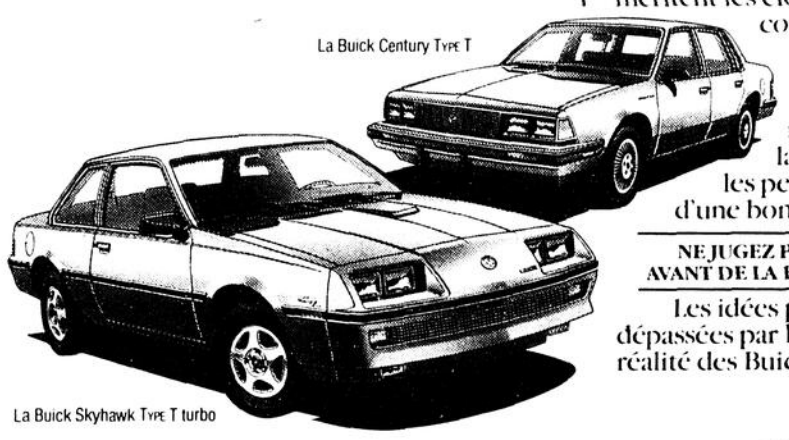
Le langage ordinaire ne suffit plus à exprimer convenablement la sensation qu'on éprouve en conduisant une des Buick actuelles. Les impressionnantes réalisations esthétiques et techniques de Buick exigent des formulations nouvelles.



La Buick Electra Park Avenue

Vous n'avez jamais conduit de Buick comme ça!

Il y a de nombreuses années que Buick répond aux désirs des automobilistes qui veulent une voiture de qualité supérieure, luxueuse et d'une excellente tenue de route. Les Buick actuelles conservent les meilleurs éléments des modèles précédents et elles méritent les éloges ainsi que la confiance de ceux qui aiment conduire et qui peuvent vraiment apprécier la puissance et les performances d'une bonne voiture.



La Buick Century Type T

La Buick Skyhawk Type T turbo

NE JUGEZ PAS UNE BUICK AVANT DE LA BIEN CONNAÎTRE.

Les idées préconçues sont dépassées par la sensationnelle réalité des Buick 1985 et la nouvelle Somerset Regal.

À noter, en particulier, le système d'alimentation en carburant exceptionnellement efficace et reconnu comme un des meilleurs du monde entier, la suspension à 4 roues indépendantes et l'assortiment sans doute le plus varié de modèles de luxe à traction avant.

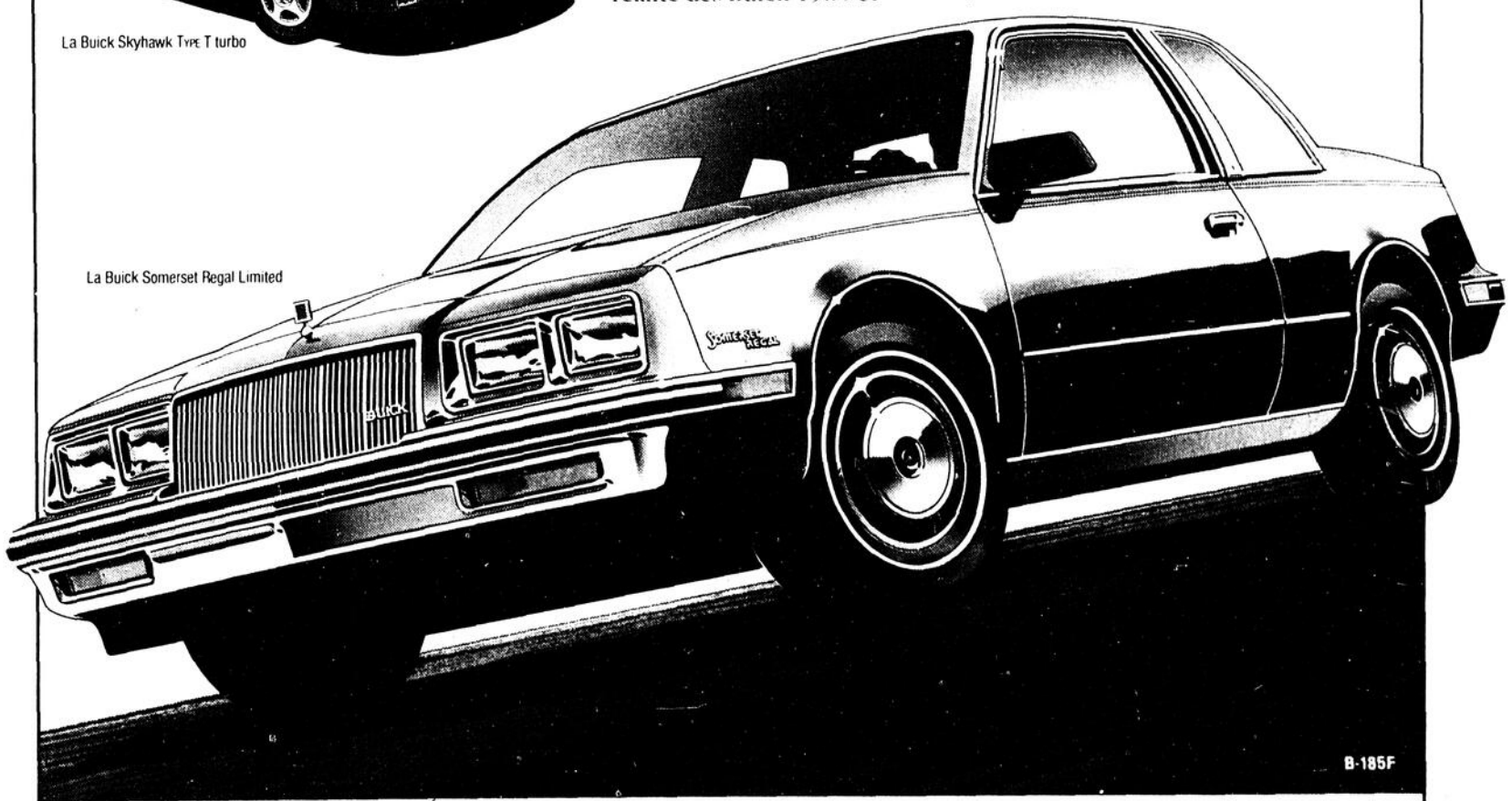
Faites l'essai d'une Buick aujourd'hui même, vous découvrirez une vraie voiture routière de luxe offrant un agrément de conduite exceptionnel.

Certains des accessoires illustrés ou mentionnés sont livrables moyennant supplément.

Excellence + INTÉGRALE — Un des objectifs du programme d'Excellence intégrale de General Motors est de satisfaire entièrement la clientèle. C'est pour cela qu'en prenant livraison au détail de votre nouvelle Buick, vous bénéficiez d'une inspection complète du véhicule par le technicien et le vendeur de l'établissement ainsi que d'un remplissage du réservoir à carburant, et vous recevez par la suite un questionnaire sur vos impressions après la livraison.

BUICK

N'aimeriez-vous pas plutôt avoir une Buick?



La Buick Somerset Regal Limited

B-185F

SKYHAWK • SKYLARK • SOMERSET REGAL • CENTURY • REGAL • LeSABRE • ELECTRA • RIVIERA

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Brunelle, Mercier & Associés Inc.
Conseillers en ressources humaines
Perfectionnement/formation • Relation d'aide
Réaffectation/Recrutement
1730 Charles-Valin Vimont, Laval (Québec) H7M 4C5
Tél.: (514) 387-3249

CURRICULUM VITAE
Le rédacteur-conseil des cadres et professionnels d'aujourd'hui et de demain.
RÉDAPRO
(514) 382-3224

Pour vos annonces d'immeubles, consultez
Lyse Filion
(514) 842-6491
Heure de tombée: mardi midi

ÉPARGNEZ 2 $ EN ACHETANT VOS BILLETS DES MAINTENANT À VOTRE CAISSE POPULAIRE OU BANQUE NATIONALE PARTICIPANTE

Jeunes Adultes:
Connaissez les nombreux programmes qui vous sont destinés.
Consultez les conseillers spéciaux présents au salon.
CHOI 98 FM

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
présentent

SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

5000$ D'ACTIONS À GAGNER
PARTICIPEZ AU CONCOURS DE L'ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC



★ Investissez à la bourse
★ Régimes d'épargne-action, épargne-retraite
★ Conseils gratuits des C.A. avocats et notaires
★ Négociez votre hypothèque
★ Conférences et ateliers

LE SOLEIL
AUBERGE DES GOUVERNEURS

N'oubliez pas, ***UNE PERSONNE AVERTIE EN VAUT DEUX!***

CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS - QUÉBEC
7 au 11 NOVEMBRE

CARLING O'KEEFE LIMITÉE

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est donné par la présente que le Conseil d'administration a déclaré les dividendes suivant qui seront payables le 1er janvier 1985, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 7 décembre 1984:

1. Un dividende trimestriel de 55 cents par action sur les actions privilégiées en circulation de la Compagnie, série A, à dividende cumulatif 2,20$;

2. Un dividence trimestriel de 66¼ cents par action sur les actions privilégiées en circulation de la Compagnie, série B, à dividende cumulatif 2,65$;

3. Un dividende trimestriel de 12 cents par action sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Peter John Young
Vice-Président, Affaires juridiques et secrétaire général

EN DATE du 24 octobre 1984

JOIGNEZ-VOUS AUX 222 000 LECTEURS DU JOURNAL LES AFFAIRES POUR BÂTIR L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Pour réservation sous:
Les bonnes tables d'affaires
Consultez Beverly Dubuc
(514) 842-6491

On peut guérir les maladies du rein

Ensemble nous y parviendrons



Brian souffre d'insuffisance rénale. Pour les malades comme Brian, la vie dépend de longs traitements qui purifient le sang en attendant une greffe. Ce qu'il leur faut, c'est guérir. Vous nous avez aidés à faire un pas pour les guérir. Ensemble nous y parviendrons.

Pour offrir votre contribution, appelez sans frais à 1-800-268-6364, téléphoniste 532.

La Fondation Canadienne Des Maladies Du Rein

Aidez-nous maintenant, c'est important.

LA VENTE DE FRANCHISES: UN GRAND DÉFI!

Nous sommes à la recherche de gens énergiques.

NOUS sommes une société énergique, en pleine croissance, visant des résultats concrets et offrant des défis à la mesure de votre enthousiasme et de vos connaissances dans l'administration de petites entreprises.

VOUS êtes diplômé en commerce et riche d'une expérience de 3 à 5 ans, marquée de succès.

VOUS avez la compétence pour devenir chef d'entreprise et l'énergie pour être un leader dans un domaine très compétitif.

NOUS nous relançons à la conquête des marchés de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. NOTRE DIRECTEUR DES VENTES DE FRANCHISES développera de nouveaux établissements A&W, identifiera les franchisés qualifiés et orientera la carrière de nouveaux employés au sein de notre entreprise.

VOUS êtes capable d'influencer les gens et les événements.

VOUS êtes PARFAITEMENT BILINGUE, vous acceptez de voyager souvent et éventuellement d'être transféré à Vancouver.

Nous cherchons quelqu'un comme vous!

Si VOUS avez envie d'un défi de ce genre, de travailler dans un milieu qui requiert votre entière participation, qui accueille les nouvelles idées et offre la possibilité d'une vraie carrière, écrivez-nous, en anglais, à l'adresse suivante:

Elaine Head
Directrice, Service du Personnel
A&W Food Services of Canada Ltd.
101–145 West 15th Street
North Vancouver, B.C. V7M 1S1

A&W

CARRIÈRES ET PROFESSIONS ... À L'ÉCOUTE

Grâce à une collaboration exceptionnelle avec CIEL 98,5 notre page de **carrières et professions** est entendue sur les ondes à quatre reprises tous les jeudis entre 10:00 et 18:00.

Cela dans le but de rapprocher les entreprises, intervenants, gens d'affaires et professionnels.

SOYEZ OPPORTUNISTES!

VOTRE annonce de carrière publiée dans LES AFFAIRES sera entendue à la radio de CIEL 98,5 tous les jeudis.

LES AFFAIRES ET ciel 98,5

UN TANDEM QUI TRAVAILLE POUR VOUS

Pour plus d'informations communiquez avec:
Beverly Dubuc 842-6491

J'ACHÈTE C'est sûr!



parce que c'est l'un des meilleurs placements

PROFITABLES

- 11¼% d'intérêt la première année.
- Minimum garanti de 7% chacune des six années suivantes jusqu'à l'échéance.

SÛRES ET FACILES À ENCAISSER

- Garanties par le gouvernement du Canada.
- Encaissables en tout temps.
- Aucune pénalité d'intérêt à l'encaissement après les deux premiers mois.

LIMITE D'ACHAT

- $75 000 par détenteur pour les achats au comptant.
- Pour les détenteurs d'obligations S-27, émises en 1972, et S-30, émises en 1975, $75 000 plus le montant correspondant à la valeur nominale de leurs obligations S-27 et S-30.

PÉRIODE DE VENTE

- Du 24 octobre au 7 novembre inclusivement au comptant sans payer l'intérêt couru.
- **Toutefois, le ministre des Finances peut, à sa discrétion, mettre fin à la vente de cette émission en tout temps.**

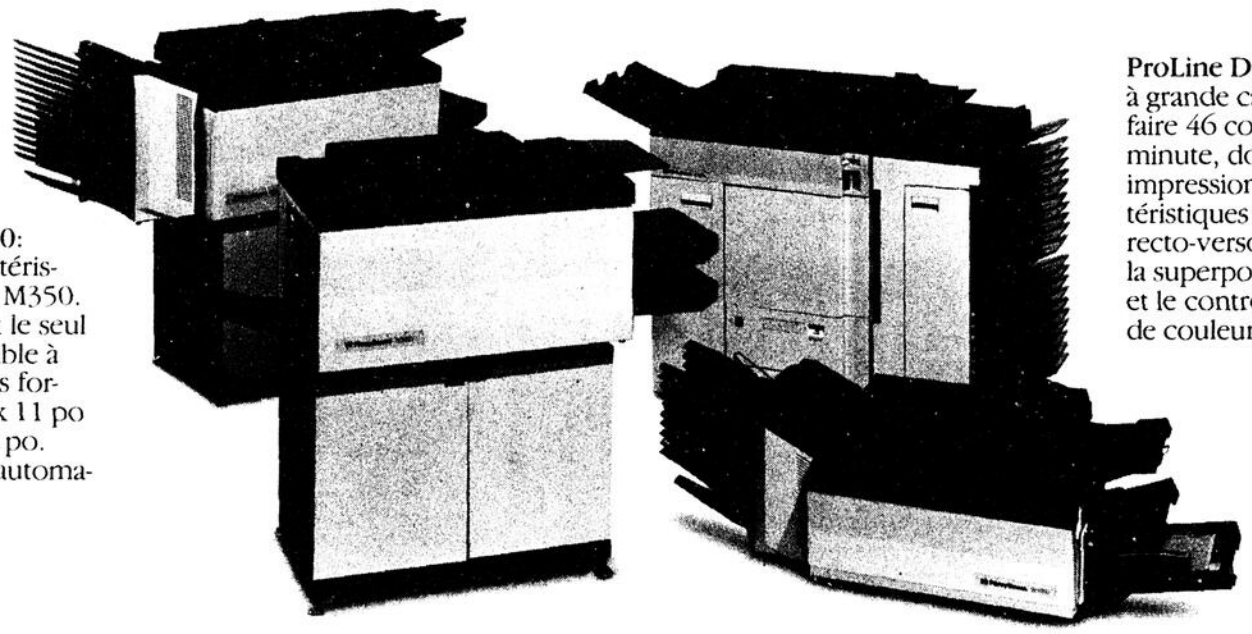
Achetez vite les vôtres!

Dans toutes les institutions financières autorisées: banques, courtiers, sociétés de fiducie et caisses populaires.

11¼%
la première année

les Obligations d'épargne du Canada

Voici la nouvelle série ProLine de Pitney Bowes



ProLine D350: Mêmes caractéristiques que la M350. En plus, c'est le seul modèle de table à vous offrir les formats 8½ po x 11 po et 11 po x 14 po. Recto-verso automatique.

ProLine D460: Appareils à grande capacité pouvant faire 46 copies par minute, dotés d'une liste impressionnante de caractéristiques incluant le recto-verso automatique, la superposition d'image et le contrôle de contraste de couleurs.

ProLine M350: Modèle intermédiaire de table avec toutes les possibilités d'un plus gros photocopieur. Lentille zoom directionnelle. Auto-alimentateur disponible.

ProLine M250: Modèle compact de table offrant de nombreuses caractéristiques à des coûts remarquablement bas. Lentille zoom en équipement standard. Auto-alimentateur disponible.

De la qualité, appuyée par un service que la compétition ne peut copier

Notre compétition est loin d'être heureuse. Pitney Bowes vient en effet d'ajouter quatre nouveaux modèles à sa famille ProLine. Maintenant, vous êtes sûrs de trouver chez Pitney Bowes le copieur avec toutes les caractéristiques dont vous avez besoin et que vous recherchez, des caractéristiques que vous ne trouverez probablement pas chez nos compétiteurs.

Prenez par exemple, le recto-verso automatique qui reproduit les deux côtés rapidement et facilement. La feuille copie demeure dans la machine jusqu'à ce que ses deux côtés soient photocopiés. Il y a aussi la lentille zoom qui vous permet d'agrandir ou de réduire à tous les formats désirés.

Nos photocopieurs ProLine incluent aussi des caractéristiques telles que la superposition d'image, un sélecteur automatique de marges, un ajusteur de contrastes pour les couleurs, un assembleur de copies et plus encore. Ces caractéristiques nouvelles et spectaculaires vous feront changer d'idée sur ce qu'un photocopieur est capable de faire.

LA COMPÉTITION
NE PEUT NOUS COPIER.

Outre la qualité et la fiabilité, nos nouveaux photocopieurs ProLine vous donnent quelque chose de plus important encore: un service qui nous place bien en avant de la compétition.

Nous vous offrons une garantie unique sur la performance de nos appareils, une garantie que nous vous donnons par écrit. Cette garantie est appuyée par une équipe de plus de 800 "Pros" de la vente et du service dans plus de 50 bureaux à travers le Canada. Des "Pros" qui en feront beaucoup plus pour vous, parce que Pitney Bowes veut beaucoup plus faire affaire avec vous.

Les nouveaux photocopieurs ProLine de Pitney Bowes: de la qualité, appuyée par une service que la compétition ne peut copier. Pour une démonstration gratuite...

APPELEZ LES "PROS" DE PITNEY BOWES
Sans frais 1-800-268-7801
(en C.-B. 112-800-268-7801)

Pitney Bowes

Pitney Bowes du Canada Ltée, 150 Ferrand Drive, Don Mills, Ontario, M3C 3B5 Plus de 50 bureaux à travers le Canada. Compteurs postaux • Systèmes de traitement du courrier • Photocopieurs • Télécopieurs • Assembleuses • Machines à adresser.